

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 130 m.;  
Allemagne, 1 DM; Autriche, 12 Sch.; Belgique, 13 F.;  
Canada, 5 C.; Danemark, 16 Kr.; Espagne, 25 pes.;  
Grèce, 200 dr.; Italie, 350 L.; Liban, 100 L.;  
Luxembourg, 12 F.; Norvège, 3 Kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.;  
Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 Kr.; Suisse, 1 Fr.;  
U.S.A., 65 c.; Yémen, 10 dir.  
Taux des abonnements page 29  
5, rue des Italiens  
75221 PARIS - CEDEX 10  
C.C.P. 071-23 Paris  
Tél. Paris n° 68572  
Tél. : 245-72-23

Trois nouvelles universités  
sont créées à Valenciennes  
à Toulon et à Perpignan

LIRE PAGE 34

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### Vers l'autonomie de l'Écosse ?

Le projet de loi sur la dévolution de pouvoirs à l'Écosse a enfin été adopté en troisième lecture aux Communes par quatre-vingt voix de majorité. Mais cette victoire de M. Callaghan ne va pas très loin, car le projet initial des travaillistes, qui envisageait une assez large autonomie interne pour la province écossaise, a été notablement amendé.

L'Assemblée d'Édimbourg ne verra en effet le jour que si, par un référendum préalable, 40 % au moins des électeurs écossais inscrite se prononcent pour la dévolution. Or, malgré les succès électoraux du parti nationaliste écossais (S.N.P.), les résistances au projet du gouvernement ne manquent pas, notamment chez les conservateurs et dans la gauche travailliste. De leur côté, les Iles Shetland et les Orkades, qui souhaitent encore moins voir leurs affaires régies par Édimbourg que par Londres, seront exclues de la dévolution.

L'acharnement du Labour à faire voter un projet de loi dont le prédecesseur tory de M. Callaghan, M. Heath, était lui aussi partisan, s'explique pour des raisons essentiellement électorales. Les succès remportés, à la surprise générale, par le S.N.P. aux élections de 1974 — sept élus en février, onze en octobre — inquiètent les travaillistes, qui « tentent » jusqu'au bout solidement le bastion écossais.

Après avoir essuyé plusieurs défaites aux Communes, c'est à dessein que le gouvernement de M. Callaghan a dissocié les projets de dévolution à l'Écosse et au Pays de Galles, qui feront l'objet de référendums séparés.

Il reste maintenant à affronter la Chambre des Lords, qui est, par principe, violemment hostile au projet écossais. Mais il est à peu près certain que M. Callaghan pourra prochainement fixer la date du référendum en Écosse. Il lui restera à déterminer s'il aura lieu avant, pendant, ou après les élections générales, qui doivent se tenir, au plus tard, à l'automne de 1979.

Les calculs électoraux du premier ministre sont d'autant plus délicats qu'il manque maintenant sept sièges au parti travailliste pour s'assurer une majorité aux Communes, que ses alliés libéraux sont inconditionnellement en faveur d'une large dévolution et que les soixante et onze députés écossais sont aussi l'objet de toute la sollicitude des conservateurs, qui, depuis vingt ans, ont perdu vingt sièges dans la province du Nord.

Au-delà du renouvellement du Parlement, M. Callaghan a un autre jeu serré à mener. Nul ne sait très bien où en est le « nationalisme écossais ». Après la flamboyante victoire de 1974, qui a coïncidé avec la confirmation des richesses pétrolières insoupçonnées de la mer du Nord et d'un marasme de l'économie anglaise, il semble quelque peu marquer le pas. Les indépendantistes sont en train de réaliser que l'ère noire ne suffira pas à assurer l'autonomie d'un pays pauvre et sous-peuplé. Dans le même temps, un courant nationaliste grandissant se fait jour parmi les jeunes conservateurs et les jeunes travaillistes écossais, qui souhaitent avec de plus en plus de fermeté une large autonomie à l'égard de Londres, tout en restant partie de la Couronne.

Les polémiques se développent à propos des attributions de la future assemblée d'Édimbourg, à laquelle, jusqu'à présent, Londres n'envisage pas d'accorder la moindre indépendance financière. Après avoir cultivé ces espoirs et peut-être contribué à les diffuser, M. Callaghan risque de se trouver dans une position délicate si les « oui » au référendum n'atteignent pas la cote des 40 %. Sans parler de l'agitation — pour l'instant intellectuelle — qui s'est emparée d'autres « régions » britanniques devant les avantages administratifs — et financiers — offerts aux Écossais et aux Gallois. Il n'est sans doute pas question d'un « éclatement » du Royaume-Uni, mais la tételle de Westminster risque de connaître de durs moments dans les années qui viennent.

### La rupture avec Nicosie pourrait amener l'Égypte à reconnaître l'État chypriote turc

La crise ouverte entre l'Égypte et Chypre par l'issue sanglante de l'opération de Larnaca a conduit, mercredi 22 février, le président Sadat à « ne plus reconnaître M. Spyros Kyprianou comme président de la République chypriote » et à rompre les relations diplomatiques avec Nicosie.

M. Boutros-Ghali, ministre d'État aux affaires étrangères, a laissé entendre que d'autres mesures de rétorsion pourraient être prises contre le gouvernement chypriote. Il pourrait s'agir de la reconnaissance par l'Égypte de l'État fédéré turc, présidé par M. Denktash. L'Égypte serait alors, avec la Turquie, le seul pays à reconnaître la légitimité de l'État chypriote turc installé dans le nord de l'île.

Les propos tenus par le rais ont suscité, à Nicosie, étonnement et indignation, nous câble notre correspondant. M. Kyprianou a cependant réagi avec modération, affirmant qu'il n'épargnerait aucun effort « pour restaurer les bonnes relations entre les deux pays ».

De notre correspondant

Le Caire. — Devant une foule électrisée de plusieurs milliers de personnes lançant des slogans nationalistes et antipalestiniens, réunie à Medinet-Nasr autour du monument aux morts de la guerre d'octobre 1973, le président Sadat a exigé une fois de plus « que soient remis à l'Égypte les deux meurtriers de Youssef Sebat ». Mais, sachant, depuis le voyage effectué entre-temps à Chypre par M. Boutros-Ghali, ministre d'État égyptien aux affaires étrangères, que Nicosie avait déjà refusé d'extrader les deux assassins, le rais a aussitôt enchaîné : « L'Égypte ne reconnaît plus M. Kyprianou comme président de la République chypriote. Il n'est pas question pour nous de traiter avec des nains comme lui. » (Nos dernières éditions du 23 février.)

### AU JOUR LE JOUR PAS DE DÉTAILS

On ne pourra pas reprocher à M. Pontatowski de faire de la démagogie : plutôt que de chercher à rassurer ses concitoyens avec de trompeuses promesses, il a préféré les informer de ce que serait notre avenir au cas où la gauche passerait.

À en croire l'ami personnel de M. Giscard d'Estaing, il y aurait aussitôt une crise entre le président et son premier ministre, ce dernier étant entré dans son action par l'agitation incessante du ministère de la potémique dont M. Marchais détiendrait le portefeuille. Notre économie, consternée par de telles scènes, s'effondrerait.

M. Pontatowski n'a pas dit que les rats, affolés par le changement radical de société, juraient les égouts et semaient l'horreur dans les villes, ni que des bandes armées sillonnaient les artères des cités glorieuses par un vent collectiviste. M. Pontatowski n'a pas dit non plus que les enfants jetaient des cailloux chaotiques sur des routes d'azil et que les taches seraient la grève du lait. Mais c'est parce qu'il n'avait pas le temps d'entrer dans les détails.

BERNARD CHAPUIS.

### Le malaise s'accroît au service français de contre-espionnage

#### Des agents dénoncent la « chasse aux sorcières » au sein du SDECE

Une certaine effervescence se manifeste au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.), tandis que les bruits d'un départ de l'actuel directeur général, M. Alexandre de Marenches, se font plus insistants. Dans le même temps, on assiste à la nomination récente de nouveaux responsables, civils et militaires, à la tête des principales directions qui composent les services secrets français.

Quelques agents se plaignent de vexations ou de pressions exercées en toute illégalité envers eux. Dans un cas précis, la menace d'un procès a été qu'une affaire de « chasse aux sorcières » ne se transforme en « bavure » ou en drame, comme cela a déjà été le cas avec le suicide de deux agents du Groupe des contrôles radio-électriques (C.G.R.), rattaché au S.D.E.C.E. depuis juillet 1970.

Périodiquement, le S.D.E.C.E., comme la plupart des services semblables à l'étranger, est secoué par de graves crises internes. En arrivant au S.D.E.C.E. en octobre 1970, M. de Marenches a trouvé un organisme paralysé par des conflits de personnes, une division profonde entre factions politiques rivales entretenues depuis la guerre de 1940 des habitudes d'indiscipline et par la suspicion qui pesait, alors, sur la loyauté de certains agents impliqués dans la disparition du leader marocain Ben Barki ou dans une affaire de trafic de drogue.

L'une des premières décisions de M. de Marenches a été de mettre brutalement à l'écart plusieurs responsables — et non des moindres puisqu'il s'agit notamment des deux directeurs de la recherche, le colonel Jacques Beaumont, du contre-espionnage, le colonel Hervé de Lavillotte, et l'occasion d'une réforme de

l'ensemble du service. Cette réorganisation était destinée à donner une nouvelle image de marque au service et à y attirer des éléments de valeur pour remplacer les agents limogés.

De surcroît, M. de Marenches a réorienté le travail de documentation du S.D.E.C.E. en élargissant son champ d'activités et en rapprochant de ses alliés traditionnels : les services occidentaux, et, plus particulièrement, les services américains et britanniques avec lesquels le directeur général entretient de bons rapports personnels. Il a cherché à conférer au S.D.E.C.E. la demande du gouvernement, une structure militaire plus rigoureuse, notamment à l'appui et à l'autorité du général de brigade Jean-Louis Lacaze, parti depuis, qui a été le premier colonel, directeur de la recherche, à recevoir des étoiles à sa poitrine.

(Lire la suite page 25.)

### L'opposition à M. Debatisse se renforce à la F.N.S.E.A.

Au moment où, d'après le résultat des élections au conseil d'administration de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), M. Debatisse vient de renforcer sa position à la tête de la centrale paysanne, une vive opposition à sa politique se dessine.

La première journée du congrès de la F.N.S.E.A., qui s'achève ce 23 février à Versailles, a été marquée par la confirmation de l'exclusion de la fédération de la Loire-Atlantique, sans que les délégués de cette-ci aient pu présenter leur défense. Elle a également vu une déléguée départementale mettre en cause l'équipe dirigeante de la F.N.S.E.A. dans une motion intitulée « L'unité syndicale implique le pluralisme », qui reproche notamment à l'état-major de la F.N.S.E.A. de refuser le débat syndical et de servir de « courroie de transmission » à la politique agricole des pouvoirs publics. Une dizaine d'autres départements pourraient se rallier à ce texte.

Le congrès de la Fédération des exploitants se déroule plus qu'à l'ordinaire. Officiellement, les délégués débattent du rapport de M. François Guillaume, secrétaire général, sur « le syndicalisme et la démocratie économique ». « Les syndicats », a-t-il rapporté, sont à la démocratie économique ce que les partis sont à la démocratie politique, tout en ayant entre eux une différence de nature et d'objectif. Le syndicalisme agricole joue notamment un rôle essentiel dans la démocratie économique. Accueillant toutes les opinions, c'est un syndicalisme unitaire et réformiste, qui sait passer des compromis sans verser dans la compromission, en évitant de recourir à des excès qui entraîneraient d'autres excès. »

Idées chères au président de la F.N.S.E.A., M. Michel Debatisse, pour qui, face à un pouvoir politique qui ne « couvre » pas l'ensemble des préoccupations de la population, il faut organiser la représentation des groupes socio-professionnels, plus proches des réalités quotidiennes. L'objectif est en fait d'aboutir à un renforcement du rôle et des pouvoirs du Conseil économique et social.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 31.)

### Sénégal : la démocratie à l'essai I. — Le tripartisme organisé

Événement exceptionnel sur le continent africain, un million et demi de citoyens sénégalais ont participé, dimanche 26 février, pour élire le président de la République et les cent membres de l'Assemblée nationale, au terme d'une campagne électorale qui a permis l'instauration d'un débat démocratique. Pour la première fois en effet depuis deux ans, la compétition n'est plus réservée aux candidats du parti socialiste du président Senghor.

Le parti démocratique sénégalais — dont le

chef, M. Wade, est candidat à l'élection présidentielle contre M. Senghor — et le parti africain de l'indépendance (A.P.I.) (ancien parti sénégalais de l'opposition, présent dans leurs listes de candidats aux élections législatives. L'introduction du scrutin proportionnel leur permettra d'être représentés à l'Assemblée.

Notre envoyé spécial fait le point sur le débat politique à la veille de la consultation.

De notre envoyé spécial  
JEAN-PIERRE LANGELLIER

J'aurais voté trois fois, dans trois urnes différentes... Il est d'une enveloppe le bulletin jaune, frappé d'un épi de millet, symbole du parti démocratique sénégalais (P.D.S.). Il est lisible, longuement face à la foule enthousiaste qui salue ce geste, devenu rituel, en entonnant le slogan — unique — du P.D.S. : « Sopi ! Sopi ! » (changement, changement). Un mot d'ordre qui tient largement lieu de programme. La scène se passe à Gossas, petite ville du Sine-Saloum, le « bassin arachidier » du Sénégal.

L'histoire, secrétaire général d'un parti installé au pouvoir depuis dix-huit ans.

(Lire la suite page 3.)

### LA MORT, LA VIE, LA LIBERTÉ « Angoisse et certitude » de Maurice Schumann

Un livre singulier, un beau livre. Singulier parce que de Maurice Schumann, homme public, sénateur et ancien ministre, démocrate-chrétien et gaulliste, on attendait plutôt des Mémoires ou bien un exposé doctrinal, voire un essai sur la politique aujourd'hui. C'était oublier le romancier du *Rendez-vous avec quelqu'un* et des *Flots* roulant au loin, l'homme de réflexion de la *Mort née de leur propre vie*, c'était faire peu de cas de l'humaniste doué de savoir, à l'immense culture étayée sur une mémoire prodigieuse et à la sensibilité toujours en éveil. Si la pratique politique affleure parfois, c'est bien rarement et bien discrètement. Discret aussi, presque secret, le chrétien. Quant au gaulliste, il n'apparaît guère que dans quelques pages de la conclusion, et encore s'agit-il plus d'un autre — François Mauriac — que de lui-même.

Un beau, un très beau livre, donc. Une méditation à haute voix et de grand style sur trois thèmes qui justifient tantôt l'angoisse, tantôt la saine certitude qui ont donné leur titre à l'ouvrage. Les thèmes de la mort, de la vie et de la liberté.

Trois thèmes, mais aussi trois façons fort différentes de les envisager et de les développer, ce qui rompt la monotonie.

La mort : « La mort d'un homme, la mort de l'homme, la mort de l'être : la XX<sup>e</sup> siècle a inventé, découvert ou redécouvert ce qu'il faut bien appeler la troisième mort. » La mort d'un homme, c'est celle de Richard Wagner au palais Vendramin, aux côtés de Cosima — « *Amour, mort, musique* : un seul bruissement », — hier la mort de Venise. La mort de l'homme : « Penser, agir, écrire, gouverner, c'est désormais parler à l'homme de la mort de l'homme. » Avec ce mot terrible d'un marxiste soviétique, entendu dans les stériles de l'Asie centrale, il est tout expédié : « Je ne crois pas à la guerre russo-américaine ; la seule guerre à laquelle je suis, hélas ! obligé de croire est celle de tous les blancs contre tous les autres. Nous la gagnerons, mais... »

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(Lire la suite, page 20.)

**ALAIN BESANÇON**

Les origines intellectuelles du léninisme

**PIERRE CHAUNU**

La mémoire et le sacré

**CALMANN-LEVY**

**BMW**

CONCESSIONNAIRE

11, rue de la République  
92100 CLAMART







# L'ÉVOLUTION DU CONTINENT AFRICAIN

## LA GUERRE DE L'OGADEN

### Les livraisons d'armes à la Somalie demeurent modestes par rapport à l'aide reçue par l'Éthiopie

Tandis que les principaux combats entre troupes somaliennes et éthiopiennes paraissent se dérouler sur le front sud de l'Ogaden, dans la province du Sidamo, un communiqué de la Maison-Blanche indique que le président Carter a reçu l'assurance personnelle du colonel Mengistu, chef de la junte d'Addis-Abeba, que les forces éthiopiennes ne franchiront pas la frontière somalienne au terme de leur contre-offensive. Selon ce communiqué, le gouvernement éthiopien a, en outre, fait savoir à Washington

qu'il donnerait prochainement son accord à la nomination d'un nouvel ambassadeur des États-Unis à Addis-Abeba. Les diplomates somaliens à Paris se déclarent « surpris et irrités » par les déclarations de M. de Gubingaud. Interrogé, mardi, sur une éventuelle aide militaire de la France à Mogadiscio, le ministre des affaires étrangères avait dit que Paris ne pouvait en fournir à un pays qui « entreprenait une agression contre un de ses voisins ». — (A.F.P., A.P.)

#### De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — Dans toutes les guerres, l'intervention de brèves périodes d'accalmie, qui s'accompagnent de trêves préparatoires militaires et d'une intense activité diplomatique. Le conflit somalo-éthiopien n'échappe pas à cette règle. Du moins si l'on s'en tient aux développements de ces derniers jours.

S'adressant à des journalistes, le 21 février, le président Syaad Barre a confirmé cette impression en déclarant que les pays occidentaux n'avaient pas encore accepté de lui livrer des armes, mais qu'il en avait obtenu le droit. Le chef de la junte éthiopienne, Mengistu, a déclaré que les troupes somaliennes présentes en Ogaden y étaient « en nombre insignifiant », que l'application de la décision de l'Assemblée générale de l'O.N.U. « rapportée pour éviter des complications supplémentaires », qu'il acceptait la médiation offerte par le président Nasser du Soudan, et que l'adversaire se préparait à lancer de nouvelles attaques, y compris contre l'axe Har-gessa-Berbera dans le nord du territoire somalien. Bref, M. Syaad Barre s'est montré prudent au moment où le jeu se resserre de nouveau.

Le président Syaad Barre a dit qu'il avait demandé aux capitales occidentales de lui fournir des armes égales « en quantité et en qualité » à celles de l'adversaire. « Un soldat demande toujours l'équivalent de ce dont son adversaire est capable de disposer »,

a-t-il déclaré avant de préciser que ses requêtes n'avaient pas encore été entendues. Face au formidable arsenal livré par l'Union soviétique à l'Éthiopie, les achats somaliens d'armes à l'étranger demeurent en effet bien modestes. Outre le pont aérien égyptien — qui permet l'acheminement d'armes légères et de munitions, — la Somalie commence à recevoir un premier lot de trois cents blindés légers fournis par l'Union soviétique. Fiat : il s'agit de V.T.T. (véhicules tout-terrain) et de petites auto-mitrailleuses.

#### Le « feu clignotant » de Washington

L'Iran fournirait de son côté cent vingt chars de fabrication américaine d'un modèle démodé — de vieux M-41 ou M-48 — et jugés « utilisables seulement pour des opérations défensives ». La Somalie se serait en outre procurée au moins six cents missiles légers antichars et anti-aériens de fabrication française, considérés comme les équivalents des AM-65 et des Redeye américains. On ignore en revanche si elle a pu acheter des hélicoptères de combat montés en Italie par la firme Bell Augusta. Enfin, Mogadiscio a moins de mal à se

ravitailler en armes légères et véhicules de transport, notamment sur des marchés d'Europe occidentale.

La livraison de ces fournitures militaires serait, en partie au moins, la conséquence d'une réunion, le 22 janvier à Washington, des cinq pays occidentaux (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Grande-Bretagne et Italie). Selon des sources diplomatiques, les Américains auraient alors donné un « feu clignotant » à ceux de ses alliés désireux de faire un geste à l'égard de Mogadiscio. Cette nouvelle « souplesse » américaine correspondrait à deux soucis : d'une part, faire comprendre aux Soviétiques que les échecs peuvent être placés assez haut et, d'autre part, se donner les moyens d'indiquer la position de Mogadiscio en vue d'une solution diplomatique par l'entremise de l'Organisation de l'unité africaine. En raison de l'importance de l'intervention éthio-somalienne, la Somalie dispose en effet d'un capital appréciable de sympathie au sein de l'O.U.A. Quand le président Khomeini a annoncé mardi une « médiation raisonnable » à propos de l'offensive soudanaise et évoqué « une solution honorable pour les deux camps et non pas seulement pour nous », la « petite phrase » n'est pas passée inaperçue.

J.-C. POMONTI.

## Sénégal : la démocratie à l'essai

(Suite de la première page.)

En acceptant dès 1974, contre l'avis d'une bonne partie de son entourage, la remise en cause du monopartisme de fait exercé depuis 1960 par l'Union progressiste sénégalaise (rebaptisée parti socialiste en décembre 1976), M. Senghor a fait un pari qui a modifié singulièrement les règles du jeu politique national. La résidence l'aurait majoré des élections qui vont permettre à 1 650 Sénégalais de désigner le 28 février un président de la République et cent députés (1).

Il faut rappeler deux dates-clés : 31 juillet 1974 : M. Wade annonce la création du P.D.S. Avec un professeur agrégé d'économie, ancien doyen de la faculté de droit de Dakar, il a milité, dans les rangs du P.S., désespérément bien vite d'y imposer ses vues. C'est un nouveau venu sur la scène politique. Tout en aspirant naturellement au pouvoir, il entend au contraire le gouvernement représenter respectivement les courants suivants de pensée : libéral et démocratique ; socialiste et marxiste-léniniste ; régressionnisme et marxisme-léninisme ; qui — en théorie — laissait le champ libre aux affrontements politiques ? Progress par rapport à la pratique consistant de paraître unique ? Cette controverse paraît accessoire.

Le parti de M. Senghor s'est approprié d'office l'étiquette « socialiste et démocratique ». Ses dirigeants ont voulu en faire une légende, le P.D.S. tout en affirmant « travailler », acceptant l'épithète « libéral ». Quant à l'appellation « marxiste-léniniste », la plus difficile à porter

dans le contexte sénégalais, elle est revenue au parti africain de l'indépendance (P.A.I.), après la légalisation en août 1976. Effectivement, son secrétaire général, M. Mathemout Diop, se proclame partisan du « socialisme scientifique ».

Pour l'élection présidentielle, deux candidats sont en lice : M. Senghor et Wade, le P.A.I. qui ne s'estime « pas prêt », n'avait présenté aucun postulant. Il participe, en revanche, aux législatives. Le chef de l'État a personnellement veillé, semble-t-il, à la réussite du scrutin. Une entreprise française, spécialisée dans le traitement par ordinateur, a procédé à la refonte du fichier électoral. Des représentants de chaque parti ont participé aux commissions de distribution des cartes. Ils assisteront à toutes les opérations de vote, puis au dépouillement, sur place. Moyennant une caution, qui sera remboursée aux partis ayant recueilli plus de 5 % des voix, l'État a pris en charge les frais de campagne des candidats. L'administration a reçu de strictes consignes de neutralité.

On ne se délivre pas, de galeté de cœur, de quelques habitudes — bourgeoises de l'ancien régime — qui datent de l'époque coloniale. Élevés des doutes sur l'honnêteté de certaines pratiques locales, M. Wade a dénoncé publiquement plusieurs cas de double inscription sur les listes électorales. Mais il s'est empressé d'ajouter que, en acceptant toutes les garanties exigées pour l'opération, le gouvernement avait manifesté sa « bonne foi » et son

« courage ». Pareils compliments sont plutôt rares en terre africaine.

Scrupuleux quant à l'efficacité des élections, beaucoup de Sénégalais en âge de voter ont omis — notamment à Dakar et dans la région du Cap-Vert — de s'inscrire avant la clôture des listes en mai 1977. Beaucoup paraissent le regretter. Ce sont les jeunes qui ont manifesté le plus vif intérêt pour la compétition. Plus de 80 % des électeurs potentiels de la tranche des vingt et un-trente ans, sont inscrits. Afin d'assurer l'opposition une représentation convenable, il a fallu, à l'échelon national, instaurer le scrutin à la proportionnelle. On tient pour probable, dans les milieux gouvernementaux, que le P.S.D. remportera au moins une vingtaine de sièges (sur cent). Le P.A.I. est gratifié, quant à lui, selon les estimations, de un à trois sièges. La réélection du président Senghor est évidemment acquise.

Le P.A.I., soucieux d'améliorer son caractère « prolétarien », souligne l'origine socio-professionnelle des candidats. La liste socialiste rassemble cinquante-neuf « grands cadres » (administrateurs civils, hauts fonctionnaires, membres des professions libérales) et vingt-cinq enseignants. Nul paysan, aucun ouvrier. Le P.S.D. présente seize-neuf employés et fonctionnaires — dont trente et un instituteurs — mais seulement trois ouvriers et deux agriculteurs. La liste du P.A.I. regroupe dix-sept ouvriers, douze paysans et trois hauts fonctionnaires.

#### Le parti des mécontents

En se lançant à l'assaut de la citadelle socialiste, le P.D.S. menace les fiefs d'une bonne dizaine d'élus habitués à leur réaction automatique. D'un lot d'influence qui ont marqué la confection de la liste du parti socialiste, dont les dirigeants manifestent, il est vrai, un certain désir de renouvellement. Ainsi trente-neuf députés sortants n'ont-ils pas été réinvestis. A cet égard, il n'est pas douteux que le P.D.S. s'est en fait de transférer ses sympathies vers la confiance des responsables de la formation au pouvoir. Cette transfusion contribue à accentuer le rôle majeur de l'ancien chef d'un « parti des mécontents ».

S'ils reconnaissent avoir « joué le jeu du régime en place », les animateurs du P.D.S. se défendent de cautionner pour autant le « multipartisme limité » préconisé par le président Senghor et contestent la loi « scélérates » dite « des trois courants ». « Nous ne pouvons pas attaquer le pouvoir par l'obtention du P.A.I. », déclare le secrétaire général adjoint du P.S.D. Tous ceux qui essayèrent, dans le passé, ont échoué, généralement, parce qu'ils sous-estimaient le rôle de l'État. Nous avons préféré bousier, en obligeant le gouvernement à appliquer sa propre législation. Au début, il ne nous a pas pris au sérieux. Maintenant, nous nous sommes placés cinq cent mille cartes, il sait que nous sommes dangereux. Il y a dans le pays un profond désir de changement. Le parti socialiste ne se refuse pas à l'ouverture de la démocratie. Nous gagnerons ces élections ».

Au-delà de ces certitudes, la doctrine « travailliste » du P.D.S. ne brille pas par son originalité. Sur le plan théorique, le rapport de M. Wade devant le deuxième congrès de son parti (décembre 1977) est assez flou. Bien que le P.D.S. rejette la qualification « libéral », certaines de ses positions, notamment dans le domaine économique, le situent plutôt à droite du parti gouvernemental. Le président Senghor compare publiquement M. Wade à « Leuk le Hérisse ».

#### Le grand absent

A l'extrême gauche, il y a aussi le Rassemblement national démocratique (R.N.D.), tenu à l'écart du jeu électoral. Grand absent dont l'ombre a plané sur la compétition. Arguant de son refus de définir avec précision sa ligne politique — celui-ci a récusé l'appellation « marxiste-léniniste » — le gouvernement s'est opposé à sa légalisation. Prétexte ? Le président Senghor n'aurait-il pas rejeté le R.N.D. dans l'illégalité parce qu'il redoutait sa combativité ? C'est, bien entendu, l'avis de son fondateur, le professeur Cheikh Anta Diop, chercheur de renommée internationale et directeur du laboratoire de Carbone 14 à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) de Dakar. Si le R.N.D. paraît exercer un certain attrait sur une fraction de la jeunesse intellectuelle de Dakar, il est moins aisé de mesurer son influence sur le « pays profond ». Ses thèmes — restitution du pouvoir aux communautés de base, nationalisme économique intransigent, promotion des langues nationales — lui permettent-il d'élargir rapidement son audience ? En le maintenant en marge, le pouvoir lui donne le beau rôle du persécuteur. Après avoir refusé d'apporter son soutien à M. Wade, le R.N.D. a demandé à ses partisans de s'abstenir, le 28 février. Obéiront-ils à cette consigne ou préféreront-

personnage qui, dans l'imagerie populaire sénégalaise, incarne la ruse.

Sept heures du soir à Pikine, au nord-est de Dakar, où vivent trois cent mille personnes. Beaucoup sont des « déquervys », qui, chassés de la capitale par les opérations successives de rénovation urbaine, n'ont pas eu les moyens de louer un appartement dans une H.L.M. Plusieurs drapeaux rouges flottent au vent, frappés de l'étoile noire africaine. Quelques centaines d'ouvriers et d'écoliers forment une chaîne autour des dirigeants du P.A.I. militants marxistes-léninistes endurcis, rompus aux discours publics.

Chauré, le visage fatigué, Mathemout Diop dénonce « l'exploitation du peuple » puis cède à la réclamation d'un membre de la prière du soir. Un jour, M. Senghor l'a appelé, assez méchamment « Bouki » (hyène). Pourtant, rares sont ceux qui, à Dakar, insistent sur le rôle affaibli par une longue clandestinité et de multiples scissions. Dans sa pharmacie de l'avenue Lamine-Gueye, il nous explique sa position :

« Nous aimons bien la légalité. Nous l'aimons autant que faire se peut. On reproche au P.A.I. de faire le jeu de Senghor. Mais y a-t-il un seul dirigeant marxiste qui ne rend pas service à celui qui autorise à rentrer dans la légalité ? L'important est que nous y trouvions aussi notre compte. Nous sommes le parti du prolétariat. Or, celui-ci n'a rien à perdre en quantifiant l'illégalité. Au contraire, la période électorale nous permet de reconstruire le parti, de faire connaître notre programme, de nous faire connaître. Nous devons jouer notre propre jeu. Si nous n'avons aucun député, ce ne sera pas une catastrophe. Si nous en avons, ce sera magnifique... »

ils voter « utile » ? C'est l'une des inconnues du scrutin.

Défenseur d'un « socialisme autogestionnaire », M. Mazadou Diop, ancien président du conseil, déplore l'endettement de l'opposition. Condamné en 1968 à la détention perpétuelle, libéré en 1974, puis amnistié, il a lancé, l'an dernier, un mensuel *Andé Sopi* (s'agit pour changer), qu'il anime en compagnie notamment de M. Maguette Traoré, directeur de la fraction « illégale » du P.A.I. et secrétaire général du SUDES (2), syndicat très influent en milieu enseignant. Pour lui aussi, l'ouverture démocratique est un « mot creux ». Pourtant, face au socialisme officiel, il ne peut dissimuler que la gauche sénégalaise — légale ou non — cherche encore sa voie.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Parmi ces électeurs, 800 000 choisissent en outre les membres de 107 communes rurales et de 28 communes urbaines.

(2) Syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal.

Prochain article :  
**UNE HEUREUSE EXCEPTION**

nt plus recette

d'État

## Namibie

### CENT DIX-NEUF ÉCOLIERS ONT ÉTÉ ENLEVÉS PAR DES GUÉRILLEROS

Windhoek (A.F.P.). — Cent dix-neuf écoliers noirs de la mission d'Oidob, située dans le nord de la Namibie, près de la frontière d'Angola, ont été enlevés dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 février par un groupe de quatre-vingts guérilleros nationalistes appartenant à l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) et à l'Organisation sud-africaine (S.W.A.P.O.). L'annonce officielle a été faite mercredi, M. Martinus Steyn, administrateur général de Namibie. Il s'agit de l'enlèvement le plus important effectué au cours de ces dernières années en Namibie. En juillet 1976, les guérilleros avaient enlevé un professeur et cent dix-sept élèves d'une autre école de la région frontalière de l'Angola.

(En Rhodésie, en 1975, des nationalistes noirs avaient enlevé trois cent cinquante étudiants et employés de la mission catholique Saint-Albert, dans le nord-ouest du pays, et tenté de les conduire de force au Mozambique. Mais la majorité d'entre eux — trois cent vingt-cinq — étaient parvenus à s'échapper. En janvier 1977, quatre cents écoliers africains avaient été enlevés par des guérilleros rhodésiens au Botswana, où une partie d'entre eux étaient restés, les autorités de Gaborone ayant soutenu qu'ils avaient fui volontairement le territoire rhodésien.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Grande-Bretagne République fédérale d'Allemagne

● M. BORUSLAV CHNOUPEK, ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, a fait, mercredi 22 et jeudi 23 février, une visite officielle en R.F.A. Le dégel des relations entre Bonn et Prague avait été amorcé en décembre par la visite en Tchécoslovaquie de M. Wehner, président du groupe social-démocrate du Bundestag. Bonn souhaite que les autorités tchécoslovaques s'occupent de l'éducation des familles allemandes de la région des Sudètes qui voudraient rejoindre la R.F.A. D'autre part, on prépare des deux côtés un accord culturel dont la négociation est suffisamment avancée pour qu'il puisse être signé lorsque M. Husak viendra à Bonn, au printemps prochain. Cet accord fait droit à une revendication essentielle de la R.F.A. dans la mesure où son champ d'application inclura Berlin-Ouest. — (Corresp.)

#### Tunisie

● LA GREVE DES COURS déclenchée le 6 février en signe de protestation contre la répression des manifestations du 26 janvier se poursuit dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur de Tunisie. Après les mises en garde du ministre de l'éducation nationale à l'adresse des grévistes, demeurées lettre morte, les responsables des facultés de droit, de lettres, de sciences et de l'école nationale des ingénieurs, où le mouvement de grève est le plus largement suivi, ont lancé ces derniers jours des appels aux étudiants. L'absence persistante de ceux-ci pourrait entraîner leur exclusion des examens de fin d'année. — (Corresp.)

## Tchad

### M. Jean François-Poncet s'est rendu à Tripoli pour exposer la position française sur le cessez-le-feu

Après que le Soudan et la Libye ont lancé, mercredi 22 février, un nouvel appel au cessez-le-feu au Tchad, les présidents Kadhafi (Libye) et Moukoko (Tchad) se rencontrent ce jeudi 23 février, à Sebha, dans le sud de la Libye. Le président Seyni Kountché (Niger), et M. Abdoulkader Mohamed Ibrahim, premier vice-président du Soudan, représentant le général Niamtiry, doivent assister à cette rencontre.

● Par ailleurs, M. Jean-François Poncet, secrétaire général de la présidence de la République, s'est rendu, mercredi, à Tripoli, où il a été reçu par le colonel Kadhafi.

« Le président de la République, a déclaré, mercredi, M. André Arnaud, porte-parole de la présidence, ayant reçu du colonel Kadhafi une réponse à la lettre qu'il lui avait adressée sur l'intervention d'un cessez-le-feu au Tchad, a chargé M. Jean François-Poncet d'aller exposer au colonel Kadhafi la position française sur l'application de ce cessez-le-feu ».

M. Jean François-Poncet est accompagné de M. Guy Georgy, directeur d'Afrique au ministère des affaires étrangères, ancien ambassadeur de France à Tripoli.

### Visite à un poste menacé du Borkou

Koro-Toro (A.F.P.). — Forces gouvernementales tchadiennes et rebelles du FROLINAT restent sur leurs positions après la chute de Faya-Largeau et de Fada, dans le Borkou — Emmet-Tibesti.

A Koro-Toro, cantonnement militaire tchadien, à 650 kilomètres au nord-est de N'Djaména, au cœur du désert aride du Borkou, le commandant de cet avant-poste affirme que les rebelles, qui ont récemment reçu des armes très modernes de leurs bases du Tibesti, ne seraient qu'à quelques kilomètres. La défense de Koro-Toro a été organisée pour faire face à d'éventuels assauts.

Les soldats des forces gouvernementales ont été renforcés par un convoi de deux cents hommes repartis d'Ouadja-Kebir, au nord de Faya-Largeau, et de Fada, à faire front. Armés de fusils AK-47 soviétiques et de MAS-36 Français, gardes nomades et soldats organisent la défense de Koro-Toro.

Trois blindés AML et des mortiers de 82 ont été disposés autour du fortin, construit en torchis, qui fait face au nord. A quelques centaines de mètres, les soldats bivouaquent. Certains, épuisés par

le long trajet d'Ouadja-Kebir à Koro-Toro, dorment enveloppés dans leurs couvertures, tandis que les gardes nomades préparent le thé sur les feux de bois. Un DC-3 de l'escadron tchadien s'est posé, mardi 21 février, sur la piste en terre battue, déchargeant les sacs de mil et de riz.

Le commandant Damia Ramadan, qui commande la place d'Ouadja-Kebir, tenue camouflée, portant le turban sur sa casquette « Bageard » reste confiant à « Mes hommes, déclare-t-il, sont prêts à affronter les rebelles, malgré la puissance des armes que leur ont fournies les Libyens ».

De petits détachements de gardes nomades quittent le poste, en éclaireurs, sans toutefois s'éloigner trop pour éviter les embuscades. La localisation de l'adversaire reste le premier objectif, mais la tâche n'est pas facile, les rebelles s'intégrant aux populations des camps nomades, où ils peuvent aisément dissimuler leurs armes.

Dès la tombée du jour, un dispositif de sécurité est mis en place autour du poste. C'est, en effet, la nuit que les rebelles lancent généralement leurs attaques.

frère de Mme Masse, qui s'était rendu la semaine dernière la région de Maiduguri, au nord-est du Nigeria, pour tenter de prendre contact avec les rebelles, aurait échoué dans sa tentative. — (A.F.P., Reuters)

● A Lagos, la mère de l'otage français Christian Christian, capturé avec le Suisse André Krumpholtz par des rebelles tchadiens le 18 janvier, n'avait encore obtenu, le jeudi 23 février, aucune nouvelle de son fils. D'autre part, le père dominicain Julien Houdry,



## AMÉRIQUES

### Brésil

ACCUSÉ D'AVOIR PARTICIPÉ A DES OPÉRATIONS  
DE L'« ESCADRON DE LA MORT »

### Le commissaire Sergio Fleury a été arrêté à Sao-Paulo

Brasilia (A.F.P., A.P.). — Le commissaire de police Sergio Fleury, directeur du service des enquêtes de Sao-Paulo, a été arrêté le mercredi 22 février dans cette ville et accusé d'avoir participé à trois assassinats attribués à l'« Escadron de la mort ».

Le commissaire, qui a déjà été acquitté lors de trois procès similaires, où il était accusé d'appartenir à cette organisation, doit être jugé prochainement, en compagnie de trois autres policiers, accusés d'avoir assassiné trois détenus en 1968.

M. Fleury s'est particulièrement distingué dans la lutte contre les organisations subversives brésiliennes d'extrême gauche. Il a personnellement dirigé les opérations ayant abouti, au cours d'un affrontement armé avec la police, à la mort des dirigeants communistes Joaquim Ferreira et Carlos Mariella.

Organisation clandestine spécialisée dans l'exécution des délinquants, l'« Escadron de la mort » a surtout développé ses activités dans les États de Sao-Paulo et de Rio-de-Janeiro. Bien que la police dément son existence — attribuant les assassinats de délinquants à de simples règlements de comptes entre bandes rivales — plusieurs policiers accusés d'appartenir à l'« Escadron de la mort » ont déjà été condamnés à de lourdes peines de prison.

D'autre part, une campagne en faveur de l'amnistie se développe au Brésil. Un des accusés particulièrement mis en avant par la presse : celui d'un ancien capitaine de

parachutistes, M. Sergio Miranda, qui avait été exclu de l'armée, il y a dix ans, pour avoir protesté contre l'ordre reçu par son unité de « tirer pour tuer » des manifestants.

Le cas de M. Miranda est resté enterré dans les archives de la justice militaire, jusqu'à ce que, à l'occasion d'une conférence de presse, le 14 février, un général en retraite, M. Fery Constant Bevilacqua, réclame la réhabilitation de cet ancien parachutiste et l'amnistie de tous les opposants condamnés par la justice qui avait pris le pouvoir en 1964.

M. Miranda, qui est âgé de trente-six ans et travaille dans les relations publiques, faisait partie d'une unité de quarante parachutistes. En 1968, lorsque les étudiants manifestaient contre la justice militaire, cette unité a été affectée à l'armée de terre et à la police politique, et chargée de missions « antisubversives ».

Trente de ces parachutistes ont reçu l'ordre de s'insérer dans les manifestations d'étudiants à Rio-de-Janeiro, et de leur ouvrir les fenêtres des immeubles.

M. Miranda a protesté auprès de ses supérieurs contre l'utilisation de son unité comme brigade d'assassinats politiques. Il a alors été envoyé dans un hôpital militaire de Recife, dans le nord-est du pays. Un an plus tard, il est allé bénéficier d'un non-lieu de la part de la justice militaire, il a été exclu de l'armée.

L'hebdomadaire Veja et le Journal do Brasil ont révélé que, parmi d'autres opérations « antisubversives » prévues à l'époque, mais non exécutées, figuraient l'enlèvement d'une quarantaine d'opposants civils et militaires, qui devaient être largués d'un avion dans l'océan Atlantique.

### Canada

LA GENDARMERIE ROYALE  
EST MISE EN CAUSE  
DANS UNE AFFAIRE  
D'ESPIONNAGE

Ottawa (A.F.P.). — Un ancien agent du F.B.I. (service de renseignement américain) a été « prêt » à la gendarmerie royale canadienne (G.R.C.) pour espionner un ancien soldat général du Canada (responsable des prisons et de la police montée canadienne), M. Warren Allmand, a révélé, mercredi 22 février, devant la Chambre des communes, M. Elmer Mackay, député conservateur de la Nouvelle-Écosse.

M. Mackay a présenté un document dans lequel M. Warren Hart, l'ancien agent du F.B.I. reconnaît sous serment que, en précisant qu'il a obtenu de « grands risques » et qu'il n'a pas reçu de rémunération. Il précise, dans une lettre adressée à M. Mackay, que cette surveillance, expressément demandée par le G.R.C., était motivée par le fait que « la plupart des membres de la gendarmerie royale avaient l'impression que M. Allmand était communiste ».

M. Hart pourrait être appelé à témoigner dans l'enquête actuellement menée sur les activités illégales de la G.R.C. Ce service est notamment accusé de pose d'écoutes électroniques, de détournements d'avions, de perquisitions dans les locaux du parti québécois (indépendantiste) en 1973, d'incendies, et de violation du secret de la correspondance.

**afrique  
asie**

Le plus fort tirage, la plus grande diffusion des journaux du tiers monde

Cette semaine, dans les éditions

### SOMALIE

La montée des périls

### SENÉGAL

Cheikh Awa Diop parle...

### TUNISIE

La mise en péril

### ALGÉRIE

La tactique de Giscard

### TCHAD

Les « mirages » de la France

Libre abonnement à

AFRIQUE - ASIE

9, rue d'Aboukir, Paris 2

## PROCHE-ORIENT

### La rupture entre Le Caire et Nicosie

(Suite de la première page.)

Les bons offices proposés par Athènes, comme l'offre de M. Kyprianou de rencontrer M. Sadate, n'avaient pas infléchi ce dernier, qui paraît personnellement très affecté par l'affaire de Larnaca.

La rupture de relations diplomatiques accompagnée du retrait de la reconnaissance d'un chef d'État n'a guère de précédents en dehors des cas où un État tiers choisit entre deux personnalités politiques se disputant la direction d'un même pays. Il y a toutefois le cas égypto-libyen : l'Égypte a rompu (en 1977) avec Tripoli, qui considère, pour sa part, que le régime du raïs n'est plus légitime. Bien qu'il soit le seul gouvernement égyptien existant, l'Égypte va-t-elle maintenant soutenir les prétentions des Chypriotes turcs, soutenus par Ankara, de vivre dans un État fédéré sur une partie de l'île ?

« Le prix de la perfidie de Chypre doit être payé », a déclaré mercredi le raïs. Quant au journal Al-Ahram, il a déclaré de manière des dommages et intérêts à Nicosie pour l'assassinat de son président, Youssef Sebail.

Si les responsables égyptiens ne croient pas vraiment à la « coexistence » entre les autorités de Nicosie et les deux terroristes palestiniens, ils n'ont en revanche aucun doute quant à la « lâcheté » des dirigeants chypriotes grecs qui, selon eux, auraient fait tirer sur le commando égyptien de peur que celui-ci ne s'empare des assassinats de M. Sebail et ne les ramène au Caire pour les juger.

Le président Kyprianou a suspendu mercredi de ses fonctions le directeur adjoint de la police « pour avoir fourni de fausses informations et commis des négligences ». Il a également demandé l'ouverture d'une enquête en vue de poursuivre en justice le journaliste britannique John Bierman du Guardian, qui avait écrit avant vu « un membre de la garde nationale courir à jeun sur un soldat égyptien fait prisonnier ».

Les entretiens entre le président Assad et les dirigeants soviétiques ont pris fin, a annoncé l'agence Tass mercredi 22 février. Selon l'agence, « des actions conjointes et parallèles de la Syrie et de l'U.R.S.S. ont été discutées. L'objectif en est de renforcer la coopération soviéto-syrienne dans tous les domaines et de consolider la paix universelle et la sécurité des peuples ».

ce dont certains groupes palestiniens auraient pu tirer argument pour nuire à Chypre.

### L'isolement du Caire

Cependant dans l'environnement diplomatique égyptien, la position de Chypre est marginale. Malgré le soutien apporté par l'opinion publique internationale au voyage du raïs à Jérusalem en novembre dernier, l'isolement de l'Égypte sur le plan politique mondial a rarement été aussi grand. Les États-Unis livreront peut-être des armes au Caire, mais ils ne paraissent pas vouloir, du moins pour le moment, contraindre Israël à assumer ses positions. L'Europe occidentale est impuissante. La Chine ne peut donner que des bonnes paroles et quelques pièces de rechange militaires. Les relations avec l'Union soviétique sont exécrables. Enfin, même les rares pays arabes, comme le Soudan, qui soutenaient le raïs, paraissent de moins en moins enthousiastes. Le rapprochement de Khartoum d'une part avec Tripoli, d'autre part avec Addis-Abeba, es: de mauvais augure pour Le Caire.

L'arrondissement par le Kenya, il y a quelques jours, d'un avion égyptien apportant des armes à la Somalie — pour le récupérer, il a fallu que l'Égypte s'empare de deux appareils des lignes régulières kenyanes — constitue le premier accrochage sérieux entre le gouvernement de M. Sadate et un régime modéré d'Afrique noire.

### La fin d'une longue amitié

De notre correspondant

Nicosie. — Les relations amicales entre Chypre et l'Égypte remontent à 1955. Au mois d'avril de cette année-là, lors de la conférence de Bandouni, le président Makarios, à l'époque jeune chef de l'État, et le président chypriote grec, rencontrèrent pour la première fois le président Nasser. Une amitié s'établit aussitôt entre les deux hommes : elle devait durer de longues années. Le colonel Nasser soutenait activement la lutte que Mgr Makarios livrait pour l'indépendance de Chypre.

Lors de l'accession de l'île à l'indépendance, en 1960, cette amitié personnelle se transforma rapidement en relations très étroites entre l'Égypte et la jeune République. L'Égypte fut d'ailleurs l'un des premiers pays à établir des relations diplomatiques avec Chypre. Nasser et Makarios, comme le maréchal Tito et Nehru devaient jouer un rôle décisif dans l'essor du mouvement des pays non alignés. En 1963, après les sanglants événements de Chypre, l'Égypte avait appuyé Mgr Makarios sur les plans diplomatique et militaire. Aux Nations unies, l'Égypte a joué un rôle de premier plan dans la lutte livrée par les Chypriotes grecs pour la reconnaissance de Mgr Makarios

et pour l'envoi dans l'île de la force de l'ONU, chargée de sauvegarder l'indépendance de l'île, son intégrité territoriale et sa souveraineté. Sur le plan militaire, Le Caire fournit une aide technique pour l'entraînement de nombreux Chypriotes grecs.

En 1967, les armes reçues à Chypre, par l'intermédiaire de l'Égypte, ont été fort utiles au gouvernement de Nicosie pour faire face aux nouveaux désordres dans l'île et à la menace d'intervention de la Turquie. A la mort du président Nasser, un deuil officiel de sept jours avait été déclaré et Mgr Makarios avait assisté aux obsèques.

Avec l'arrivée au pouvoir du président Sadate, la chaleur des rapports égypto-chypriotes n'était plus la même. Un certain platonisme était même sensible dans les relations entre les deux pays. L'Égypte continuait cependant, aussi bien aux Nations unies qu'aux conférences des non-alignés, à voter en faveur des thèses du gouvernement chypriote grec de Nicosie. En juillet dernier, Mgr Makarios, une dizaine de jours avant sa mort, assistait à une réception à l'ambassade d'Égypte à Nicosie : ce fut sa dernière apparition en public. — D. A.

### Israël

M. Arié Dulcin, député du Likoud  
est élu président  
de l'Organisation sioniste mondiale

De notre correspondant

Jérusalem. — Au troisième jour du 23<sup>e</sup> congrès sioniste, réuni à Jérusalem, M. Arié Dulcin, député de l'Agence juive, a été élu mercredi 22 février, à l'unanimité, président de l'Organisation sioniste mondiale. « Votre élection est la preuve qu'un juif immigré peut accéder aux plus hautes fonctions », a déclaré le premier ministre, M. Menahem Begin, en faisant l'éloge de M. Dulcin et du président sortant, M. Yossef Almogul. M. Arié Dulcin, qui a soixante-cinq ans, est originaire de Lituanie. Il a émigré en Israël en 1956. Membre du parti libéral, il a occupé, après la guerre de six jours, aux côtés de M. Begin, la fonction de ministre sans portefeuille du Galil (l'union libérale) dans le gouvernement d'union nationale.

L'élection de M. Dulcin, député du Likoud, reflète au sein de l'Organisation sioniste mondiale le mouvement politique vers des dernières élections législatives. C'est en effet la première fois que l'Organisation sioniste est dirigée par une personnalité non travailliste. En compensation, les travaillistes ont le poste de trésorier de l'Agence juive que leur dispute le Likoud. La lutte s'annonce serrée puisque les travaillistes et le Mapain, alliés à la Confédération des sionistes généraux et à quelques petites formations, regroupent 48 % des membres du congrès.

La représentation des communautés sépharades est d'autre part l'un des sujets les plus brûlants abordés par le congrès. Le président de la Fédération sépharade mondiale, M. Nissim Gorn, exige au moins quatre représentants au sein de l'exécutif sioniste. « Sinon, nous nous retirons », a-t-il dit. Les élections auront lieu la semaine prochaine. La lutte entre les courants conservateur et réformé du judaïsme américain constitue également l'un des thèmes les plus controversés de ce vingt-neuvième congrès. Seul le judaïsme orthodoxe a droit de cité à part entière en Israël. Les mouvements conservateur et réformé, très puissants aux États-Unis, ne sont pas reconnus en Israël. Le chef de file du mouvement ré-

formé américain, le rabbin Alexandre Shindler, a réclame un statut égal pour les rabbins réformés dans les territoires occupés et vingt-neuf en Israël même. Plusieurs projets seront soumis au congrès. Il est question en particulier de la création de quarante nouveaux points de peuplement, quinze villages « industriels » en Galilée et vingt-cinq localités dans la dépression du Jourdain. Un projet définitif sera voté et soumis au gouvernement.

(Interfax.)

La question des implantations en Israël et dans les territoires occupés sera à l'ordre du jour la semaine prochaine. Depuis 1967, cent dix nouvelles localités ont vu le jour de part et d'autre de la « ligne verte » (la frontière avant 1967). Au cours des six dernières années, l'Agence juive a créé soixante-trois points d'implantation, dont quarante-quatre dans les territoires occupés et vingt-neuf en Israël même. Plusieurs projets seront soumis au congrès. Il est question en particulier de la création de quarante nouveaux points de peuplement, quinze villages « industriels » en Galilée et vingt-cinq localités dans la dépression du Jourdain. Un projet définitif sera voté et soumis au gouvernement.

● L'hebdomadaire américain « Newsweek » publie, dans son numéro en date du 27 février, les résultats d'un sondage de l'Institut Gallup portant sur le soutien que le public américain apporte à la politique d'Israël, en tirant la conclusion qu'Israël « perd du terrain ». C'est ainsi que, à la question : « Dans la situation du Proche-Orient, vos sympathies vont-elles à Israël ou aux pays arabes ? » 33 % des personnes interrogées ont répondu « Israël » et 14 % pour les pays arabes. En octobre dernier, avant la visite de M. Sadate à Jérusalem, les pourcentages étaient de 46 % et 11 %. En outre, 45 % des personnes interrogées estiment que l'Égypte est le pays « le plus disposé à parvenir à un règlement », et 26 % que cette intention doit être attribuée à Israël.

## AU CHOIX.

Tout le Proche Orient Arabe  
en direct.

ABU DHABI ... 4 fois par semaine	DJEDDAH ... 3 fois par semaine
AMMAN ... 2 fois par semaine	DOHA ... 2 fois par semaine
BAGDAD ... 4 fois par semaine	DUBAÏ ... 5 fois par semaine
BEYROUTH ... 7 fois par semaine	KHARTOUM ... 1 fois par semaine
DAMAS ... 4 fois par semaine	KOWEÏT ... 3 fois par semaine
DHAHRAN ... 4 fois par semaine	LE CAIRE ... 6 fois par semaine
SHARJAH dernière escale ouverte le 1 <sup>er</sup> novembre ... 1 fois par semaine	

En plus Air France vous offre :

- un service spécial pour hommes d'affaires : le service Proche-Orient Conseil,
- un réseau d'hôtels. Le « Méridien » à Damas, Khartoum et bientôt Abu Dhabi, Sharjah, Djeddah et Koweït.



مركز الترحيل



## DIPLOMATIE EUROPE

### En Allemagne fédérale

#### Les sociaux-démocrates tempèrent leur opposition à la bombe à neutrons

De notre correspondant

Bonn. — La controverse sur la bombe à neutrons qui couvait depuis bien des semaines en Allemagne fédérale vient d'être atténuée. De façon inattendue, le groupe parlementaire chrétien-démocrate, en effet, a décidé, mardi 21 février, de prendre un positionnement plus modéré sur la production de cette arme nouvelle par les Américains et de son intégration dans l'arsenal de l'Otan en Europe.

La discussion avait été amorcée par les libéraux. En fait, on s'attendait même que le F.D.P. donne ces jours-ci son assentiment à ce type de bombe, ce qui aurait provoqué l'embarras du gouvernement. Aussi le chancelier Schmidt et les dirigeants sociaux-démocrates ont-ils apparemment exercé de fortes pressions sur le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, qui est aussi le président du parti libéral. Le F.D.P. a fait quelque peu machine arrière, se contentant après avoir réuni son groupe parlementaire dans la journée de mardi de répondre par un « oui mais » à la question de savoir si la « bombe N » doit être également stockée sur le vieux continent.

Le texte adopté par les libéraux amorce un compromis entre partisans et adversaires de la nouvelle bombe. Il estime en particulier que si les États-Unis décident d'entreprendre la fabrication de la bombe N, deux ans s'écouleront encore avant que le problème soit vraiment posé du point de vue européen. Il convient donc, d'ici là, d'élargir les négociations entre l'Est et l'Ouest sur le désarmement.

Si la résolution des libéraux ne dit pas ouvertement, il est néanmoins permis de penser qu'il s'agit, selon eux, d'obtenir ainsi la réduction, voire la suppression des stocks de fusées soviétiques à moyenne portée qui, par milliers, menacent avant tout l'Europe occidentale. Encore le parti de M. Genscher ne semble-t-il pas croire totalement au succès d'un tel marchandage avec le Kremlin : le texte adopté mardi conclut que l'emploi éventuel de la « bombe N » devrait dépendre d'une décision politique de l'Otan, ce qui va au premier chef, implique la République fédérale, devrait avoir dans ce cas « un poids exceptionnel ».

Les chrétiens-démocrates ont pris une position beaucoup moins

ambiguë. Le groupe parlementaire de la C.D.U. et de la C.S.U. invite le gouvernement à se joindre à ses alliés occidentaux pour approuver la décision américaine de fabriquer la « bombe N ». M. Kohl et ses amis sont unanimes à déclarer que la nouvelle arme renforcera la puissance de dissuasion de l'Occident à l'égard des divisions blindées soviétiques, et que, loin d'accroître le danger d'un conflit nucléaire, elle aura pour conséquence de diminuer les risques encourus par les populations civiles.

Les dirigeants chrétiens-démocrates acceptent ainsi l'argumentation des spécialistes militaires selon laquelle le « barrage » des bombes N, qui peut être établi de façon relativement simple, serait en mesure d'arrêter complètement une avance des blindés soviétiques en Europe. Certains, comme le commentateur de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, soutiennent en même temps que les vingt et un mille tanks dont dispose le Kremlin ne constituent pas seulement une menace stratégique, mais qu'ils sont aussi dans les mains de M. Brejnev « un moyen de pression politique » dont l'efficacité serait considérablement réduite en face d'un arsenal de bombes N.

Les pressions exercées par les libéraux, d'abord, et maintenant par les chrétiens-démocrates, ont déjà amené le S.P.D. lui-même à assouplir son attitude. Il y a quelques semaines encore, le secrétaire général des sociaux-démocrates, M. Egon Bahr, condamnait catégoriquement la « bombe N », dans laquelle il ne voyait que le « symbole de la perversion de la pensée ». Aujourd'hui, il admet qu'en dehors d'un tel « jugement philosophique », il faudrait tenir compte aussi d'un problème politique et stratégique. Le secrétaire d'Etat au ministère de la Défense, M. Andreas von Bülow, a été plus précis en déclarant que si la majorité du S.P.D. n'était pas hostile à la « bombe N », mais qu'elle fondait ses espoirs sur les négociations de désarmement. Face au « oui » très clair de la C.D.U. et de la C.S.U. et au « oui mais » des libéraux, il semble donc qu'à l'heure actuelle les sociaux-démocrates répondent par un « non mais » à la « bombe N ».

JEAN WETZ.

### A Copenhague

#### LA FRANCE SUR LA SELLETTE

« La Princesse et le Petit Poucet »

C'est par ces mots que le ministre danois des affaires étrangères, M. Knud Boerge Andersen, homonyme du célèbre conteur, introduit au cours d'un dîner, dimanche dernier à Copenhague, un compte rendu imagé des rapports entre la France et ses partenaires des Neuf. M. Andersen recevait, en tant que président en exercice du conseil des ministres de la Communauté, les membres de la Commission politique du Parlement européen avant de tenir avec eux, lundi 20 et mardi 21 février, un des « colloques » qui font désormais partie des institutions communautaires.

De l'avis des témoins, la France a été sérieusement malmenée d'un bout à l'autre de ces entretiens confidentiels. M. Andersen donna le ton mais il ne fut pas le seul à lui décocher ses traits.

La France est la princesse du conte, jeune personne qui ne manque pas d'attraits, mais, capricieuse et difficilement supportable, elle se prétend indisposée et passe une nuit effreuse parce que quelqu'un a glissé un petit pois dans son lit. En l'occurrence, ce minuscule jéjume est un rapport — le rapport Blumenthal — adopté en janvier par le Parlement européen. Dans ce document, les parlementaires demandent à être plus intimement associés aux rencontres de coopération politique des Neuf. Lors de la dernière réunion de Copenhague, le 14 février, seul parmi les ministres des Neuf, M. de Giscard d'Estaing s'opposa à la mise en œuvre du rapport Blumenthal — explique M. Andersen.

Le ministre danois ne fut pas tendre non plus pour l'attitude de la France à la conférence de Belgrade. Il lui reprocha d'avoir rompu la solidarité communautaire en présentant seule un projet de document de clôture (le *Monde* date 18 et 19-20 février). L'initiative de la France, dit-il, était une opération électorale qui ne pouvait qu'échouer, parce qu'elle n'avait pas le soutien des partenaires européens de la France, et qu'elle semait la perturbation dans tout le camp occidental.

Tous les parlementaires présents approuvèrent. Des personnalités danoises de l'entourage du ministre estimèrent cependant que la France avait perdue des idées judicieuses, mais son attitude « dogmatique » et « chloé » — dirent-ils — rebute ceux qu'elle pourrait séduire.

Personne ne prit la défense de la diplomatie française, si ce n'est pour cause : les six membres français de la Commission politique — ceux de la majorité comme ceux de l'opposition — étaient absents (1).

(1) Les membres français de la Commission politique sont : MM. Ansart (P.C.), Colin (C.D.S.), Durieux (P.R.), Maréchal (M.R.S.), de La Malgouère et Alain Terrenoire (R.P.R.).

### Grèce

#### RESSERREMENT DES LIENS ENTRE ATHÈNES ET MOSCOU A L'OCCASION DE LA VISITE D'UNE DÉLÉGATION SOVIÉTIQUE

(De notre correspondant.)

Athènes. — Une importante délégation soviétique séjourne dans la capitale grecque. Elle doit examiner les possibilités de développer la coopération entre les deux pays sur le plan commercial, industriel et de créer des sociétés mixtes.

Ces entretiens ont lieu au moment où M. Panayotis Papaligouras, ministre grec des affaires étrangères, vient d'accepter de se rendre en Union soviétique, à une date qui reste à déterminer. Sa visite pourrait précéder celle du premier ministre, M. Karamanlis, elle-même suivie par celle de M. André Papandréou, président du parti socialiste (Pase).

Une visite de M. Karamanlis mettrait un terme à une situation pour le moins curieuse : solennité après la reconnaissance de l'Etat soviétique, la Grèce demeure l'un des rares pays occidentaux dont le premier ministre ne se soit pas rendu officiellement à Moscou. L'invitation acceptée par M. Papaligouras illustre donc une vigoureuse résurgence des relations diplomatiques, qui jusqu'alors étaient bonnes, mais sans plus : particulièrement active en Turquie, la diplomatie soviétique l'était beaucoup moins en Grèce.

Le 10 janvier, un accord commercial, en suspens depuis juillet 1977, a été signé à Moscou. Il avait été précédé par un nouvel accord commercial — de l'ordre de 300 millions de dollars — signé le 29 avril 1977. L'an dernier, l'Union soviétique occupait le septième rang pour les importations et le sixième pour les exportations grecques. Le gouvernement d'Athènes encourage vivement le développement de la coopération avec l'Union soviétique, et, déjà, une commande de deux cent cinquante trolleybus a été passée. Divers projets concernant de grands travaux, dont des centrales thermiques, sont à l'étude.

La collaboration s'étend aux transports maritimes, avec la participation d'armateurs grecs. Les échanges deviennent plus nombreux sur le plan culturel. Une « Semaine du cinéma soviétique » à Athènes et à Thessalonique a été organisée, et diverses manifestations artistiques ont marqué l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Moscou négocie un accord culturel plus étendu et souhaiterait des échanges directs avec les universités et les organismes culturels grecs.

Sur le plan politique, plusieurs journaux grecs soutiennent que l'U.R.S.S. pourrait prochainement sauver à Grèce une aide économique sur le modèle de celle accordée à la Turquie, mais aussi un soutien efficace dans l'affaire de Chypre et les problèmes de la mer Égée. Ces journaux ont mis en relief l'intérêt qu'aurait la Grèce à collaborer plus étroitement avec l'Union soviétique.

Le manque d'OTAN dans l'affaire chypriote ne différencie pas la Grèce et la Turquie à propos de la région de l'Égée, l'attitude souvent embarrassée des Américains et la lenteur de la procédure d'adhésion de la Grèce à la C.E.S. créent une situation que la diplomatie soviétique pourrait mettre à profit.

MARC MARCEAU.

### Italie

#### ON DEMANDE DES JURÉS...

(De notre correspondant.)

Rome. — Le procès des Brigades rouges, qui doit s'ouvrir à l'un des 19 cours d'appel, est une affaire difficile. Si les principaux accusés sont bien sous les verrous, on manque en revanche de jurés. Sur les cinquante citoyens choisis par tirage au sort, quarante-trois ont déjà fait savoir qu'ils n'étaient pas disponibles, pour les motifs les plus variés : certains sont malades, d'autres ont des obligations familiales, d'autres encore invoquent des engagements professionnels. Combien en restera-t-il le jour du procès ?

Bref, personne n'a envie de juger Renato Curcio, chef présumé des Brigades rouges, et ses quarante-huit camarades. Adoptant les méthodes de la Mafia, ces terroristes ont menacé de mort à diverses reprises des jurés et des avocats. Plusieurs procès ont dû être reportés.

Pour que la justice fonctionne malgré tout, le gouvernement vient de promulguer un décret, dont le Parlement a commencé l'examen, mercredi 22 février. Selon les termes de la nouvelle loi, on choisira les jurés parmi un échantillon plus large, on remplacera immédiatement les personnes indisponibles, et le jury pourra désormais compter davantage de femmes que d'hommes.

Il ne restera plus qu'à affecter un garde du corps à chacun des malchanceux — que le sort aura désignés... R. S.

## LA RECHERCHE

### le numéro de mars est paru



Cette image est extraite d'un ouvrage imprimé à Bâle en 1476, le « Miroir du salut humain ». Pendant des siècles, on s'est interrogé sur l'exactitude du récit de la Genèse : le Déluge fut-il ou non universel ? Comment a-t-il été déclenché ? L'arche était-elle assez grande pour que toutes les espèces puissent s'y embarquer ?

Ces questions ont suscité des controverses théologiques. Mais elles ont aussi amorcé, de façon plus surprenante, de nombreuses spéculations scientifiques dans le domaine de la géologie, de la zoologie et des sciences humaines. Pierre Thuillier en fait l'inventaire dans son article « L'arche de Noé et la science ».

Au sommaire du même numéro, vous trouverez beaucoup d'autres articles, parmi lesquels :

**Les aérosols,**  
par Jacques Labeyrie.

**Génétique et réductionnisme,**  
par David L. Hull.

**La fin de l'Europe ancienne,**  
par Marija Gimbutas.

**Comportements et réflexes conditionnés,**  
par Ezras A. Asratyan.

**L'analyse quantitative des images,**  
par Jean Serra.

### LA RECHERCHE

57, rue de Seine 75006 Paris  
abonnement : 115 F TTC (11 numéros)  
vente en kiosque : le numéro 13 F TTC

#### L'U.R.S.S. peut fabriquer n'importe quelle arme déclare le maréchal Oustinov

Moscou (A.F.P.). — L'Union soviétique a célébré mercredi 23 février la sixième anniversaire de son armée. Au cours d'une cérémonie officielle au Kremlin, le maréchal Oustinov, ministre de la Défense, a prononcé un discours. Il a affirmé que l'U.R.S.S. « est prête à renoncer à la fabrication de la bombe à neutrons » mais indiqué qu'elle est capable de « fabriquer n'importe quelle arme que nos ennemis pourraient choisir comme objet ».

« Nous sommes prêts, a-t-il déclaré, à interdire tous les essais (nucléaires), à introduire un moratoire sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques, à renoncer — sur une base d'engagements mutuels — à la fabrication de la bombe à neutrons ». L'U.R.S.S., qui ne semble pas posséder cette nouvelle arme, en condamne fermement le principe et le déploiement possible autour de ses frontières.

« Que personne n'essaye de nous faire peur avec de nouveaux types d'armes meurtrières, comme les fusées Cruise, les bombes à neutrons ou quelque chose dans le même genre », a averti le maréchal Oustinov.

#### Le nom de Staline acclamé

Le ministre a aussi déclaré que l'U.R.S.S. « attache une importance particulière au succès des négociations sur la limitation des armements stratégiques » (SALT-2), ainsi qu'à un accord sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale » (M.E.P.R.). Le maréchal Oustinov a enfin dénoncé « les forces réactionnaires et agressives qui opèrent énergiquement contre la détente et le désarmement ». Il a stigmatisé « la direction chinoise » qu'il a accusée « d'avoir de pair avec la réaction mondiale ».

Dans son discours prononcé en présence de M. Brejnev et d'autres dirigeants, le maréchal Oustinov

nov, a fait un historique de l'armée. A propos de la période de la deuxième guerre mondiale, il a dit notamment : « Pour la mobilisation de tous les efforts, en vue de repousser les ennemis et de les conduire à la défaite, a été créé le comité d'Etat de la défense (actuel conseil de défense) pour lequel a été nommé le camarade Staline ». Quand le nom de Staline a été cité, le public du palais de Crémieux, qui comprend six mille places — composé de militaires, a longuement applaudi, empêchant à deux reprises le ministre de reprendre la parole. L'agence Tass a cité la phrase concernant le conseil de défense ainsi que le nom de Staline, mais omettant le terme de « camarade » qui a été remplacé par les initiales du prénom et du patronyme de l'ancien généralissime.

## البنك العربي للتجارة

### BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

67, avenue Franklin Roosevelt Paris

Tél : 359.61.49 - Téléc : 640340 BIAPA

Capital 100 millions de F entièrement libéré

Total du bilan en Francs

1975 : 1 080 000 000 F

1976 : 3 209 000 000 F

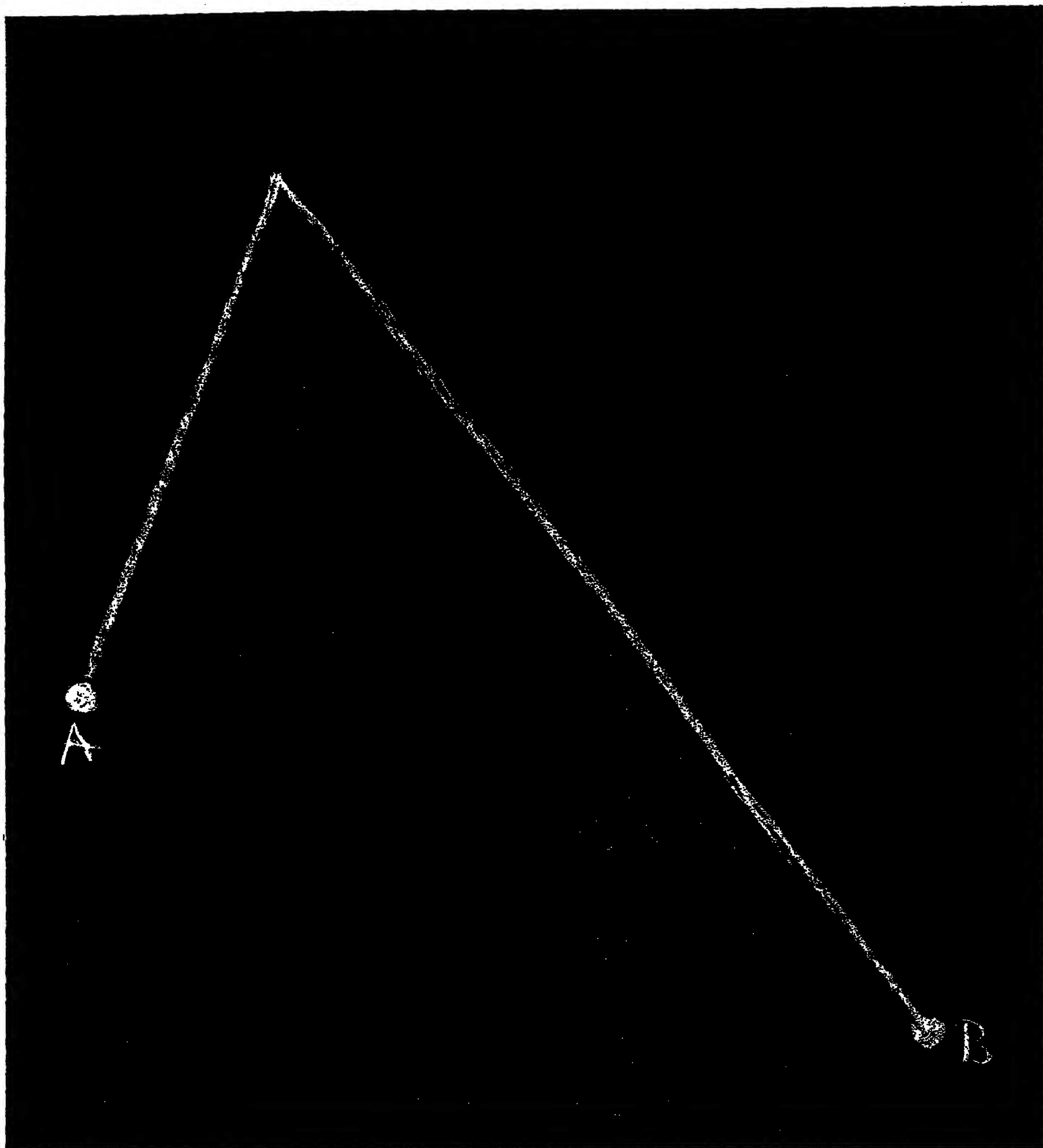
1977 : 3 564 000 000 F

## Le Monde Arabe est notre affaire

● La fin de la conférence de Belgrade. — Des représentants des pays neutres et non alignés, participant à la conférence de Belgrade, ont tenu, mercredi soir 22 février, la rédaction d'un projet de document final « court et sobre ». Ce texte de cinq pages ne ferait pas allusion au problème du respect des droits de l'homme pour ne pas soulever l'opposition de l'U.R.S.S. Il est présenté ce 23 février aux cinq délégations de la conférence qui se prononceront définitivement, sans doute, vendredi.



# Deux droites sont le chemin le plus court d'un point à un autre.



Swissair a grandement contribué à rendre de plus en plus contestable, dans la pratique, un des célèbres postulats d'Euclide.

Euclide, en effet, n'a pas tenu compte d'un facteur qui n'est pourtant pas tout à fait sans importance: l'heure à laquelle le chemin d'un point à un autre doit se faire.

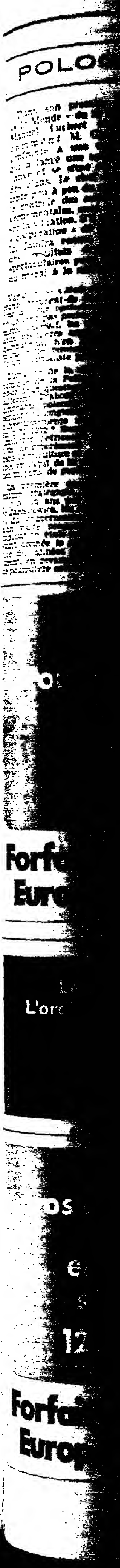
Quelques exemples: la liaison la plus courte entre Paris et Karachi passe le samedi par Zurich. Ou entre Marseille et Dar-es-Salaam le mercredi par Genève. Ou entre Nice et Hambourg tous les jours par Zurich. L'horaire de Swissair offre une foule d'exemples analogues. Et ce ne sont pas des exceptions rares qui confirment la règle. On les trouve

sur tous les vols qui relient les 89 destinations de Swissair.

Par conséquent, Swissair a raison d'affirmer: deux droites sont le chemin le plus court d'un point à un autre.

Et le plus intéressant dans ce postulat de Swissair — qui, il est vrai, n'est pas toujours exact lui non plus — réside en ceci: lorsqu'il est exact, ce n'est pas seulement en théorie. C'est même le comble du pratique.

Votre agence de voyages IATA ou Swissair se fera un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements sur tout ce qui touche les chemins par avion entre deux points.



سفر و الترحيل



# EUROPE

## Une année cruciale pour M. Gierek

POLOGNE

Dans son premier article (« le Monde » du 23 février), Manuel Luchbert expliquait comment M. Gierek est confronté à une opposition qui a lancé une action éducative et se situe en dehors des clans. Le chef du parti tente peu à peu de reprendre le contrôle des actions gouvernementales, sans dramatiser la situation. S'il obtient la « coopération » de l'Eglise, il lui faudra encore présenter des résultats économiques spectaculaires pour redonner du moral à la nation.

Varsovie. — « Mais où nos dirigeants trouvent-ils donc les raisons de leur optimisme ? » S'ils ne doivent pas porter à un pessimisme excessif, les résultats des deux premières années du plan quinquennal n'en justifient pas moins cette remarque que nous fit un journaliste polonais.

L'analyse de la situation économique de la Pologne amène à poser deux questions de type très différent. D'abord : pourquoi les dirigeants polonais ont-ils suivi pendant si longtemps la politique d'investissements massifs lancée en 1971-1973 ? Ensuite, comment améliorer l'efficacité d'une gestion désemparée, inefficace, dans l'agriculture et dans l'industrie, en dépit de la modernisation des moyens de production ?

La première question est de nature stratégique. Le choix fait il y a six ans par M. Gierek et Jaroszewicz, les chefs du parti et du gouvernement, en faveur d'un vaste programme d'industrialisation était sans doute bon, étant donnée la stagnation relative des années précédentes. Ils furent, en revanche, moins avisés de poursuivre cette politique alors

que des événements internationaux inattendus — la crise de l'énergie, avec ses conséquences sur les économies occidentales — perturbèrent les belles prévisions.

L'erreur des dirigeants polonais fut alors, semble-t-il, de ne pas croire — ou de ne pas vouloir croire, ce qui en fin de compte revient au même — au caractère durable de la crise. M. Gierek, parce qu'il a la mystique de la construction industrielle, en bon réalisateur qu'il est et qui a fait ses preuves jadis en Suède, M. Jaroszewicz, parce qu'on lui prête la fâcheuse habitude de voir délibérément la vie en rose.

Jugeant donc, en 1973-1974, que la crise se limiterait à des difficultés passagères d'approvisionnement en pétrole, ils continuèrent à investir à tour de bras, alors qu'il aurait déjà fallu songer à donner des coups de frein. Ce n'est que devant l'aggravation de l'inflation et du chômage à l'Ouest et à la suite de la demande soviétique de relever plus fréquemment les prix au sein du Comecon que commença le processus de révision de la stratégie économique : à la fin de 1975, fut alors amorcée une politique déflationniste. Entre-temps deux précédentes années avaient été perdues.

### La fin des grands projets

Loin d'être appliquée avec rigueur, cette « manœuvre » fut conduite de manière souple et un peu incertaine. Ainsi les relevements de prix annoncés en juin 1976, s'ils répondaient à la logique économique dans l'absolu, n'étaient sans doute ni opportuns, ni justifiés dans leur ampleur. Aux difficultés économiques, on ne fit qu'ajouter un malaise social, qui empêche no-

### II. — Les écueils à franchir

De notre envoyé spécial  
MANUEL LUCHBERT

tanment, cette année-là, les entreprises de limiter comme elles l'auraient souhaité les augmentations de salaires. Si l'on tient compte, en outre, du fait que, depuis 1973, les récoltes ont été plus catastrophiques les unes que les autres, on aura une idée des problèmes qui se posent aux dirigeants polonais.

Un certain nombre de décisions prises l'année dernière, et qui se reflètent dans le plan de 1978, permettent de dire que le tableau a été enfin pris par les cornes, mais il est bien tard. Pour la deuxième année consécutive, les investissements resteront pratiquement au niveau actuel. Les contrôles seront plus sévères, et il ne sera accordé, insiste-t-on, aucune dérogation en cours d'année. De 33 % en 1976, le taux d'accumulation doit descendre à 24 %, alors qu'au début de la « manœuvre » on envisageait encore pour 1978 un taux de 28 %.

En même temps, le gouvernement va tenter de renforcer la surveillance des salaires. Alors qu'en 1976 et 1977, les revenus monétaires globaux de la population ont augmenté au total de 26 %, la progression prévue pour cette année n'est que de 16 %. Les salaires, quant à eux, auront une croissance encore bien plus faible : le plan la chiffre à 1,5 % pour le salaire moyen dans l'industrie.

L'objectif est de se rapprocher, dans un délai de trois ans, d'une situation d'équilibre sur le marché grâce à une pression sur la demande et à un élargissement de l'offre. En ce domaine, trois priorités ont été établies : d'abord, améliorer radicalement la situation du marché des biens de consommation, de développer l'industrie alimentaire et d'accroître la construction de logements. Ce dernier secteur doit recevoir 23 % des investissements contre 21,5 % initialement. Une grande attention est également apportée à la progression des exportations : une certaine reconversion se manifestant d'une façon générale en faveur du commerce avec les pays du Comecon. Les échanges avec l'Union soviétique, notamment,

doivent augmenter plus vite que la moyenne (+ 18 % en 1977 ; + 27 % en 1978).

### Si la récolte est bonne

L'importance attachée à la normalisation de la situation sur le marché est soulignée par la création en janvier, auprès du conseil des ministres, d'un comité pour les questions du commerce intérieur. Il est dirigé par M. Tadeusz Fryka, l'un des vice-premiers ministres. Les livraisons pour le marché doivent augmenter de près de 10 %. Des progrès ont déjà été accomplis l'an dernier : ainsi deux cent quarante mille machines à laver ont été produites contre seulement trente mille en 1976. Mais les listes d'attente sont tellement longues que l'indépendance n'est pas encore très sensible pour les acheteurs.

L'approvisionnement en produits alimentaires devrait aussi nettement progresser (plus de 8 %). Mais le chef du gouvernement a déjà fait savoir qu'en ce domaine les pénuries ne seraient pas toutes supprimées cette année. La réalisation de ce programme est en tout état de cause liée à beaucoup d'inconnues : le niveau de la prochaine récolte, l'efficacité de l'industrie alimentaire, les effets d'un nouveau système de commerce de détail qui favorise davantage l'initiative privée.

Le problème le plus épineux reste encore et toujours celui des prix. La conférence nationale du parti, réunie en janvier, n'a apporté à ce sujet, en tout cas officiellement, aucune révélation. En indiquant que la question serait résolue graduellement, M. Gierek a surtout montré qu'il continuait à temporiser.

La commission ad hoc créée à l'automne 1976, et dont les conclusions, toujours non publiées, ont été présentées à la conférence, aurait certes recommandé de rapprocher les prix de vente des coûts de revient, mais elle aurait conseillé aussi d'opérer avec prudence et de s'efforcer de maintenir la stabilité de l'indice du coût

de la vie, ce qui est apparemment contradictoire avec la première exigence. Cette stabilité n'existe du reste qu'en théorie pure. Les statistiques officielles reconnaissent pour l'an dernier une inflation de près de 5 %, mais nombre d'économistes la chiffrent, en réalité, entre 6 et 10 %. Autre avis de la commission : les augmentations des produits de base ne devraient pas excéder, lorsqu'elles seront décidées, 15 à 20 %.

Aussi longtemps que ce problème ne sera pas résolu, les planificateurs polonais risquent de se trouver devant la quadrature du cercle : comment parvenir à un équilibre du marché, alors que la structure des prix ne cesse de se dégrader ?

### Trop tôt pour la décentralisation ?

L'autre grande question à laquelle les dirigeants et la presse consacrent beaucoup de place concerne l'efficacité de la gestion économique. En dépit d'un potentiel industriel considérablement modernisé, celle-ci reste toujours très faible. Un exemple donné récemment par le journal *Zycie Warszawy* permet d'en juger : en 1976, la valeur produite avec des moyens de production équivalant à 1 000 alotys était de 413 alotys ; en 1978, elle était de 438 alotys, une amélioration de seulement 5,5 %. Malgré résultat, si l'on songe que de 1971 à 1975 les investissements ont augmenté en moyenne de 18 % par an.

Conséquents du problème, les dirigeants multiplient les appels en vue de « libérer les initiatives ». M. Gierek ne cesse de souligner le rôle croissant que devraient jouer, selon lui, les conseils d'auto-gestion ouvrière. Mais l'écho de

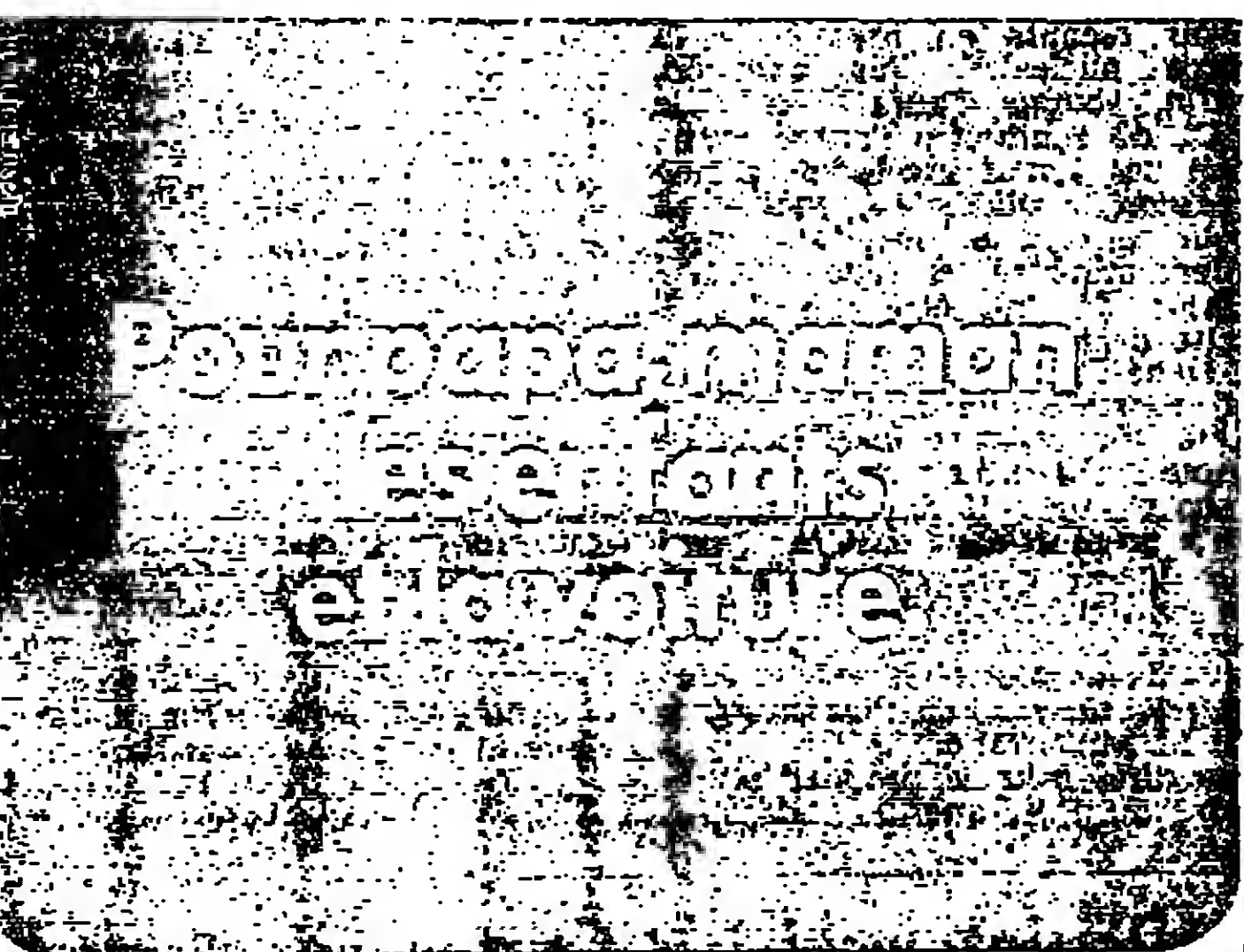
cette campagne paraît être limité : la bureaucratie syndicale ne fait rien pour l'encourager, et à la base un sentiment de méfiance domine.

C'est dans ce contexte que se situe aussi la « discussion » amorcée à la fin de l'année dernière, par voie de presse, sur la décentralisation. Lancée par l'hebdomadaire *Polityka*, le débat, après une vive passe d'armes entre M. Rakowski, le rédacteur en chef du journal, et un partisan du centralisme, le plus strict, a vite tourné court. Il aurait été repris pendant la conférence nationale, plusieurs orateurs de province ayant critiqué l'excès de centralisation actuelle. Mais il est significatif que la presse ait fait un silence presque total sur ce point. De toute évidence, la question est encore loin d'être tranchée. Les compétences financières des vo-

vodies et des conseils du peuple vont cependant être élargies. Autre aspect des réflexions actuelles : l'accent est davantage mis sur le fait que la planification doit consister en une programmation à plus ou moins long terme des orientations économiques, qu'en une liste de directives et d'indicateurs à exécuter quel qu'il arrive. Mais, comme dans le cas de la controverse sur la décentralisation, cette discussion donne l'impression de rester en l'air. Il est vrai que la délicate situation économique actuelle ne favorise guère les réformes de grande ampleur.

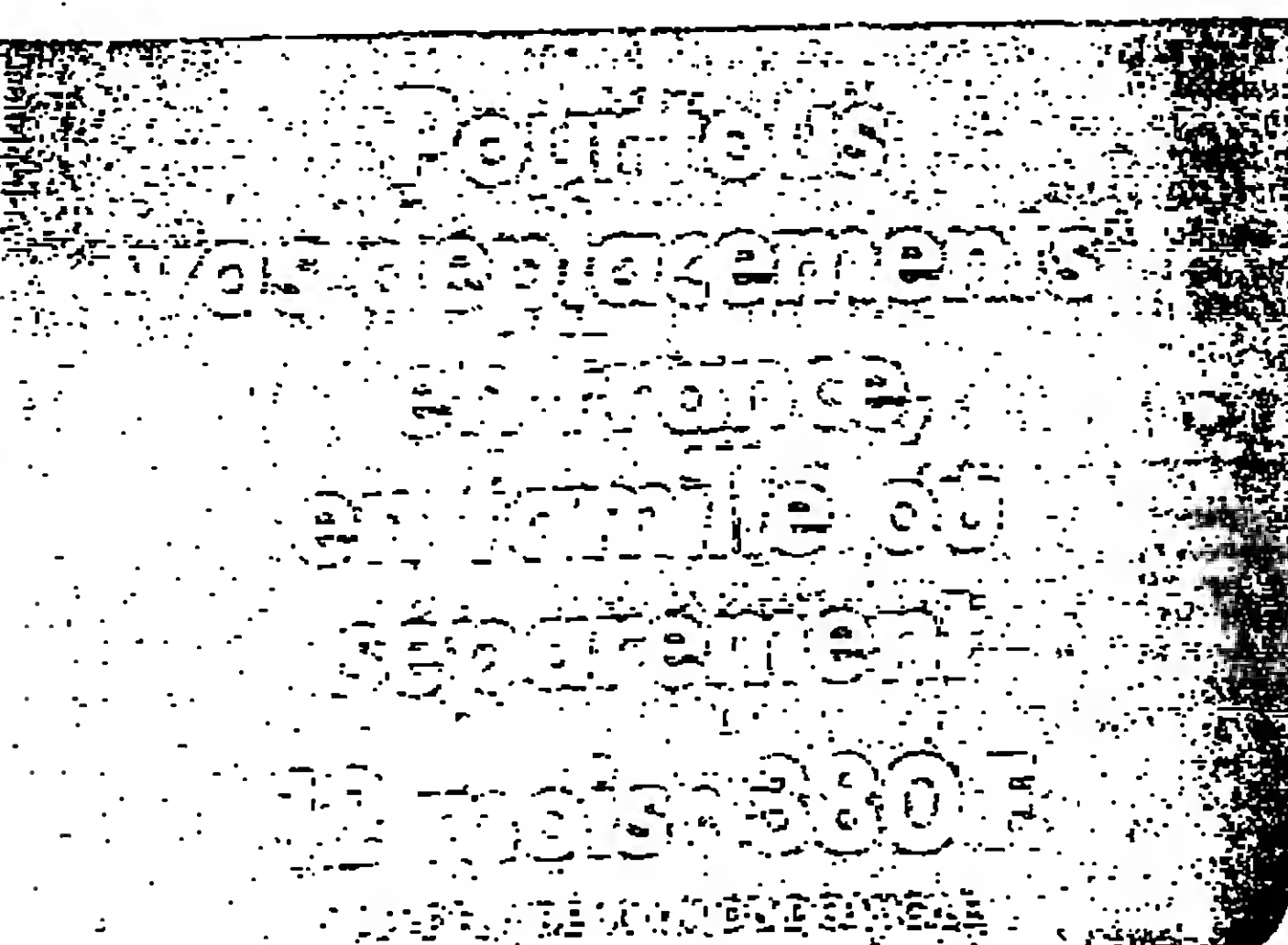
Si M. Gierek franchit, cette année, les écueils politiques et économiques qui se dressent sur sa route, si la récolte est bonne, si l'Eglise se montre compréhensive et si la contestation n'est pas trop turbulente, alors il pourra regarder l'avenir avec plus de sérénité. Sinon, des jours difficiles l'attendent.

FIN



**Forfait Famille Annuel Europ Assistance.**

Le cuir c'est Hermès.  
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.  
**PRIME**  
9-11 rue Benoît Malon  
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.



**Forfait Famille Annuel Europ Assistance.**

### Deux dossiers

Deux ouvrages aident à mieux comprendre comment est née et s'est développée la conscience dans les pays de l'est européen. *La Pologne, une société en dissidence* (1) présente, à travers plusieurs documents, une diversité de pensées d'hommes dont le dénominateur commun est « la lutte pour la liberté que mène la collectivité contre le pouvoir, pouvoir qui retient pas la personne qui lui est opposé, mais dont la nature des objectifs et l'attitude à l'égard de la population ont peu changé depuis lors ».

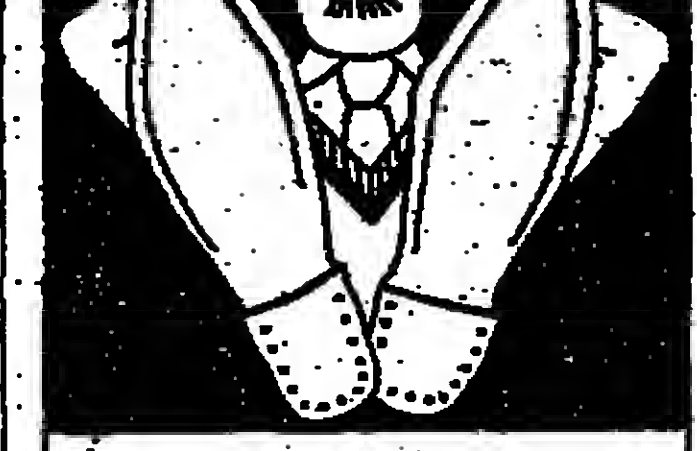
Parlant de la naissance du Comité de défense des ouvriers (KOR), créé après la révolte ouvrière de juin 1976, ce dossier présente aussi des textes de l'épiscopat polonais et des relations au demeurant fort divergentes sur l'avenir de la Pologne, de Leszek Kolakowski, Adam Michnik et Jacek Kuron, etc. Il montre comment, à partir de positions différentes mais qui s'accroissent sur le fait qu'il ne faut pas espérer une évolution délibérée de l'Etat, vous fondez leurs espoirs sur la capacité de la société à se défendre et à s'organiser. On assiste mieux alors les particularités de cette lutte menée au grand jour « entre les partisans de la liberté et de la démocratie et les partisans d'un système où l'homme n'est qu'un engrenage de l'histoire ».

Pour comprendre comment on est arrivé à cet aboutissement, il faut aussi lire 1956 : *Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d'Octobre* (2), recueil des principales interventions à un colloque qui fut à Paris fin septembre 1976, à l'instigation d'un Polonais, Krzysztof Pomian, et d'un Hongrois, Pierre Kende (le Monde du 9 octobre 1976). Cette réunion avait permis à une poignée d'intellectuels venus des quatre coins du monde de réfléchir, avec un recul de vingt ans, sur ce que furent les événements de cette année 1956 où « l'impensable totalitaire a fini par

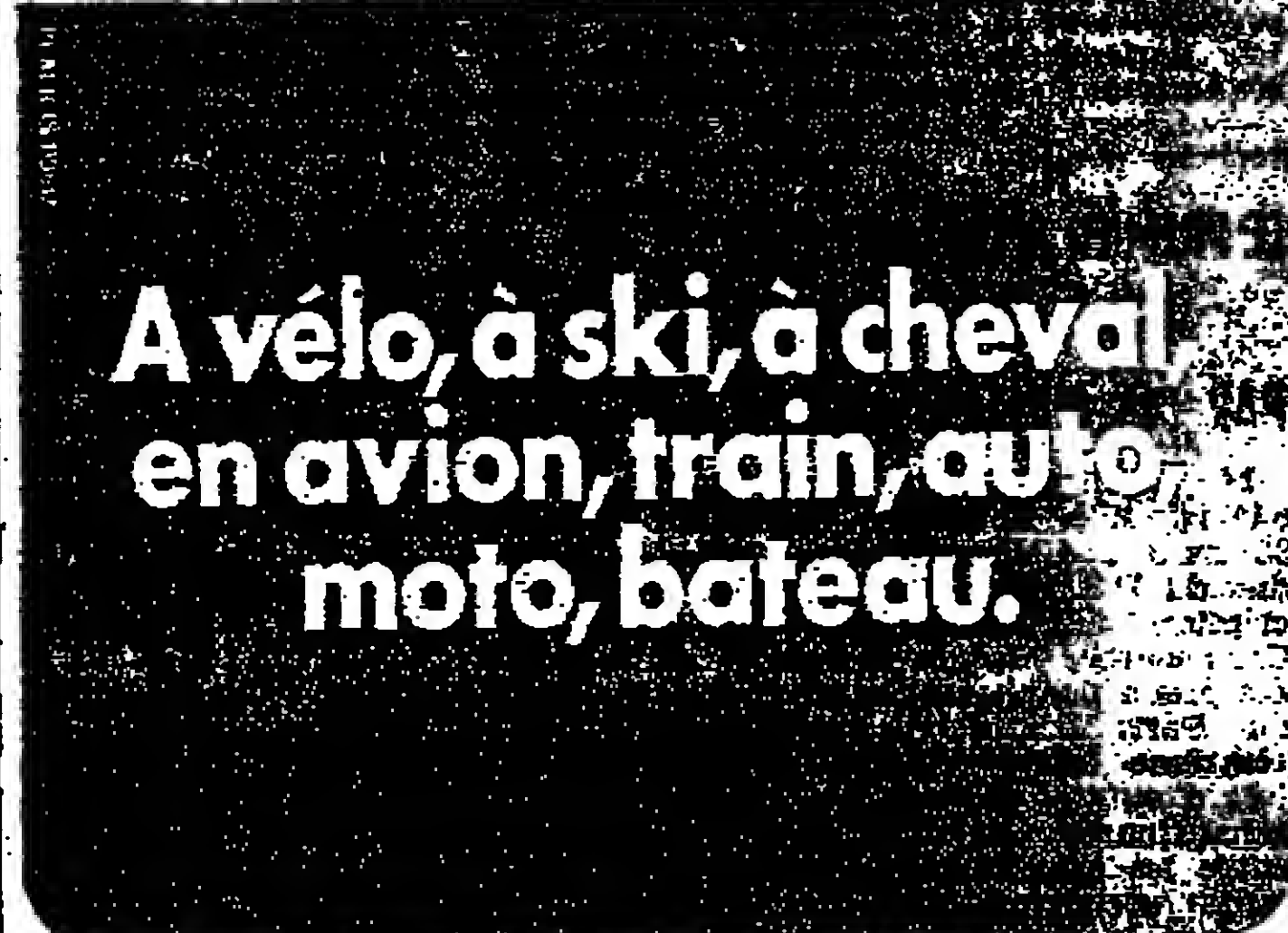
éclater ». A noter que les « euro-communistes » avaient pris part à la table à l'été de ce colloque, qui fut d'une richesse exceptionnelle. Le dossier comporte également une partie documentaire — bibliographies et points de vue — des événements de l'octobre polonais et de l'insurrection à Budapest, réprimée par les chars soviétiques. — Am. E.

(1) Textes rassemblés par Z. Brzezinski et G.M. Zyglar, préface d'Adam Michnik. Editions Librairie 228/Grange. Maspéro. 206 pages, 38 F.

(2) Textes réunis par Pierre Kende et Krzysztof Pomian. Colloque. Editions Seuil. 272 pages, 45 F.

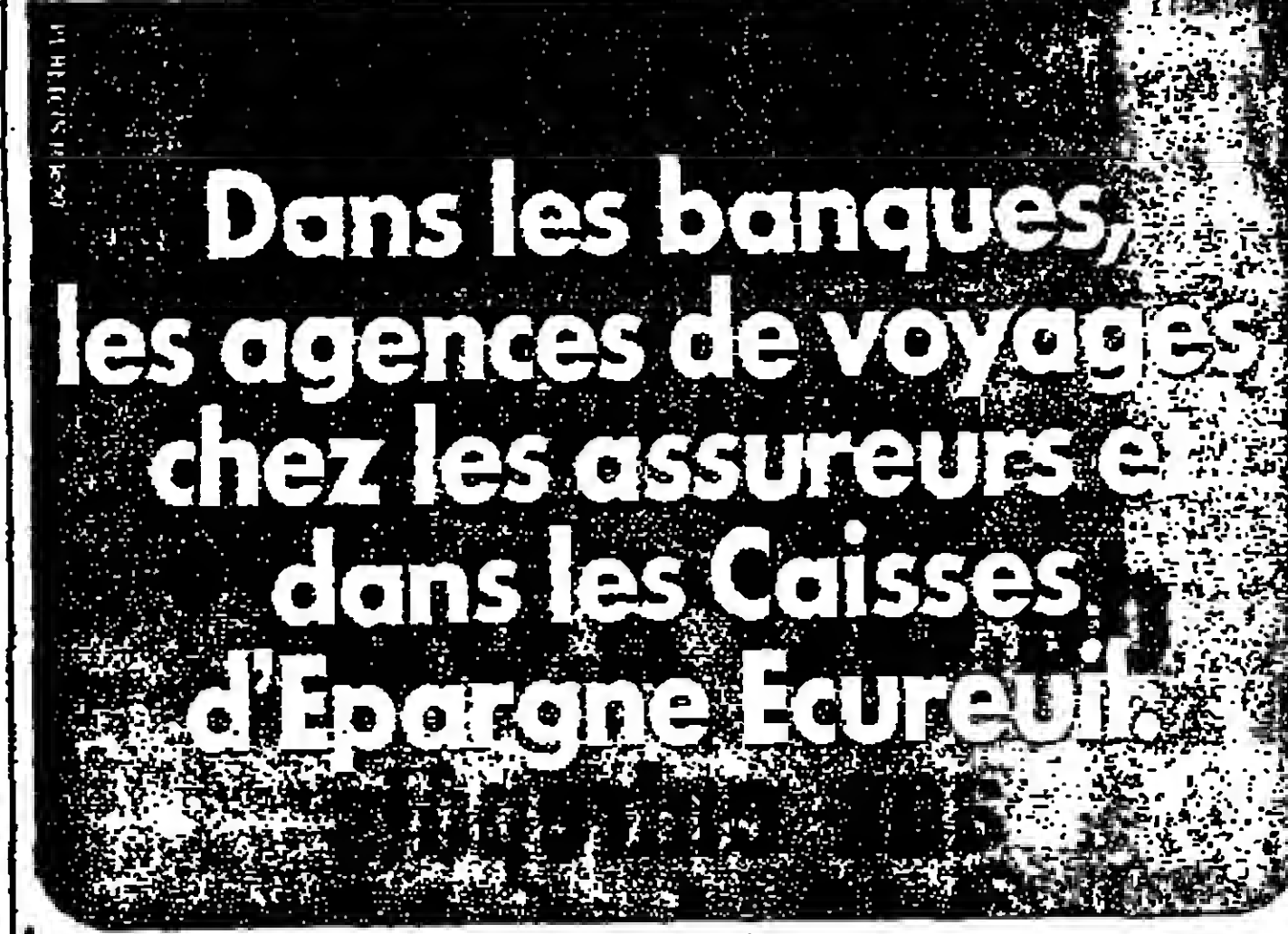


**pieds grands ou larges 38 au 50**  
Un choix unique de chaussures exclusivement pour homme, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> largeur.  
PALAIS DE LA CHAUSURE  
39, av. de la République  
75011 Paris Tél. : 357.45.92  
Catalogue gratuit - Parking



**Forfait Famille Annuel Europ Assistance.**

La voiture de sport c'est Ferrari.  
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.  
**PRIME**  
9-11 rue Benoît Malon  
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.



**Forfait Famille Annuel Europ Assistance.**

Le cristal c'est Baccarat.  
L'ordinateur conversationnel c'est Prime.  
**PRIME**  
9-11 rue Benoît Malon  
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

**Forfait Famille Annuel Europ Assistance.**



Le Monde

# politique

## LES RAPPORTS ENTRE LE P.C. ET LE P.S.

### M. Mitterrand ne répond pas à l'appel de M. Marchais et ne souhaite pas un débat avec M. Barre

Jusqu'au premier tour, M. Mitterrand semble vouloir cheminer en solitaire, il n'est ni pressé de rencontrer M. Marchais ni disposé à accepter un débat avec M. Barre. L'Humanité note, jeudi, que le premier secrétaire du P.S. ne répond pas à l'appel lancé par le secrétaire général du P.C. pour ouvrir avant le 12 mars une négociation sur le programme commun, la formation d'un gouvernement de gauche et les désistements. A lire, notamment dans le Monde du 23 février, on a écouté M. Mitterrand, on comprend bien qu'il ne veut, en l'état actuel des choses, négocier sur aucun de ces points. S'il n'exclut pas une rencontre avec M. Marchais, c'est à la condition que l'on n'y parle pas du programme commun.

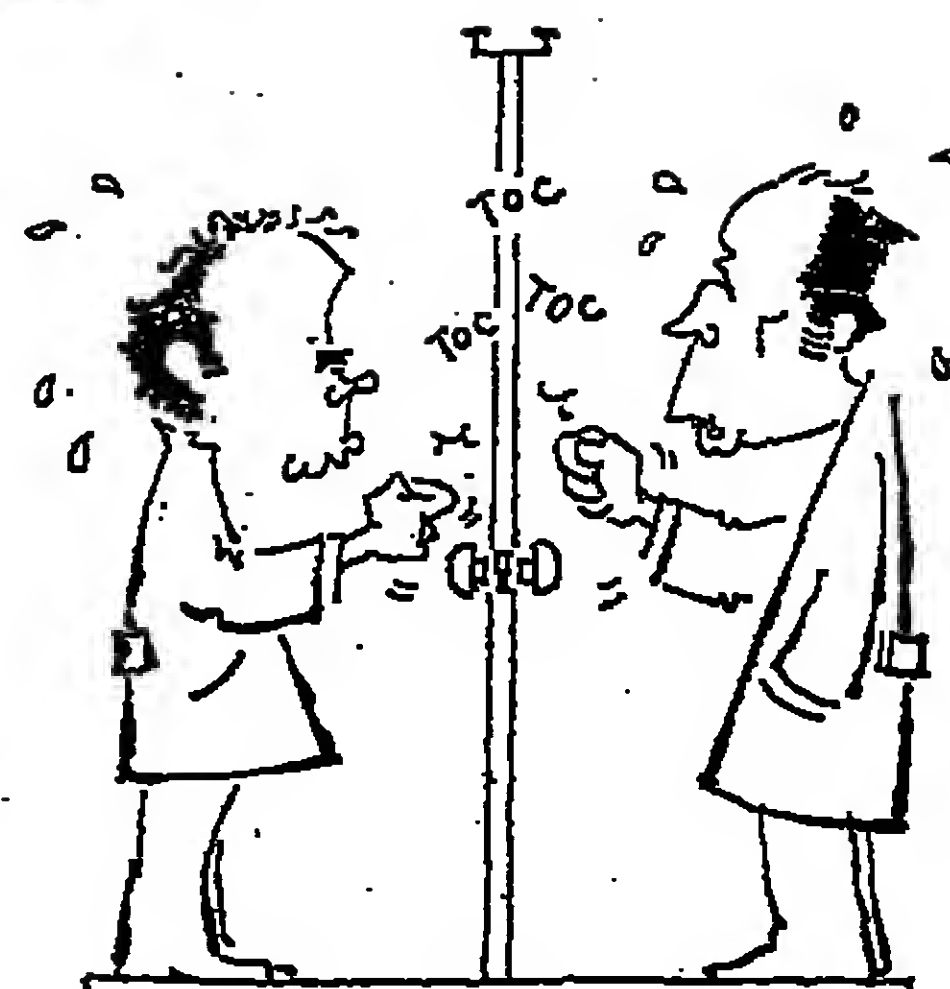
Le premier secrétaire du P.S. ne suit pas le conseil de sa minorité, le CERES, qui, dans la

revue « Repères », recommande de rechercher « un compromis sur le pouvoir » au sein de la gauche, c'est-à-dire d'accorder sur la composition du gouvernement. Il n'entend pas M. Fiterman, membre du secrétariat du P.C., dire (mercredi soir à France-Inter) : « Pour gagner, nous avons besoin d'un élan populaire et non de discipline. » Il ne voit pas l'intérêt d'une nouvelle confrontation télévisée avec le premier ministre.

Je trouve, a-t-il déclaré devant la presse diplomatique, que M. Barre ne représente pas beaucoup. Il ne représente ni l'U.D.F., ni le R.P.R., ni même les centristes. En dépit de ses déclarations, il ne représente pas non plus les socialistes. S'il s'agit de trouver quelqu'un qui puisse parler pour l'ensemble de la majorité, M. Valéry Giscard d'Estaing suffit à la peine.

M. Barre est un peu un homme qui se trouve en double, un « bis ». Et je ne vois pas la nécessité, pour le responsable du socialisme, de parler avec personne.

Jusqu'au 12 mars, le principal objectif du parti socialiste est d'engranger les suffrages pour atteindre ou dépasser le seuil des sept millions de voix qui s'il est franchi, prouvera son audience. Pour cela, il lui suffit, selon son premier secrétaire, de continuer sur sa lancée. Les attaques dont il est l'objet, sur sa gauche comme sur sa droite, le servent plus qu'elles ne le desservent du point de vue quantitatif, qui est le sien. Aussi bien, n'est-il pas nécessaire de tenir compte des pressions du P.C. et n'est-il pas opportun de servir de faire-valoir à la majorité. Jusqu'au 12 mars, mais après ?



A. L.

Desin de Chenev.

### Le CERES préconise un compromis sur le pouvoir

Dans son numéro de février-mars, la revue Repères, organe de la minorité du P.S. (le CERES), consacre son éditorial aux rapports entre le P.C. et le P.S. On y lit : « La question décisive aujourd'hui est celle du compromis que socialistes et communistes peuvent établir entre eux sur le pouvoir. »

A partir du moment où le parti communiste a repoussé au lendemain du premier tour toutes négociations et où le parti socialiste a renoncé à l'hybridation, ce compromis est la clef de l'accord programmatique. Il est aussi probablement la clef de la majorité parlementaire. Les électeurs souhaiteront certainement aussi

avoir, avant le second tour des élections, si la gauche est capable de constituer cette majorité. »

Si le chantage communiste au désistement est injustifiable, il ne justifie pas non plus la contradiction qui consiste, après avoir proclamé à juste titre que les désistements ne se marchandaient pas, à faire du désistement communiste l'objet d'un marchandage à rebours. Plus grave que cette faute de logique, qui comporte tout de même l'inconvenient de prendre manifestement au sérieux une pression que l'on feint d'ignorer, il y a le risque de manquer le moment le plus favorable pour engager une discussion réelle. Entre deux partenaires électoraux, ce moment n'est pas forcément celui où le plus faible se sent le plus faible. Il est dangereux, lorsqu'on cherche un accord, d'enfermer le partenaire dans l'alternative de capituler ou de rompre. Il est dangereux de spéculer sur les résultats du second tour pour refuser de causer après le premier.

Seul un compromis sur le pouvoir, entre le 12 et le 17, peut permettre de retrouver un accord sur le programme. L'enjeu mérite que les militants socialistes se rappellent que les relations entre leur parti et le gouvernement d'union de la gauche sont et doivent rester avant tout leur affaire.

### LE PREMIER SECRÉTAIRE DU P.S. EST PRIS A PARTIE PAR DES MILITANTS DU P.F.N.

M. François Mitterrand, qui était allé soutenir, mercredi 23 février, M. Paul Quilès, candidat du P.S. dans la 14<sup>e</sup> circonscription de Paris (XIII<sup>e</sup> arr. : Croulebarbe, Malson-Blanche), a déclaré de son côté que ses militants du Parti des forces nouvelles (extrême droite). Il y a eu des jets d'œufs et de tomates, et des échauffourées se sont produites entre les assaillants et les militants socialistes qui accompagnaient leur premier secrétaire.

Après cet incident, M. Quilès a dénoncé ces « méthodes fascistes » et s'est étonné que les mesures nécessaires à la protection des personnes n'aient pas été prises par les forces de l'ordre. Le P.F.N. a déclaré de son côté que ses militants, « présents au centre Gauche, ont montré à M. Mitterrand comment le peuple traite ceux qui lui mentent ».

[Le P.F.N., organisation d'extrême droite animée par M. Alain Robert, Pascal Gauthier et Roland Gauthier, présente quatre-vingt-neuf candidats aux élections législatives et n'hésite pas, le cas échéant, à recourir à la violence par l'intermédiaire de son organisation étudiante, le GUD, notamment.]

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) a déclaré mercredi 23 février à Besançon : « Il y a un véritable gouffre entre les propos des dirigeants de la gauche et leur pratique. Et nous ne pouvons juger les gens non seulement sur ce qu'ils disent mais sur ce qu'ils font. Le P.C. et le P.S. se réclament de l'antigouvernement, mais pourvu qu'ils ne signent pas de compromis commun n'ont-ils jamais organisé dans les entreprises, dans les localités, dans les quartiers, des discussions ouvertes avec les travailleurs ? » (Corresp.)

### « L'HUMANITÉ » : le duplex Mitterrand-Barre.

M. René Andrieu écrit dans l'Humanité du 23 février : « L'encre (François Mitterrand), la politique qu'il préconise représenterait une troisième voie, moyenne raisonnable, entre la politique gauchiste et celle que nous proposons. »

C'est la raison pour laquelle il subtrait les feux croisés des communistes et des hommes du pouvoir : ce serait le fameux « tiercé » Marchais-Barre-Chirac.

En réalité, cette petite astuce de propagande ne résiste pas à un examen sérieux de la situation. Ce qui frappe, au contraire, à y regarder de près, c'est une sorte comment dirait-on de « duplex » qui existe jusqu'à nous, ordre entre les solutions proposées par François Mitterrand et celles de M. Barre et Chirac.

C'est ce qui est la raison fondamentale de l'interruption des négociations sur le programme commun et des difficultés qui ont surgi dans la gauche. C'est nous en ce moment même qui proposons François Mitterrand, lequel ne répond pas de négocier pour battre M. Barre et Chirac. Car il n'y a pas trois voies, il n'y en a que deux : celle qui consiste à poursuivre l'essentiel de la politique du gouvernement actuel et celle qui consiste à opérer — dans l'union — les réformes et le changement nécessaires. La question qui reste est (mauvaise) littérature.

### L'AMBASSADEUR DU JAPON DEMANDE A M. MARCHAIS DE RECTIFIER DES DÉCLARATIONS

L'ambassadeur du Japon en France, M. Hideo Kikuhara, a adressé, mardi 21 février, une lettre à M. Georges Marchais, dans laquelle il lui demande de « rectifier » la déclaration « stupéfiante » que le secrétaire général du P.C.F. a faite au cours du face-à-face organisé par Antenne 2 et Europe 1, qui l'opposait à M. Alain Peyrefitte, garde des Sceaux, lundi soir 20 février (le Monde du 23 février).

M. Kikuhara écrit que les propos de M. Marchais « ont été une déclaration aux réalités sociales du Japon, une rectification semble s'imposer ». Il poursuit : « Je considère un chef de parti politique dire que le Japon est le pays le plus retardataire au monde du point de vue de la situation sociale (...) et qu'un Japon, les femmes sont traitées comme de véritables esclaves (...) on a peine à en croire ses oreilles. »

### LES DERNIÈRES CANDIDATURES DU M.R.G.

AINES. — M. de Villelongue (4<sup>e</sup>). ALPES-MARITIMES. — M. Jean Hancy (3<sup>e</sup>). ARDECHE. — M. Louis Berthon, conseiller général (3<sup>e</sup>). DOUBES. — M. Tochoy (3<sup>e</sup>). ILLE-ET-VILAINE. — MM. Bruno Baron-Renault (6<sup>e</sup>); Jean Tallandier, conseiller général (15<sup>e</sup>). LOT-ET-GARONNE. — M. Jean-Pierre Costes (2<sup>e</sup>). LOIRET. — M. Jean Sabatte, maire de Semur (1<sup>e</sup>). LOIRE-ATLANTIQUE. — M. Le Pape (8<sup>e</sup>). Il remplace M. Deloie. NORD. — MM. Bertrand Marchais (2<sup>e</sup>); Jean-Marie Laruelle (18<sup>e</sup>); René Lavarde (19<sup>e</sup>). PYRÉNÉES-ATLANTIQUES. — M. Eric Clidart (3<sup>e</sup>). REBONNE. — M. Maurice Chevval (8<sup>e</sup>); Jean-Joseph Ragot (9<sup>e</sup>). SEINE-MARITIME. — M. Serge Gonnont (4<sup>e</sup>). Il remplace M. Debarat. VENDÉE. — M. Marcel Gullbaud, conseiller général (3<sup>e</sup>). YOSGES. — M. Léone Desmet (2<sup>e</sup>). SEINE-SAINT-DENIS. — MM. Roher (2<sup>e</sup>); Malliet (7<sup>e</sup>); René Magnès (8<sup>e</sup>).

### Une certaine défense du gaullisme...

Décidément, jamais de Gaulle n'aurait entraîné une telle unité que pendant cette campagne électorale. On a pu s'en rendre compte, une fois de plus, mercredi 23 février, lors du déjeuner-débat organisé par la presse diplomatique en l'honneur de M. François Mitterrand. Prié de préciser en quoi la politique étrangère de la gauche n'est pas la même que celle du fondateur de la V<sup>e</sup> République, le premier secrétaire du P.S. a déclaré, après avoir formulé un certain nombre de réserves sur le nationalisme déplaçable du général, son attitude à l'égard de la Communauté européenne, sa politique de vente d'armes, en particulier au Proche-Orient : « Mais le général de Gaulle a existé : cette France a existé : cette France est mon pays. Il a établi des lignes de forces dont je dois tenir compte. »

De fait, l'exposé de politique étrangère de M. Mitterrand n'avait pas été la première manifestation des héritiers du général de Gaulle, s'il en reste. Certes, le premier secrétaire s'en est pris à la pratique du « domaine réservé » chère au général de Gaulle et à l'attitude de M. Marchais, mais il ne s'est pas compromis l'avenir, affirmant que « nous ne cherchons pas le moins du monde à ôter au président de la République la responsabilité de la politique étrangère qui lui confère la Constitution ». « Il faut bien, a-t-il ajouté, organiser la coexistence entre le président et l'Assemblée. » Comme il n'y a pas de doute dans la Constitution à cette question, et les problèmes de pratique sont résolus selon le degré du sens de la responsabilité et la sagesse des hommes responsables.

Sur l'Europe, M. Mitterrand a trouvé comme des accents gaulliens pour affirmer que « la France ne saurait se fonder dans une Europe qui n'est pas », même si « elle doit respecter les engagements qu'elle a souscrits ». Car, « aujourd'hui, Sedan ou Waterloo, cela ne se perd pas sur le terrain, mais cela se perd quand on liquide l'ordonnement relatif des Etats-Unis d'Amérique ou lorsqu'on perd la capacité de contrôle sur ses industries agro-alimentaires ». Et d'ajouter au passage la majorité actuelle, coupable de « faire glisser lentement la politique officielle de la France vers une forme d'intégration bilatérale qui a été reprise par le général de Gaulle et qui n'aurait pas notre assentiment ».

Mêmes intonations à propos de l'Union soviétique : « La gauche au pouvoir, a dit M. Mitterrand, chercherait à ôter avec la force principale de l'Europe, le principe de l'Union soviétique, les conditions d'une bonne entente à partir des traités d'amitié existant. (...) Nous ne pourrions pas, heureusement, à zéro. Il existe déjà de bons traités d'amitié avec l'U.R.S.S., mais il faut leur donner un contenu réel. (...) Les relations franco-soviétiques doivent être de plus en plus substantielles. » De quels traités d'amitié parlait M. Mitterrand ? Le premier secrétaire.

### ICI ET LA

en place de nouveaux circuits financiers, s'attacher à la qualité de la vie, avec comme objectif d'assurer à tous les citoyens le maximum de responsabilités à l'homme. »

M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, a déclaré, mercredi 23 février, à Rueil-Malmaison : « Nous voulons que chacun soit libre, que les Français puissent choisir le genre d'éducation qu'ils veulent faire donner à leurs enfants. (...) Le programme commun l'interdit. Le programme commun ne prévoit pas des E.L.M. et aime mieux qu'elles soient en locatif qu'en accession à la propriété. »

Mme Simone Veil, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a déclaré, mercredi 23 février, au micro de TF 1 : « L'application du programme commun condui-

rait ne s'est pas expliquée sur ce point. Mais, sans doute, voulait-il parler des accords de coopération franco-soviétiques, puisqu'il n'existe, à ce jour, aucun traité d'amitié entre Paris et Moscou, et que, à notre connaissance, le parti communiste est seul à en avoir réclamé un. »

En matière de défense, M. Mitterrand n'a pas sombré non plus dans l'indécision, même s'il a réfuté la stratégie « tous azimuts », car « on ne braque pas ses fusées sur son allié ». Pas question, donc, d'abandonner la stratégie « centrifuge » à la force de dissuasion française, et pas question non plus de s'engager à ne pas avoir recours en premier à la force nucléaire. Pas question, enfin, comme l'aurait voulu le P.C., de soumettre l'usage éventuel des armes nucléaires à une décision « collégiale », même si, pour le premier secrétaire, premier ministre et chef d'état-major doivent être associés à cette décision.

Dans deux domaines seulement, on constate une rupture ouverte avec une certaine idée du gaullisme : le désarmement — et encore s'agit-il d'avantage, jusqu'à présent, d'un pari sur l'avenir — et la politique africaine. Plus d'interventions militaires en Afrique, plus d'aide aux régimes « sangui-naires, racistes ou fascistes », a dit M. Mitterrand. Ce qui ne veut pas dire, pour le premier secrétaire du P.S., que les frontières

« originelles » de la Mauritanie seraient pas défendues si l'existence de cet Etat était menacée ou que le contingent français stationné à Djibouti serait rapatrié en France au lendemain d'une victoire des forces de gauche. « Nous examinerons la question », s'est contenté de préciser M. Mitterrand.

A deux reprises seulement, M. Mitterrand a laissé percer un certain accablement pendant sa prestation qui a duré quarante-cinq minutes. A propos de l'éventuelle fermeture des frontières, en cas d'effondrement de l'économie française d'abord. La faute, a-t-il dit, en reviendrait non à un gouvernement de gauche, mais à la majorité actuelle, puisque « déjà, à l'heure actuelle, le problème est posé ». Mais nous parlons d'une situation économique mauvaise, d'un choc qui palent, évident, grave, de M. Barre et de ses prédécesseurs. Nous ne devons pas nous laisser entraîner, un très lourd passif à assumer, et ce sera notre principale difficulté.

Une évocation du « coup de Prague » a paru également irriter fortement le premier secrétaire. M. Mitterrand a insisté pour finir comme Jan Masaryk, « par la fenêtre », si connaître « le sort plus d'ouïlet de Kerevsky qui, après avoir été chassé du pouvoir à Leningrad, haranguait le garnison du côté de Montpellier ».

JACQUES AMALRIC.

### M. Poniatowski à « Cartes sur table » Hors-jeu

Impression de déjà vu ? Insuffisance des questions ? Monotonie du propos ? Placidité naturelle qu'on lui a souvent connue. En se refusant aussi à toute agressivité à l'égard des alliés gaullistes (n'a-t-il pas fait référence par deux fois au général ?) et en se gardant de tout écart de langage, de toute formule trop polémique à l'adresse des socialistes.

Retiré, silencieux, « en réserve » depuis plus d'un an, M. Michel Poniatowski ne se considérait-il pas autorisé à spéculer sur ses chances de devenir premier ministre après une éventuelle victoire de la majorité ? Et ne s'est-il pas attaché à renforcer son image de ce point de vue, mercredi soir ?

Seulement voilà, M. Poniatowski n'est, en ce moment, plus rien. Il n'est plus membre du gouvernement, n'est plus en charge du parti républicain et il ne peut plus être le cascadeur du giscardisme. Hors-jeu, à l'écart des polémiques actuelles, il ne fait pas partie de la petite troupe dont les échanges, les disputes et les insultes constituent finalement le principal intérêt du spectacle politique actuel. Alors, on s'ennuyait à l'écouter s'investir personnellement.

Mais, après tout, n'est-ce pas, là aussi, un atout dans la perspective qu'il pourrait être la sienne ? — N.-J. B.

rait la France au désastre. (...) Il est très important que la majorité puisse continuer l'action entamée en matière de santé. (...) Il n'y a pas de pays au monde, en tout cas parmi ceux que j'ai visités, où le système de santé soit aussi satisfaisant qu'en France.

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, vice-président du parti radical, a « ré-ouvert » mercredi soir 22 février, à Belfort, que M. François Mitterrand ait « préféré le pouvoir à l'idéal socialiste », inspiré en cela « par son naturel génie ». M. Jean-Pierre Chevènement (député socialiste de Belfort). Selon M. Stirn, « la profonde transformation des données de l'économie depuis 1972 » avait pourtant offert à M. Mitterrand « une chance historique de réconcilier le socialisme et la démocratie en rompant avec le programme commun ».

après inventaire et jusqu'au 11 mars

## 350\* tapis d'orient

nous main, possédant tous leur certificat d'origine garantissant l'authenticité

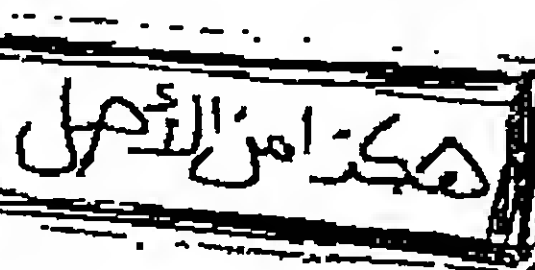
## sacrifiés de 30 à 50%

\* désignés par un triangle bleu

## aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Juchaux (angle Yves-Toudic), place République  
Lundi au samedi, 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206.89.30.

prolongation de notre 20% consentie sur tous nos autres tapis : Naim, Cachen, Isphahan, Ghom, etc. ; et y compris les pièces les plus rares.





P.S.

# La préparation des élections législatives

## LA TOURNÉE DU PREMIER MINISTRE EN PROVINCE

### M. Barre et les « gens d'en face »

De notre envoyé spécial

La Baule. — Mardi soir 22 février, à La Baule, où le premier ministre s'est rendu pour soutenir la candidature du maire, M. Olivier Guichard (R.P.R.), ancien ministre d'Etat, qui se représente dans la 7<sup>e</sup> circonscription de la Loire-Atlantique, le « France profonde » si chère à M. Barre était politiquement coupée en deux de la façon la plus expressive qui soit. Les partisans locaux de la majorité avaient en effet dressé leur chapiteau sur la place des Sables, juste en face de l'entreprise Thibaut-Cattin — seule usine de la localité — occupée depuis le mois de septembre par quelques-uns des cent quarante-quatre ouvriers condamnés au chômage par sa fermeture.

La C.G.T. avait estimé que l'organisation de ce meeting à cet endroit relevait de la provocation, cette confrontation a donné lieu, tout au long de la soirée, à une

escalade sonore, les deux camps ayant décidé de rivaliser à coups de haut-parleurs et de défilés. Bien avant l'heure des discours, les nombreuses forces de l'ordre entourant le chapiteau eurent ainsi l'occasion peu commune d'écouter en même temps l'Internationale et la Flute enchantée de Mozart.

Le dialogue eût peut-être été moins cacophonique, en tout cas moins bruyant, si M. Olivier Guichard avait accepté la demande qui lui avait été présentée par M. Claude Popereau, membre du bureau politique du P.C., candidat dans la 2<sup>e</sup> circonscription, lequel avait exprimé son désir d'assister à cette réunion en compagnie de quelques amis afin de poser au chef du gouvernement « les questions qui intéressent particulièrement les travailleurs », à propos notamment des problèmes de l'emploi. L'ancien ministre d'Etat lui avait répondu : « Cette réunion est une réunion privée, sur invitation, qui se tient dans un local privé, comme toutes celles que nous ou tiendrons le premier ministre jusqu'aux élections. Je ne pourrais donc pas vous y donner la parole. J'ajouterais accessoirement que le premier ministre n'ayant pas accepté de dialoguer avec le secrétaire général de votre parti, vous ne trouverez sans doute pas convenable qu'il le fasse avec un de ses délégués régionaux ».

Le « baron » gaulliste et le premier ministre refusant la contradiction, M. Claude Popereau et les deux autres candidats communistes du secteur MM. Maurice Rocher — (8<sup>e</sup> circonscription) et Pierre Le Berche (7<sup>e</sup> circonscription) étaient venus apporter leur appui aux prévisions et pendant près de trois heures le chapiteau ministériel a résonné des échos de leurs protestations. Les quelques deux mille supporters de la majorité qui avaient répondu à l'invitation du maire de La Baule et de M. Barre n'en ont manifesté que plus d'ardeur dans leurs applaudissements.

M. Olivier Guichard lui-même, d'habitude si placide, a trouvé des accents explosifs pour dénoncer les socialistes « sectaires de

l'école », « compléxés de la gauche », « toujours soucieux de ne pas paraître trahir le prolétariat qu'ils ne connaissent pas et le parti communiste qu'ils ne connaissent que trop », pour cloquer au pilori les communistes « exploités de la misère et de la haine entre Français » et reprendre, en particulier, le « Marchais, cet Afri Baba », lancé par M. Barre mardi soir à la télévision, afin de pouvoir ajouter : « Cela finira par les quarante voleurs ! »

Dans cette ambiance passionnée, M. Raymond Barre a un instant, au début de son allocution, trouvé le ton d'un tribun pour susciter les bravos de l'auditoire le plus réceptif qu'il ait eu depuis le commencement de sa tournée électorale. « Nous sommes du même côté pour le même combat », a-t-il notamment répondu à M. Guichard. Et d'ajouter à propos du fond sonore entretenu par les cégétistes rassemblés de l'autre côté de l'avenue des Noëties : « Les gens d'en face sont en train de nous donner une démonstration de la façon dont ils conçoivent dans un pays démocratique la liberté d'association et d'expression, mais cela ne m'intimide pas ! »

Chez M. Barre la fougue ne s'extériorise jamais longtemps. Son naturel reprenant le dessus, le premier ministre a poursuivi sur le ton doctoral qui lui est propre, sans modifier ses propos habituels. Critiquant les projets de l'opposition, il a déclaré qu'« un gouvernement de la gauche se sent le plus hétéroclite qu'on puisse imaginer » et que « ce sont les pauvres qui sont les plus menacés par l'inflation et l'accroissement des impôts qui résultent indubitablement des mesures qui seraient prises ». « J'ai confiance », a-t-il déclaré en conclusion. Nous sommes comptables de l'avenir de la France. L'avenir est de notre côté », M. Barre a été applaudi chaleureusement par une foule acquiescente d'avance, mais moins enthousiaste qu'au début de la réunion. L'espérance sans péril. Il était 22 h. 30. De l'autre côté de la rue les « contradictoires »

continuaient de chanter l'Internationale. Alors M. Guichard a invité la foule massée sous le chapiteau à chanter la Marseillaise « pour purifier l'atmosphère ».

ALAIN ROLLAT.

### M. BARRE REGRETTE LES CANDIDATURES DE DERNIÈRE MINUTE DE LA MAJORITÉ

M. Raymond Barre, qui était jeudi 22 février l'invité du petit déjeuner de France-Inter à regretter « les candidatures sauvages déposées en dernière minute par les formations de la majorité », le premier ministre a souligné « le caractère regrettable de la situation ainsi créée dans des circonscriptions difficiles, où des candidatures uniques étaient considérées comme seul moyen de succès ». Il a ajouté : « J'espère que le bon sens prévaudra. J'espère aussi que la loyauté républicaine se manifestera ».

M. Barre a affirmé : « Je ne fais pas une campagne tout seul. Je fais une campagne au service de la majorité ». Il a demandé qu'on lui ait demandé de prendre la tête de l'U.D.F. et qu'il ait refusé : « J'ai dit depuis le début que, étant donné le caractère parti de la majorité, étant donné le fait que j'avais, comme premier ministre, été soutenu par toutes les formations de la majorité, je n'entendais pas, en tant que premier ministre, prendre la tête d'une formation de la majorité ».

Quel impôt sur la fortune ? Une erreur matérielle nous a fait écrire dans certaines éditions du Monde du 23 février (p. 7) que le seuil de fortune à partir duquel la plupart des propositions de loi proposent de taxer les contribuables les plus riches était de 2 millions d'anciens francs. C'est évidemment de 2 millions de francs actuels qu'il s'agit : quelque 125 000 personnes en seraient plus que cette somme, selon M. Laffitte (la Fortune des Français).

### M. Chirac prend des engagements formels envers les rapatriés

De notre envoyé spécial

Toulon. — M. Jacques Chirac a pris, mercredi 22 février, à Toulon, devant les associations de rapatriés et en réponse à un long cahier de doléances présenté par M. Louis Boutin, président du Recours du Var, un double engagement. Il a promis, au nom du futur groupe R.P.R. de la prochaine Assemblée nationale, qu'une « amnistie totale, intégrale et définitive » serait proposée pour les faits en relation avec les séjours d'Algérie. Il a également annoncé le dépôt d'une proposition de loi complétant celle du 2 janvier 1976, relative à l'indemnisation. Les représentants des rapatriés se sont déclarés à plusieurs reprises satisfaits des engagements du président du R.P.R. En conséquence d'ailleurs, M. Mario Bénéard, député sortant de la deuxième circonscription du Var, a déclaré à M. Chirac, qui, en décembre dernier, avait donné sa démission du R.P.R. pour protester contre l'insuffisance du projet de loi sur l'indemnisation, a participé, dans la soirée au meeting présidé par M. Chirac, au Morillon, sous un vaste chapiteau qui abritait plus de cinq mille personnes.

Tout au long de la journée et à diverses reprises, M. Jacques Chirac a évoqué, devant des publics variés, les thèmes habituels de la campagne

du R.P.R., s'en prenant plus spécialement aux socialistes. Il a particulièrement insisté sur la vocation, spécifique selon lui, du R.P.R. en assignant à son corps électoral de « distancer la droite de gauche au second ». M. Chirac, en se gardant bien de citer l'Union pour la démocratie française, a toutefois pris soin de ranger dans « la droite » ses partenaires de la majorité dont les formations ont constitué l'U.D.F. Il a insisté sur « le caractère populaire du mouvement gaulliste qui lui permet, et à lui seul, de battre la gauche ». Il a aussi réitéré la « politique de facilité et le libéralisme bon enfant » que les formations de l'U.D.F. représenteraient alors qu'une victoire de la gauche ne manquerait pas d'entraîner « le collectivisme ». Si M. Chirac a rappelé les règles du pacte majoritaire, il ne s'en est jamais pris aux autres candidats de la majorité. En revanche, M. Pierre Mazaud, ancien ministre, qui se présente pour briguer la succession d'Aymar Simon-Lorière, décédé, a fait à plusieurs reprises huer par la foule le nom de M. Arreckx, maire de Toulon, président départemental du parti républicain, qui se présente également dans cette 5<sup>e</sup> circonscription du Var.

ANDRÉ PASSERON.

### Paris-Écologie 78 critique la gestion du maire de Paris

Les responsables du groupe Paris-Écologie 78, parmi lesquels M. Brice Lalonde, ont sévèrement critiqué, mercredi 22 février au cours d'une conférence de presse, la gestion du maire de Paris, M. Brice Lalonde a déclaré : « Nous avons seulement une mairie-spectacle avec un maire spectaculaire ».

Les membres de Paris-Écologie 78 ont contesté le bilan de la gestion municipale tel qu'il a été dressé dans un numéro spécial du Bulletin municipal officiel (le Monde du 25 janvier) : ils ont notamment remis en cause l'ac-

tion du maire dans trois domaines considérés par M. Chirac comme prioritaires : le logement social, l'action culturelle et l'aide aux personnes défavorisées. En ce qui concerne le logement social, le groupe Paris-Écologie 78 a considéré que la solution résidait dans l'utilisation à bon escient des logements qui existent, et notamment de ceux dont le loyer est régi par la loi de 1948. Pour les personnes âgées, il a jugé nécessaire de « les maintenir dans des logements existants et de mêler leurs activités à celles des autres habitants afin qu'elles ne soient pas coupées de la vie courante ».

défense du gaullisme

### L'augmentation du SMIC à 2 400 F

#### M. SERVAN-SCHREIBER : le premier ministre a franchi un grand pas.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, a commenté mercredi matin 22 février, au micro d'Europe 1, les déclarations de M. Raymond Barre. Il a affirmé : « Le premier ministre a franchi un grand pas [sur la question du SMIC à 2 400 F]. A mon avis cela change le cours des choses (...) Il a répondu, sur cette grande affaire, d'une manière humaine, raisonnable et compréhensible. Il a montré qu'il avait compris qu'on ne peut plus à l'heure actuelle parler aux Français uniquement en langage de technicien (...) L'émotion qu'il a manifestée a été un événement, venant de lui, c'est-à-dire venant d'un économiste rigoureux et à qui tout le monde reconnaît le sérieux du point de vue économique ».

Mors-jeu



# La Première Histoire du Peuple de France

“Sans a priori ni préjugés mais avec passion”

Nombreux sont aujourd'hui les lecteurs qui demandent à l'histoire d'être autre chose qu'une suite d'événements et d'images d'Epinal. L'Histoire de la France Contemporaine de 1789 à nos jours constitue la première collection publiée en France donnant un tableau complet du patrimoine de tout un peuple.

## Histoire de la France contemporaine

Pour la première fois, en effet est proposée au public une histoire contemporaine globale de la France, pensée, conçue, comme une totalité. L'étude des phénomènes historiques permet de mieux saisir la véritable personnalité de notre pays, ses traditions démocratiques, et de dégager les voies de notre devenir. Mais l'histoire d'un pays est faite et vécue par les hommes : aussi, cet ouvrage aborde-t-il tous les aspects de la civilisation française, histoire économique, sociale, politique, culturelle, mais aussi histoire des idées, us et coutumes, évolution des mentalités.

Ecrit par des historiens qui n'hésitent pas à remettre en cause les notions établies pour découvrir le fait historique dans son authenticité, l'Histoire de la France contemporaine constitue véritablement la première histoire du peuple de France.

Realisée par un collectif d'historiens parmi les plus compétents : Jean-Paul Bertaud - Roger Bourderon - Jean Bruhat - Jean Elieinstein - Jean Gaçon - Florence Gauthier - François Hincin - Claude Mazauric - Maurice Moissonnier - Albert Soboul - Danielle Tartakovski - Claude et Germaine Willard.

Coordination : Jean Elieinstein.

Co-production : Editions Sociales/Livre Club Diderot.

Présentation : Cette œuvre comprendra 8 volumes reliés soigneusement présentés. Le tome I traitant « Des origines à 1789 », le dernier de « 1968 à 1980 ». La partie encyclopédique très importante, le quart de l'ensemble, regroupera en chaque fin de volume : des biographies, 2 400 pour les 8 tomes, soit un véritable dictionnaire historique des personnages.

- une chronologie très détaillée au moyen de tableaux synoptiques faisant apparaître les concordances événementielles tant sur le plan politique, scientifique que culturel.
- des filmographies et discographies replacées dans leurs contextes historiques.
- des bibliographies commentées des titres essentiels français et étrangers sur l'époque ou le personnage.

Les sources de l'historien : Présentation par les auteurs de documents en fac-similé qui permettent aux lecteurs de suivre les méthodes de recherche et d'investigation. L'iconographie comprendra de remarquables illustrations mais aussi des croquis qui éclaireront par l'image les aspects particuliers de tel ou tel événement. L'originalité de sa présentation, l'unité et la clarté de style, la richesse de la partie encyclopédique feront de cette collection l'ouvrage de référence par excellence, le livre d'histoire de l'avenir.

BON DE DOCUMENTATION

à retourner à

Livre Club Diderot

13, boulevard Bourdon

75004 PARIS

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Désire être documenté gratuitement sur l'Histoire de la France Contemporaine.



# POLITIQUE

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

## XIX. — LORRAINE : des

L'une des régions naguère les plus gaullistes de France (la deuxième pour le nombre de « oui » au référendum d'octobre 1962), la Lorraine est aujourd'hui de celles où la gauche peut nourrir de sérieux espoirs (1). Dès cette année, elle peut raisonnablement envisager, si les désistements jouent, d'ajouter quatre ou cinq circonscriptions aux trois qu'elle possède

déjà (sur vingt et une). Pour l'avenir, le parti communiste et le parti socialiste songent à la relève d'une majorité qui n'a pas su renouveler son personnel politique.

C'est la raison pour laquelle ministres et membres des cabinets ministériels ont été dépêchés pour témoigner aux Lorrains l'attention

que leur porte le pouvoir central et le prix que mettent les membres ou anciens membres du gouvernement à représenter les habitants et à défendre les intérêts de cette région. Mme Saunier-Seïté, à Metz, M. Haby, à Lunéville, M. Stoléru, à Saint-Dié, tentent de réunir leur « parachutage », tandis que M. Coulaud associe la gestion de Nancy aux fonctions de secré-

taire d'Etat à l'Industrie et brigue à nouveau le mandat de député qu'il détenait jusqu'à son entrée au gouvernement, en décembre 1976. Ancien ministre, le général Bigeard tente sa chance dans sa ville natale de Toul, tandis que M. Poncelet, ancien secrétaire d'Etat, devenu sénateur, suit de très près l'évolution des Vosges, et M. Messmer, ancien premier minis-

### MEURTHE-ET-MOSELLE : M. Haby et le général Bigeard en campagne

La Meurthe-et-Moselle comprend, schématiquement, trois zones : au sud, un pays à dominante rurale ; au centre, l'agglomération de Nancy ; au nord, la vallée de la Moselle et le Pays-Haut, dont l'activité principale est la sidérurgie. Moins touchée que la Moselle par la crise de cette industrie, la Meurthe-et-Moselle comptait toutefois près de quinze mille chômeurs en décembre, dont un grand nombre (six mille selon le parti communiste) dans la vallée de la Moselle. Celle-ci est comprise dans la 1<sup>re</sup> circonscription (Nancy-Nord, Pont-à-Mousson), dont le député sortant est M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical.

Depuis son arrivée mouvementée dans la région, en juin 1976, à l'occasion d'une élection partielle provoquée par la démission du député, Gilbert Souchal (U.D.R.), la suite d'un différend sur le tracé de l'auto-route Paris-Strasbourg, M. Servan-Schreiber suscite la controverse. Réélu, en 1973, à nouveau dans une élection « triangulaire » opposant au candidat communiste et à M. Souchal, puis élu président du conseil régional de Lorraine en 1976 et en 1977, le président du parti radical doit disputer cette année les voix de la majorité à M. Claude Huriet, conseiller général de Nancy-nord. M. Huriet s'était porté candidat à Nancy, contre la municipalité sortante de M. Marcel Martin, après avoir envisagé d'être le premier ou le second d'une liste qu'aurait menée M. Claude Coulaud, député de la 2<sup>e</sup> circonscription jusqu'à son entrée au gouvernement comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie.

M. Huriet, vice-président départemental des R.P., puis du P.R., avait été encouragé à se présenter par M. Piotrowski, alors ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, et sa candidature était appuyée à un niveau plus élevé encore. Mais M. Servan-Schreiber voyait d'un mauvais œil l'ascension de ce professeur de médecine. Ainsi, après avoir laissé entendre qu'il pourrait être lui-même candidat à la mairie, obtint-il de M. Coulaud qu'il se retirât, ce qui amena M. Huriet à se retirer de la compétition.

C'est donc une revanche qui se joue maintenant entre les deux hommes. La candidature de

M. Huriet, soutenue par le bureau départemental du P.R., a été désavouée par M. Jean-Pierre Solson, secrétaire général du parti républicain, mais, depuis, a reçu l'appui du R.P.R. (« l'homme qui s'imposait », a dit de lui M. Chirac) et celui du C.N.R.F.

Cette concurrence sur sa droite peut avantager M. Servan-Schreiber qui, élu de l'opposition centriste en 1970 et en 1973, pourrait avoir de la peine à retrouver, depuis son ralliement à la majorité, les voix du centre gauche dans cette circonscription où la gauche détient deux des quatre cantons (un socialiste et un communiste), mais où elle n'a, il est vrai, emporté qu'une moitié l'an dernier, celle de Biéville-Pont-à-Mousson (quatre mille habitants).

M. Roland Favaro, secrétaire de la fédération de Meurthe-et-Moselle-Sud, membre du comité central du P.C.F., remplace, cette année, M. Michel Antoine, conseiller général et maire de Frouard, qui devient son suppléant. Si le parti communiste peut augmenter sa représentation en Meurthe-et-Moselle, c'est d'abord à Longwy, nous le verrons, mais aussi ici. Le parti socialiste, dont le candidat est M. Yvon Tondou, conseiller général et conseiller municipal de Pont-à-Mousson, désapprouve pas toutefois de devancer le parti communiste. Il est vrai que le résultat obtenu, en 1973 (9,49 %), par M. Patrick Gassenbach, candidat radical de gauche, soutenu par les socialistes, mais « parachuté » n'est guère significatif de ce que peut espérer, cette année, le P.S.

A l'extrême gauche, MM. Henri Begorre (Front autogestionnaire), conseiller municipal de Maréville, et Bernard Thiery (L.C.R.), et Mmes Michèle Lanchon (L.O.) et Marie-Thérèse Clélie (Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne) ne paraissent pas en terrain très favorable, alors que les électeurs sont requis par le débat qui oppose le P.C. et le P.S. sur la dégradation de M. Patrick Kélebe (U.G.R.) et Mme Régine Denis-Judis (Nouvelle Action française), conseiller municipal d'Épinal, semblent devoir se heurter à la même difficulté, tandis que M. Jean Dupuy de Méry, rendu célèbre par son action contre l'anti-militarisme, sollicite les suffrages de l'ordre et de la discipline.

#### Le district urbain de Nancy

A Nancy-Ouest (9<sup>e</sup> circonscription), M. Claude Coulaud (P.R.) tente de conserver son siège face au parti socialiste, dont il avait battu le candidat de mille cent voix, sur plus de soixante-quatre mille électeurs inscrits, au second tour des élections de 1973. Cette année, le P.S. lui oppose M. Job Dupont, conseiller général et maire de Tomblaine, membre du C.E.R.E.S. Un différend local oppose les deux hommes à propos de la constitution du district urbain de Nancy, dans lequel Tomblaine avait été intégrée par arrêté préfectoral, décision cassée par le Conseil d'Etat en novembre.

Le parti communiste présente M. Gino Capolungo, ancien maire de Neuves-Maisons où sa municipalité, qui l'avait emporté dans une élection triangulaire en 1971, a été battue l'an dernier. Le can-

didat du P.S. risque cependant d'être gêné par M. Gérard Michel (M.R.G.), tandis que M. Coulaud, qui avait enlevé le siège à l'U.D.R. en 1973, doit compter avec M. Alain Albert (R.R.), conseiller municipal de Saint-Nicolas-de-Port. M. Marcel Cordier (U.G.F.) vice-président, lui aussi, l'électorat gaulliste. M. Michel Boutevin (Front autogestionnaire), membre du P.S.U., Dominique Barbin (L.O.) et Daniel Gasse (Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs) sollicitent les suffrages de l'extrême gauche. M. Hugues Paterna (P.F.N.) ceux de l'extrême droite.

Dans la troisième circonscription, M. Pierre Weber, député (app. P.R.) depuis 1958, se représente sous l'étiquette U.D.F., qu'il partage avec M. André Rossinat (rad.), deuxième adjoint au maire de Nancy. Ayant voté contre les réformes proposées depuis mai 1974, M. Weber ne compte que sur les soutiens dont il dispose parmi les notables de la circonscription. Or, la population a changé. De nombreux jeunes cadres sont venus s'installer dans ces quartiers, et M. Rossinat

compte que le style « schreibern » de sa campagne devrait lui attirer les électeurs de cette catégorie.

Ce sont aussi ceux que vise M. Daniel Groscolas, conseiller général de Nancy-Est, premier secrétaire (C.E.R.E.S.) de la fédération socialiste, qui compte sur la gauche que son parti a créée dans cette circonscription pour renverser une tendance qui, au vu des résultats de 1973 (32,4 % des voix à la gauche), lui était défavorable. Faut-il voir dans la substitution de Mme Yvette Bo-

relli, militante syndicaliste, à M. Claude Sourdiva, considéré comme l'« idéologue » local du P.C.F., un signe que celui-ci s'attend à être cette année, devancé par le P.S. ? Au parti communiste, on le dément et l'on s'efforce aussi résolu à qu'ailleurs à améliorer le score des consultations précédentes.

M. Pierre Guilmin (Front autogestionnaire), Pierre Pinard (L.O.) et Christian Bressillon, candidats « bio-humanistes », ne paraissent pas en mesure de troubler le jeu.

#### A Lunéville et à Toul

A Lunéville (4<sup>e</sup> circonscription), où M. Jean Bichat, député sortant (P.R.), soixante-neuf ans, ne se représente pas, M. René Haby, ministre de l'Éducation, n'a pas été découragé par son échec aux élections municipales. Originaire de Dombeval, au sud de Nancy, M. Haby, qui se présente sous l'étiquette U.D.F. et bénéficie du soutien de toutes les formations de la majorité, espère compenser par des voix rurales celles qui lui manquent à Lunéville. Multipliant, depuis maintenant un an et demi, les « interventions » de toute sorte à tous les lieux où des simples citoyens, le ministre de l'Éducation, présente chaque semaine dans la circonscription, du jeudi soir au lundi matin, fait à présent partie du « paysage ».

En face du ministre, M. Jean Linomé (P.S.), instituteur en retraite, fils de Lunéville depuis mai 1977, a le double avantage d'avoir battu M. Haby à la première manche et de n'être pas concurrent, comme il l'était en 1973, par des candidats du centre gauche. Cette situation lui permettrait-elle, à la différence de 1973, de devancer le candidat communiste, comme il l'était fois M. Jean-Claude Marchal ?

Sont également candidats, Mme Martine Gilet (L.O.) et M. Jean-Jacques Chappaz (P.F.N.).

Après avoir renoncé à se pré-

#### La gauche dans le Nord

La situation est très différente dans le nord du département, où la gauche est en position nettement dominante. A Briey (6<sup>e</sup> circonscription), le député sortant, M. Gilbert Schwartz (P.C.), maire de Briey, qui avait battu en 1973 M. Hubert Martin, maire de Briey, devenu sénateur (rad. ind.) en septembre 1974, ne se représente pas. Le P.C., qui détient trois sièges sur six candidats du centre gauche, présente Mme Colette Gauriot, élue dans ce canton en 1976 et devenue, un an plus tard, à la tête d'une liste d'union de la gauche, maire de Jœuf. Cette insularité de pensée-huit ans est l'une des candidatures communistes qui semblent bien placées pour entrer à l'Assemblée nationale. Le parti socialiste, qui est loin derrière le P.C. dans cette circonscription, présente un militant syndical de la sidérurgie, M. Hubert Aubriot, adjoint au maire de Jœuf, qui, comme son prédécesseur en 1974, doit compter avec un candidat autogestionnaire, M. Alain Rillaud (Front autogestionnaire).

Le candidat du parti socialiste démocrate, M. Pierre Gosset, semble plutôt en concurrence avec le candidat de l'U.D.F., M. Jacques Leclerc (rad.), tandis que M. Norbert Georges (L.O.) dispute à Mme Gauriot les voix de l'extrême gauche.

M. Leclerc, conseiller général et maire de Vézéville, dans la circonscription de Toul, époux de

senior à Verdun, le général Marcel Bigeard, ancien secrétaire d'Etat à la Défense, est parti en campagne à Toul (5<sup>e</sup> circonscription), sa ville natale. M. André Piquot, suppléant de M. Leclerc, n'aurait pas se représenter pas. Le décès de Mme Claire Leclerc, conseiller général et maire de Colombey-les-Belles, qui était à nouveau candidate après avoir proposé son frère, le maire de Toul sur les rangs et ne s'attendait pas, semble-t-il, à voir surgir pareil rival. De toute évidence, la situation est devenue plus difficile.

A gauche, M. Jean-Paul Chagnolland (P.S.), jeune assistant à la faculté de droit de Nancy, candidat « à la carte » d'écrou l'avance de son parti, après une campagne active commencée l'été dernier. La circonscription n'est pas très favorable au parti communiste, dont le candidat avait obtenu 13,7 % des voix, au premier tour, en 1973, et qui présente cette année M. Bernard Strolle. Le mouvement des démocrates présente M. Patrick Lochet, Lutte ouvrière présente M. Didier Coïc et le parti des forces nouvelles M. Jean Le Fouillat. M. Daniel Feinstein se présente sans étiquette.

Claire Leclerc, avait obtenu le soutien des partis non gaullistes et la bienveillance du R.P.R., qui se bornait à appuyer M. Roland Falet (C.N.R.F.). Au dernier tour de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat mixte de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, d'apparence comme le candidat de la « majorité présidentielle élargie », et de la gauche, le mouvement gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'École polytechnique et vice-président du syndicat



POLITIQUE

des élections législatives

ministres aux avant-postes

par PATRICK JARREAU

tre, élu président du conseil régional, celle de la Moselle.

Ces deux départements sont les plus frappés par la crise industrielle qui a atterri la sidérurgie de plein fouet l'an dernier et mine le textile vosgien depuis une dizaine d'années. Le débat sur la politique industrielle prend donc ici, un tour particulièrement concret. Entre

l'opposition et la majorité d'abord, la gauche réclamant un contrôle accru de l'Etat.

Mais la crise divise aussi socialistes et communistes, les premiers privilégiant le contrôle par rapport à la prise de possession, les seconds préconisant la nationalisation « franche » et immédiate. Ce dernier mot d'ordre a une portée incontestable dans une population

ouvrière qui, surtout dans le nord de la région, ne peut admettre la soudaineté d'une « restructuration » décidée par le patronat.

Face aux progrès de la gauche, la majorité croit l'heure venue de serrer les rangs. Les rivalités entre gaullistes et centristes s'amusent du moins les responsables politiques tentent-ils de les réduire — et l'élection de

M. Messmer en est une preuve. M. Servan-Schreiber, dont l'entrée fracassante en juin 1970 sur la scène locale avait suscité l'espoir des élus centristes et gaullistes, risque de faire les frais de cette réconciliation. Sans le dire, ou parfois en le disant, les notables prennent leurs distances.

Rien n'est joué pour autant.

conséquences de la crise de la sidérurgie

M. Léon Arnold (R.I.), maire de Florange. Président départemental du P.R., M. Arnold, qui avait été battu par un socialiste aux élections cantonales de mars 1976 à Florange, est à nouveau candidat, cette année, tandis que, pour la première fois depuis 1968, le mouvement gaulliste, qui avait perdu le siège en 1967 au profit de M. Deplectri, présente un candidat, M. Roger Gauthier, conseiller municipal d'Hayange, auquel est venu s'ajouter, in extremis, M. Jean-Paul Cavajani (C.N.I.P.). M. Deplectri retrouve, d'autre part, son adversaire socialiste des élections municipales à Moyenvic-Grande. M. René Drouin (C.R.E.S.), qui a été désigné par les sections du P.S. à la place de

M. Victor Madelaine, conseiller général, maire de Nivange, candidat du P.C.U. en 1968 et du P.S. en 1973.

Si l'avance de M. Deplectri en 1973 était relativement faible, en revanche, M. Mitterrand obtenait 60,6 % des voix, dans cette circonscription en 1974. Mais le P.S. défient deux des quatre cantons et trois candidats d'extrême gauche — Mme Annie Jolivet (L.O.), MM. Yvon Viry (Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs) et Alphonse Laux (Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne) — peuvent modifier sur l'électorat communiste. L'issue de la vive rivalité qui oppose le P.S. et le P.C. n'est pas jouée d'avance.

cueillir les voix des électeurs hostiles à ce projet. Dans un cas comme dans l'autre, le report des voix entre les deux partis de gauche paraît compromis par les divergences qui les opposent à propos de la sidérurgie. En outre, l'attitude des électeurs qui auront porté leurs voix sur MM. Dominiqueabellie (L.O.) et Marcel Colquhoun (Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne), mais aussi sur M. Joseph Pellbay (M.D.S.P.), candidat de la F.O.D.S. en 1967, sera décisive. M. Armand Nau, investi par l'U.D.P. et soutenu en particulier par le parti radical, avait été élu conseiller général de Saint-Avold, en mars 1974, en faisant campagne sur ce thème. Maire de Carling, M. Nau doit compter, cette année, avec un candidat écologiste, M. Roger Lanyowicz (Front autogestionnaire).

s'il ne s'était divisé, voici un an, à l'occasion de la constitution d'une liste unique de la gauche à Saint-Avold, le candidat socialiste de 1973, M. André Podsiadko, hostile à l'union, menait une campagne qui a qualifié le P.S. pour le M.R.G. Lucien Chevalier (C.R.E.S.), candidat cette année, doit effacer les traces de

cette scission. Quant au parti communiste, avec M. Marcel Zieder, il entend accroître son audience au détriment de M. Schwartz qui, du fait des positions qu'il a prises, notamment en 1973, dans son rapport sur les campagnes pétrolifères, n'est pas un adversaire facile. L.O. présente M. Serge Sapin.

quette « majorité » et avait déjà affronté M. Seldinger en mars 1976, dans le canton de Rohrbach-les-Bains, le député enlevait le siège.

A gauche, MM. Pierre Fournel (P.S.), et Fernand Beckrich (P.C.), espèrent l'un obtenir les 25 % de voix par rapport aux inscrits nécessaires pour se maintenir au second tour, l'autre atteindre les 10 % de suffrages qui lui seront disputés par M. Alain Delquigny (L.O.).

A Sarrebourg (5<sup>e</sup> circonscription), la situation a le mérite de la clarté. Elu au premier tour, en 1973, avec plus de 72 % des voix, dans une circonscription où M. Giscard d'Estaing en obtenait 73,4 % en 1974, M. Pierre Messmer (R.P.R.) n'a guère de soucis. Le parti radical a bien pensé l'imperfection jusqu'à faire mine d'opposer un candidat à l'ancien premier ministre, M. Oscar Gérard.

Mme Fritsch et la gauche

A Forbach (6<sup>e</sup> circonscription), Mme Anne-Marie Fritsch (U.D.F.-rad.), députée sortante, affronte à nouveau M. Jean-Eric Bousch (R.P.R.), avec lequel elle s'était mesurée dans une série d'élections cantonales, dues à des invasions successives. Victorieuse en 1973 et en 1975, Mme Fritsch est arrivée en troisième position, en 1976, derrière le candidat socialiste, M. Gérard Communeau, tandis que M. Bousch emportait l'élection.

Médecin très populaire dans l'arrondissement, Mme Fritsch avait été élue, en mars 1968, grâce aux voix de la gauche, le P.C. et le P.S. n'ayant pas pu se maintenir au second tour. Or les deux partis ont progressé aux élections municipales, enlevant Behren-lès-Forbach et Cochen, et M. Communeau, qui avait obtenu 38,4 % des voix aux élections cantonales, à Forbach, est le candidat du P.S. Il peut espérer devancer le candidat communiste, M. Jean-Marie Colle, qui tente, lui aussi, d'arriver en tête au premier tour. Mais l'extrême gauche présente plusieurs candidats :

Conseiller général et maire de Phalsbourg, s'est maintenu, bien qu'il n'ait pas obtenu l'investiture de l'U.D.F., et il peut espérer retrouver les 16,8 % de voix qu'il avait obtenus contre M. Messmer, en 1974, à l'occasion d'une élection partielle. Mais il disposait alors de l'appui logistique de son parti. Sa présence éteinte lors des espoirs aux candidats de la gauche, MM. Jean-Marie Sauer (P.S.) et Nino Perrin (P.C.), dont les prédécesseurs, en 1973, n'avaient pas totalisé 13 % des voix. La situation de Mme Nicole Brondel (L.O.) ne paraît pas enviable, pas plus que celle de M. Robert Wagner (P.S.D.).

Division à Thionville

La 4<sup>e</sup> circonscription (Thionville-est, Metzervisse, Sierck), qui comprend Thionville et son agglomération, est celle qui a été le plus durement frappée par la restructuration de la sidérurgie. La fermeture du haut fourneau d'Usinor a entraîné la suppression de trois mille emplois, et le nombre des chômeurs, à Thionville, est de six mille. M. Henri Ferretti (P.S.), député sortant, avait été élu en 1973 comme suppléant de Maurice Schnebel, qui avait succédé en 1962 à Robert Schuman, député du département depuis 1919. La gauche, qui détenait déjà Tervilly, a conquis en mars dernier Thionville, Yutz et Chausange ; le parti socialiste occupe deux sièges de conseiller général et le parti communiste un, sur un total de cinq. Faut-il ne voir dans ces résultats, et surtout dans ceux des élections municipales, qu'une réaction passagère aux menaces de crise, puis à la crise elle-même ? C'est ce que paraît penser la majorité, qui se présente en ordre

dispersé. Outre M. Ferretti, qui s'est efforcé de compenser le handicap de n'être que le suppléant et de faire oublier la faute qu'il avait commise en présentant une liste contre la municipalité sortante, à Thionville, et en favorisant ainsi la victoire de la gauche, on compte une candidate centriste et un représentant du R.P.R. Mme Sylvie de Selancy (C.D.S.), soutenue par la démocratie chrétienne et le parti radical, maire de Manom, candidate à chaque élection législative depuis 1967, a refusé de s'aligner, cette année, devant la décision des partis non gaullistes, qui ont accordé à M. Ferretti l'investiture de l'U.D.F.

M. Thierry Burhard (R.P.R.) est le premier candidat officiellement investi par le mouvement gaulliste dans cette circonscription depuis 1968. Sous direction de l'action culturelle au ministère de la coopération, âgé de trente-sept ans, M. Burhard voudrait retrouver les voix gaullistes qui s'étaient comptées en 1968 sur le nom de M. Paul Dahmer, candidat à titre individuel, et y ajouter les suffrages des électeurs de l'action de M. Chirac à pu séduire.

Cette division de la majorité peut-elle profiter à la gauche ? M. René de Mattels (P.C.), conseiller général de Yutz, maire de Tervilly, qui a pour suppléant M. Paul Soutirou, maire de Thionville, semble bien placé pour devancer à nouveau le parti socialiste au premier tour. Mais, en l'absence d'une candidature écologiste, M. Jean-Claude Bouillé (C.R.E.S.), qui a pris position contre le projet de centrale nucléaire à Lattenom, peut espérer, si le Conseil d'Etat, saisi de l'affaire, donnait un avis favorable avant le 12 mars, re-

Le parti socialiste aurait pu essayer susciter un courant analogue à celui qui avait donné 49,3 % des voix de la circonscription à M. Mitterrand en 1974.

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

COTE D'OR. — M. Jean-Philippe Lecat, ancien ministre, chargé de mission auprès du président de la République, a indiqué, mardi 21 février, au cours d'un débat radiodiffusé par Europe 1, que, s'il est élu député, il demandera au chef de l'Etat de le décharger de ses fonctions de porte-parole de la gauche.

M. Lecat, qui avait été élu en 1968 dans la 3<sup>e</sup> circonscription de la Côte-d'Or et réélu en 1973, n'avait pu retrouver son siège après l'échec de son gouvernement, lors d'une élection provoquée en octobre 1974 par la démission de son suppléant. Il avait été battu par M. Pierre Charles (rad.) au cours d'un débat qu'il opposait, mardi, à M. Charles et au candidat communiste M. Guy Velliet. M. Lecat, qui est candidat unique de la gauche, s'est présenté comme « candidat d'unité de la majorité et membre du R.P.R. ».

arrondissement), dont le député sortant, M. Gilbert Gantier (P.R.) se représente.

D'autre part, M. Yves Lanciau, secrétaire de la fédération de Paris du R.P.R., a confirmé mercredi 22 février que M. Jean Aillaud, candidat dans la 11<sup>e</sup> circonscription (douzième arrondissement) sous l'étiquette « majorité avec le R.P.R. », fait l'objet d'une procédure d'exclusion devant le comité départemental. Le R.P.R. soutient en effet la candidature de M. Paul Perrin (C.D.S.), conseiller de Paris. Le député sortant, M. Charles Magaud (R.P.R.) ne se représente pas.

Enfin, M. Georges Sarre (P.S.), candidat de la 9<sup>e</sup> circonscription (onzième arrondissement) (dont le député sortant, M. André Fanton, se présente dans la Vienne) a imputé à M. Alain Devaquet, candidat du P.R., la responsabilité de l'annulation d'un débat public contradictoire prévu pour le mercredi 22 février, et organisé par le *Quotidien de Paris*. Ce journal a indiqué que le débat a été annulé « contrairement aux engagements pris par M. Devaquet ». M. Devaquet a participé le même jour à un débat avec Mme Donceline Rouvel, candidate du P.C. et M. Bernard Thiéba (rad.-U.D.F.).

VAL-DE-MARNE (8<sup>e</sup> circ. Nogent-sur-Marne). — Mlle Dominique Vanhove, présentée comme candidate C.O.T., L.C.R. et C.O.A. (le *Monde* du 23 février), est la candidate du Regroupement pour le socialisme autogestionnaire et le pouvoir aux travailleurs. Sa candidature est soutenue par l'O.G.T. et le P.S.U.

YVELINES. — Mme Jenny Consigny (rad.), candidate dans la 2<sup>e</sup> circonscription, dont le député sortant, M. Pierre Régis (R.P.R.), ne se représente pas, a le soutien des instances nationales du C.D.S. et du P.R. Mme Consigny est désormais candidate sous le signe U.D.F.

Dans la 3<sup>e</sup> circonscription, dont le député sortant, M. Gérard Godon (R.P.R.), se représente, le Front autogestionnaire présente M. Patrice Andrieux, membre du P.S.U.

Dans la 4<sup>e</sup> circonscription, le Mouvement des démocrates est représenté par M. Bernard Georges Nicolais, administrateur civil, et le collectif Ecologie 78 par Mlle Adeline Corbeau. Le député sortant, M. Marc Lauriol (R.P.R.), se représente.

Dans la 5<sup>e</sup> circonscription, le Mouvement de la démocratie chrétienne a pour candidat M. Etienne Tremblay, médecin. Le député sortant, M. Bernard Destreux (R.P.), se représente.

Enfin, le Front autogestionnaire présente deux autres militants du P.S.U. M. Michel Arnaud, dans la 6<sup>e</sup> circonscription (dont le député sortant, M. Robert Wagner, R.P.R., se représente), et M. Denis Baise, dans la 7<sup>e</sup> circonscription (dont le député sortant, M. Pierre Ribes, R.P.R., se représente).

FREDERIC DELOFFRE  
GUIDE DU  
PROGRAMME  
COMMUN  
préface d'Alain Peyrefitte  
30 000 ex  
J.-J. PAUVERT

FREDERIC DELOFFRE  
GUIDE DU  
PROGRAMME  
COMMUN  
préface d'Alain Peyrefitte  
30 000 ex  
J.-J. PAUVERT

1978: les non-pelliculeux  
auront la majorité.

active  
Shampooing anti-pelliculaire  
ACTIV  
Ca marche, c'est prouvé.

FREDERIC DELOFFRE  
GUIDE DU  
PROGRAMME  
COMMUN  
préface d'Alain Peyrefitte  
30 000 ex  
J.-J. PAUVERT  
VIEN DE PARAÎTRE  
Un dossier du Monde  
L'ÉCOLOGIE  
enjeu politique  
En vente partout - 10 F

Le Connetable  
Deux immeubles qui ont du panache  
13-15, av. du Maréchal Joffre  
CHANTILLY Centre Ville  
DU STUDIO AU 6 PIECES.  
BEAU DUPLEX.  
Quelques appartements et parkings encore disponibles.  
PRX FERMES ET DÉFINITIFS. LIVRAISONS EN COURS.  
cogeor  
Mme Hunziker, 50, rue d'Aumale (154) 457.05.13.  
Pour recevoir cette documentation, adressez ce bon à : COGEOR,  
30, av. George V, 75008 PARIS. Tél. 261.51.86.  
Nom \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_



# POLITIQUE

## La préparation des élections législatives

TRIBUNE DU 12 MARS

### Le renoncement ou la grandeur de la France

par PHILIPPE SAINT-PROT (\*)

JUSQU'OU glisserons-nous sur la pente fatale de la décadence et du renoncement ? Nous sommes déjà revenus aux errements détestables de la triste IV<sup>e</sup> République. M. Mitterrand a été quitte un certificat de bonne conduite et de bonnes mœurs après de M. Carter ; M. Defferre a affirmé (le 14 novembre) à M. Hartman, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, que le parti socialiste était tout prêt à placer la France sous la protection américaine en ouvrant le port de Marseille à la 6<sup>e</sup> Flotte, ce qui n'est qu'une étape vers le retour à l'OTAN ; M. Schwartzberg (M.R.G.) a déclaré à une manifestation sioniste (le Monde du 1<sup>er</sup> novembre 1977) que l'une des raisons qui ont justifié la rupture entre les signataires du programme commun a été le refus des radicaux et des socialistes de reconnaître les droits du peuple palestinien ; M. Marchais a servi de caution à M. Boumediène au plus fort de la mauvaise querelle franco-algérienne ; de nombreuses formations de gauche apportent leur soutien aux séparatistes extrémistes qui veulent briser l'unité nationale.

Le régime des partis est pleinement le règne de l'étranger. La gauche rouge son frein depuis vingt ans et elle poursuit le gaullisme d'une rancune tenace, la voici prête à brader l'indépendance nationale de la même façon que les nostalgiques de la collaboration, que les centristes de l'ex-M.R.P. et que les « indépendants » qui ont tout fait pour persuader l'Élysée qu'il fallait rejeter le R.P.R.

On devrait s'interroger plus profondément sur les motivations de l'antigaullisme, se s'agit-il pas d'une hostilité maladroite au nationalisme, c'est-à-dire au fait que la France soit indépendante des Etats-Unis, qu'elle ait sa propre défense nucléaire et qu'elle joue un rôle à sa mesure dans le monde en collaboration avec d'autres nations qui veulent sauvegarder leur liberté ?

Il y a dans l'antigaullisme un aspect véritablement malsain : c'est qu'il rassemble tous ceux qui, un jour ou l'autre, ont déespéré de la nation.

Et puisque l'on nous parle du « bon choix », répétons qu'il n'y a qu'un choix digne et conséquent : celui qui privilégie la France aux idéologies et aux « magouilles » des partis. Ceux qui ont cru à une possibilité de gouverner au centre gauche devront reconnaître leur erreur : ils ont placé le pays dans la situation de 1958 mais le général n'est plus à Colombey... L'Etat est faible, les factions s'agitent, l'indépendance est menacée : voilà les véritables problèmes actuels.

Comment croire que la gauche pourra les régler alors qu'une majorité de socialistes et de radicaux est atlantiste, que de nombreux dirigeants de gauche rêvent de restaurer la IV<sup>e</sup> République et que le parti communiste est prêt à saboter l'action d'un gouvernement socialiste où il n'y aurait pas de ministres communistes ?

En vérité, pour ceux qui choisissent la France, les forces collectivistes ne peuvent être une bonne solution. Mais les hommes qui nous ont conduits à cette situation depuis près de deux ans méritent-ils notre confiance ? Assurément non.

Il n'y a donc d'autre possibilité pour les patriotes que de s'accorder leur confiance aux hommes qui, à l'exemple de Jacques Chirac, invitent les Français à se « rassembler sur la France », à condition toutefois que cette politique se mène tout à fait dans la continuité du renouveau de 1958 et selon un programme de salut public dont les principaux thèmes sont les idées-forces du gaullisme :

- Maintien de l'indépendance nationale et renégociation des conditions d'élections de l'Assemblée parlementaire européenne de façon à exclure toute menace supranationale.
- Augmentation du budget de la défense et de son environnement qui doivent être parfaitement autonomes.
- Collaboration avec toutes les nations qui refusent les deux grands impérialismes modernes et élaboration d'une politique non alignée avec les Etats méditerranéens, arabes et africains.
- Coopération avec les Etats francophones et les minorités ethniques françaises.
- Lutte contre les menées séparatistes et affirmation de l'unité nationale.

Ces cinq points fondamentaux de la politique d'une France en essor exigent la restauration de l'autorité de l'Etat car c'est la condition de l'indépendance comme l'affirmait le général de Gaulle : « Toute notre histoire, c'est l'alternance des hommes, des douleurs d'un peuple dispersé et des fécondes grandeur d'une nation libre groupée sous l'égide d'un Etat fort. »

C'est l'alternative qui se présente aux Français : le renoncement ou la grandeur.

\* Directeur politique de « la Pensée nationale », revue d'études pour l'indépendance nationale.

Vu de l'étranger

### Moscou : pour de bonnes relations avec Paris quel que soit le vainqueur

Dans une dépêche diffusée jeudi 22 février, l'agence Tass affirme que les informations et les commentaires de journaux occidentaux, selon lesquels l'U.R.S.S. souhaiterait la défaite de la gauche en France, relèvent de la provocation. L'agence précise : « Ainsi, l'hebdomadaire américain « Newsweek », content dans son dernier numéro, des invectives provocantes concernant l'attitude de représentants diplomatiques soviétiques à Paris, qui auraient sollicité l'indiqué à « certaines personnes françaises », que l'on préférerait en Union soviétique, un revers des forces

de gauche aux élections de mars. En fait, le peuple soviétique n'a jamais caché qu'il suivait avec sympathie la lutte des travailleurs dans les pays capitalistes. En même temps, l'U.R.S.S. ne s'est jamais immiscée et ne s'immiscera pas dans les affaires intérieures d'autres Etats. Nous sommes pour un nouveau renforcement, dans tous les domaines, de relations amicales et mutuellement avantageuses entre l'Union soviétique et la France, quelle que soit la situation politique intérieure, et en particulier, quel que soit le vainqueur des élections de mars. »

Moscou. — Pour les Soviétiques, qui ne sont pas informés que par la presse nationale — ils sont cependant de plus en plus nombreux à écouter les radios occidentales, — les Français sont appelés à voter dans une situation de crise telle que la France « n'en a jamais connue ». Les journaux et la télévision peignent un tableau catastrophique de l'économie française : le chômage, qui touche plus d'un million six cent mille travailleurs, est en augmentation constante, les prix ont crû de 50% en trois ans, le niveau de vie baisse, trente-quatre petites et moyennes entreprises ont failli tous les jours, dix-sept millions de personnes, soit un tiers de la population, « vivent au bord de la misère ».

La conclusion logique de ces considérations serait que le changement d'impulsion mais les milieux d'information soviétiques se gardent bien d'en faire jusqu'à présent s'ils dénoncent « les promesses démagogiques de la majorité actuelle ». L'U.R.S.S. n'attend pas s'exposer aux reproches d'ingérence dans les affaires intérieures françaises. Elle ne veut pas renouveler le faux pas de 1974, quand son ambassadeur à Paris était allé rendre visite à M. Giscard d'Estaing « en sa qualité de ministre des finances » entre les deux tours de l'élection présidentielle. Au contraire, les diverses déclara-

De notre correspondant

raisons américaines contre la participation des communistes à des gouvernements d'Europe occidentale, ont donné à la presse une occasion facile de s'indigner.

La prédication des dirigeants de Moscou pour la stabilité, leur crainte des situations nouvelles et imprévisibles, les pousseraient sans doute à privilégier le maintien au pouvoir de la majorité actuelle. Les communistes français n'ont pas été les derniers à interpréter comme une caution apportée au gouvernement de M. Giscard d'Estaing l'accueil réservé à l'automne dernier à M. Barre et à M. Bourges, qui ont tous les deux été reçus par M. Brejnev. Depuis, les Soviétiques n'ont pas laissé paraître ce qui, à leurs yeux, est « le bon choix » pour la France.

Pourtant, au cours des dernières semaines, les critiques de politique étrangère des « milieux dirigeants » sont devenues de plus en plus fréquentes et de plus en plus sévères. Ces milieux ne cessent de mettre en doute la politique de détente, renforcent les accents atlantiques de leur politique et entravent la coopération avec l'U.R.S.S. », écrit l'hebdomadaire Temps nouveaux. Dans le même temps, la presse soviétique rend compte, d'une manière somme toute sévère, des discussions au sein de la gauche, en reprenant la thèse du P.G.F., mais

en évitant d'attaquer de front le parti socialiste.

La seule crainte exprimée ouvertement est celle d'une solution « à la portugaise », une alliance entre les socialistes et les divers centristes qui, croit-on à Moscou, remplacerait complètement la France dans le camp atlantique.

Il est clair, en tout cas, que les commentateurs soviétiques qui ne font que refléter les pensées de la direction, n'excluent plus une victoire électorale de la gauche, qu'ils s'y préparent, ou tout au moins ne disent rien qui pourrait hypothéquer leurs relations avec un éventuel gouvernement de gauche. Cette évolution récente ne les empêche toutefois pas de lancer quelques piques au parti frère. La presse n'oublie pas de citer M. Marchais quand il reconnaît que « les communistes ont, à certaines périodes, péché par opportunisme de droite » dans leurs relations avec les socialistes (1) et regrette que « les forces progressistes (françaises) ne donnent pas toujours une réponse digne aux excès de l'antisoviétisme ».

DANIEL VERNET.

(1) Attention à la déclaration de M. Marchais le 12 janvier sur la décision de ne pas publier son rapport devant le comité central en 1972, au lendemain de la signature du programme commun, rapport dans lequel il critiquait déjà sévèrement le parti socialiste.

## Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les USA.

New York sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ: 12 h 00 - Arrivée: 13 h 55

Boston sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 13 h 45 - Arrivée: 15 h 35

Chicago

Le seul vol direct quotidien. Départ: 13 h 45 - Arrivée: 19 h 14

Washington

Le seul service quotidien. Départ: 12 h 00 - Arrivée: 16 h 30.

Los Angeles San Francisco

747. Vol direct quotidien via le Pôle. Départ: 11 h 40 - Arrivée Los Angeles: 16 h 15 Arrivée San Francisco: 18 h 53

## TWA No.1 sur l'Atlantique

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

PARIS HELSINKI

en DC-9-51

VOL QUOTIDIEN

départ Orly-ouest 12 h 50

de HELSINKI, LENINGRAD et MOSCOU

toute agence de voyages et  
**FINNAIR**  
11, rue Auber 75009 Paris  
réservations 742.33.33

la ligne de l'hospitalité finlandaise



LA CENTRALE DES SPECIALISTES DE L'AUTOMOBILE.

\* Garantie conventionnelle du vendeur selon le véhicule choisi

حسب ما في الأصل







**RASSEMBLEMENT  
MAOÏSTE  
POUR L'ABSTENTION**

organisé par le groupe pour la  
fondation de l'Union des Com-  
munistes de France (U.C.F.)  
Léonistes (U.C.F.M.L.)

Expositions, débats, 6 forums :  
+ parlementarisme + maoïsme  
+ français-immigrés égalité des  
droits + crise + nucléaire-cam-  
pagne + situation internationale

**MUTUALITÉ**  
**SAMEDI 25 FÉVRIER 14 h. 30**

Les Editions Ouvrières  
12, avenue Saint-Roch  
75001 Paris Cedex 13

**LES INSTITUTIONS  
POLITIQUES  
DE LA FRANCE**

## POLITIQUE

### AU CONSEIL DES MINISTRES

**Le nombre des jeunes demandeurs d'emploi a diminué de 6,8 %  
souligne M. Beullac**

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 22 février, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié.

**STATUT DES UNIVERSITAIRES**  
Sur proposition du ministre des universités, le conseil des ministres a adopté deux décrets concernant le statut des universitaires.

Ces textes, qui dérogent au statut général de la fonction publique, introduisent d'importantes dispositions destinées à favoriser l'ouverture des universités, la mobilité des enseignants qui font de la recherche et les services de coopération internationale.

Le premier texte permet aux universitaires d'effectuer, dans l'intérêt du service, des séjours pouvant durer jusqu'à un an dans d'autres établissements d'enseignement supérieur, de recherche et plus généralement tout organisme public ou privé, français ou étranger, en conservant leur rémunération et en poursuivant normalement leur carrière. Par ailleurs, les universitaires détachés conservent leur emploi dans leur établissement pendant quatre ans et sont réintégrés en priorité à leur retour.

Pour donner à ces dispositions leur plein effet, le projet de décret prévoit des garanties particulières. Les fonctionnaires qui se trouvent en position de détachement, de congé postnatal, ou sous les drapeaux, ne peuvent, sauf exception, être remplacés que par des enseignants associés ou sur la base d'enseignements complémentaires, ce qui permet leur réintégration dans leur emploi. Enfin, ce texte confère expressément la priorité à la recherche et à l'enseignement, ce qui permet de promouvoir les mutations qui sont nécessaires à la demande des universitaires.

Le second texte concerne les règles de classement des fonctionnaires qui entrent dans l'enseignement supérieur ou qui passent d'un corps à l'autre, en leur permettant de conserver leur ancienneté.

**PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1979**  
Le conseil des ministres a défini, comme chaque année à pareille époque, les modalités de la première phase des travaux de préparation du budget de 1979. Cette première phase, de caractère purement administratif, devra être achevée le 7 avril prochain.

**CONSEIL DES COMMUNAUTÉS**  
M. Boulin a rendu compte de la dernière réunion du conseil des mi-

nistres de l'économie et des finances des pays de la Communauté à Bruxelles le 20 février.

Il a été convenu que les ministres se prononceraient sur les modalités définitives des nouvelles facilités d'emprunt communautaire lorsque l'avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission aura été reçu.

L'étude pour la relance de l'union économique et monétaire sera poursuivie.

Enfin, la réunion de lundi a permis de constater qu'il y a unanimité de tous les pays membres pour soutenir la candidature de M. de Larosière au poste de directeur général du Fonds monétaire international.

**DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES**

Le ministre de l'agriculture a fait une communication sur les conditions de développement des industries agricoles et alimentaires et sur l'orientation, au cours des prochains mois, de l'action du ministère.

Malgré les efforts accomplis, dans par les entreprises que par les pouvoirs publics, l'importance des industries agricoles et alimentaires, dans l'économie nationale, n'est pas encore à la mesure des potentialités de développement qui résultent de nos ressources en produits agricoles.

Cette situation est due à un certain nombre de difficultés spécifiques qui conduisent à une rentabilité globalement insuffisante et ne permettent donc pas la mise en œuvre d'une politique de modernisation des équipements, d'expansion à l'étranger et de recherche suffisamment ambitieuse.

Le développement des industries agricoles et alimentaires est un objectif essentiel de la valorisation des richesses agricoles de la France. Il dépend, notamment, d'un retour progressif à la liberté des prix suivant un calendrier tenant compte des conditions de concurrence propres à chaque branche, ainsi que de la disparition des distorsions entraînées par les correctifs monétaires de la politique agricole commune.

Le développement de ces mesures de caractère général, un ensemble d'orientations concernant plus spécifiquement le secteur des industries agricoles et alimentaires a été retenu pour la première phase de l'opération exemplaire, le délégué disposera d'un crédit d'investissement de 50 MF ; la prime d'orientation agricole sera attribuée aux entreprises agricoles et industrielles périodiquement en fonction desquelles les critères d'attribution actuellement retenus seront précisés ; un effort sera fait pour adapter l'offre des produits et des services à l'exportation ; règlements de qualité, conditions de transport, formation des vendeurs.

Des liens étroits doivent être créés par ailleurs entre les industriels et le secteur de la distribution. L'industrie des équipements des industries agricoles et alimentaires fera l'objet d'une action prioritaire comportant des objectifs de production et d'exportation.

L'enseignement pour la technologie des industries agricoles et alimentaires sera fortement renforcé. Les actions concerneront, notamment, l'école nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires de Douai, les grandes écoles d'ingénieurs, les centres de l'enseignement commercial et de la gestion.

L'aide à la recherche sera fortement accrue.

A partir de ces orientations générales, seront menées un certain nombre d'actions d'ordre sectoriel.

Le développement du secteur agro-alimentaire doit être envisagé et réalisé dans le cadre d'une politique générale de l'alimentation qui doit veiller notamment à la qualité des produits et à l'équilibre de la nutrition. Un groupe interministériel de politique alimentaire sera créé auprès du ministre de l'agriculture à cette fin.

D'autre part, en application des orientations arrêtées par le conseil des ministres du 17 août 1977, le ministre de l'agriculture a également présenté de nouvelles mesures tendant à la réduction de la dépendance nationale dans le secteur des produits destinés à l'alimentation animale.

L'objectif est de ramener d'ici à 1982 notre taux de dépendance à 65 % malgré l'augmentation prévisible des besoins.

Ces mesures s'articulent autour de deux axes : d'une part, une réduction accréditée de l'augmentation d'action prioritaire du VII<sup>e</sup> Plan pour développer une production nationale de matières riches en protéines, d'autre part, une politique active dans le domaine des investissements et du développement, permettant de réduire la consommation de protéines importées sans diminuer la compétitivité de notre élevage.

Parallèlement, il est souhaitable que soit mise en œuvre une politique communautaire de réduction de la dépendance de la C.E.E. et que soit recherchée une diversification de nos sources d'approvisionnement à partir des pays tiers, notamment dans le cadre de notre politique de coopération avec les pays africains. A cette occasion, le ministre du commerce extérieur a informé le conseil des travaux du Conseil supérieur des exportations agricoles, créé lors de la dernière conférence annuelle agricole.

**COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE SOLAIRE**

Le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et le secrétaire d'État à la recherche ont présenté une communication sur la création d'un commissariat à l'énergie solaire, annoncée par le président de la République, le 26 janvier 1978. (Voir page 33.)

Le commissariat à l'énergie solaire sera le responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de l'énergie solaire. Il pourra exercer l'ensemble des programmes de recherche, de développement et d'industrialisation, ou en confier l'exécution à des organismes extérieurs et notamment à ceux qui se sont engagés dans ce domaine d'action.

Il exercera donc un rôle de conception, d'animation, de coordination de l'ensemble des interventions en énergie solaire, qu'elles concernent la recherche ou les applications, le développement des techniques de transformation et d'emploi de cette énergie ou de ses formes dérivées, ou le soutien de l'industrialisation d'équipements nouveaux.

Le Commissariat à l'énergie solaire sera doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Son président, nommé par décret en conseil des ministres, sera placé à la tête d'un conseil d'administration de treize membres, qui regroupera les principaux animateurs publics, privés, de l'effort engagé en matière d'énergie solaire. Il sera assisté par un conseil scientifique composé d'experts.

Le président de la République a souligné, à cette occasion, que le développement de l'énergie solaire constitue une des priorités de la politique à long terme de l'énergie. Cette forme d'énergie présente trois avantages : elle permet de diminuer la dépendance énergétique de notre pays ; elle est peu polluante et fait donc partie de la politique nationale pour un meilleur respect de la nature et de l'environnement ; elle ouvre enfin des perspectives nouvelles à l'industrie française dans une technologie de pointe susceptible d'entraîner d'importantes créations d'emplois.

Le président a rendu hommage à l'action menée jusqu'à présent, sous l'impulsion du délégué aux énergies nouvelles. Il a exprimé le souhait que la création du Commissariat à l'énergie solaire soit le point de départ d'un effort collectif et de premier rang dans le monde, dans cette technique d'avenir.

**SITUATION DE L'EMPLOI**

Le ministre du travail a dressé le bilan du pacte national pour l'emploi des jeunes, conclu entre juillet 1977 et janvier 1978.

Le nombre des jeunes embauchés ou formés par le programme dépasse le demi-million. Au total, 600 000 postes de travail ou stages de formation rémunérés ont été offerts à des jeunes et 545 000 ont été effectivement pourvus. Ces postes débouchent sur la création d'un emploi définitif puisque 338 000 jeunes, soit près des deux tiers du total, ont des embauches fermes dans les entreprises ou des contrats d'apprentissage. Les stages pratiques sont quant à eux dans leur grande majorité, transformés ultérieurement en embauches, selon une enquête effectuée auprès des employeurs.

L'application de ces mesures a porté un coup d'arrêt important à l'évolution du nombre des demandeurs d'emploi. Les données de janvier, qui se situent au niveau de 1 million de demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières, confirment à nouveau le recul continu observé depuis août 1977.

Cette amélioration intervenue notamment chez les jeunes demandeurs d'emploi : en chiffres absolus, leur nombre en janvier 1978 a diminué de 6,8 % par rapport à janvier 1977.

M. Beullac a souligné que les mesures choisies et sont revêtues d'efficacité : les données, d'un côté, montrent que les emplois ont été créés, et de l'autre, que les jeunes ont été embauchés.

Il a indiqué ensuite que ces résultats ont été obtenus grâce au dispositif opérationnel qui a été mis en place. Celui-ci comportait une décentralisation aussi grande que possible des opérations et reposait sur la confiance et la participation de tous les intéressés, et non sur la contrainte.

En définitive, ces résultats sans précédent doivent donc être mis à l'actif de la solidarité nationale.

Le président de la République a marqué son approbation de l'effort accompli par le gouvernement, l'administration et les entreprises pour atteindre les objectifs du pacte national pour l'emploi, et a répondu ainsi à l'angoisse de nombreux jeunes et de leurs familles.

(Lire page 30.)

**SÉCURITÉ DU TRAVAIL**

Le ministre du travail a présenté un bilan de la politique de prévention des accidents du travail.

Les statistiques provisoires établies par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés font apparaître pour l'année 1976 un suc-

ces important de la lutte contre les accidents du travail, s'inscrivant en effet, pour une population de salariés en légère augmentation (0,13 %), le nombre total des accidents a baissé de 3,55 % tandis que le nombre des accidents graves diminuait de 1,97 % et celui des accidents mortels de près de 4 %. La fréquence des accidents avec arrêt de plus d'un mois n'a cessé d'être en baisse, un minimum jamais atteint jusqu'à ce jour.

Le conseil des ministres a, sur proposition de M. Christian Beullac, ministre du travail, pris les décisions suivantes.

Un renforcement de la médecine du travail résultera de l'application de quatre mesures complémentaires. Des dispositions législatives assureront mieux la protection des médecins du travail et définiront les conditions d'exercice de leurs fonctions dans l'entreprise. Un décret réorganisera les services de médecine du travail. Il aura notamment pour objet de les rapprocher des usagers, d'assurer une plus complète association des partenaires sociaux à leur gestion et de faciliter le contrôle de leur fonctionnement. Le service de l'inspection médicale du travail sera doté de nouveaux moyens en vue de développer son rôle de conseil de l'inspection du travail, des services de médecine du travail et des entreprises ; son statut sera, par ailleurs, révisé. L'effort entrepris en faveur de l'enseignement de la médecine du travail sera poursuivi.

La connaissance des risques du travail sera améliorée par un renforcement de la recherche en matière de médecine du travail, une nouvelle impulsion sera donnée à l'étude des causes des accidents du travail, sous l'égide de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), qui présentera un premier rapport dans un délai de deux ans à la formation à la sécurité, notamment dans l'enseignement technique, sera mieux assurée.

Les conditions de travail des salariés situées au premier plan de la politique de prévention des accidents du travail, seront améliorées : une protection plus efficace de ces salariés résultera de la fixation par décret de seuils à ne pas dépasser en matière notamment de bruit, de poussières et de vibrations ; ces normes nouvelles, qui modifieront sensiblement les conditions de travail dans les ateliers, tiendront compte des législations européennes en la matière, entraineront progressivement en vigueur et seront périodiquement révisées en fonction des progrès des connaissances. Le gouvernement prendra dans le même temps l'initiative d'inciter les partenaires sociaux des branches intéressées à négocier, compte tenu de la taille et de la nature des entreprises, d'autres améliorations des conditions de travail. Celles-ci concerneront notamment la réduction des différentes formes de travail au rendement, lorsque cette forme de rémunération peut conduire à négliger les règles et consignes de sécurité, l'aménagement de la durée du travail aux postes de travail à risques et les aménagements spécifiques du travail organisé en continu.

Un projet de loi reformera le régime des maladies liées au travail et complètera le système existant de réparation des maladies professionnelles.

Les victimes d'accident du travail seront mieux protégées contre les licenciements ; elles bénéficieront, dans certaines conditions, d'une suspension du contrat de travail pendant la période d'incapacité.

Une large action d'information de l'ensemble des Français sur les risques du travail et sur les moyens de les prévenir sera engagée par les pouvoirs publics, notamment par le canal de la télévision.

Le ministre de la santé et de la Sécurité sociale et le ministre du travail mettront à l'étude la création d'un centre d'information et de démonstration sur les risques professionnels, qui pourra accueillir toutes les personnes intéressées (salariés, étudiants, élèves, etc.).

Cette politique en faveur de la prévention des accidents du travail sera conduite en liaison avec les caisses de Sécurité sociale et les organismes qui, comme l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (I.N.R.S.), en dépendent.

Cette action sera engagée dès 1978 ; simultanément l'entrée en vigueur des textes d'application de la loi du 6 décembre 1976 sera poursuivie ; les partenaires sociaux réunis au sein du conseil supérieur de la prévention des risques professionnels qui sera instauré au début du mois d'avril, seront notamment consultés sur trois importants projets de décrets relatifs au contrôle coordonné des produits chimiques, à la conception des machines et à la formation des salariés à la sécurité.

(Lire page 30.)

**CAMPAGNE ÉLECTORALE**

Le président de la République a constaté que, conformément à ses indications qu'il n'avait cessé de donner, la campagne électorale pour les élections législatives s'était ouverte à la date normale.

Il a invité les membres du gouvernement à se conformer, dans leur participation à cette campagne, aux traditions républicaines.

**Paris  
Montréal  
1390F**

Départ Paris aller-retour  
ATHÈNES 700 F  
ALGER 830 F  
NEW YORK 1 485 F  
NAIROBI 1 900 F  
DELHI 2 350 F  
TOKYO 3 400 F  
Départ Genève aller-retour  
LIMA 2 480 F

\* avec prestations  
à vol V.A.R.A.  
VOIS À DATES FIXES

**Tunisie  
980F**

à Nabeul 15 km  
d'Hammamet  
1 semaine  
toutes les semaines  
du 1-2 au 31-3

**NOUVELLES FRONTIÈRES  
TOURAGÉRIE**  
66, boulevard Saint-Michel  
75006 PARIS  
Tél. 329.12.14  
30, rue des Lois  
31000 TOULOUSE  
Tél. 21.03.53  
119, rue Solferino  
59000 LILLE  
Tél. 54.24.04 et 54.38.05

**LE RECOURS  
RÉPUBLICAIN**  
numéro 2 (février)  
est consacré aux conditions  
modernes de l'indépendance.

Un sondage S.O.F.R.E.S.

des Textes de :  
— Jean Charbonnel ;  
— Général Gallois ;  
— Louis Baillot ;  
— Charles Hernu ;  
— Abdelkrim Ghersieb,  
président de l'Amicale  
des Algériens en Europe

Demandez ce numéro :  
105, rue de Grenelle,  
75007 PARIS. Tél. : 705-82-79

Les Editions Ouvrières  
12, avenue Saint-Roch  
75001 Paris Cedex 13

**la grève  
ouvrière**

**VIENT DE PARAÎTRE**

**Le Monde**  
DOSSIERS ET DOCUMENTS

**L'ÉCOLOGIE  
enjeu politique**

**84 PAGES — EN VENTE PARTOUT 10F**

50.000.000



# Le Monde DES LIVRES

## Un Père-Lachaise dessiné par le facteur Cheval

● Dans une encyclopédie fourmillante, Philippe Ariès restitue toutes les attitudes occidentales devant la mort.

EN ce gros livre, l'Homme devant la mort, Philippe Ariès détaille, sans nous faire grâce d'un crâne ni d'un tibia, les thèmes qu'il avait superbement résumés voici quelques années dans son opuscule de Baltimore (paru aux États-Unis en 1974 sous le titre *Western Attitudes toward Death* (*Attitudes occidentales devant la mort*, du Moyen Âge à l'époque actuelle) (1). L'Ariès de 1977 est surabondant de données, fertile en arbres qui masquent quelquefois la forêt profonde. Par moments, on aimerait que l'éditeur se soit fait bûcheron, qu'il ait élagué cette masse vivante. N'importe, l'Homme devant la mort propose une chronologie dont séduisent la simplicité. Rien ne vaut, en histoire, une bonne périodisation. Et là, on la tient.

Premier stade : la mort appriivée. Elle caractérise le neuvième siècle de Charlemagne et les paysannes traditionnelles. On n'y triche pas. On sait qu'on va mourir. On sait quand on mourra. Roland, Olivier, les villageois de Tolstol et de Soljenitzine sont mystérieusement prévenus, avec un peu d'avance, au nom d'une intuition naturelle, de l'heure et du lieu de leur décès. Malade ou blessé, sentant sa fin prochaine, le chevalier carolingien se couche de tout son long, joint les mains, tourne sa calotte crânienne vers Jérusalem, adresse un bref regret aux choses de la vie, demande pardon à ses amis pour les fautes qu'il a commises à leur égard, reçoit l'absoute et remet son âme à Dieu. Son corps ira reposer sous le paré d'une église ou dans le cimetière proche de celle-ci (cette pratique médiévale qui place le cimetière au centre ecclésiastique du village, comme la mort est au centre de la vie, se traduit par une rupture avec les anciennes traditions romaines : elles exaltaient les cadavres, devenus ta-

bons, loin du cœur de la cité, dans les bédouilles excentriques et parmi les tombeaux des voles extérieures...). Le corps du chevalier ne perdra rien pour attendre : après quelques décennies de sépulture sous le pavé du sanctuaire, il sera rejeté au charnier commun... son âme sera brièvement errante ou revenante auprès des vivants. Elle ne tardera pas à s'immerger au repos, dans lequel elle séjournera jusqu'à la fin du monde et jusqu'au jugement dernier.

Au niveau des « élites », les choses changent tôt : une première mutation culturelle intervient à partir du douzième siècle. Elle intéresse la lente érosion de l'individu, et des biographies particulières ; elle évoque, par contrepoint, la mort de soi. Non plus « tous-qui-meurent » ; mais « soi-qui-meurt ». C'est là où le bât blesse... Cet individualisme en plein essor s'affirme d'abord, selon Ariès, dans la nouvelle conception du jugement : non plus la fin du monde, mais l'ultime justice. Le Christ, la Vierge,

saint Jean et les Anges allés s'ériger en souverain juge et en intéressés. Ils s'arment de gigantesques balances. Ils font le tri des élus et des damnés. La scène s'individualise davantage quand la grande parade de justice, avec les balances et tout l'attirail, se transporte personnellement dans la chambrette du malade, au-dessus du lit de mort de l'agonisant ; on dispose, à ce sujet, d'une abondante iconographie médiévale. L'intéressé a tout loisir de faire un bilan presque commercial de sa biographie, de ses faits et gestes, bons ou mauvais. En même temps, la tombe se personnalise. Elle émerge enfin des charniers qui bordaient l'église. L'épithaphe était un usage romain, oublié pendant le haut Moyen Âge. Elle revient à la mode au début de l'époque gothique. Les dalles funéraires se couvrent de statues ou de bas-reliefs.

Aux quatorzième et quinzième siècles, l'homme des classes supérieures ne considère plus son existence comme une destinée. Se coucher pour mourir au terme



HANS BALDUNG : « La Mort et la Femme »

d'un destin inéluctable, c'était bon pour Olivier ou Roland. EMMANUEL LE ROY LADURIE.

(Lire la suite page 18.)

## New-York, rendez-vous du désarroi

● La chronique d'un désastre intime.

NEW-YORK est la meilleure ville pour les naufrages. Déjà, Mustapha Tilli, écrivain tunisien, avait situé son premier roman, *La Rage aux brisques* (1), dans un Manhattan crépusculaire, devenu au vingtième siècle le rendez-vous du désarroi. Nous assistons dans *Le bruit d'out* aux derniers jours d'un vieil homme, solitaire et vaincu, Albert Neill, écrivain d'origine française, prisonnier de New-York, et pour qui le bruit de la vie est devenu un bruit de mort. Il ne parvient à calmer ses tourments qu'en se mêlant aux vieillards assis à Washington Square. Là, « les trucs du cauchemar sur nos visages ne se distinguent point des rides naturelles du temps ». Mais trop souvent, dit-il, « des montagnes et des montagnes de tristesse m'oppriment le cœur ». « Je ne suis plus qu'un vieux souvenir de moi-même ».

(1) Voir Le Monde du 10 septembre 1975.

Séparé de sa femme et de sa fille, exilé de sa vie, Albert Neill tient le journal de sa déchéance, la chronique de son désastre intime. On aime le ton de cette confession mélancolique : cette manière nuancée, parfois brillante, de transcrire les variations d'une conscience malheureuse. Mustapha Tilli dépeint, avec beaucoup de sensibilité, la détresse de la décadence, le naufrage des amours : « Bâtons d'acier, statues de marbre qui s'enlacent dans la nuit froide, mais rien n'est là à posséder : comprenez-le ? Ni à toucher, sinon le marbre glacé, et l'on voudrait tant que ce soit l'éternité de deux corps qui se calment, dans l'un dans l'autre, dans le soleil du désert... »

D'autres personnages — d'autres « paumés » — s'agitent, se débattent dans cette histoire : Adel Sari, qui cherche l'absolu, son amie Tara Matheson, « mystérieusement associée » à Forest Hills, Albert Neill, qui les a connus, en fait les acteurs d'un roman, qu'il intitule *Zero*, et dont nous pourrions lire seulement les deux premiers chapitres.

tres, car la fiction s'interrompt, laissant place au monologue du vieil écrivain. L'illusion littéraire se trouve ainsi dévouée.

Nous sommes pris dans « une fiction généralisée ». La vie n'est qu'un songe à New-York, comme dans toutes les villes d'Occident, mais New-York à cette particularité : c'est une ville qui fait de terribles aveux, qui éclaire brutalement l'envers de l'illusion, et la montre comme le « triomphe de l'écrit », le « triomphe de l'angoisse ». « Rien n'importe à New-York : depuis zéro de la valeur », écrit Mustapha Tilli. C'est la réalité misérable de son existence, à Manhattan, qui empêche le vieil écrivain de donner une suite à sa propre fiction. Ses personnages seront à peine esquissés : un homme et une femme égarés, qu'il abandonne pour ne décrire que son égarement. Mustapha Tilli confirme, dans ce récit, le « attachement à l'actualité de son style et de sa vision de l'époque ».

FRANÇOIS BOTT.

\* LE BRUIT D'OUT, de Mustapha Tilli, Gallimard, 210 p., 37 F.

## Le Nil du néant

● La prodigieuse résurrection du pharaon Akhenaton par un romancier finnois.

ETRANGE aventure que celle de ce roman du Finlandais Mika Waltari. Au bord fictif à travers les millénaires, ces *Mémoires d'un médecin* vers l'an 1350 avant J.-C. ajoutent, chez nous, un retard réel de traduction (mais quelle traduction !) de près de trois siècles. Enfin brisé, le secret de la nécropole s'ouvre sur la chambre aux trésors. Voici l'un des rares livres qui, avec les *Mémoires d'Hadrien*, fassent revivre le monde antique avec une troublante magie divinatoire et lui rendent l'évidence transparente et familière du vécu (1).

Sinuhé trompe l'ennui de l'exil en contant sa trop longue vie. Comme Moïse, il a été recueilli par des parents d'adoption dans le panier de jonc tressé. Le secret de sa naissance, son premier chagrin, s'éclaircira un jour d'une lueur de tragédie. Mais le petit garçon qui n'est pas dupe des singeries des prêtres, l'adolescent faussement docile qui joue le jeu du système en place, le médecin à l'œil sagace, traversent l'une des plus grandes aventures spirituelles de l'histoire du monde : l'hérésie du pharaon qui ose substituer à

Amor la divinité solaire d'Aton, annoncer l'Unique, maître de justice, dispensateur universel de la bénédiction qui symbolisent les mille mains figurées au bout des rayons de l'astre.

Durant cette révolution, dans la confiance des grands qu'il soigne, mêlé aux missions politiques, aux guerres lointaines, aux déchirements de la cité, Sinuhé mène une vie plus sanglante que beaucoup d'autres et tout aussi vaine. Dans le récit de ses aventures, l'égyptologue de profession s'arrêtera sans doute des erreurs ou des licences. Mais quelle prodigieuse fresque pour tous les autres lecteurs !

A la lumière de la modernité, un autre médecin trop lucide, le Zénon de Marguerite Yourcenar, souffrait de ne plus croire à une Révélation dont commençait l'agonie. La torture de Sinuhé ne tient pas à la mort de Dieu mais à la conscience qu'il ne pourra jamais naître. Lorsque, six ans après avoir coulé la double couronne, Aménophis IV, dans l'éblouissement d'une conversion sans exemple, devient Akhenaton, « le serviteur d'Aton », il décide, dans le beau portrait qu'en fait Mika Waltari, de sombrer dans la folie de la fraternité, de la justice et de l'amour. Son calvaire commence et se « fait » le rongeur jusqu'au lit de mort où Sinuhé lui tendra la coupe du suicide purificateur.

Faillite de l'idéalisme ? La tristesse inconsolable qui habite ce livre n'est pas celle, banale, de la désillusion. En ce monde damné, Hadrien et d'autres pourront bien mettre l'ordre provisoire mais habitable de l'intel-

ligence au pouvoir. Qu'importe ! Ils ne peuvent toucher à l'essence même de la perversité d'un univers sans rédemption où nul, mourût-il sur la croix, ne sera jamais en droit de se prévaloir la vérité et la vie. Comme Flotkin, cet autre fils du Delta, Sinuhé le solitaire a compris que le mensonge et la déraison sont inscrites dans les structures de la matière et dans la tragédie de l'individualisation et que « le principe du mal dans l'univers est de vouloir être soi ».

L'homme est seul, enseigne dans cette odyssee pessimiste l'égyptologue, docteur en amertume. Par deux fois, il tente d'échapper à la malédiction, et les deux femmes qu'il aime lui sont attachées. La première, enlignée dans le labyrinthe crétois du Minotaure, est sacrifiée à la cruauté de la tradition. La seconde, née dans la flamme destructrice de la foi nouvelle, est assassinée par l'espérance. Que reste-t-il, sinon, comme l'écrivait Schopenhauer, de « retrouver son essence vraie en s'appropriant la douleur universelle » ? Sinuhé en mourra.

« Comme homme, je vivrai éternellement dans l'homme et je n'ai pas besoin d'offrande sur ma tombe ni d'immortalité pour mon nom. » Tels sont les derniers mots de cet admirable roman, puissant et poétique, qui coule entre les villes fugaces et les sépultures éternelles, NIT du néant, dans la jeunesse déjà flétrie de l'histoire.

P.-J. FRANCESCHINI.

\* SINUHÉ L'ÉGYPTIEN, de Mika Waltari, traduit du finnois par Jean-Louis Perret. Olivier Orban, 336 p., 41 F.

Guy Lardreau, Robert Linhart

## L'ange et la bête

SONT-ILS de droite ? Sont-ils de gauche ? La distinction, paraît-il, n'est plus de mise. Il faudra pourtant bien nommer un jour ce qui est en train de diviser radicalement les intellectuels issus du gauchisme de 1968. Ce sera malaisé, car leurs divergences portent moins sur des questions de fond que sur des priorités. D'un côté, ceux qu'on nomme les « nouveaux philosophes » estiment que la dénonciation du Goulag et de ses germes théoriques doit primer, voire exclure, la critique du libéralisme. De l'autre, des anti-soviétiques tout aussi farouches jugent que le marxisme peut encore servir, notamment à l'analyse de nos sociétés, coupables à leurs yeux de triser, elles aussi, la barbarie.

Le hasard veut que paraissent la même semaine deux textes symptomatiques de cette coupure selon l'urgence et la sensibilité.

« NOUVEAU philosophe », Guy Lardreau l'était bien avant que fleurisse l'étiquette. Dès 1976, il se demandait avec Christian Jambet, dans *L'ange*, quelle figure d'éternel rebelle opposer aux maîtres penseurs qu'il avait éliminés : Glucksmann, Trotski, mais aussi, et surtout, d'or soupçonné déjà le marxisme de régression, et toute pensée de visées policières.

La Mort de Joseph Staline se veut le prolongement de cette démarche systématique, sous forme de comédie bouffonne. L'auteur explique dans une préface qu'il compte sur le dialogue pour stimuler sa pensée et sur la dénonciation pour mieux déconsidérer son héros. Le second objectif ne paraît pas atteint. Très vite, la mise en force d'un Staline coureur de fillettes cède le pas à des échanges de vues statiques sur la philosophie et le pouvoir. Là où il aurait fallu de la démesure à la manière d'Aristophane et de Jarry, ou une dialectique serrée à la Brecht, Lardreau, qui se réclame bizarrement d'Offenbach sans prendre

par Bertrand Poirot-Delpech

exemple sur sa vis comice, tombe dans le piège de l'afféterie rhétorique où se perd souvent le théâtre d'universitaire, y compris celui de Giraudoux, qui finalement, on pense le plus, nous ne tenons pas, semble-t-il, un nouveau dramaturge. Ce qu'il a à dire n'a pas assez besoin de la scène pour s'y enrichir et l'enrichir.

Le philosophe a raison, en revanche, de recourir au dialogue et de s'apprêter à récidiver. Sa langue se dépouille ainsi des tics à la mode dont elle s'encombre ailleurs : témoin, dans l'avant-propos, les « se décider de », « se légitimer de », « bougonner de », et autres locutions manières, auxquelles *L'ange* n'a pas étendu sa rébellion contre la « Maitre ».

Son raisonnement, surtout, gagne à l'échange entre plusieurs voix une netteté qui a fait ses preuves en philosophie, de Platon à Sartre. Certaines formules lapidaires telles qu'il incline le théâtre moraliste français se marquent, dans la mémoire : sur la prétention du marxisme à faire coïncider nature et conscience ; sur la dimension pédagogique que le Goulag apporte à l'honneur nue des nazis ; sur la liberté que ménage la marge d'incertitude des religions, « par rapport aux systèmes philosophiques ; sur le rêve absurde du rabot, non de tuer le maître, mais d'en trouver un qui le reconnaisse ; sur le passage de la théorie aux camps, que Marx n'a certes pas voulu, mais qui n'a pas eu lieu au nom de Spinoza ; et qui ne saurait donc se réduire, en bon marxisme, à une « mauvaise plaisanterie de l'histoire ».

Lardreau clarifie son propos à plus long terme : ne pas se contenter de démythifier le marxisme en tant qu'il s'est approprié la représentation de la misère et s'est changé en force matérielle, déployer une pensée qui n'ait plus besoin de lui, définir une morale.

On devine enfin le secret de son ressassement acharné contre le dogme communiste. Il y a cru lui-même. Il s'agit pour lui d'exorciser un cauchemar, de plâtrer le manteau de cuir qu'il portait alors, et qui a fallu habiller un bourgeois.

ROBERT LINHART n'a pas de tels comptes à régler. Agrégé de philosophie comme Lardreau, il n'ignore pas les difficultés théoriques que pose l'avant-soviétique ; il a même contribué brillamment à élucider les origines du despotisme russe et l'adoption du taylorisme par l'U.R.S.S., « prix à payer », pensait Lénine, pour que le prolétariat dégage le temps de gérer ses affaires. *Lénine, les paysans, Taylor, Le Seuil*, 1976. Mais il est de ceux pour qui ces spéculations et la dénonciation des oppressions lointaines ne dispensent pas de témoigner sur nos propres tares.

Il se trouve qu'il a éprouvé ces tares dans sa chair. Comme pas mal de dirigeants gauchistes après l'échec de mai 1968, il s'est « établi », c'est-à-dire qu'il a épousé volontairement la condition des prolétaires les plus défavorisés. Pendant plus d'un an, jusqu'à son licenciement en juillet 1969, il a été employé, à la chaîne ou comme magasinier, aux usines Citroën de Choisy. C'est le journal de cette descente aux enfers du travail posté qu'il livre, sans théorie ni commentaire, sous le titre de *L'établi*, dans la collection « Documents », où, symbole, les Editions de Minuit ont publié naguère la *Question*, sur la torture en Algérie. Après la spéculation brillante, retour à la réalité oubliée de la lutte de classes ; après l'ange, la bête !

(Lire la suite page 18.)

## Nouveautés

COCO PERDU. — Dans ce « essai de voir », Louis Guitierrez met à nu la cour brie d'un vieil homme qui soliloque en un patois lamentable. (Gallimard.)

LE CŒUR À L'AISSÉ. — Un roman du cinéaste Jean Renoir où l'auteur de la Règle du jeu retrouve dans une farouche sensualité les étapes de la vie de Clément Bourdieu, allégre centenaire. (Flammarion.)

MONTAUE. — Max Frisch, qui reçut en 1958 le Prix Georg Büchner, donne cette « déclaration d'amour » où le narrateur évoque, à la faveur d'une brève rencontre, les compagnons de sa vie. (Gallimard.)

LES LACHES. — En une semaine, en 1945, les « zozous » du Tchèque Josef Skvorecky passent de l'adolescence à l'âge adulte et connaissent le visage de la défaite et de la mort. Publié en Tchecoslovaquie en 1958, ce roman paraît à son auteur l'indication de pivoter durant cinq ans. (Gallimard.)

LE FAIT FÉMININ. — Sous la direction d'Évelyne Sullerot, la réponse de biologistes, de psychologues, d'historiens et de sociologues à la question : quel est ce qu'une femme ? Un ouvrage de référence désormais indispensable. (Ed. Fayard.)

# PRIX FEMINA

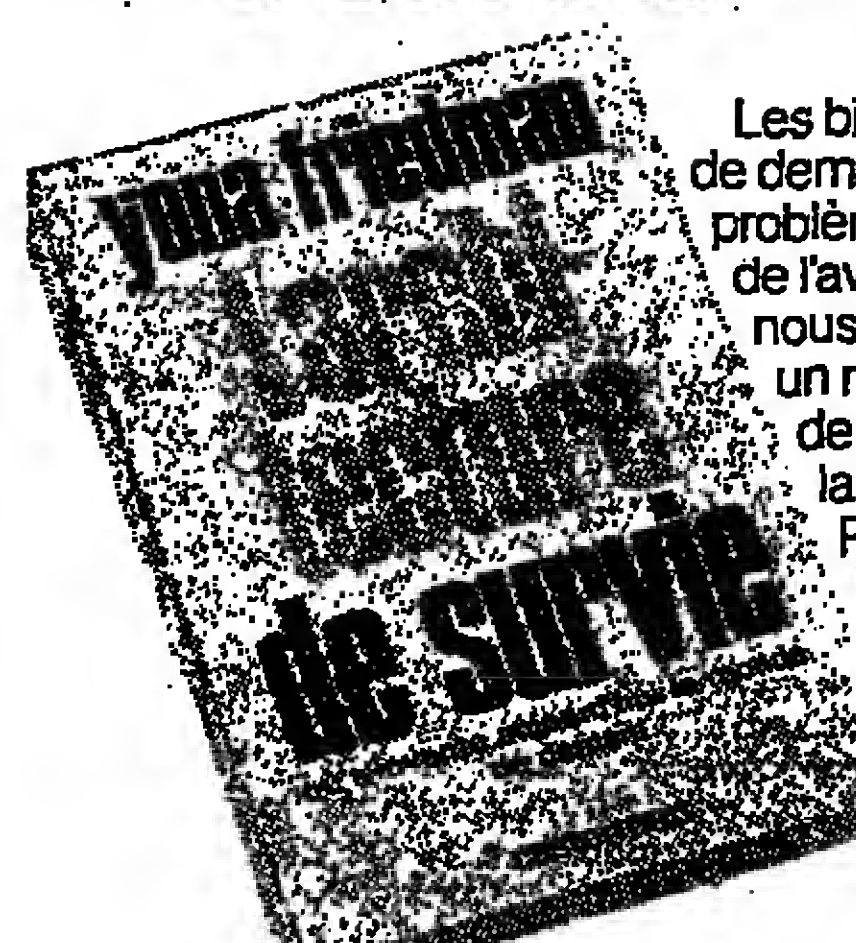
## Régis Debray

### La neige brûle

roman



# Construire pour survivre demain.



Les bidonvilles, architecture de demain? Inséparable des problèmes de survie, l'architecture de l'avenir devra se préparer, nous préparer, à vivre dans un monde différent, le monde de demain : le monde de la pauvreté?

Plus qu'un essai sur l'architecture, le dernier livre de Yona Friedman est l'esquisse d'une éco-technique de la survie. 172 pages. 39 F.

L'architecture de survie.  
Yona Friedman.  
casterman

## NOUVELLE REVUE DE PSYCHANALYSE

dirigée par  
**J.-B. Pontalis**

- I - Incidences de la psychanalyse
- II - Objets du fétichisme
- III - Lieux du corps
- IV - Effets et formes de l'illusion
- V - L'espace du rêve
- VI - Destins du cannibalisme
- VII - Bisexualité et différence des sexes
- VIII - Pouvoirs
- IX - Le dehors et le dedans
- X - Aux limites de l'analysable
- XI - Figures du vide
- XII - La psyché
- XIII - Narcisses
- XIV - Du secret
- XV - Mémoires
- XVI - Ecrire la psychanalyse

à paraître :  
L'idée de guérison

**GALLIMARD**

GEORGES SADOUL  
**JOURNAL DE GUERRE**  
39-40

C'est l'odyssée d'un peuple par un homme pris dans l'histoire vivante. Un beau et grand livre qui s'adresse à toutes les générations.

(Jacques Siclier  
Le Monde)

LES ÉDITEURS FRANÇAIS RÉUNIS  
21, rue de Richelieu 75001 PARIS

39 F

NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES  
Enfin au format 16 x 24 et toujours à l'échelle du monde

### Les États et la mer

Le nationalisme maritime  
Une étude de Laurent Lucchini et de Michel Voelckel, qui, avant la prochaine conférence des Nations-Unies, en diversifiant les approches, vise à atteindre les comportements nationaux.

no 445/52, 468 p., 1977, 42 F

### L'organisation judiciaire en France

La presse en parle chaque jour. Une synthèse sur les problèmes qu'elle pose et les réformes à accomplir, digne de la doctrine.

no 445/3, 140 p., 1977, 14 F

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**

29-31 quai Voltaire 75340 Paris Cedex 07  
165 rue Garibaldi 69401 Lyon Cedex 03

## la vie littéraire

### Heurs et malheurs posthumes de George Sand

Si près de son centenaire, voir une œuvre immense réduite à quelques titres, toujours les mêmes, c'est un des malheurs posthumes de George Sand.

C'en est un autre que de connaître pour la publication de sa *Correspondance*, entreprise en 1964 par Georges Lubin aux Éditions Garnier dans l'enthousiasme général, de telles difficultés que, à la sortie d'un tome, on doute toujours pour le suivant, tant le prix monte et les acquéreurs se raréfient.

Mais soulever des passions collectives comme celle qui a saisi la municipalité communiste et dauphinoise d'Echirolles, cela est un bonheur.

Là-bas, si loin du Berry, on a fait sienne la cause de la bonne dame de Nohant. Avec le concours de l'université de Grenoble-III, une association pour l'étude et la diffusion de l'œuvre de George Sand y est née. Elle a organisé colloque, exposition. Elle va tenir du 19 au 20 avril une Quinzaine George Sand. Elle fait étudier dans les classes la *Petite Fadette* et *Maupassant*. Soucieuse de voir paraître le tome XII de la *Correspondance*, elle a envoyé à Paris une délégation qui s'est fait confirmer par le directeur du Centre national des lettres la sortie du volume en avril, avec une avance de 70 % du dit centre.

Elle vient enfin de se donner un bulletin ; on y lit que les Éditions des Femmes ont réédité pour les fêtes un des *Contes* d'une grand-mère. Fort bien. Mais, sans crier gare, le *Zéphir* qui en était le héros a été métamorphosé en *Brise* ! L'écrivain féministe pouvait-elle prévoir ce nouveau malheur ?

### La philosophie malgré tout

Le numéro de février de la revue *Critique* pose la question de la philosophie. Qu'est-elle au fond ? A quoi peut-elle prétendre ? Quand sort-elle de son domaine ? Jean Piél,

qui dirige la revue, précise le contenu du « malgré » qui accompagne le titre du numéro. « La philosophie malgré tout : — Malgré les impatiences trop habiles ; malgré les prisonniers du dogme et de la secte, malgré le malaise paralysant qui s'empare de certains philosophes quand on les interroge sur leur travail, malgré les conditions dans lesquelles est conçu, notamment en France, l'enseignement de la philosophie. »

De jeunes philosophes comme Clément Rosset, Yves Michaud, d'autres plus chevronnés comme Jacques Bouveresse, François Châtelet, Gilles Deleuze, Emmanuel Levinas, répondent en deux pages ou en vingt. Cela fait un numéro exceptionnel où loin de la polémique on remet la philosophie sur ses pieds, en évitant de la confondre avec ce qu'elle n'est pas : la politique.

### Un peintre officiel du « rêve américain »

Si Norman Rockwell n'avait pas existé, l'Amérique ne serait sans doute pas ce qu'elle est ! Paradoxe gratuit ?... Que non. Car l'imagerie des États-Unis du vingtième siècle doit tout à cet homme qui a été le plus célèbre des illustrateurs américains et qu'on retrouve partout : depuis les couvertures des magazines à grand tirage — il travailla pour le *Saturday Evening Post* pendant quarante-sept ans, — jusqu'aux calendriers de boy-scouts, aux cartes de vœux de Hallmark, aux publicités pour des cafés solubles ou des assurances sur la vie, à l'exaltation bienveillante du sport, du G.I. du cosmonaute ou du candidat à la présidence des États-Unis d'Amérique.

On peut dire de Norman Rockwell qu'il fut de facto le peintre officiel du « rêve de l'Amérique ». Une affiche qui annonçait à New-York l'exposition Soixante ans de rétrospective de Norman Rockwell résumait en peu de mots les raisons de son

succès : « Il a peint l'Amérique comme elle était et comme nous aimons à penser qu'elle était... »

Un petit album largement illustré vient de paraître en France qui donne un bon aperçu de l'œuvre d'un homme tout entier dévoué à la chronique de l'Amérique nostalgique, gentiment réactionnaire, patriotard, méfiant envers le modernisme dans la vie des hommes ou dans l'éducation des enfants, l'auteur inventeur de la religion et des vertus qui ont fait l'Amérique, et toujours prêt à se muer en croisé des « bonnes causes », dans un graphisme exaltant et radieux qui vise tellement à rapprocher les hommes, loin des idéologies, qu'on ne sait plus très bien quelle différence il peut y avoir entre « réalisme social » et « réalisme socialiste ». — N. Z.

\* SOIXANTE ANS DE RETROSPECTIVE, de Norman Rockwell. Chêne, 157 p., 160 ill., dont 90 en couleurs, 70 F.

### Sartre en images

Liliane Sendyk-Siegel a réuni les images, toujours intéressantes, parfois émouvantes, de la vie de Sartre : Sartre enfant, avec ses boucles, Sartre entouré de ses classes de philosophie au Havre et du lycée Pasteur à Neuilly, Sartre avec Nizan, Sartre au champ de tir, en uniforme, conversant avec Simone de Beauvoir, avec Boris Vian ; Sartre en train d'écrire, de se promener, de lire, de sourire, devant Fidel Castro ; Sartre durant ses voyages... Cet album nous fait pénétrer dans la vie intime et nous rappelle la vie publique de ce philosophe qui a été tant lié à son époque. Quelques documents complètent le volume, notamment ce savoureux bulletin scolaire où un professeur portait ce jugement sur le jeune Sartre : « Très intelligent. Ne fait presque jamais une réponse juste du premier coup. Doit s'habituer à penser davantage. » (Sartre, *Images d'une vie*, Gallimard.)

## en bref

## vient de paraître

### Romans

RENAUD ROSSET : *Parce que c'était lui, parce que c'était moi*. — Dans son second roman, Renaud Rosset trace le portrait de deux hommes, deux amis, sur des décennies de la trentaine. (J.-C. Lattes, 257 p., 44 F.)

BEATRICE BECK : *Nak*. — L'histoire d'un amour impossible entre deux jeunes femmes dans un pays lointain et froid. Un roman « féminin » de l'auteur de *Les Morts*, préface. (Sagittaire, 126 p., 32 F.)

BOILEAU-NARCEJAC : *L'âge bête*. — Deux adolescents vivent leur jeunesse et s'initient à la sexualité. (Denoël, coll. « Sœurs froides », 224 p., 30 F.)

### Poésie

JAMES SACRE : *Figures qui bougent au poeu*. — Dans ce sixième recueil, l'auteur cherche l'œuvre et l'endroit du monde à travers la répétition des « formes figurantes ». (Gallimard, 96 p., 32 F.)

### Nouvelles

JEAN MOUTON : *Novelles nouvelles exemplaires*. — Un recueil de six nouvelles où, selon Cervantès, « il n'en est aucune de laquelle on ne puisse tirer un exemple profitable ». (Déclic de Brouwer, 160 p., 35 F.)

### Lettres étrangères

GONZALO SUAREZ : *Dobla dos*. — Le chaco-croisé des rendez-vous avec l'histoire d'un héros paillard où l'auteur nous fait découvrir l'Espagne et l'Espagne de l'Espagne par Albert Benoussan. (Gallimard, 238 p., 45 F.)

### Philosophie

W.V.O. QUINE : *La Mot et la Chaire*. — La première traduction française d'un célèbre philosophe américain, dont l'œuvre est en prise directe sur la science actuelle, spécialement la linguistique et la mathématique. Trad. de l'américain par P. Gochet. (Éd. Flammarion, coll. « Nouvelle bibliothèque scientifique », 391 p., 110 F.) Chez le même éditeur, Paul Gochet publie *Quine en perspective* (229 p., 65 F.), étude d'ensemble des travaux du chef de file de la philosophie américaine.

JACQUES D'HONDT : *Platologie de la rapine*. — Paradoxalement, la rapine absolue ne s'accroît-elle pas des idéologies paralysantes ? (PUF, coll. « Philosophie d'aujourd'hui », 189 p., 42 F.)

### Psychanalyse

ERNST KRIS : *Psychanalyse de l'art*. — Une contribution majeure de la psychanalyse à la psychologie de la création artistique. (PUF, coll. « Le fil rouge », 432 p., 110 F.)

### Polémique

FREDERIC GRENNEL : *Raymond Barre*. — Le premier ministre épinglé par un gaulliste de gauche. (Éd. Régine Deforges, « Nos grands hommes », 126 p., 16 F.)

### Humour

ROLAND TOPOR. — Jacques Sternberg trace un portrait et propose des extraits de Roland Topor, peintre, dessinateur et auteur d'écrits. (Seghers, coll. « Humour », 192 p., 19,50 F.)

Arrabal. — Présenté par Jacques Sternberg et proposé par les *Cahiers du silence*, une revue sur Arrabal, où textes, collages, illustrations se mêlent. (Kailashring.)

### Histoire

MICHEL MESLIN : *L'Homme romain*. — Un essai d'anthropologie historique. (Hachette, 296 p., 48 F.)

### Economie

OTA SIK : *Pour une troisième voie*. — Version abrégée et plus accessible du précédent ouvrage de cet économiste tchécoslovaque, compagnon de Dubcek et théoricien de la réintroduction du marché dans l'économie socialiste. (Presses universitaires de France, 254 p., 54 F.)

### Société

MICHEL MARIE et JEAN VIARD : *La Campagne présidentielle*. — Les rapports entre les citoyens, leurs communautés et l'environnement urbain dans quatre villages d'un pays de la moyenne Provence. Un essai d'écologie sociale. (Éditions Actes/Sud, 192 p., 35 F.)

## en poche

### « Le Nazisme et la Culture »

C'est beaucoup plus qu'une réédition. Non seulement de nombreux documents — les seuls accessibles en français — se sont ajoutés aux essais, mais les analyses elles-mêmes ont été complétées et enrichies. Alors qu'il existe en Italie et en Allemagne d'importantes études consacrées à l'art et à la littérature sous le III<sup>e</sup> Reich, ces problèmes n'ont fait l'objet en France d'aucune analyse systématique. *Le Nazisme et la Culture* retracé ce que fut, au niveau des lettres, la barbarie nazie que certains s'obstinent à imputer à la bêtise de quelques fonctionnaires.

Citant les textes, L. Richard montre qu'il n'en est rien : la vie culturelle du III<sup>e</sup> Reich, les autodidactes, les expositions d'art dégénérées, la médiocrité qui caractérise les arts plastiques, l'arrestation des écrivains furent la mise en pratique des principes déjà édictés dans *Mein Kampf* par Hitler. Aussi analyse-t-il les valeurs, les idéaux politiques et raciaux qui ont présidé à ce démantèlement de la culture de Weimar. Si les nazis ont été incapables d'inventer un style, une esthétique, ils ont largement puisé dans tous les courants antérieurs — du réalisme du dix-neuvième siècle au kitsch en passant par le prussienisme, les idéaux petit-bourgeois, les thèmes rustiques qui constitueront le courant Sang et Sol.

Ce que montre aussi L. Richard, c'est que les productions de l'époque hitlérienne n'ont pas été ensevelies avec elle : de nombreux écrivains qui collaborèrent ou se rendirent complices du nazisme sont réhabilités et traduits en français. La littérature de gare qui, sous prétexte d'écrire l'histoire du fascisme, alimente le sadisme petit-bourgeois, certaines productions de la « culture de masse » sont encore imprégnées des idéaux nazis. Tout cela souligne la justesse de la phrase de Max Horkheimer, qui avait été mise en exergue à l'exposition de Francfort sur l'art nazi : « Celui qui parle du fascisme ne doit rien taire du capitalisme. »

J.-M. P.

\* LE NAZISME ET LA CULTURE, de Lionel Richard, Maspéro, 353 pages, 22 F.

• Parmi les rééditions : *L'Ancre de miséricorde*, de Pierre Mac Orlan (Presses Pocket) ; *Les Soulèvements populaires en France au dix-septième siècle*, de Boris Porchnev (« Champs », Flammarion).

mas Martin B.P. 13.123 « Le Paradou », 259 p., vingt-cinq cartes et croquis, 35 F.)

### Document

JEAN LESAGE : *L'Atlas des entêtements*. — Les dessous d'une industrie scandaleusement prospère dans l'Italie d'aujourd'hui. (Olivier Orban, 336 p., 44 F.)

VALERY CHALIDZE : *Le Crime en Union soviétique*. — Par un dissident, la criminologie d'une société communiste. (Olivier Orban, 243 p., 42 F.)

### Spiritualité

ANDRÉ FROSSARD : *Les 36 pressions de l'existence du Diable*. — En treize-dix lettres, l'auteur de *Des excursions*, se l'ait rencontré se demande si sous ce nous sommes pas « diabolisés » par nos propres moyens. (Albin Michel, 214 p., 29 F.)

HENRI-CHARLES FUECH : *En quête de la Gnose*. — En deux tomes, *La Gnose et le Temps* et *Sur l'Évangile selon Thomas*, sont réunis les principaux articles et cours de Henri-Charles Puech, professeur au Collège de France. (Gallimard, coll. « Bibliothèque des Sciences humaines », tome I, 300 p. ; tome II, 320 p. ; 75 F. les deux volumes.)

• LE PRIX OSSIAN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F.), a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Moll, avant et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui œuvrent en faveur de la survie des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Moll, responsable du « Diccionari Català-Valencià-Baleà » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux Îles Baléares.

• LE PRIX DU MEILLEUR LIVRE ÉTRANGER pour 1977-1978 vient d'être décerné à deux auteurs italiens, Mario Pomilio et Mario Praz.

Mario Pomilio, cinquante-six ans, reçoit ce prix pour son livre « Le Cinquième Évangile » paru en Italie il y a deux ans, et traduit en français chez Fayard par Henri Louette. J.R. Armogathe a été, dans « Le Monde des livres » du 4 mars 1977, l'importance de cet ouvrage.

Mario Praz, célèbre critique italien, partage ce prix pour son essai de 400 pages sur la « romanisme noir » en France, en Italie et en Angleterre, intitulé « La Chair, la Mort et le Diable », paru chez Denoël, et traduit par Constance Thompson « Fatale » (« voir » « Le Monde des livres » du 9 septembre 1977).

• LE PRIX LITTÉRAIRE DE LA VILLE DE CERN a été décerné à Catherine Ribot pour son roman « Portrait de Gabriel » (Gallimard).

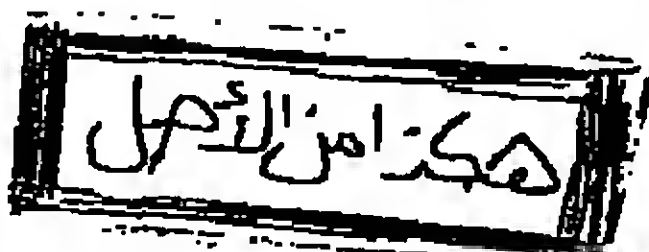
• LE PRIX DES ROUTIERS a couronné le livre de Gaston Martineau « Chien perdu en Arabie » (Éd. Cadrat).

• LE PRIX FRANÇOIS-VILLON, qui couronne chaque année un recueil de poèmes inédits, a été décerné à Georges Rosé pour son manuscrit intitulé « Passages ». Le prix Jeune Poésie, réservé aux moins de trente ans, a été décerné à Colette Klein pour son manuscrit « Cécités ».

• MAURICE MALOUX recevra, le 28 février, le prix Scarron pour son livre « L'Esprit à travers l'histoire » (Albin Michel).

• L'HÉRITIER DE JEAN-JACQUES ROUSSEAU AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS. — En guise d'ouverture aux manifestations du bicentenaire de la mort de Rousseau, le Musée des arts et le poit de son temps pour la décoration expose un des herbiers du promoteur solitaire. Ce volume de poche, dans un état étonnant de conservation, avait été légué au musée en 1912 (bicentenaire de la naissance) par le comte de Rambuteau. Il est entouré de dessins et d'objets évoquant Jean-Jacques et le poit de son temps pour la décoration. (Entrée libre, jusqu'au 2 octobre.) A signaler l'excellente présentation de Gérard Mabille, volume 1 F. à l'entrée de la salle, et qui reproduit un article des « Cahiers de l'Union centrale des arts décoratifs » (n° 1, mars 1976).

• LE ROMAN DE 1945 A NOS JOURS, tel est le thème du colloque international qui se déroulera à la faculté des lettres de Pau les 3, 4 et 5 mars. Il réunira des professeurs, des romanciers français comme André Pierre de Mandiargues, Alain Robbe-Grillet, et des romanciers d'Amérique latine, en particulier Juan Carlos Onetti.





## lettres étrangères

### Les débuts d'une littérature amérindienne

● Quatre générations d'Indiens Washos, ou quatre personnages en quête de pouvoir.

AVEC *Rabbit Boss*, on assiste — on participe à la naissance du roman amérindien. On connaît les autobiographies (*Geronimo*), les visions (*Elan noir*), les contes et poèmes (curieusement négligés par l'édition française) (1), les mémoires (*Un siècle de désolation*), les chroniques historiques (*Entier mon cœur à Wounded-Knee*), les épopées d'un peuple qui s'éveille (*Vine Deloria parmi tant d'autres*) — point de roman, ou presque. Sans doute la spécificité indienne rendait-elle difficile l'insertion dans un genre occidental et

bourgeois fortement marqué. Thomas Sanchez relève le défi : c'est un roman qu'il écrit — le roman de l'altérité absolue.

Les personnages. Gayabuc, le Washo. C'est l'hiver 1848. Des hommes blancs perdus dans les neiges du Nevada. La famine. L'anthropophagie. Gayabuc observe à travers les arbres. Il voit manger la chair de leurs corps. Dans la moelle de ses os, le ruissellement de sa force se tarit. Il perd son pouvoir — sa « Muse ». Il perd la raison. Il ne peut plus chasser le lapin — le « pellet ». La Sète Blanche est entrée dans la Maison de la Montagne. Le Renard de la terre est lâché. Le Maître des lapins est devenu gibier.

Birdsong. Un siècle plus tard. Le dernier des Washos. Les Blancs l'appellent « Joe ». Ses frères « l'exterminateur ». Ce Rabbit Boss des temps modernes est payé par l'homme blanc pour anéantir les lapins qui creusent des terriers où les chevaux se prennent les pieds. Mais la machine à exterminer

les lapins est commandée. Elle arrive l'année suivante. Le Maître des lapins est au chômage.

Capitaine Rex, le fils de Gayabuc, le représentant de la seconde génération. Pour survivre, il collabore avec l'ennemi : il ramasse l'herbe à cochon qui entrave la voie ferrée. Il insulte l'envahisseur : il d'attaque aux jaunes qui posent les rails du transcontinental, il tue l'un d'eux et vole 50 dollars. Il découvre que son pouvoir est illusoire : à la ville, l'homme blanc récupère l'argent et la foule le lynche ; dans la plaine, l'homme jeune viole sa femme. Il meurt vers 1899.

« Hallelujah Bob » — encore un nom ridicule donné par celui qui a le pouvoir sur les choses et sur les mots. À la troisième génération, le descendant du Maître des lapins essaie de retrouver sa force : il « nait pour le second jour ». Avec son haut-de-forme sur la tête et son évangile sous le bras, il prêche son peuple. Il achète une Ford — car un prédateur sans voiture, c'est comme un Jésus sans croix. Lorsqu'il retrouve enfin la « Muse » de l'Antiope, le pouvoir des rêves, la vision ancestrale, deux foudres de police l'interpellent et l'emmenent — lui et le reste de son peuple : douze hommes, cinq femmes, six enfants.

Quatre personnages en quête de pouvoir. Quatre générations d'hommes privés de leur puissance, patétiques, désolés. On glisse sans transition de la première à la quatrième génération, puis à la seconde, puis à la troisième, et on recommence.

Insectes minuscules et passagers à la surface d'une terre où le daim est perçu comme le frère de l'homme, ces hommes et ces femmes ne sont pas résignés : au-delà des violents et des humiliations, des tueries de personnes et d'animaux, au-delà du pouvoir blanc qui exploite et mutilé et dévore, ils perçoivent — à certains moments de leur existence — leur réalité, leur vision, leur pouvoir. Ils savent que la femme est nuage et l'homme foudre et que l'on ne peut pas détruire la tonnerre avec une hache.

*Rabbit Boss* est le récit, de la vie quotidienne de quatre générations d'Indiens détruits. C'est aussi la vision d'une autre relation aux hommes et au monde. C'est enfin le cri d'un peuple qui affirme et réaffirme sans cesse des racines à qui n'a jamais perdu la différence du roman afro-américain. Le tout jeune roman amérindien s'ins-talle d'emblée dans l'altérité —

## sciences humaines

### Lou Salomé, génie de la vie

AURAIT-ELLE exercé semblable fascination sur ses contemporains, Lou Salomé, si elle n'avait cessé de déjouer l'emprise — physique ou intellectuelle — qu'ils cherchaient à exercer sur elle ? Et comment expliquer qu'aujourd'hui encore elle nous interpelle, sinon par cette affirmation brutale et constante de son Moi, qui la conduisit à transformer sa vie en un champ d'expérience pour ses idées ? On comprend que Nietzsche, blessé, ait comparé cette héroïne stérilisée au saccage, ce vent mauvais qui rend fou.

François Guéry, dans un essai intempestif qui bouscule allégrement les genres (biographie, psychanalyse, philosophie, histoire), interroge cette puissance fécondante que symbolisa Lou, non pas femme de génie, mais « génie de la vie ». S'il s'est limité, et c'est dommage, aux relations qu'elle entretint avec Nietzsche et Rée, son livre abonde néanmoins en aperçus originaux sur cette jeune Russe qui sut enflammer l'imaginaire des intellectuels européens de la fin du dix-neuvième siècle, sans pour autant se prendre au jeu de leurs fantasmes. — R. J.

★ Ed. Calmann-Lévy, 240 p., 45 F.

### Le travail amoureux

ELOGE DE L'INCERTITUDE, tel est le sous-titre de cet ouvrage attachant, mais inabouti, où Max Pagès, professeur de psychologie sociale à l'université de Paris-Dauphine, tente de rapprocher et de mêler des genres considérés habituellement comme incompatibles : le journal intime, le poème, la réflexion théorique. S'il s'élève contre la fiction mystifiante qui veut que nous séparions notre intellect de nos émotions, de notre corps, de nos amours et de nos peurs, il ne va pas jusqu'au bout de son projet : mettre en rapports réciproques la pensée et la vie. Certains chapitres (sur Freud, sur Reich, sur le changement social) sont d'un universitaire rompu aux débats d'idées à la mode, cependant que ses confessions souvent émouvantes piquent notre curiosité — notre voyeurisme ? — sans lui donner suffisamment matière à s'embeller.

L'auteur reconnaît honnêtement, il est vrai, qu'il ressent encore sa pensée rationnelle et son expression personnelle comme deux blocs hétérogènes, deux personnes étrangères qui prennent peur et se fuient.

ROLAND JACCARD.

★ Ed. Dunod, 144 p., 49 F.

## roman

### Une journée dans la mort de François Fydal

● André Rollin et son « beautiful » livre

IL y avait autrefois dans chaque village, chaque petite ville de France un original qui ne faisait livrer son cerceuil à domicile et venait y dormir les soirs de spleen ou d'érêt. André Rollin (ou François Fydal son double) imagine et décrit son cortège funèbre traversant la ville, sa ville rose, dans un corbillard 1925 spécialement construit par son père avant, pour le même usage, cortège qui avance vance, déambule-bulle, vagabonde-bonde, au hasard des souvenirs, au gré des étapes, vers le cœur-cœur de la cathédrale où l'attend la foule de ceux qu'il

a conviés sur bristol, à ce rendez-vous macabre, son « beautiful day ».

Cette promenade brisée, à rebours du souvenir, où les réminiscences, les évocations anciennes, la mémoire immédiate se mêlent à la scène de l'auteur-héros écrivant son livre, aux réflexions et divagations que cette entreprise lui suggère n'est pas d'une démarche simple.

L'art, la science presque surnaturelle (le surnaturel étant la forme achevée du naturel) par lesquels ce romancier débute se joue de tous les obstacles surprennent autant que la maîtrise avec laquelle il incorpore et assimile les innovations les plus modernes et audacieuses en matière d'écriture et de composition.

Ce livre déconstruit donne l'impression du coussin main, et son équilibre est fait de légers déséquilibres successifs, comme la démarche d'un ivrogne ou d'un somnambule à la recherche de sa mémoire et de ses rêves.

Mais ces considérations techniques ne doivent pas faire oublier que derrière la construction romanesque se dissimule une vie, comme, dans le corbillard 1925, repose un homme. Un homme jeune encore, qui a une histoire. Et qui la retranche, d'amertume, de désespoir. Un homme qui n'a pas réussi à se guérir de son enfance et de ces chocs que sont la mort d'une mère, d'un père, d'une grand-mère, ni de ces révélations qu'apportent à un regard en sursaut les premières déchirures du corps familial et social.

Un fauteuil vide d'où est tombé un livre ouvert. Un lit de fer où gît une agonisante. Une femme morte allongée sur le canapé d'une pièce grise que regarde un enfant en longue chemise de nuit. Un collège de jésuites. Une machine à écrire sur fond de vigne vierge où un écrivain, écrit tous les mardis le livre en train de se faire, ce livre d'un homme qui enterre sa vie comme un enfant rageur qui mêle les pleurs aux sarcasmes, les sanglots, aux ricanements.

Un livre qui règle des comptes et ne respecte rien d'autre que lui-même. Un livre fantasque qui débouche sur le fantastique de la détresse. Un livre qui salue et nous fait saluer. Un « beautiful » livre.

PAUL MORELLE.

★ CORTÈGE DANS LA VILLE, d'André Rollin. Le Seuil, 140 p., 39 F.



★ Dessin de Capnat.

eux et nous. Ainsi évitera-t-il, sans doute, la vaine étape de l'intégration.

PIERRE DOMMERGUES.

★ RABBIT BOSS, de Thomas Sanchez, traduit de l'amérindien par Guy Durand. Le Seuil, collection « Fiction & Cie », 284 pages, 34 F.

ANNÉE POÉTIQUE  
1977  
SEGHES

### SEUIL Jean Cayrol Les enfants pillards

« Un roman qui plaira tout de suite, par sa vigueur dure et sauvage, et qui restera en chacun de nous comme une musique aimée. » Dominique Fernandez / L'Express

« Un merveilleux album d'images... Un livre de tous-jours... Qui, faites la promenade dans le jardin de Cayrol, allez à la découverte des souvenirs d'un homme qui n'a jamais perdu le sens inouï de l'enfance. » Françoise Xenakis / Le Matin

«...Merveilleux, direct, simple, transparent... Sa flûte mozartienne, savante et naïve, a rarement produit un chant aussi pur et qui va si loin. » J. P. J. / Le Monde

« Jean Cayrol retrouve la parole libre, audacieuse, qui est toujours à l'origine du roman. » Daniel Oster / Les Nouvelles littéraires

« Une évocation du passé vivante et vibrante. » Robert Kanters / Le Figaro

Récit 182 pages 37 F



ANNÉE POÉTIQUE  
1977  
SEGHES

ANNÉE POÉTIQUE  
1977  
SEGHES

## deux romancières / JULLIARD

Henriette Jelinek

Ann Lee rachète les âmes

Raymonde Vincent

Les Terres heureuses



## L'ange et la bête

(Suite de la page 15.)

De telles expériences soulèvent toujours la même objection de principe, à laquelle n'ont pas échappé les prêtres-ouvriers, après Simone Weil, ni le Christ lui-même : la condition qu'on épouse par choix, et avec la possibilité de s'y arracher, n'a rien à voir avec celle que subissent les « vrais exploités ».

Linhart en est conscient. Il ne tente d'ailleurs pas l'épreuve en bourgeois honteux et soucieux de réforme personnelle ni en missionnaire, mais en militant politique curieux des possibilités d'action à la base. Il n'empêche que la machine ne tarde pas à annihiler la réserve de forces physiques et morales dont il disposait. En quelques semaines, il est engourdi, enlaidi, par la seule nécessité de survivre. Il s'agit d'économiser gestes, minutes, paroles, désirs, sous peine de « couler » en aval de la chaîne, de « craquer », de se retrouver à l'asile ou à la rue. Le plaisir de s'appartenir, en rentier, le temps d'une cigarette se paie d'une matinée entière.

Si un conflit survient, la pression anonyme de l'organisation s'accroît encore. Ainsi lorsque la direction prétend récupérer en heures non payées les avantages qu'elle a consentis en mal 68 dans la peur. A la moindre

veillé de rigueur ouvrière, les interprètes cloisonnent et sermonnent les nombreux étrangers, les contremaîtres brandissent la liberté du travail, on repère, on brime, on mure.

C'est le cas avec Linhart. Avant de le licencier en plein été pour « compression de personnel », on l'isole dans un magasin de pièces détachées, puis à une tâche de manœuvre à tous les vents, on cherche à payer un mouton pour l'impi-

par Bertrand Poirot-Delpech

quer dans une bagarre. Il ne reste plus alors d'autre consolation, même pour un aggrégé qui sait qu'il regagnera bientôt le paradis des nantis, que la fraternité de la chiourme.

Les visages des compagnons défilent, d'une vérité évidente. Voici le petit Breton tuberculeux qui ne vit que de projets, l'O.S. noir qui pousse la coquetterie jusqu'à quitter l'usine avec un attaché-casse. Primo le Sicilien, Ali le fils de

marabout qui nettoie les latrines du quai de Javel et qui, dans le vent des fagars, parle en seigneur de la culture arabe. Voici l'histoire insoutenable du retoucheur dont on change brutalement l'établi, dont la main, la veille si sûre, se met alors à balbutier devant les chefs, et qui rougit de honte, et qui en tombera malade.

Par instants, le normalien se souvient de son état et des sortilèges de l'écriture. En une phrase bouillonnée comme une chaîne de montage, il fait sentir le poids de temps broyé que pèsent les carcasses de tôle, l'écarté des odeurs de suint et de graisse, l'immense vacarme sous les verrières.

Mais aussitôt l'établi reprend le ton du constat, d'autant plus poignant que glacé. Je n'ai rien lu de plus atroce, de plus accusateur, dans la nudité, depuis *Une journée d'Ivan Denissovitch*, de Soljenitsyne. Avec cette circonstance, que chacun peut trouver aggravante ou pas, que cela ne se passe pas en Sibirie mais sous nos fenêtres, ni vu ni connu, à un jet de boulin.

★ LA MORT DE JOSEPH STALINE, de Guy Lardreau, coll. « Figures », Grasset, 124 pages, 38 F.

★ L'ETABLI, de Robert Linhart, coll. « Documents », Editions de Minuit, 130 pages, 22 F.

## histoire

### Le cas Babeuf

● Controverses autour d'un révolutionnaire français.

Tous les Français ne savent pas que Gracchus Babeuf, personnage secondaire de leur révolution, est aujourd'hui encore une vedette internationale. En Union soviétique particulièrement, sa notoriété est grande, et double.

Du côté de chez Marx, l'histoire officielle du socialisme voit en Babeuf le génial précurseur de Lénine. Il est en 1796, sous le Directoire, le chef et l'inspirateur de la conjuration des Égaux, « premier parti communiste agissant », selon l'expression de Marx. Babeuf est alors champion de la justice sociale, de la défense des « centres creux contre les ventres dorés ». Cent vingt ans avant les bolchéviques, il prépare la transformation égalitaire de la société par un coup d'État révolutionnaire organisé par un « directoire secret ». Il conçoit et propose l'absorption du secteur privé par l'État.

Du côté de chez Ivan Denissovitch, les dissidents soviétiques sont encore plus impressionnés par le personnage. Dans son programme de 1936, Babeuf n'a-t-il pas révisé toute l'histoire future de l'Union soviétique : dictature de transition qui n'en finit pas, fermeture des frontières, assignation à résidence des étrangers, contrôle du commerce extérieur par l'État, expulsion des dissidents avec privation de nationalité, camp de travail forcé et militarisation sociale ? L'anachronisme prophétique du personnage de Babeuf déclenche chez les dissidents le rire nerveux des entêtements. Igor Chabarovitch, l'un des plus brillants intellectuels soviétiques, mathématicien et historien, lui consacre, dans le *Phénomène socialiste* (Le Seuil, 1977), ses pages les plus critiques et les plus drôles.

C'est une biographie ortho-

doxe, une hagiographie précise et sentimentale, que nous donne Jean Bruhat, historien spécialiste du mouvement ouvrier, plus inspiré par les travaux officiels des historiens soviétiques, Doline, Volguine et Markov, que par les interprétations hérétiques de Chabarovitch. Mais il restitue bien, par les textes, le style humain très particulier de la période, le mélange de froideur et de passion, de rationalité et de guillemet, qui enveloppe l'espérance des acteurs politiques du temps. Les lettres de Babeuf à son fils, tracées de sa belle et géométrique écriture d'arpenteur, frappent par leur tendresse abstraite. On y voit le théoricien révolutionnaire entretenir son enfant, âgé de moins de neuf ans, de « ce système d'égalité parfait qui assurera une félicité d'autant plus ravissante qu'elle sera basée sur des dispositions qui la rendront immuable ». Et il conclut : « Un papa l'embrasse, G. Babeuf ».

La conspiration débouche sur un suspense digne d'un roman policier. Une course de vitesse se livre entre le Directoire et les Égaux. Trahi par un mouchard, Babeuf est pris au moment où il achève, avec Buonarroti, sa proclamation révolutionnaire : « Le peuple avance, la tyrannie n'est plus. Vous êtes libres... ».

Malheureusement pour le suspense, nous savons d'expérience que le capitalisme règne toujours en France. On ne peut donc raisonnablement comparer Gracchus Babeuf à Arsène Lupin et Jean Bruhat à Maurice Leblanc.

Emmanuel Todd.

★ GRACCHUS BABEUF ET LES ÉGAUX OU LE PREMIER PARTI COMMUNISTE AGISSANT, de Jean Bruhat, Librairie académique Perrin, 247 pages, 50 F.

### Un Père-Lachaise dessiné par le facteur Cheval

(Suite de la page 15.)

Le marchand flamand ou parisien de la fin du Moyen Âge voit plutôt sa trajectoire comme une promesse de bonheur possible et de liberté créatrice donnée d'une âpre sève. La mort, en cette affaire, est une gêneuse, une casseuse. D'où l'amertume de l'échec, l'heure du bilan final. De là découle aussi l'horreur fascinée qu'on éprouve pour le cadavre décomposé : elle s'empare de la culture et de la peinture du bas Moyen Âge, si éprouvé par la peste en masse.

La plus grande réussite de l'âge baroque

Au dix-septième siècle s'impose la mort baroque, probablement l'une des plus grandes réussites esthétiques, quant à l'art de mourir et d'être enterré, qu'ait mises au point l'Occident. L'inhumation baroque unifie l'individu et le social ; elle accepte les faits macabres, mais pas dans leurs versions névrotiques, centrées sur les pourritures. Elle répond aux soucis qui se font jour, pour le salut de l'âme du décedé. Au son des cloches, elle reconstitue l'ordre social de la ville, des pauvres aux privilégiés : cet ordre est pompeusement reconstruit au fil de la procession funéraire qui accompagne le cortège de luxe, derrière les têtes de mort et les larmes d'étoffe brodée.

La sinistre chouette prend son vol

Hélas, l'oiseau qui semblait si bien apprivoisé finit par s'échapper de sa cage. La sinistre chouette va prendre son vol. Le dix-neuvième siècle sur ce point commence vers 1780, au temps de Graue et des mêmes larmoyants : ce n'est pas encore l'époque de la mort sauvage. Mais les temps sont déjà porteurs d'un certain désordre romantique ; il est, passionnellement, émotionnellement, hystériquement vécu par les proches du disparu. Bref, ce n'est plus la mort de soi, la mort de l'autre, frère, conjoint, être aimé. L'émotion devant la mort d'autrui peut aller jusqu'à l'érection macabre, préparée par toute une tradition qui va de Baldung à Sade.

Dès avant la révolution, les tableaux de Grenze donnent le ton. Ils sont pleins de pleurs. Un fantasmagorie culte familial et civique des morts, où commencent les chrétiens de tous bords et les positivistes laïques, se met en place dans les cimetières monumentaux après 1850, dont le Père-Lachaise est l'archétype. En attendant que surgissent les monuments aux morts des guerres mondiales.

La pornographie de la mort

Dernier stade : le nôtre. Il se caractérise, déclarent gravement les spécialistes, par la pornogra-

phie de la mort. Relégué à l'hôpital, hérisse d'appareils tubulaires, le mourant est évacué du social. Il cesse de présider (comme il l'avait toujours fait jusqu'alors, de Charlemagne à

Poincaré) à la mise en scène de son agonie et de son décès. Les derniers instants, la messe funéraire, l'inhumation, sont bâclés ; sauf à gauche, où l'on sait toujours, à défaut d'autre

chose, « s'offrir » dans le défilé d'un beau cortège d'enterrement, derrière le char funéraire d'un grand leader. L'extrême onction fut une préparation solennelle à l'au-delà ; elle devient le simple « sacrement des malades » : un antibiotique de plus, mais spirituel. Les familles continuent à se rassembler autour des tombes largement fleuries lors de la Toussaint. Mais, déjà, les présidents de la République, signe des temps, refusent d'être inhumés dans les cimetières.

Un livre décidément folsonnant, l'opuscule de Baltimore, qui avait tracé, pour l'essentiel, les grandes lignes de la périodisation d'Ariès, se visitait en un tournoir, comme un cimetière de campagne. L'auteur nous a donné cette fois-ci, en six cent quarante-deux pages, un gigantesque Père-Lachaise, dessiné par et à la par le facteur Cheval. (Qu'on ne prenne pas cette remarque pour une critique. Amoureux de la Drame, je suis un fanatique du facteur.) On y va et vient dans tous les sens, du charnier au columbarium, de la voirie au serment de mains. Une encyclopédie fourmillante ! Par moments, elle donne le tournis et envie de mourir, ou de s'y préparer avec bonne conscience.

Une succession d'images culturelles

Je connais d'avance les objections qu'on pourra lui faire : Ariès a vu trop long, ou trop large. Les médiévistes le chicaneront sur ses théories. Il confond l'art de mourir de l'homme de la rue en général, bien mal connu de nous, avec la culture mortuaire d'une minuscule élite occidentale, communément révélée par de nombreux textes. Mais, justement, le film d'Ariès est une succession hantante d'images culturelles. Avec brio, il introduit l'ordre souverain de la raison historique dans un paysage de très longue durée, où n'avait régné jusqu'alors que l'alignement désolé des files de squelettes et de trépassés.

Emmanuel Le Roy Ladurie.

★ L'HOMME DEVANT LA MORT, de Philippe Ariès. Le Seuil, « l'Univers historique », 640 pages, 65 F.

### Mourir à Paris Mourir à Londres au XVII<sup>e</sup> siècle

Deux livres récents complètent utilement les réflexions sur la mort de Philippe Ariès.

Pierre Chaunu propose, dans *La Mort à Paris, XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> siècles*, un supplément de « discours sur la mort ». Ce gros volume combine plusieurs approches. D'abord, une présentation des débats récents, allant de Gorer à Ariès, de Vovelle à Thomas, mais oubliant l'histoire réelle du débat. Sylvia Anthony, auteur des 1838 d'un ouvrage pionnier intitulé *The chief's discovery of death* (la découverte de la mort par l'enfant), Chaunu rappelle ensuite l'évolution du « discours chrétien » sur la mort. Il débouche sur une analyse quantitative des testaments parisiens de l'ancien Régime, dépouillé par sondage inspiré des travaux de Michel Vovelle. Ce livre, débordant de faits et de chiffres, s'achève par des considérations rapides et discutables sur les rapports entre l'accroissement du suicide et l'abandon de la religion chrétienne.

Les observations naturelles et politiques de John Graunt, citoyen de Londres, sont à la fois un document et une analyse. L'institut national d'études démographiques vient de publier en français, dans une très jolie édition imitant la présentation anglaise d'époque, ce texte pittoresque et capital du premier des démographes. Car Graunt est aux statisticiens et aux sociologues ce que Galilée est aux physiciens, l'artisan d'une révolution mentale. En 1662, il met la mort en chiffres et en tableaux, brisant de nombreux mythes concernant les causes de décès. Il compare les morts de peste, de jaunisse, de vérole, d'hydrophobie, de chagrin et de peur ! Il conçoit la régularité statistique de la mort, évinçant l'intervention divine de chaque mort particulière. L'introduction et les notes remarquables du traducteur, Eric Vilquin, permettent à chacun de saisir le rôle décisif de cette percée intellectuelle. — E. T.

★ LA MORT À PARIS, XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> SIECLE, de Pierre Chaunu. Fayard, 543 p., 99 F.

★ OBSERVATIONS NATURELLES ET POLITIQUES. SEULE LES BULLETINS DE MORTALITÉ, de John Graunt, Institut national d'études démographiques, 172 p., 37,90 F. (En vente à l'INED, 27, rue du Commandeur, 75055 Cedex 14.)

### ANDRÉ FROSSARD

LES 36 PREUVES DE L'EXISTENCE DU DIABLE

C.S. Lewis

APHRODITE CLASSIQUE



Tous les castes d'œuvre de la littérature érotique

Adresser à : Aphrodite, Librairie des Éditions de la Plume

Monnaie : Le franc français

Paris, 101, rue de la Harpe

eurédif

2 bis, rue de la Harpe 75008 PARIS - 25614 80.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

SON FOUR CATALOGUE GRATUIT

FRANK TENOT

radios privées  
radios pirates

« décrit avec minutie, précision et exhaustivité, ce tableau retraçant l'univers de la radio des origines à nos jours sera très précieux à quiconque voudrait comprendre l'importance de ce média et son rôle dans l'information. »

JOURNAL DE LA PRESSE

denoël

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHES

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHES

DES CRÉATIONS GRAPHIQUES QUI FONT VENDRE

Pour rendre plus efficace la présentation de vos annonces, imprimées, catalogues, conditionnements, etc., consultez-nous. Le contact, la collaboration d'un spécialiste graphique publicitaire.

E. BILAC 27, R. STY-LAURE 75002 PARIS • 743-46-06

MULTIPLIÉS RÉFÉRENCES

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHES

romans poli

Peter

ANNÉE POÉTIQUE 1977

SEGHES

FRAN

Les les

No

سنة ١٤٠٠



## romans policiers

### Peter Cheyney, le revenant

● Ses héros ne sont pas fatigués.

C'EST UNE vie que celle de cet Anglo-Irlandais, une vie à tenter un biographe. Etudiant en droit, puis acteur à seize ans, un vaste théâtre attend Peter Cheyney et sa génération. Nous sommes en 1914. Cheyney a dix-huit ans. A dix-neuf ans, il sera le plus jeune capitaine de l'armée britannique. Blessé à la tête, comme Apollinaire, comme tant d'autres, le voici hors-jeu. Il écrira des poèmes, fera du journalisme, en vivra fort mal, fondera une agence de police privée. Cette expérience ne sera pas perdue. En 1935, il va relever un défi : écrire un roman policier à l'américaine. Comme Van. Résultat : *Cet homme est dangereux*, un triomphe.

De nouveau la guerre. Cette fois, Cheyney la fera dans l'intelligence Service. Beaucoup de choses changent, à l'époque. Les V-1 s'écrasent sur Londres. Cheyney en tirera l'argument d'un roman d'espionnage : *Sinistres rendez-vous*. Il poursuivra dans la même veine avec l'histoire du démantèlement d'un réseau nazi en Bretagne, *Sombre interlude*.

Et cette fois, c'est la guerre froide. Cheyney l'évoque dans *Ces dames n'ont pas attendu*, où s'affrontent réseaux russes et anglais. L'enjeu : l'échange d'un agent occidental contre un savant allemand.

Les héros de ces récits, Kell's, O'Mara, Guerdala et leur chef, le « vieux », sont peu connus du grand public français. C'est que « Cheyney » sera découvert à la libération, dans l'euphorie qui suit une longue pénitence. Il va lancer, sur un marché avide de tout ce qui est américain, un personnage dur, le célèbre Lemmy Caution. Placé d'abord sous les couleurs de Sven Nielsen, aux Presses de la Cité, il bénéficiera ensuite, dans la « Série noire », des soins de Marcel Duhamel, qui saura traduire ses tics verbaux en argot percutant, et faire du banal : « Vous voyez ce que je veux dire ? » le fameux « Vous pigez ? » Donc place à Caution.

Pourtant, Vallon, le « privé » de *Gare-tu, beauté*, n'est pas mal non plus. Il sait éclaircir une histoire d'héritage diaboliquement obscure. Mais le client reste fidèle aux marques déposées.

A chaque nom, son cliché. Dites : Cheyney ? On vous répondra, comme dans la chanson, cigarettes et whisky et petites pépées... Les cigarettes, soit. Mais les pépées ne semblent guère là que pour le décor. Cheyney est un chaste, au fond. Il décrit plus volontiers les robes que les corps, à l'exception des chevalières dont il vante invariablement la finesse, et quand il dit qu'une

filie a du « ça », il a tout dit. Ces étres de convention sont là pour la parade, comme la comtesse sur la place montée. Belles, dangereuses tant que vous voulez, ce ne sont que des faire-valoir de luxe. Il y a donc peu d'érotisme dans Cheyney. On trouve bien un balser dans *Gare-tu, beauté* ! mais c'est pour précéder le rouge à lèvres de la suspecte d'expertise ! La véritable héroïne, c'est l'action elle-même, rapide, imprévisible, qui n'exclut pas ni l'humour ni la lucidité. Ni la violence, certes, mais sans excès. Le pire supplice envisagé reste celui de la goutte d'eau. Nous en étions encore à l'époque où un gentleman pouvait atteindre des tirages fabuleux simplement par la qualité des péripéties.

Reste le whisky. Dire que c'est la faiblesse des héros de Cheyney relève de la litote. Ils boivent. L'action exige : « Et ça ne sert à rien de faire semblant d'être saoul. Il faut se saouler vraiment, alors, les autres y croient. » (Kell's, dans *Sinistres Rendez-vous*). O'Mara devra même devenir alcoolique, par devoir, dans *Sombre interlude*. Pire, il mènera à bien cette mission avec une infecte graille française. Vallon boit par nécessité, pour y voir clair.

Ce whisky qui trempe ses créatures, Cheyney ne s'en est pas privé. Devenu l'écrivain le mieux vendu de l'époque, il lui faut fournir des rasades d'imaginaire.



\* Dessin de Bernice Clever.

à des amateurs avides, il les fourra. Soudain, depuis sa blessure, il n'a pas perdu le verbe. Il va dicter en marchant, dicter une soixantaine de romans, qui garderont une unité de ton, ce rythme inévitable du soliloque. Cheyney y va franc jeu et pour cela il boit comme ses personnages. Il constate : « L'impossible, ça n'existe plus. On aura tout vu et, d'un sens, ça simplifie l'existence. Ça abrège aussi, parfois. » (*Ces dames*.)

Nous sommes en 1951. Il a cinquante-cinq ans. Il est usé. Pour lui, c'est la fin de la route. Mais ses héros ne sont pas fatigués, puisque les revols parviennent.

CLAUDE COURCHAY.

\* SINISTRES RENDEZ-VOUS, SOMBRE INTERLUDE, CES DAMES N'ONT PAS ATTENDU ! GARE-TU, BEAUTÉ ! éd. Typomotion, 206 p., 29,50 F. chaque volume relié.

## science-fiction

### La révolution à la portée de toutes les bourses

● Une mise en équation du dérisoire.

POUR Philippe Goy, docteur en sciences, chercheur en physique au C.N.R.S., les mots apparaissent comme des outils rangés sur un établi, des éprouvettes dans un laboratoire ; le style n'est donc qu'une manière mathématique d'opérer avec le vocabulaire, sans se préoccuper des modèles culturels. Ainsi peut-il passer sans transition du récit paysan à l'immense psychédélique, utiliser l'arsenal sémantique des linguistes ou celui, plus restreint, des radio-amateurs.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que son dernier livre soit un recueil de nouvelles : déjà, ses deux premières œuvres, *Le Père éternel* et *Le Livre machine*, traduisaient cette nécessité de se renouveler sans jamais se répé-

ter. Sa forme de recherche le conduit naturellement à changer d'inspiration, tant sur le plan de la forme que celui du contenu. Toute solution aboutie ne peut lui servir qu'à être transcendée pour servir de base à un nouveau travail.

Plus qu'une œuvre spéculative où l'extrapolation à partir du réel serait prétexte à de savants développements thématiques, ce recueil de nouvelles est inclus dans un avenir où la S.P. serait prise en charge par la société, où ses tabous et ses tics tendraient à disparaître, où le futurible serait devenu un nouvel avatar du passéisme. Ce décalage subtil produit par l'insertion de notre futur dans notre psychologie et dans nos mœurs d'aujourd'hui confère à *Vers la révolution* ce piment d'absurde, ce relevé d'humour qui fait de ce livre l'un des plus insidieux qui soient.

Qu'il s'agisse de « L'arzac », où les valeurs culturelles inversées produisent un conflit ubuesque entre militaires et écologistes, de « Q.S.O. sur 21 mégahertz », où se vulgarisent de façon réjouissante les clichés diffusés par les médias, de « Un but dans l'existence », remise en question subversive de nos motivations existentielles, ou de « Vers la révolution », dernière des nouvelles de ce volume, qui constitue une sorte de mode d'emploi pour accéder à la révolution grâce à la science amusante, tous ces textes frappent par leur dissemblance et leur inventivité ; ils sont le fruit d'une véritable mise en équation du dérisoire.

Si la science-fiction française existe, c'est grâce à des œuvres comme celle-ci qu'elle s'exprime de manière originale.

PHILIPPE CURVAL.

\* VERS LA RÉVOLUTION, de Philippe Goy. Éditions Denoël, collection « Présence du futur », 251 pages, 15,50 F.

ANNÉE POÉTIQUE 1977  
SEGHERS

## « LE MAUVAIS ŒIL »

P ARCE qu'elles poussent à la campagne, le voyageur pressé confiera aux petites villes des vertus à la mode en leur attribuant volontiers de la douceur de vivre quand d'autres n'y verraient que de l'ennui. La ville de sept mille âmes où nous transporte le roman d'Yvon Tousseint est une de ces bourgades du Sud endormies au creux d'une vallée et bercées par les ronds discours des notables. Une « erreur de programmation » s'est-elle glissée quelque part ? Toujours est-il que la ville, saisie d'une soudaine frénésie de suicides, s'abandonne à la fasci-

nante horreur de mourir.

« Chaque homme possède au moins autant de raisons de ne pas se suicider que de ne pas le faire », dit le personnage principal, un commissaire de police revenu dans sa ville natale au soir de sa vie, à l'heure du bilan. Le Mort est dans la ville comme la maladie s'empare d'un corps qu'on croyait sain. Les transfuges étant aussi frappés, le gouvernement fait appel à l'armée — ce prestigieux cordon sanitaire — pour isoler la cité empestée du reste du pays.

### Le rationnel et l'illogique

« Si, un peu partout dans le monde civilisé, des collectivités allaient prendre de vitesse ceux qui, notant le en passant, flirteraient avec le suicide, mais sur un grand échelle, cette fois, puisqu'il serait nucléaire... Si donc ces collectivités-là, les uns après les autres, se suicidaient ? », alors les habitants de la petite ville seraient l'avant-garde du nihilisme collectif. Ces « si » et ce rôle de « précurseurs » ne les réjouissent pas du tout et ils se rebiffent comme l'agonisant s'insurge à l'approche de la mort. Incendies, foule en furie, barricades, charges policières, sont la dernière rébellion avant l'acceptation de la faiblesse.

Dans *Un incident indépendant de notre volonté*, pour lequel il reçut le Grand Prix de Littérature policière, Yvon Tousseint, qui est journaliste, avait abordé la polémique-fiction. Il glisse ici vers la « métaphysique-fiction », genre qui demande au lecteur de maîtriser l'écart tout esprit rationnel. Paradoxalement, il exige une explication, aussi illogique soit-elle.

Toute en suggestions, en demi-teintes, celles d'Yvon Tousseint — un nom prédestiné — laissent perplexes, et l'on quitte sa petite ville dévastée sans trop savoir qui de l'auteur, de ces personnages ou du lecteur avait le « mauvais œil ».

BERNARD ALLIOT.

\* LA MORT EST DANS LA VILLE, d'Yvon Tousseint. Albin Michel, 275 pages, 35 F.

**Librairie GUÉNÉGAUD**  
10, rue de l'Odéon - Paris VI  
Nos deux derniers catalogues de livres, neufs et anciens, consacrés aux  
**PROVINCES DE FRANCE**  
viennent de paraître  
Ils seront envoyés contre la somme de 15 Francs (par timbre ou chèque) remboursable dès le premier achat.

AUBIER  
MONTAIGNE  
13, Quai Conti - Paris 6<sup>e</sup>

Récit de la vie  
de Mrs Jemison  
enlevée  
par les Indiens  
en 1755 à l'âge  
de douze ans

Préface d'Yvon Simanis  
collection Étranges étrangetés  
35 F

Jean-Thierry Maertens  
Ritologiques  
Le dessin  
sur la peau  
39 F

Edgar Poe  
Poèmes

Introduction de Cl. Richard  
Traduction d'Henri Pourchet  
Collection Bilingue  
48 F

Schopenhauer  
Le fondement  
de la morale

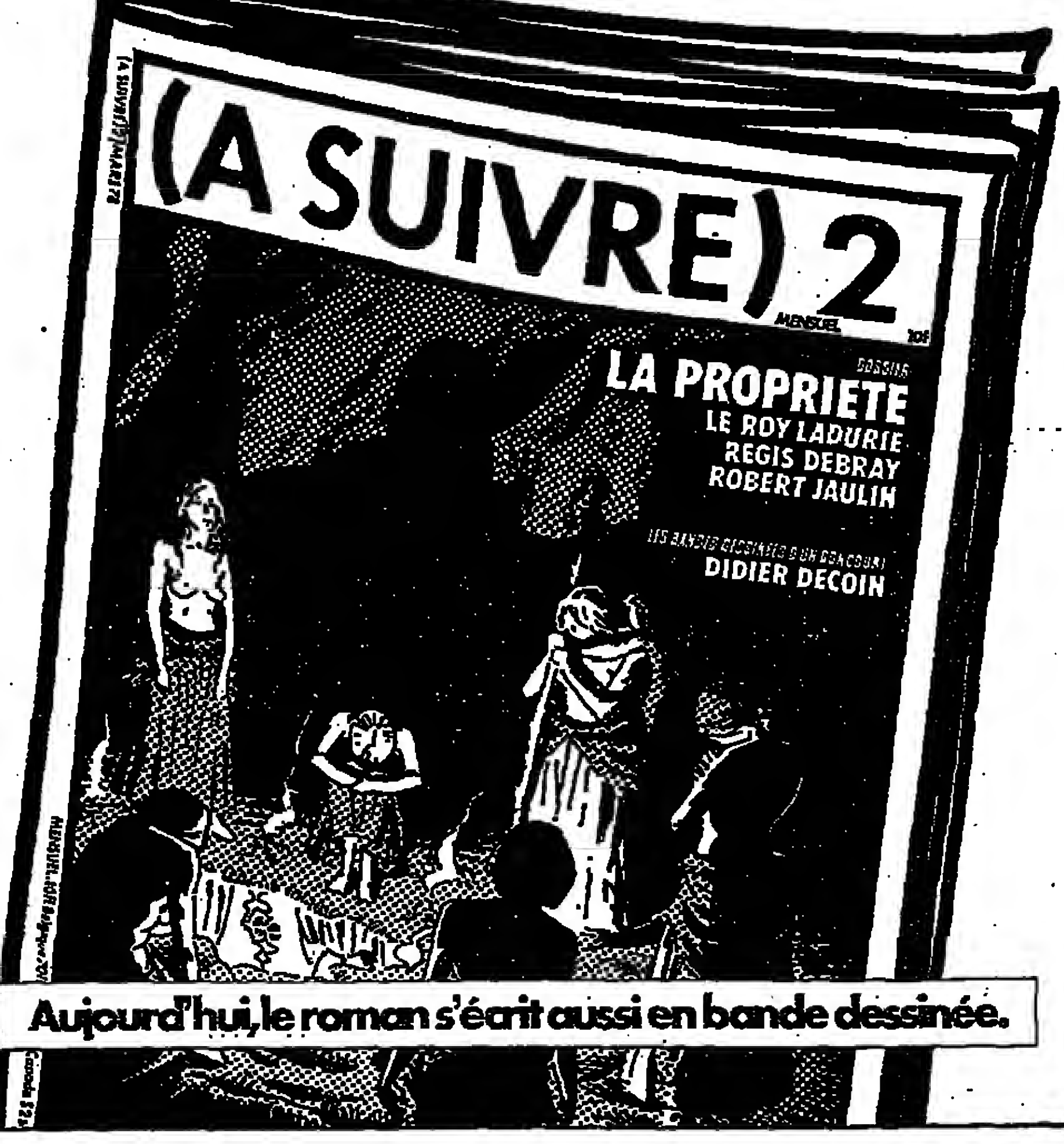
Introduction d'Alain Borer  
Bibliothèque philosophique  
48 F

Marcel Légaut  
Prières d'homme  
15 F

ANNÉE POÉTIQUE  
1977  
SEGHERS

## LISEZ LA SUITE.

Les meilleurs auteurs de la bande dessinée d'aujourd'hui écrivent de véritables romans. Ils ont enfin un mensuel pour s'exprimer librement au rythme de leur imagination. Voici le N° 2. Avec la suite de la grande légende celtique d'Auclair et Deschamps ; la suite de l'épopée de Corto Maltese en Sibérie par Hugo Pratt ; le second chapitre de « Ici même », roman fantastique de la petite propriété, écrit par Tardi et Forest. La propriété, c'est aussi le sujet du Dossier avec Emmanuel Le Roy Ladurie, Régis Debray, Robert Jaulin. Et puis encore, la bande dessinée vue par un Goncourt, Didier Decoin. A suivre, le magazine du récit, 108 pages, 10 F, chez votre marchand de journaux. En France, en Belgique et en Suisse.



Aujourd'hui, le roman s'écrit aussi en bande dessinée.

ANNÉE POÉTIQUE  
1977  
SEGHERS

ROBERT LAFFONT

Un bouquet que tout amateur du court récit se devra de lire. *Le Figaro*

« Une prose vive, transparente, malicieuse » *La Quinzaine Littéraire*

« Une pointe de nostalgie pour le temps passé, un délire farceur sur l'ordre du monde. » *Les Nouvelles Littéraires*

**FRANÇOIS CLÉMENT**

**Les moyens les plus simples**

Nouvelles

ANNÉE POÉTIQUE  
1977  
SEGHERS



## relations internationales

## Le socialisme réunifiera-t-il le continent ?

● Jacques Huntzinger cherche comment l'Europe peut s'arracher aux tentations de l'abandon.

L'EUROPE recommencerait-elle à faire recette ? Coup sur coup, au cours des derniers mois, elle a fourni deux titres à une série d'ouvrages importants. Nous avons eu la *Poésie pour une Europe défective*, de Jean-Marie Benoist ; le *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, de Raymond Aron ; l'*Europe interdite*, de Jean-François Deniau. A défaut de qualificatif, Jacques Huntzinger ajoute au mot Europe un « s », imprimé en rouge sur la couverture de son livre, pour bien montrer qu'il a voulu parler des Européens et non pas d'une Europe unique, puisque, aussi bien, celle-ci n'a d'existence, pour le moment, que selon la géographie.

Professeur d'université et membre du comité des experts du P.S., l'auteur, qui a donné à plusieurs reprises des articles au *Monde*, s'est consacré aux relations internationales et plus spécialement aux problèmes de défense et de désarmement. Mais il est de ceux, de plus en plus rares à notre époque, qui n'ont pas peur de la synthèse. Dans ce volume, qui n'a guère plus de trois cents pages et qui est divisé, comme un manuel scolaire, en une série de chapitres, sections, paragraphes et sous-paragraphes, il a cherché à rassembler tous les éléments philosophiques, idéologiques, culturels, économiques, militaires, diplomatiques, voire historiques — de la problématique européenne.

## Un système « barbare »

Il y parle étonnamment peu des Communautés et de leurs institutions : sans doute est-ce qu'à ses yeux elles ne peuvent guère contribuer à ce qui devrait être pour lui l'ambition majeure de tous les Européens, de part et d'autre du rideau de fer : s'arracher au système Est-Ouest. Car il s'agit d'un système « barbare » coupable de perpétuer la coupure du monde en deux camps.

Huntzinger invite donc avec force les Européens à conjurer les démons de la décadence et de la résignation et à ne plus se satisfaire d'une division qui a d'autant moins de raisons d'être que les déchirures véritables « ne

sont pas entre les deux Europes, mais traversent chaque peuple du continent ». Mais n'est-ce pas là pure utopie ? Outre qu'il est convaincu qu'il n'y a pas d'union, précisément, sans utopie, l'auteur voit des raisons d'espérer dans ce qu'il appelle un « réveil général des nations européennes » dont la Yougoslavie titiste, la France gaulliste et la Roumanie de Gherghiu Dej et de Ceausescu ont montré la voie, mais qui se manifeste en fin de compte un peu partout.

Il s'y ajoute que chacun des deux empires en crise. Malgré ses prétentions socialistes, le régime de l'Union soviétique est en réalité celui de l'Etat sans le peuple, la croissance ne cesse de ralentir, la société est devenue « apathique », la contestation politique et économique se développe, l'hérésie ou le schisme menacent un peu partout dans le bloc : « L'empire soviétique devient comme l'Empire ottoman : trop grand pour être stable, il est trop faible pour être stable ». L'Occident, de son côté, est durement ébranlé, ses contradictions créent les yeux. Ni le « conservatisme » à la Chirac ni le « modernisme » à la Giscard ne sont à la hauteur des défis du monde moderne. Et cependant, « seule la démocratie occidentale constitue un chemin possible pour la pratique de la démocratie populaire : le monde de la liberté est le seul laboratoire politique des sociétés développées ».

A l'Europe de l'Ouest, il appartient donc de faire la preuve que ce qui jusqu'à maintenant n'a jamais été possible l'est devenu, en inventant, alors qu'aucune formule de ce genre n'a jusqu'à présent réussi, la synthèse du socialisme et de la liberté. Pour y parvenir, Jacques Huntzinger ne fait guère confiance, malgré le phénomène de l'eurocommunisme, qu'à une analyse attentivement aux P.C. occidentaux. Pour lui, « le communisme peut très difficilement retrouver la vérité du socialisme sans se renier lui-même. Ce n'est pas la faute de Marx, c'est la faute de Guesde, de Lénine et de Staline ». « Ce sont les partis socialistes occidentaux, malgré leurs défauts, malgré leurs limites, qui ont vocation à remettre le socialisme à l'heure du temps présent ». L'auteur appelle de ses vœux une sorte d'euro-socialisme qu'il définit comme le « développement d'une dynamique entre l'ensemble des partis socialistes occidentaux, pour renforcer les chances de construction d'un socialisme occidental tout à la fois spécifique et diversifié ».

On voit que le livre est infiniment plus ambitieux que ne le suggère son titre à la Paul Valéry ou à la Larbaud. Il l'est même peut-être un peu trop, telle ou telle affirmation de Jacques Huntzinger pouvant paraître, à l'occasion, superficielle ou discutable. Ainsi de ce qu'il dit de la dictature du prolétariat : il est vrai que l'expression est bien de Marx, mais il ne l'a employée que très rarement. C'est Lénine qui en a fait le fondement de la pratique révolutionnaire. L'auteur est-il vraiment sûr, d'autre part, que la présence de trente divisions blindées soviétiques en Europe centrale n'a d'autre but que de « satisfaire les dignitaires de l'armée rouge » ? N'est-il pas exagéré d'affirmer que le président Carter, que l'on voit si attentif de la Corée à l'Afrique, à ne pas engager les Etats-Unis dans de nouveaux conflits, a « complètement renoué avec la doctrine Truman », autrement dit avec l'acceptation délibérée de la guerre froide ?

## Un vide spirituel

Sans doute a-t-on peine, lorsqu'on n'a pas vécu soi-même les bouleversements parisiens du gouffre qui, de l'affaire d'Algérie, au début en 1948 à celle des fusées de Cuba en 1962, et au Vietnam, ont marqué l'affrontement entre l'Est et l'Ouest, à se persuader de la terrible apreté d'un conflit destiné, selon toute probabilité, sans l'existence des armes nucléaires, à déboucher sur la troisième guerre mondiale. Rétrospectivement, les passions et les psychoses qui ont marqué cette époque peuvent paraître artificielles, futiles ou morbides. Elles n'en ont pas moins profondément marqué le monde où nous vivons, contribuant aussi bien à la rapidité de sa croissance qu'à son vide spirituel et à la crise financière et économique dont il souffre actuellement.

De toute manière, c'est seulement en réaction contre ce passé que l'Europe a une chance de s'arracher, comme Jacques Huntzinger l'y invite opportunément, aux tentations de l'abandon. Comment d'ailleurs les Européens, avec les fantastiques ressources matérielles et intellectuelles dont ils disposent, pourraient-ils se résigner, eux qui depuis deux millénaires ont écrit, notamment par leurs idées, l'histoire du monde, à s'abandonner en quelque sorte de la suite de cette histoire ?

ANDRÉ FONTAINE.

★ EUROPE, Jacques Huntzinger, 320 pages, aux Editions Ramsay, 43 F.

## L'Amérique à la recherche d'une politique

● Les manières du successeur de Kissinger à l'égard des alliés ne sont pas meilleures que les siennes.

ZBIGNIEW BRZEZINSKI, jeune ami du président Carter, le rôle approximatif auquel s'employa Henry Kissinger auprès de Richard Nixon puis de Gerald Ford. D'origine catholique et polonaise à la différence de son prédécesseur dont l'origine était juive et allemande, il est comme lui de formation, de méthode et de comportement assez typiquement « universitaire américain ». Dans divers ouvrages, dont les *Mémoires atlantiques*, Henry Kissinger avait fait connaître sa pensée politique avant de l'exercer : pensée intéressante en ce sens qu'elle pouvait en être exactement le contraire. Après avoir sermonné d'importance Kennedy et Johnson pour leurs mauvaises manières à l'endroit de leurs alliés, il donna plutôt à ces derniers, dans la suite des choses, l'impression d'en rajouter en insolence et en mépris.

L'ouvrage de Z. Brzezinski rassemble des textes politiques rassemblés antérieurs à la prise du pouvoir du président Carter, et des plus critiques à l'endroit des deux précédentes présidences, dont l'inspiration en politique étrangère est constamment malmenée. Mais j'avoue que ce qui oppose Z. Brzezinski à H. Kissinger m'apparaît beaucoup moins nettement qu'à certains commentateurs, et d'autant moins nettement que l'administration Carter n'est pas en train de faire la démonstration que sa politique est très différente de la précédente.

Ainsi, parlant en 1974 des rapports des Etats-Unis avec leurs alliés, Brzezinski écrivait : « La recherche d'une confiance mutuelle et d'une égalité plus grande a fait place à un unilatéralisme croissant, avec des manifestations positives ou négatives. L'unilatéralisme enragé de Connally (alors secrétaire au Trésor) n'a pas conduit à augmenter la fréquence des consultations : il a débouché sur un unilatéralisme chronique. Les Européens ont été unilatéralement traités à l'égard des rapports économiques et à l'égard d'une déclaration commune en vue d'établir avec les Etats-Unis et le Japon un grand programme énergétique. Toutes ces initiatives, recommandables en soi (c'est nous qui soulignons), auraient été mieux acceptées si elles avaient été mieux préparées et mieux présentées, etc. » La fin de la diatribe montre que seule la forme, au fond, est en cause, et il est connu que tout candidat au pouvoir se montre toujours persuadé que, lors même qu'il ferait la même politique que celui qui l'exerce, il y réussirait mieux en y déployant plus d'habileté ou de ruse.

## La continuité des préjugés

En 1976, l'opinion de Z. Brzezinski sur l'Europe apparaît de même, et contrairement à ce que certains commentateurs voudraient nous faire croire, comme parfaitement étrangère aux réalités historiques et politiques du Vieux Continent. Bien sûr, l'auteur écrit que « la passivité de l'Amérique dans le domaine des rapports Est-Ouest et l'absence d'initiatives américaines visent à forger des liens plus étroits entre l'Est et l'Ouest n'ont fait que renforcer les craintes des Européens quant à l'exercice d'un condominium américano-soviétique, conçu pour perpétuer la position favorable à laquelle ces deux puissances sont parvenues, en évitant l'Europe de la place qu'elle occupait dans les affaires mondiales » — mais que vent-il dire au juste ?

On lit quelques lignes plus loin : « Certes, l'Amérique n'a pas d'avoir besoin d'une réelle coopération américano-européenne pour s'attaquer aux nouveaux grands problèmes du globe ; mais peut-être n'a-t-elle plus, aujourd'hui, besoin d'une Europe véritablement unie ». Puis cette conclusion qui marque assez la continuité des préjugés : « Mais on ne pourra promouvoir une semblable coopération que si l'Europe, même dans sa forme (ou son manque de forme) actuelle s'engage concrètement à tous les niveaux, aux côtés de l'Amérique et du Japon, pour trouver une solution concertée aux problèmes doctrinaux, régionaux et globaux qu'aucune des

trois régions ne peut résoudre seule. »

On sait ce qu'une telle philosophie veut dire : d'ailleurs, « une orientation, dans le domaine des affaires internationales, est nécessaire et l'Amérique seule est en mesure de la donner » (p. 215). Ainsi Z. Brzezinski a-t-il beau mettre en pièces la doctrine Nixon, ridiculiser les fantasmes metternichiens de Kissinger tout en taxant l'administration Kennedy de naïveté et en démontrant la faillite de la vieille doctrine des *White Anglo-Saxon Protestants* (WASP) qu'incarnerait encore Acheson et Dulles. Il est lui-même dans la ligne exacte des préjugés immuables d'un grand pays imbu d'une puissance et d'une supériorité dont il se fait toujours une idée quasi religieuse (Robert Kennedy parlait encore d'un droit de l'Amérique à la « direction spirituelle de la planète », en pleine guerre d'Indochine), mais qui n'a tout simplement pas de politique.

Ce serait un jeu de reprendre certains raisonnements dans le détail, ou percer le manque de maturité ou simplement l'absence de réflexion. Z. Brzezinski entonne l'habituel péan sur la victoire diplomatique et quasiment militaire que les Etats-Unis auraient remportée à Cuba à l'encontre des Russes obligés de rembarquer leurs fusées ; mais si l'enjeu était aussi le maintien du régime de Fidel Castro, qui a gagné ?

En 1971, notre auteur avancera cependant que la « subsistance politique du Sud-Vietnam, non communiste » devrait être considérée comme une victoire pour l'Amérique : les deux conflits souffrent donc sur ce terrain une comparaison qui n'est pas en faveur de la politique américaine, mais que Brzezinski se garde d'approfondir et même d'envisager.

Autre exemple de légèreté d'analyse : la modernisation et la rationalisation de l'économie soviétique, à quoi les Américains ont effectivement choisi d'ajouter depuis Nixon, « auront, lit-on,

diminué d'autant les pressions qui pouvaient s'exercer en Union soviétique en faveur des réformes ». Par hasard, Z. Brzezinski ne se serait-il pas aperçu que le franquisme était mort du développement économique de l'Espagne ?

Toutes ces illusions quant à l'équilibre des puissances que Z. Brzezinski s'est employé à dénoncer de 1971 à 1976 en cet intéressant recueil de textes — document à cet égard capital — où l'on sent à chaque page l'impénitence de faire ses preuves, on peut dire à leur lecture qu'il est loin d'en être détaché lui-même. Jean-Pierre Cot dénonce dans sa préface l'*idéologie tripartite* dont Z. Brzezinski est le chantre, mais il la définit comme une tentative réformatrice intelligente pour mieux assortir l'hégémonie américaine qui lui semble cependant minée par des contradictions insurmontables. A quel le préfacier oppose sa propre idéologie.

Je doute du remède et je songe à ce que rapporte Olivier Guichard-Thomasson dans l'admirable essai qu'il consacre ces jours-ci aux *rats-cypriotes* : « Dans une saison cre à Athènes, au cours d'un colloque sur l'avenir de la démocratie, je me souviens de Perroux-Jupiter. Il tonnait : « Les multinationales peuvent dormir tranquilles, après avoir entendu Z. Brzezinski est le chantre, mais il la définit comme une tentative réformatrice intelligente pour mieux assortir l'hégémonie américaine qui lui semble cependant minée par des contradictions insurmontables. A quel le préfacier oppose sa propre idéologie. »

PHILIPPE DE SAINT-ROBERT.

★ ILLUSIONS DANS L'EQUILIBRE DES PUISSANCES, de Zbigniew Brzezinski, préface de Jean-Pierre Cot. Editions de l'Herne, 48 F., 284 pages.

## essai

## « Angoisse et certitude »

(Suite de la première page.)

A chacun de finir la phrase. Mort de l'Être : l'angoisse. Ecoutez Maurice Schumann, grand électeur de Martin Heidegger : « J'avais à peine plus de vingt ans quand j'ai lu l'Être et le Temps, nettement plus de soixante quand j'ai refermé le livre en me disant que l'auteur voulait m'empêcher de vivre, la seconde fois en me disant qu'il voulait m'épargner de mourir. »

La vie : Malraux domine ce chapitre, un Malraux inattendu, saisi dans sa querelle avec Jacques Monod, lui-même contredit par François Jacob. C'est « la biologie moléculaire, expression nouvelle de l'antidéisme ». Dans l'agilité intellectuelle du débat ainsi restitué, cette redécouverte de l'angoisse « au point de rencontre du mythe de la science et du destin de l'homme » conclut sur « le refus du refus de Dieu ». Mallon le plus fragile peut-être de la chaîne, la démonstration débouche sur la grande interrogation, celle de la liberté.

Ici l'auteur abandonne la pure spéculation pour les exemples concrets. Deux illustrations éblouissantes : la jeunesse de Mussolini, poursuite frémissante de la liberté d'un seul, la vieillesse de Chateaubriand, recherche de la liberté de droit divin. Chacun de ces deux chapitres, par la richesse du récit autant que par la sagacité du conteur, aurait pu fournir à lui seul la matière d'un livre. Du premier, on retiendra cette définition donnée par un jeune mal : « Le fascisme, cela consiste à vouloir avec sang-froid l'anarchie du monde moral », assortie de ce commentaire : « Quelconque règne d'une liberté sans limites et sans frein porte en soi le germe du fascisme à tue-tête. » De l'autre surgit une image toute nouvelle d'un Chateaubriand hégélien qui croit en la liberté comme instrument d'un progrès indéfini, à la fois utopiste et réaliste.

Le troisième récit, consacré à « la liberté promise » s'ouvre par le Mythe de la feuille de charmillé, du philosophe Jules Lequier, penseur tragique, mort à

quarante-huit ans en 1862, que Maurice Schumann déclare lire et relire sans cesse depuis l'âge de dix-sept ans afin de ne jamais oublier, dit-il, que « le libre arbitre est la condition de la certitude ». Ce mythe, le voici, résumé : « Un enfant joue dans le jardin paternel. Il touche une feuille de charmillé. Le jeu s'arrête. La perception de la liberté surgit : cueillir ou ne pas cueillir la feuille. Pour s'assurer de son pouvoir, l'enfant arrache la feuille de charmillé. La secousse effraie un oiseau. Un épervier le saisit. « S'envoler, c'était périr... » En devenant agissant, la liberté a convoqué l'angoisse. » Alain, son vieux maître, Camus, qui publie *L'Homme révolté* l'année même de la mort d'Alain, nous ramènent la réflexion de l'auteur, qui parfois dérive vers l'historique en train de se faire, puis foin, de nouveaux rapprochements entre Thomas More et Lyssenko ; enfin, elle le conduit à formuler trois lois dialectiques minutieusement étayées et qui s'énoncent ainsi : « 1) Ne jamais croire qu'une société historique puisse se confondre avec la société idéale ; 2) Toujours croire qu'une société historique peut et doit être l'image imparfaite d'une utopie transcendante ; 3) Préserver en soi-même l'utopie nécessaire au progrès des sociétés. »

L'angoisse, c'est la dignité de l'homme. La certitude, l'espérance, pour Maurice Schumann, c'est sa foi chrétienne, une foi qu'il exprime dans le beau cri inspiré de Kierkegaard : « Un Dieu, pas de maître », et qui est sa réponse à la question de Malraux : « Quelle signification peut avoir l'histoire de l'homme s'il n'y a pas de Dieu ? » On comprend son angoisse, on envie sa certitude, on voudrait partager sans réserve son espérance. Nous voilà bien loin, n'est-ce pas, des mandats, des ministères, des partis et de la politique. L'humanisme recelait un philosophe spiritueliste. Il lui sera beaucoup pardonné parce qu'il a beaucoup cru et beaucoup espéré.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

★ ANGOISSE ET CERTITUDE, de Maurice Schumann. Flammarion, 285 pages, 28 F.

## Les Editions de L'Herne

...le seul ouvrage de référence que nous possédions sur la pensée politique de Z. Brzezinski.

Philippe de Saint-Robert  
Remarquable recueil d'essais de Z. Brzezinski.

P. M.  
La Croix - 4 Janvier 1978

On trouve dans ce livre l'exposé le plus complet de la politique globale américaine.

G. Carrat  
Le Quotidien du Peuple  
4 Janvier 1978

Comment ne pas être sensible à son plaidoyer constant pour la constitution d'une Europe puissante...

Alfred Grosser  
L'Expansion - Novembre 1977

41, rue de Valenciennes, 75007 Paris Tél. 261.25.06

## Brzezinski

Illusions dans l'équilibre des puissances

L'Herne



288 pages - 48 F

## VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE

enjeu politique

En vente partout - 10 F

## LE MONDE

mei chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être l'APPARTEMENT que vous recherchez.

## COTE VAROISE FACE A LA MER

RECHERCHONS APPARTEMENT

LOIN DE LA FOULE DANS UN GRAND PARC FLEURI - stop

LIVRABLE IMMEDIATEMENT - stop - POSSIBILITE DE LOCATION - stop

PINEDE ST GEORGES A ST MANDRIER NOUS INTERESSE - stop

Bon à retourner à la Pinède Saint-Georges, B.P. 9 - 83430 SAINT-MANDRIER pour recevoir une documentation en couleur

la Pinède Saint-Georges

Nom .....

Adresse .....

on peut apprécier le site sur place 7 jours sur 7 (face au port de Saint-Mandrier). Tél : (94) 84 97 03



# Le Monde

# culture

## LE JOUR DU THÉÂTRE

### Suspense à Saint-Étienne

Le metteur en scène Jean-Louis Thamin (l'Éclair) et l'Amie Rose au Théâtre national de Strasbourg, l'île de la raison à la Comédie-Française) a été présenté par M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, pour succéder à partir de juillet 1978 à Daniel Barenboim et à Guy Lemaire, codirecteurs du Centre dramatique de Saint-Étienne. M. Joseph Sanguin, maire (P.C.) de Saint-Étienne, a fait connaître son opposition à ce choix et s'est déclaré « attaché à la continuité de direction, car un changement porterait atteinte à la qualité du travail et au bon fonctionnement de l'entreprise ». La question est soumise au conseil des adjoints ce jeudi 23 février.

### Mission d'études à Nancy

Alain Crombecque, ancien directeur artistique du Festival d'automne, a été présenté par Jack Lang pour succéder à Michèle Kokoński, à la direction du Festival mondial de Nancy, en accord avec le maire M. Claude Coullais (P.R.). Jack Lang, fondateur du Festival, a annoncé son départ, ainsi que Michèle Kokoński qui a été chargée, avec Alain Crombecque, d'une mission d'études en vue de la réorganisation du Festival, dont les conclusions doivent être présentées le 15 avril.

### Romain-Rolland

L'Association des amis du théâtre Romain-Rolland de Villejuif organise ce 23 février, à 20 heures, une assemblée-débat au cours de laquelle seront exposées les difficultés de ce lieu de création et de diffusion, qui existe depuis quarante ans, a touché plus d'un million de spectateurs et est financé par la seule municipalité sans aide de l'État.

### On chante Milhaud à Marseille

Pour la première fois de son histoire, le Mini-Théâtre de Marseille se lance dans l'opéra. Il présente le 24 février, les 2 et 3 mars, une légende médiévale de Pierre Lantier sur un poème de Marc Berthomieu, Vers la lumière, et le Pauvre Matelot, de Jean Cocteau et Darius Milhaud. Réconcilier le théâtre et la musique, détruire les clichés caricaturaux de la trille et du contre-tout, faire connaître les compositeurs de notre siècle et prospecter le répertoire de notre temps, tels sont les objectifs du Mini-Théâtre, qui n'abandonne pas pour autant l'art dramatique et présente jusqu'au 18 mars une pièce d'Irène Horeau — abstrait et humour grimpant — dans une adaptation de Claude Roy (scénario de Théâtre de Poche) : le Premier.

### Douai interroge l'Allemagne

Au centre d'action culturelle de Douai, on interroge le quotidien, le nôtre et celui de l'Allemagne — modèle de puissance et de discipline, terre de violence, — pour comprendre ce qui se passe au-delà des légendes. Le 24 février, à la maison des jeunes, une lecture spectacle de Concert à la carte — description minutieuse et musette de la vie machinale d'une femme que la solitude amène tout doucement au suicide — prépare aux représentations de cette pièce de Kröller qui auront lieu les 23, 24 et 25 mars. Elles seront suivies de débats et le 30 mars, le chancelier allemand Volker Schlöndorff est attendu. Il parlera de la société allemande aujourd'hui.

La directrice du Théâtre de Douai, comme sous le nom d'Oléa, et morte mardi soir 21 février, dans un théâtre, d'une crise cardiaque, l'âge de soixante-quinze ans. Présidente du spectacle pendant une année, elle avait succédé à son ami, Raoul Armand, mort il y a un an, à la direction de l'établissement.

RECTIFICATION. — « Le Grand cirque » (Gallie, Benoit), dont nous avons publié un compte rendu dans le Monde du 24 février, coûte 297 francs, et non 27 francs, comme une erreur matérielle nous l'a fait écrire.

## Théâtre

### « En attendant Godot », à l'Odéon

Depuis combien de temps Roger Blin a-t-il fait découvrir à l'Odéon « En attendant Godot » ? Le sens de la question se défait sous les coups que Beckett porte au temps. Son œuvre stagne dans l'attente d'un monde « qui n'en finit pas de finir ». Aujourd'hui on abrège, on dit Godot comme s'il n'était même plus besoin de prononcer le mot-clé : attendre. « L'acte d'attendre en tant qu'aspect essentiel et caractéristique de la condition humaine » est le thème de la pièce. L'attente, le temps immobile tandis que les corps s'usent, que les cellules meurent, que l'oubli déforme le passé, tandis que l'énergie s'épuise en gestes obsessionnels, en phrases répétées au cœur d'un cercle fermé, un désert de Tartarus.

On dit Godot parce qu'il faut bien donner un nom au mystère, à ce qui est ailleurs, inaccessible, pour ne pas sombrer. Dieu, l'amour, la mort, le pouvoir, le paradis, l'enfer, chacun son Godot qui ne ressemble à aucun autre. Et peu importe quel est celui de clochards de Beckett.

Ils ont cessé d'espérer, ils ne font plus que s'interroger. C'est pourquoi ils doivent attendre ou reculer.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que le pessimisme pervers de Beckett ait d'abord été refusé : l'instinct de conservation à tout prix. Ce qui plus tard a été accepté, c'est la vérité fragmentaire, mais douloureuse, que le feu ou la froidure sur un nerf à vif, mais indélébile, universelle ? Il n'y a rien d'étonnant, donc, que « En attendant Godot » se soit insinué dans la mémoire collective et fin par devenir un classique. Rien d'étonnant que la Comédie-Française de mande à Roger Blin de le lui offrir. Elle pourrait ne pas s'arrêter là, continuer avec les Nègres et tant d'autres qui seraient moins bien nés sans lui. Elle pourrait se fier à lui pour découvrir le répertoire contemporain qu'elle envisage à l'Odéon.

Le luxe n'a pas détourné Roger Blin de sa rigueur aristocratique. Le décor de Matthias, c'est encore

et seulement, dans un univers gris, un arbrisseau sec aux branches grises et tordues, des doigts de vieillards arthritiques. Sur ce gris de pierre tombale s'inscrivent les comédiens. Francis Châtelet, Jean-Paul Rousillon et Michel Amont sont Estragon et Vladimir, ils comme un couple très ancien chez qui la résignation est une forme d'amour. Leur complicité s'évalue jusque dans leurs différences. Ils ont des gestes décomposés, cassés qui poussent le naturel du quotidien jusqu'à celui d'une danse barbare et pulsante, juste à côté du grotesque. On pourrait être paralysé au jeu clownesque. Ils ne suggèrent, dans le dessin, comme s'ils le prenaient pour le dévier dans le tragique d'un encre, l'air des visages d'une tendresse irrésistible qui se rétracte, repoussée par une ombre ironie, des qu'ils sentent, un couple trop ancien pour être encore du pouvoir de l'amour sur l'angoisse.

Il faut voir Jean-Paul Rousillon assis, le buste penché, les mains pendantes, endormi d'un sommeil sans repos, corps abandonné, fessées lourdes flottant dans d'épaisses eaux mortes. Il faut voir Michel Amont fur les revues, embourbé d'une force inutile, vieux dans un corps jeune, hacher ses phrases comme s'il voulait briser sa peur. Ils portent en eux un désespoir cynique d'éternels orphelins qui se jouent des comédies d'adultes. Tout ce que la vie impose, les allers-retours des rapports de forces dans tous les domaines, relations, affectives, sociales, politiques, est joué avec une maîtrise, avec une sécheresse déconcertante. Le pathétique n'a pas droit de cité, ni le mépris. Estragon et Vladimir, deux têtes de rideau se balancent, la dignité indéchirable des hommes.

Alors on est rejeté violemment en soi-même. On sent sans trop savoir, sur le point d'être déçu. Et dehors, rue de Rivoli, passe une image : trois clochards assis, serrés l'un contre l'autre. Ils se tiennent par la main, pour ne pas ensemble, pour avoir moins froid, tout simplement pour regarder rouler les voitures. Beckett.

COLETTE GODARD.

★ Odéon, 20 h. 30.

### SARAH BERNHARDT AU T.P.N.

### Un spectacle « chichois »

Sarah Bernhardt, vieille dame indigne, retourne le temps comme un long gant, et fabrique avec ses souvenirs des bouquets d'artifices et de sincérité. L'idole de nos aïeux dans sa gloire immortelle, le dernier des monstres sacrés et la première des saintes, reine du pacotille à la charnière de deux siècles, sous le regard de la Belle Époque et sous celui de Marx, vient vers nous portée par les vagues de la comédie musicale style rock.

Peut-être parce qu'il s'agit d'elle, la dame du temps jadis, ressurgit un vieux mot, plus qu'un emploi, « chichois ». Aujourd'hui on dirait plutôt « ringard » mais la différence est sensible. Si, aujourd'hui, l'étriquette « ringard » peut prendre une connotation de marginalité, d'origine, le mot désigne le comédien dont tout le monde oublie le nom, qui se décripète dans les tournées poussées

reuses et les matinées chahuteuses en attendant sa chance. C'est le Michel Simon à Pont-sur-Seine, le Michel Simon à Pont-sur-Seine, le Michel Simon à Pont-sur-Seine, c'est à dire le Michel Simon à Pont-sur-Seine, c'est à dire le Michel Simon à Pont-sur-Seine.

A l'origine, la connotation première de ringard est « naïveté », tandis que « chichois » véhicule quelque chose de plus trouble, la contrefaçon appliquée, pauvre, maladroite de modes plus ou moins démodées. Les M. Perrichon, les bourgeois de vaudeville qui s'empressent dans les belles manières, et révoltent de l'extérieur pour leurs enfants, sont des caractères de chichois. Sarah Bernhardt d'Alexis Tkoï et de Claude Chetvier qui balance entre la contrefaçon et l'idole de Pont-sur-Seine et de Vierge du groupe T.S.F. est un spectacle chichois. — C. G.

★ Théâtre Paris-Nord, 20 h. 30.

## Notes

### Cinéma

### « IL ÉTAIT UNE FOIS... LA LÉGION » de Dick Richards

Le romantisme de la légion étrangère, dont les hommes perdus se rachètent dans les combats contre les « rebelles », est un thème qui a séduit les cinéastes pendant les années 30. Dick Richards a reconstruit ce romantisme comme dans « Il était une fois », il avait reconstruit dans l'atmosphère d'époque, celui du film noir.

Cela ne l'a pas empêché de transformer quelque peu la mythologie du genre, en portant, sur ce monde « rebelle », un regard moderne. Au Maroc, en 1919, un officier légionnaire (américain, il est vrai) chargé de protéger un chantier archéologique s'oppose au colonialisme européen. La France, pour sauver la paix, tandis qu'El Krim, le chef dissident, réalise l'union des tribus arabes. Les rapports de ces deux personnages, interprétés par Gina Lollobrigida et Jan Holm, constituent ce qu'il y a de plus original dans le film. Par ailleurs, Dick Richards retrouve la tradition hollywoodienne dans l'attitude du châtiment, « un monde de braves » experts.

Le reste, l'histoire du vol d'un objet sacré, la part du rêve amoureux, apporte la part du rêve amoureux, apporte la part du rêve amoureux, apporte la part du rêve amoureux.

JACQUES SICHER.

★ U.G.C. Odéon (V.O.) : Berlioz, Moniparasse 21, Gaumont Ambassade, Gaumont Convention, Wepier Pathé, Gaumont Gambetta (V.F.).

« HARO ! » de Gilles Béhat

Les producteurs français prenant de moins en moins de risques, Gilles Béhat, comédien passé à la réalisation, a tenté son premier long métrage en coopération, avec ses techniciens et ses acteurs. Le système est tel qu'il ne laisse guère aux cinéastes qui ont quelque chose de personnel à dire d'autre façon de s'exprimer.

Loin des modes parisiennes, « Haro ! » est un film où se manifeste le style lyrique d'un conteur populaire. Un village du centre de la France, dans les années 30, l'éclatement de la guerre pesant sur des hommes saisis au milieu et des

fémines en deuil, la difficile réadaptation à la vie « normale » : Voilà, retrouvés, tous les pouvoirs du roman régionaliste où des personnages affamés de liberté et d'amour s'opposent à l'ordre et à la loi pour vivre en harmonie avec la nature et leurs instincts.

Parsons sur certaines faiblesses dues au manque d'expérience. La description des comportements et l'atmosphère d'un milieu paysan, sont rendues avec une force convaincante. Laurent Malet, jeune acteur en sa première œuvre, s'engage aux côtés de Jean-Claude Bouillon, Valérie Mairesse et Nathalie Courval. — J. B.

★ Pantheon, Balzar, Madeleine, Studio Raspail, Clichy-Pathté.

### Photo

### « ILES » de Janie Gras

Janie Gras présente à la Galerie Contrejour une série de photos auxquelles elle a donné un titre général : « Iles ». Janie Gras, dont a voyagé à Grèce et au Portugal, peu importe, et comme les gens qui voyagent, elle a emporté son appareil photo et elle a appuyé sur le déclencheur quelque chose qu'elle ne voit pas : objets à déplaçés, mouvements humains, rassemblements et dispersions ; quand, en regardant dans son viseur, il lui semblait possible de dépasser un espace et d'y faire surgir un semblant de situation, soit anecdotique (le marchand ambulancier sur un quai de gare, la femme qui prend un bain de soleil sur sa terrasse), soit graphique (le litse blanc tendu). Le soleil rendait toute surface écarlate. Et l'œil était aux aguets, pour un qui, pour un rien, e de toutes pièces « le déplacement est l'exceptionnel ».

Se pose au retour de vacances le problème du choix : sur les photos-contacts, que garder, que faire tirer ? Et, si l'on a suffisamment bonne opinion de son carnet de voyage, pourquoi ne pas le montrer ? Pourquoi ne pas l'exposer ?

NERVE GIBBERT.

★ Galerie Contrejour, 19, rue de l'Œuvre, Paris (14<sup>e</sup>).

En hommage au chanteur Woody Guthrie, mort il y a onze ans, un spectacle est organisé au Stadium les 23 et 24 février, à 21 heures, et à la maison de la culture du Havre, le 25 février, en matinée et en soirée, avec la participation de « Green » Altwright, Steve Waring, Roger Mason, Derrell Adams, Sammy Walker.

### Variétés

### EMMYLOU HARRIS

Derrière ce nom des grandes chansons américaines, Emmylou Harris, qui fait lundi soir au Théâtre Mogador, avait déjà présenté un concert l'an dernier au Théâtre des Champs-Élysées, et on connaît bien maintenant son passé, c'est-à-dire sa collaboration avec le jeune chanteur de country-rock Gram Parsons mort prématurément il y a deux ans, sa participation à la Rolling Thunder Review en 1976 et ses albums (quatre) réalisés depuis 1973, qui l'ont imposée dans ce qu'on peut appeler la country moderne avec des chansons de Merle Haggard, de Waylon Jennings, de Hank Williams, de Gram Parsons, de Chuck Berry, ou encore composées par elle-même.

Emmylou Harris n'a pas un espace musical très marqué, mais elle a une voix, avec une belle et douce ligne, Carrer (et sa musique venue des Appalaches dans les années 30) qu'elle a su rendre son rock-country contemporain. Très belle, la chanteuse-guitariste fait du beau travail dans la chanson folk tendue de country comme dans la ballade limpide, chantée soûlement, avec parfois un accompagnement réduit à la guitare acoustique, à un harmonica, à une seule voix. Emmylou Harris ne donne que du plaisir et de l'émotion.

CLAUDE FLEOUTER.

★ Dernier album : « Quarter moon in a ten cent town » chez W.E.A. Philips/Music 5943.

### OLYMPIC ENTREPOT

« Un film rare, précieux, inoubliable » P. COLLIN, SILE



GILIAP un film de ROY ANDERSSON

## Danse

### Le « Roméo et Juliette » de Youri Grigorovitch

Curieuse idée qu'a eue l'Opéra de demander à Youri Grigorovitch, le chorégraphe soviétique de « Spartacus » et de « Ivan le Terrible », de remonter une version prétendue toute neuve pour le « Roméo et Juliette » de Prokofiev. Car la soirée du mercredi 22 février nous a présenté un énorme pensum, d'une indigence chorégraphique insigne, abominable, même mélo dans la forme et sans aucun respect dans le fond pour l'inspiration shakespearienne, ce qui est tout de même le comble pour la plus universellement connue des légendes d'amour. Je me souviens avoir vu et revu, avec une émotion chaque fois plus forte, la version originale signée Léonide Léonov, que le Bolchoï avait venu interpréter à l'Opéra en 1958, et je garde encore sur la scène la vision de rêve de l'admirable Galina Oulianova cambrée à bout de bras par son partenaire Youri Idanov. Pourquoi, vingt ans après, ce laborieux « remake » devant des rideaux noirs où les « masques » supposés être de Vénus ne sont jamais les deux amoureux ? La première partie annonce tout de suite le désastre : une pavane d'une lourdeur accablante au bal Capulet suivie d'une débauche de fouettés par Juliette puis par Mercutio et conclue par un marathon de grands jets qu'exécute Roméo avant que celui-ci ne joue la scène du balcon — que tout amoureux a eue au moins une fois — au fond d'une cuve. La deuxième partie commence par la scène des duels : d'abord la demi-finale Tybalt-Mercutio, ensuite la finale Tybalt-Roméo, sans autre relief que les agonies interminables des deux victimes et leur bizarre trépas les jambes en l'air. Des volets en noir et des gardes en crêpe s'empresment d'effleurer de foire l'excellent chef du Bolchoï, Algis Juraitis. Des hou-hou bien sentis ou rideau final aussitôt submergés par les bans rituels de la brigade des acclamations.

OLIVIER MERLIN.

### Le FIC sept ans après

Les Cahiers de la culture et de l'environnement, mensuel publié par le ministère, consacrent un numéro spécial au Fonds d'intervention culturelle, organisme inter-ministériel créé en 1971 pour lancer ou soutenir des expériences nouvelles de culture, en coopération avec les différents ministères intéressés, d'une part, et les collectivités locales de l'autre.

Doté d'un budget annuel de l'ordre de 15 millions de francs, il a financé en sept ans cinq cent soixante-cinq opérations (dont cent trente pendant deux ans, cent cinquante pour lesquelles il a versé environ 96 millions de francs, soit 24,6 % du budget global de ces actions, les ressources complémentaires provenant des divers ministères (36,7 %), des collectivités locales (25,9 %) et de fonds privés (10,7 %).

Si l'on exclut l'année 1977, 10 % seulement des opérations ont échoué, 15 % sont en cours de réalisation, 85 % vivent encore. Paris et la Région parisienne ont financé cinquante-trois interventions, 23 millions. Rhône-Alpes (cinquante-deux interventions, 7,2 millions), Provence-Côte d'Azur (64 interventions, 6,2 millions) ont été les principaux bénéficiaires.

Dans un editorial, M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, rappelle que depuis 1977 les nouvelles orientations du FIC s'ordonnent autour d'une triple perspective : l'accès de chacun à la culture, la reconnaissance du pluralisme culturel, le développement concerté au niveau local.

Lors de sa dernière session, mardi 21 février, le comité inter-ministériel, qui se réunit trois fois par an pour attribuer les subventions, a approuvé soixante-cinq opérations (dont cinquante-quatre nouvelles), dont le budget global est d'environ 35 millions de francs, la participation du FIC étant de 6,5 millions, soit 25,5 % du total. Ces opérations répondent aux trois orientations définies en 1977.

Trente-sept se proposent de « favoriser la démarche de chacun vers la culture » : c'est le cas notamment de l'introduction d'ateliers d'expression artistique dans des centres de loisirs et de vacances (Essonne, Charente-Maritime) et dans des musées (Arles, Paris), de tentatives d'animation dans des bibliothèques (Cant, Cambray, Castres, Chaville, Evry, Metz, Bas-Rhin) et des musées (objets gallo-romains dans l'Oise, arts et traditions populaires en Basse-Normandie), de la création d'un centre d'initiation à l'art lyrique pour les jeunes à l'Opéra de Paris.

Vingt-six opérations tendent à « reconnaître le pluralisme culturel » : parmi celles-ci, l'année des châteaux et villages en France-Comté, la mise en place d'ateliers musicaux en Corse, des recherches en Alsace sur les jardins familiaux, en Bretagne sur la mémoire collective de Saint-Brieuc et sa région, en Languedoc-Roussillon, par le Théâtre de la Carrière, sur les fêtes et carnavaux traditionnels, en Auvergne, par l'équipe d'Olivier Fédier, sur le village d'Hérisson, et des rencontres européennes sur la ruralité à Fontevraud.

Enfin, et toutes les opérations visent à « favoriser l'action culturelle concertée au niveau local », sept d'entre elles sont conclues dans le cadre d'une charte culturelle, d'un contrat de pays ou d'un parc naturel.

## Vente

### POUR L'ÉGLISE DE LE CORBUSIER A FIRMINY

Des œuvres données par Miro, Dubuffet, Léonor Fini, Étienne Martin, Le Moai, Manessier, Slahly, Vasarely, César, Arman, seront vendues aux enchères en novembre à Beaubourg, le 25 février prochain, pour l'achèvement de l'église de Le Corbusier à Firminy (le Monde du 14 janvier).

L'architecte avait travaillé à cette œuvre, dont les plans étaient terminés en 1962, jusqu'à sa mort en août 1965. Interrompu l'année même de sa disparition, le chantier a été repris récemment par la ville de Firminy qui possède déjà un ensemble architectural de Le Corbusier avec, notamment, une maison de la culture et une unité d'habitation. Deux millions et demi de francs sont nécessaires pour mener à bien la construction de l'église.

D'autre part, la bibliothèque de la Fondation Le Corbusier, square du Docteur-Blanche, à Paris, est fermée provisoirement au public pour des raisons de réorganisation. Toutefois, la villa Le Corbusier, construite par Le Corbusier, reste ouverte au public les mardis, mercredis et jeudis, de 14 heures à 17 heures, sauf les jours fériés, au 10, square du Docteur-Blanche, à Paris-16.











# RADIO-TÉLÉVISION

## ELLE S'EST TOUTES

Louis Pauwels nous montrait, mercredi soir, sur TF1, après la diffusion de la seconde partie de l'adaptation du roman de Montherlant, les coupures de presse qui ont accueilli au cours des années 30 la sortie des quatre volumes des Jeunes Filles. Nous venions justement de quitter un Costello radicalement débarrassé de ces « crampes » de cas « pots de colle », les Dandilots, les Jacquemont, tous jours pendus au téléphone : « Moins de décroche, plus elles s'accrochent ». Et on avait beau leur, on était renversé par l'enthousiasme qui se manifestait un peu partout avant la guerre, ce cri mille fois répété d'admiration et, oui, de libération. La force créatrice du mal, la jubilation virile, s'échappaient à tous les pouvoirs, tous les droits. On en était dans le temps du néprisme.

Les femmes, des femmes célèbres, il y en a eu aussi pour crier « bravo ! ». Elles n'étaient pas toutes, apparemment, taillées sur le modèle sévère arondissement de la charmante Solange et de sa chère maman. Ces femmes elles-mêmes s'interro-

geaient à longueur de colonnes pour savoir s'il convenait de « tanner » — le cite — un homme qui refusait de vous épouser.

Rien à redire donc à la mise en images réalisée pour TF1. Encore une fois, elle est parfaite, bien jouée, bien dirigée, beaux décors, beaux extérieurs ; il n'y a pas une virgule à changer ; on ne peut rien trouver de plus fidèle à l'esprit et à la lettre de l'ouvrage. Un régal, sûrement, pour l'amateur.

Cependant, à la lumière de ce que l'on voit aujourd'hui et plus particulièrement au cinéma (je pense à l'adorable Dandilote, à sa sensibilité pudique, on mesure tout le chemin parcouru pour remonter, depuis la dernière guerre, la pente ténébreuse, pour échapper aux discriminations faites de généralisations, d'idées reçues et emphases, à partir d'incroyables prototypes : les Noirs, les femmes, les vieux... Barrière mille fois plus résistante que bien des barricades.

CLAUDE SARRAUTE.

## JEUDI 23 FÉVRIER

### CHAÎNE I : TF 1

Les personnels C.F.D.T. de Radio-France ayant déposé un préavis de grève pour ce jeudi de 0 heure à 24 heures, les programmes de France-Culture, France-Musique et France-Inter pourraient être perturbés.

18 h. 24. Pour les petits : 18 h. 32. L'île aux enfants : 18 h. 55. Feuilleton : La passagère : 19 h. 15. Une minute pour les femmes : 19 h. 43. Eh bien... raconte ! 20 h. Journal.

20 h. 30. Feuilleton : La filière : 21 h. 30. L'événement (spécial élections) : M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates-sociaux, et M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C. : 22 h. 30. Allons au cinéma. 23 h. Journal.

### CHAÎNE II : A 2

18 h. 25. Isabelle et ses amis : 18 h. 40. C'est la vie : 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45. Jeu : Les six jours d'Antenne 2. 20 h. Journal.

**JULIEN CLERC**  
ENREGISTREMENT  
PUBLIC  
TRIPLE ALBUM C 154-14491/92/93  
et Coffret 3 Musicassettes  
PATHE MARCONI

20 h. 35. Le grand échiquier : Julien Clerc, par J. Chancel.

20 h. 40. Yvonne Samson, Brigitte Senger, Gérard Depardieu, Coluche, Mary Marquet, Alain Souchon, Zoua, Stéphanie Wondel, les comédiens et M. Moreau et M. des Castells, le grand orchestre du Splendid et l'ensemble de musique de chambre de Bernard Thomas.

23 h. 15. Journal.

### CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes : 19 h. 5. Emissions régionales : 19 h. 40. Scènes de la vie de province : La femme en montagne (prod. FR3 Nice) : 20 h. Les jeux.

## VENDREDI 24 FÉVRIER

### CHAÎNE I : TF 1

12 h. 12. Jeu : Réponse à tout : 12 h. 26. Les aventures du Monsieur Lemet : 12 h. 34. Midi première : 13 h. Journal : 14 h. 25. Emission du C.N.D.P. : Cousins, cousines.

14 h. 55. FILM : Le Dernier Tiersce, de R. Potier (1964), avec O. Versois, M. Noël, M. Le Royer, R. Souplex, D. Moreno, J. Richard (N.J.).

16 h. 15. Pour les jeunes : Spécial vacances : 16 h. 51. Nous sommes Lapous : 17 h. 8. Des films animés : 17 h. 55. A la bonne heure : 18 h. 25. Pour les petits : 18 h. 30. L'île aux enfants : 18 h. 55. Feuilleton : La passagère : 19 h. 15. Une minute pour les femmes : 19 h. 43. Eh bien... raconte ! 20 h. Journal.

20 h. 30. Au théâtre ce soir : Monsieur chasse, de G. Feydeau, avec M. Roux, W. Sabatier, Fr. Fleury, Y. Godeau.

20 h. 40. Horricé aime Léontine, Léontine aime son mari, le mari de Léontine aime Mme Cascaeno. Bruissement, des petits chats viennent tout gâter.

22 h. 20. Magazine musical : La musique est à tout le monde (avec l'orchestre de la Garde républicaine).

23 h. 50. Journal.

### CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional : 13 h. 50. Feuilleton : Le dessous du ciel : 14 h. 3. Aujourd'hui madame : 15 h. Série française : Dossiers d'urgence : 15 h. 59. Aujourd'hui magazine : 17 h. 55. Feuilleton : Les poètes et leurs images : 18 h. 25. Isabelle et ses amis : 18 h. 40. C'est la vie : 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45. Jeu : Les six jours d'Antenne 2. 20 h. Journal.

20 h. 30. Feuilleton : Les Egyptiens : 21 h. 30. Emission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot. (Le boire et le manger).

20 h. 40. M.M. Brichard (Papa Brichard, vigneron du Beaujolais) : J.-B. Chaudet (Marchand de vin) : J. de Coqueret (Lettre aux gourmets, aux gourmets, aux gourmets, et aux gourmets sur leur comportement à table et dans l'intimité) : P. Trol-

## TRIBUNES ET DÉBATS

### JEUDI 23 FÉVRIER

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., répond aux questions des auditeurs, au cours du magazine « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h. 15.

M. Jean Lecanuet, président du C.D.S., et Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C., se rencontrent au cours de l'émission « l'événement », sur TF 1, à 21 h. 30.

### VENDREDI 24 FÉVRIER

Marcel Paganelli interroge M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, et Christian Gouz, membre du comité directeur du P.S., à propos de la politique économique française, sur R.M.C., à 18 h. 20.

M. Fernand Izart, ministre de l'équipement, intervient sur R.M.C., à 18 h. 30.

M. René Pluquet, membre du bureau politique du P.C., et Mmes Simone Veil, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, et Edith Cresson, membre du secrétariat national du P.S., débattent de la politique sociale, sur Europe 1, à 19 heures.

Un débat réunit M. Alexandre Sanguinetti, membre du bureau du R.P.R., Georges Sarre, conseiller municipal (P.S.) de Paris, Henri Malberg, membre du comité central du P.C., et André Diligent, secrétaire général du C.D.S., sur France-Inter, à 19 h. 15.

## FOOTBALL

### UN PUZZLE POUR LA FIN DE SAISON

C'est un véritable puzzle qui est proposé aux amateurs de football. Les terrains encore enneigés ont entraîné le report de deux nouveaux matches de Coupe de France, mercredi 23 février : Reims-Tours et Strasbourg-Bastia. Douze rencontres ont néanmoins pu être jouées, dont une pour le compte du champion.

En Coupe de France, on connaît désormais neuf des seize qualifiés pour les huitièmes de finale. Il s'agit que cinq clubs de première division (Bordeaux, Marseille, Monaco, Nancy et Valenciennes) et de quatre de deuxième division (Angoulême, Dunkerque, Lille et Martigues). La seule surprise est venue de Nîmes, où Dunkerque a obtenu un match nul (1 à 1) et s'est qualifié grâce à ce but marqué sur terrain adverse.

Cinq matches « retour » restent à disputer : Luc-Nantes (25 février), Paris S.G.-Nice (26 février), Ajaccio-Viry-Châtillon (26 février), Reims-Tours (26 février), Metz-Red Star (14 mars). Quatre clubs n'ont pas encore pu disputer leurs matches « aller » : Sochaux et Saint-Etienne, d'une part ; Sochaux et Saint-Etienne, d'autre part. Ces deux derniers clubs joueront à Sochaux le 2 mars et à Saint-Etienne le 14 mars.

Pour résoudre le problème de calendrier qui pose désormais Bastia — qualifié en Coupe d'Europe, et qui compte aussi deux matches de championnat en retard — Michel Hidalgo a dû supprimer le stage de l'équipe de France, prévu au Touquet du 13 au 16 mars, et a accepté de ne pas sélectionner de joueurs corse ou strasbourgeois le 8 mars contre le Portugal. Les rencontres entre les deux clubs sont fixées au 25 février à Strasbourg et au 7 mars à Bastia.

Pour le compte du championnat, Saint-Etienne a battu Rouen par 2 buts à 1, mais après Dominique Bathenay, Dominique Rocheteau a dû quitter le terrain à la suite d'une entorse et Christian Sarrazin a été victime d'une fracture du tibia de la jambe droite. A cause de la Coupe de France, quatre matches de la prochaine journée de championnat seront reportés : Paris S.G.-Nantes, Bastia-Troyes, Strasbourg-Marseille et Laval-Nice.

Trois équipes nationales qualifiées pour la Coupe du monde ont gagné des rencontres amicales, le 22 février : la République fédérale d'Allemagne par 2 à 1 contre l'Angleterre, à Munich, l'Ecosse par 2 à 1 à Eglwistown, à Glasgow, et les Pays-Bas, toujours sur le même score, contre Israël à Tel-Aviv.

**COUPE DE FRANCE**  
(seconde manche de finale)  
Matches « aller »

Nantes b. Lucé ..... 2-1  
Red Star et Metz ..... 2-2

Matches « retour »

Marseille b. Troyes ..... 2-3  
Monaco b. Fontainebleau ..... 5-1  
Valenciennes b. Avignon ..... 2-0  
Bordeaux b. Limoges ..... 2-0  
Nîmes et Dunkerque ..... 1-1  
Nancy b. Saint-Brieuc ..... 3-0  
Angoulême b. Arles ..... 2-0  
Lille b. Saint-Dizier ..... 1-0  
Toulouse et Martigues ..... 0-0

Entre parenthèses figurent les scores des matches « aller ».

## CARNET

### Naissances

Mme Jean Baylot, en union avec son mari décédé, a la joie d'annoncer la naissance de son premier enfant, Alexis, chez Annie et Lolo TROADEL, le 23 novembre 1977.

Sophie, chez Françoise et Alain CLOUZET, le 17 février 1978.

Brigitte et Robert ETIEN ont la joie d'annoncer la naissance de leur premier enfant, Clément, le 21 février 1978.

31, rue Damrémont, 75018 Paris. Cité Salerni R.18, Bains Romains, Alger.

### Décès

M. et Mme Wilfred Lassy, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Pierre Azerad et Robert, ont la douleur d'annoncer le décès de :

Mme Robert AZERAD, née Amélie Esnault, survenue le 20 février 1978, dans sa quatre-vingt-cinquième année. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. La famille vous prie de l'excuser de ne pas recevoir.

46 et 48, avenue Paul-Doumer, 75018 Paris.

23 bis, avenue Niel, 75017 Paris.

L'Ordre Souverain du Temple Solitaire fait part du rappel à Dieu de son grand Législateur, CHARRIER-BERTHIER, survenue le 16 février 1978.

« Une voix a été dans le désert du monde. »

Joseph BLOCH a été atteint de l'affection de sa famille et de ses amis le 11 février 1978.

Son inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité. De la part de : M. et Mme Jean-Edouard Bloch, et son épouse, Pierre Bloch et son épouse, Marie-Pierre Baret, Françoise Marchand.

A ses frères et sœurs se joignent les membres de la famille et tous ses amis.

M. et Mme Emile Bruguière, son épouse, Sœur Jeanne Bruguière, M. et Mme André Bruguière, M. et Mme Alain Bruguière, M. et Mme Joël Bruguière, M. et Mme François Catara, Mlle Pascale Bruguière, Arnaud, Olivier et Caroline Bruguière, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Emile BRUGUIÈRE, survenue le 18 février 1978, dans sa quatre-vingt-cinquième année. La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale le mercredi 22 février 1978, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, à Aubais (Gard).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Dorfmann-Effantin, M. et Mme Jacques Menard, à Paris, M. et Mme Jacques Belorgey, à Crest, M. et Mme Lucien Dorfmann, à Fes, leurs enfants : Laurence et Amélie Menard, François Belorgey, Xavier Dorfmann, ses petits-enfants, Mme Effantin, sa belle-sœur, M. et Mme Michel Effantin et leurs filles, M. et Mme Jean-Pierre Brun et leurs enfants, M. Claude Effantin et ses filles, M. Rodolphe Gulland, professeur honoraire à la Sorbonne, spécialiste de Byzance,

Ses sœurs, ses neveux, qui sont au loin dans le monde, ont la douleur de faire part du décès de :

M. le docteur Marcel DOREMAN, médecin généraliste de la faculté de Paris, survenue le 1er février 1978, en son domicile, dans sa soixante-quatrième année.

Requiescat in pace. De profonds saluts à sa famille.

Maubert, 38701 La Tronche, Montréal (Canada).

Mme Pierre Giroud a la vire douleur de faire part de la mort soudaine de son fils unique, le docteur Claude, Jean-Pierre GIRON, professeur de médecine expérimentale à l'université McGill (Montréal), le 9 janvier 1978 au Yucatan, Ile de Cancun (Mexique).

M. et Mme Gubison, de Paris, Mme Esyag et Mme Benassayag, de Caracas, M. et Mme Albert Siau, de La Plèche, et leurs enfants, M. et Mme Siau, de Massy, et leur fille, M. et Mme Lucien Siau, de Chartres, et leur fille, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de leur neveu et mère, Mme Veuve ELIE SICSU, née Aïe Benassayag, survenue dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu à Massy, le 13 février 1978, dans la plus stricte intimité.

Le docteur et Mme Pierre Solignac, Dr Catherine, Denis, Antoine et Vincent, Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la mort de leur fils et frère, François SOLIGNAC, décédé accidentellement le 9 février 1978, à l'âge de vingt-quatre ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le 14 février 1978, à Coulonges-les-Sablons (Orne).

On nous prie d'annoncer le décès de :

M. Robert WIBAUX, survenue le 20 février 1978. Les obsèques ont eu lieu à Condeux, le 23 février, dans l'intimité familiale.

De la part de ses enfants : M. et Mme Daniel Wibaux, M. et Mme Pierre Wibaux, M. et Mme Sylvain Wibaux, Et de ses petits-enfants, 6, rue Chomel, 75007 Paris.

### Remerciements

— Profondément touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de :

M. René RICHARD.

Mme René Richard et toute sa famille prient tous leurs amis qui, par leur présence ou envois de messages, se sont associés à leur peine, de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

### Anniversaires

— Pour le septième anniversaire du décès de :

Georges MEYER, président des officiers honoraires, Torre, Air, Mer, une pensée est demandée à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

### Messes anniversaires

— Pour le trentième anniversaire de sa mort à Dulat, le 1er mars 1948, une messe sera dite en l'église Saint-Louis des Invalides, mercredi 1er mars 1978, à 18 h. 30, à la mémoire du :

Lieutenant-colonel GABRIEL BRUNET DE SAINTE, ancien commandant de la 13e demi-brigade de Légion étrangère, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération.

### Avis de messe

— La messe pascalle des « X » sera célébrée le mercredi 8 mars, à 19 h., en l'église Saint-Etienne-du-Mont.

### Communications diverses

— M. Alain Fohar, président du Sénat, a remis mercredi les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à M. Kurt Diekhoff, président du directoire de Mercedes-Benz-France.

« Indian Tonie » et SCHWAFES Lemon : les deux jacks SCHWAFES de bien traiter sa soif.

**JACQUES CHANCEL**  
LE TEMPS D'UN REGARD  
VIENT DE PARAÎTRE  
Hachette Littérature

**LATREILLE**  
QUINZAINE  
DE L'IMPERMEABLE  
style-30 ans-classique  
du 14 au 28 février  
62, R. St-ANDRÉ-des-ARTS - 6°  
PARKING ATTENANT À NOS MAGASINS

**CONTREX**

مركز الامم المتحدة



## Le Monde

## Société

## DEUX VERDICTS

## ● ROUEN : douze ans de réclusion pour une « mère indigne »

De notre correspondant

Rouen. — Hugo, Camus, Kafka : les références littéraires ont été nombreuses au cours du procès de Sylvie Joffin, qui se tenait mardi 21 et mercredi 22 février devant les assises de la Seine-Maritime. La gravité des faits, leur absurdité, leur complexité autorisaient, si on était loin de la fiction romanesque lorsque les jurés, rendant leur verdict, ont condamné Sylvie Joffin à douze ans de réclusion criminelle.

Sylvie Joffin a donc été reconnue coupable du meurtre de ses deux enfants, François-Xavier, quatre ans, et Sébastien, deux ans, qu'elle avait laissés seuls quinze jours durant dans son étroit appartement de Dieppe (le Monde du 6 avril 1977). Coupable, en tous les cas, de « privations à enfants de moins de quinze ans avec intention de donner la mort et l'avait entraînée », comme l'indiquait l'acte d'accusation. Coupable, comme l'avait souligné l'avocat général, M. Charles Michon, de n'avoir pas eu « ce sentiment inné que l'on trouve même chez les animaux et qui conduit les mères à se battre pour protéger leurs petits ».

Coupable ? Jamais au cours des deux jours d'audience, Sylvie Joffin n'a dit ce qu'elle en pensait. Silencieuse, prostrée sur son banc, sans émotion apparente, elle a seulement « assisté » à l'audience. Aux questions du président, M. Michel Svahn, elle a expliqué sa rencontre avec Fabrice Letellier, le père de ses enfants. Elle avait alors seize ans. Un an plus tard naissait François-Xavier. Puis, en 1975, arrivait Sébastien.

Elle était une « bonne mère », disent les voisins. Mais à Noël 1976, alors qu'il était en Allemagne depuis trois mois, son mari lui annonce par lettre qu'il a décidé de rompre. Elle se retrouve seule, sans ressources, sans emploi, dans un logement où l'électricité a été depuis longtemps coupée, où le chauffage a toujours été inexistant et où les meubles ont été vendus. Le 18 mars 1977, elle quitte son appartement en y abandonnant ses deux enfants, leur laissant pour toute nourriture une bouteille d'eau et de la grenadine, après avoir fait disparaître « tous les objets qui pourraient les blesser ».

## Le père, libre

Le président Svahn cherche à comprendre. Réponse de l'accusée : « François-Xavier était très débrouillard. Je pensais qu'il n'y avait pas de danger. » Mais le 4 avril lorsqu'elle revient, parce qu'une rencontre avec sa belle-mère « a joué comme un déclic », les deux enfants sont morts. « A cause du manque de tout », dit Sylvie.

« Et ce le comportement d'un monstre ou d'une folle ? », s'interroge le président. « Elle n'était pas armée pour une rupture sociale ou affective, en raison sans doute de son immaturité considérable. Mais elle ne présente pas de signes de maladie mentale », répond le docteur Leyrie, expert psychiatre.

L'interrogatoire sans complaisance des responsables des services sociaux apporte d'importantes précisions. Pour les quatorze mille habitants du secteur dont dépendait Sylvie, il était bien prévu un poste d'assistante sociale. Mais il était vacant. Seule une retraite de service, Mme Anquetil, assurait le « dépannage ». « En tant que remplaçante vacataire, je ne pouvais prendre aucune initiative. Je n'avais pas le droit de me rendre chez Mme Joffin, déclare Mme Anquetil. Je ne l'ai pas convoquée, car elle ne dépendait pas de moi ».

Et la famille ? A la barre, Fabrice Letellier ne paraît pas gêné. S'il a abandonné sa concubine, c'est « parce qu'il n'avait plus envie d'elle ». S'il ne s'est pas inquiété des enfants, c'est « parce que c'était à elle de s'en occuper ». S'il ne lui a pas envoyé d'argent, c'est « parce qu'il pensait qu'elle travaillait ». Pendant ce temps, Sylvie ne touche plus que 160 F par mois pour vivre. Elle n'a plus droit au salaire unique. Comme elle n'a pas demandé le renouvellement du secours à l'enfance, on lui a automatiquement supprimé...

VIENDE PARAITRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE

enjeu politique

En vente partout - 10 F

## ● BEAUVAIS : vingt ans de réclusion pour un violeur

De notre correspondant

Beauvais. — La cour d'assises de l'Oise, présidée par M. Emile Courdet, a prononcé, mercredi 22 février, une peine de vingt ans de réclusion criminelle à l'encontre de M. Lakhdar Setti, trente-cinq ans, un ouvrier algérien, accusé de trois viols, d'une tentative de viol et d'un vol avec armes. Tous ces faits ont été commis au cours de l'été 1976.

Le ministère public avait réquis une peine d'un mois quinze ans de réclusion criminelle, en demandant cependant les circonstances atténuantes. Sur ce dernier point, les jurés ont suivi l'avocat général puisque le vol avec armes est puni, aux termes de la loi, de la peine de mort, tandis que le viol est sanctionné par une peine maximum de vingt ans de réclusion criminelle.

Les cinq agressions, qui ont fait six victimes, se sont toutes déroulées selon le même schéma. Une jeune fille fait de l'auto-stop, porte de la chapelle en direction de la province. Une voiture conduite par un Nord-Africain s'arrête.

Après quelques kilomètres sur l'autoroute, sous prétexte de prendre de l'essence, le véhicule s'égare sur des chemins forestiers et se dirige vers une maison plus mystérieuse de ses intentions. A chaque fois la portière avant droite est condamnée de l'intérieur par de l'adhésif noir. L'agresseur exhibe un couteau pour soumettre la passagère prisonnière.

MARC LECARPENTIER.

## Faits et jugements

## Guignol contrefait Guignol

La troisième chambre civile du tribunal de grande instance de Lyon a décidé, dans un jugement rendu mardi 21 février, que le titre *Allé Lyon, toi Guignol*, sous lequel a été mis en vente à partir du 4 janvier 1978, dans la région lyonnaise, un hebdomadaire « humoristique et satirique », constitue « une contrefaçon de la marque Guignol » (le Monde du 13 janvier 1978). Le titre, moyen d'identification d'une revue ou d'un journal, explique en substance le jugement, peut constituer une marque, et le terme Guignol représente « une appellation » fantaisiste suffisamment originale pour constituer un signe distinctif.

La société Allé, editrice du journal, le gérant de celle-ci, M. Christian Crouzet, et le directeur de la publication, M. Roland Rolland, sont condamnés à l'indemnité de 1500 francs à M. Jean-Joachim Bertin, ancien gérant de la société Editions Guignol, propriétaire de la marque Guignol, déposée à l'Institut national de la propriété industrielle depuis le 29 janvier 1976. Le tribunal a ordonné, en outre, la suppression, sous astreinte, de la dénomination contrefaite, la destruction immédiate de toute

édition du journal et, d'une manière générale, de tout document relatif à la publication du jugement dans cinq journaux. — (Corresp. rég.)

## Le licenciement d'un éducateur

Une instance en référé engagée par le directeur du foyer des Epinettes, situé 15 rue Saint-Just, à Paris (17<sup>e</sup>), organisme habilité pour la prise en charge d'adolescents sur décision judiciaire et administrative, a été examinée mardi 21 février collégialement par le tribunal de grande instance de Paris, présidé par M. Pierre Drai. Cette action visait à interdire à M. Mohamed Benamar, éducateur congolais, de réapparaître au foyer.

Ce dernier a expliqué aux magistrats qu'il n'avait reçu sa lettre de licenciement que le 20 février, sans aucun avertissement préalable. Il n'était pas revenu au foyer le 21 février et n'avait pas l'intention de s'y représenter tant que la juridiction prud'homale n'aurait pas statué sur la légalité de son licenciement. Les magistrats ont décidé de donner acte à M. Benamar de ses déclarations, réservant au requérant la possibilité de formuler un besoin une nouvelle demande et l'éducateur retournant au foyer malgré son engagement de n'y point revenir.

## M. Jean Burgelin est nommé directeur de l'École nationale de la magistrature

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, le conseil des ministres a nommé, mercredi 22 février M. Jean Burgelin, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, directeur de l'École nationale de la magistrature, en remplacement de M. Lissac.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1976 à Metz, licencié en droit et titulaire d'un diplôme d'études supérieures de droit privé, M. Jean Burgelin a été nommé successivement fonctionnaire de substitution au tribunal de Nancy, à partir du 15 septembre 1965, puis à la cour d'appel de Paris, le 13 novembre 1973. Le 24 avril 1975, il est nommé secrétaire général de la cour de Paris.

## DIX ANS DE PROBABILITÉ POUR UN TABLEAU CONTESTÉ

Le 21 février 1968, à l'hôtel Drouot, les tableaux de la collection de dix-septième siècle, attribués à Apollon et Marquis, furent vendus à 200 francs à un important marchand de tableaux parisiens, puis réclamés par le musée du Louvre, qui avait exercé son droit de préemption.

Peu après, en mars 1968, les époux Saint-Arroman apprenant que ce tableau serait en réalité une œuvre de Nicolas Poussin, et ils purent le voir, d'ailleurs, accroché en bonne place aux cimaises du Louvre.

Au moment de la vente, le consentement des vendeurs n'avait pas été vicié par leur conviction erronée que le tableau ne pouvait pas être une œuvre de Nicolas Poussin et qu'ainsi elle n'a pas donné de base légale à sa décision.

## VISITANT L'ÉCOLE NATIONALE DES SAPEURS-POMPIERS

## M. Giscard d'Estaing annonce un renforcement des moyens de sécurité dans les grandes villes

M. Giscard d'Estaing a saisi l'occasion d'une visite, mercredi 22 février, au domaine de Nainville-les-Roches (Essonnes), qui abrite actuellement le Centre national d'études de la Sécurité civile et où l'on construit l'École nationale des sapeurs-pompiers, pour annoncer que les moyens de sécurité seraient renforcés, cette année, en particulier dans les banlieues des grandes villes.

Accompagné par MM. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, Max Béhan, secrétaire d'État, et Christian Girardot, directeur de la Sécurité civile, le président de la République a passé en revue un millier de sapeurs-pompiers venus de toute la France. Il a assisté à plusieurs exercices de sauvetage, dont celui qui consiste à découper, dans un minuscule espace, les vitres d'une voiture accidentée pour en dégager les occupants.

Le président de la République s'est ensuite entretenu avec les inspecteurs départementaux et les présidents d'union départementales de sapeurs-pompiers, qui regroupent deux cent douze mille des deux cent vingt mille sapeurs-pompiers français (douze mille sont des employés communaux ou départementaux, et deux cent mille des volontaires). Le chef de la Sécurité civile, M. Giscard d'Estaing, a déclaré : « C'est souvent encore, à défaut de sécurité, un danger de chacun de nos concitoyens. Il faut qu'il devienne un réflexe naturel. Il y a de leur propre sécurité, mais aussi de celle de leurs familles et de leurs voisins ».

Dans l'allocution qu'il a prononcée, M. Giscard d'Estaing a souligné les Français et les Français apprenent plus que jamais, aujourd'hui, à la sécurité ».

Il a ajouté : « La sécurité, c'est d'abord la lutte contre la violence et la criminalité. C'est pour moi un impératif. Une tâche fondamentale des pouvoirs publics aujourd'hui est de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la sécurité des Français dans le respect des libertés. C'est l'effort qu'a poursuivi le gouvernement en s'attaquant aux racines mêmes

de la violence et de l'insécurité. Ce doit être une tâche prioritaire du gouvernement ».

Un renforcement des moyens de sécurité sera mis en place dès cette année, notamment dans les grandes zones d'urbanisation où l'insécurité est la plus vécue, ressentie par la population, comme certaines banlieues des grandes villes. Il faut, en effet, assurer, dans tous les quartiers d'habitation, une présence suffisante des personnels chargés de la sécurité publique, police et gendarmerie ».

Le président de la République a ensuite indiqué que la « politique nationale de sécurité civile », mise en place par le gouvernement, devait être poursuivie, en premier lieu, dans le sens d'une meilleure prévention des risques. « C'est souvent encore, à défaut de sécurité, un danger de chacun de nos concitoyens. Il faut qu'il devienne un réflexe naturel. Il y a de leur propre sécurité, mais aussi de celle de leurs familles et de leurs voisins ».

Le président de la République a ensuite évoqué les missions accomplies par les sapeurs-pompiers, la nécessité de poursuivre l'équipement du corps des sapeurs-pompiers et d'améliorer les moyens propres de la Sécurité civile, et le rôle de l'École nationale, qui dispensera aux sapeurs-pompiers et à leur encadrement « un enseignement approfondi et de qualité ».

## En Grande-Bretagne

## Un projet conservateur vise à modifier dans un sens restrictif la loi de 1967 sur l'avortement

De notre correspondant

Londres. — A la faible majorité de 181 voix contre 175, les lords ont refusé, mardi 21 février, le projet de loi visant à modifier l'application de la loi de 1967 sur l'avortement dans un sens restrictif.

La mesure envisagée concerne en premier lieu le délai au-delà duquel un avortement ne sera pas autorisé. Cette limite fixée actuellement à vingt-huit semaines serait ramenée à vingt semaines. Le projet, introduit par Sir Bernard Braine, député conservateur, a été rejeté par une majorité de 181 voix contre 175.

D'autre part, le projet vise à renforcer la loi concernant le droit des médecins et du personnel hospitalier de refuser de participer à la procédure d'avortement pour « raisons de conscience ». Enfin, aux termes du projet, les divers bureaux et organisations informelles et bénévoles devraient être autorisés par le ministre des services sociaux. Cela à la condition essentielle de l'attribution d'une licence, qui n'est pas de nature financière avec les cliniques d'avortement.

Néanmoins, Sir Bernard a indiqué que, tant que le service national de santé ne pourra assurer tous les avortements légaux, les organisations charitables pourront être exemptées de l'obligation d'une licence à condition d'inscrire les avortements « à la demande ».

Un autre député conservateur, Sir George Sinclair, s'est opposé à la motion, en considérant qu'il s'agissait de la « première série » d'une campagne de pression visant à restreindre l'application de la loi. Il note que les avortements accomplis au-delà de la limite des vingt semaines étaient exceptionnels, précisant que 80 % des avortements intervenaient avant douze semaines de la grossesse. Pour ce qui concerne l'objection de conscience du personnel médical, il souligne que la loi de 1967 n'avait déjà formellement reconnue et il ajoute que les femmes auxquelles l'avortement était refusé, étaient en droit de savoir si ce refus était fondé en fonction de critères médicaux ou sur des raisons de conscience.

En fait, le projet voté par les Communes à la majorité de 6 voix et, en l'absence de près de la moitié des députés, a très peu de chances de devenir loi étant donné le refus du gouvernement de le mettre à l'ordre du jour de la session parlementaire. Néanmoins, le projet de loi sera

moins, le vote reflète assez bien le sentiment d'une large fraction du Parlement de l'opinion de réviser de manière restrictive la loi de 1967.

HENRI PIERRE.

## UNE ASSOCIATION POUR LES SOINS D'URGENCE PROPOSE LA CRÉATION D'UNE CARTE D'IDENTITÉ MÉDICALE

La création d'une carte d'identité médicale, annoncée officiellement mardi 21 février par l'Association pour le développement de l'information médicale d'urgence (AID), devrait permettre aux médecins qui prennent en charge en urgence un malade ou un blessé de disposer dans les plus brefs délais d'informations concernant ce patient.

Ces renseignements, donnés par les médecins traitants eux-mêmes et comportant les antécédents essentiels, la pathologie actuelle, les traitements en cours des maladies, pourraient éviter certaines contre-indications et diminuer les risques opératoires. Un tel document, accolé à la carte nationale d'identité, apparaît donc particulièrement utile pour tous ceux qui ont eu des antécédents chirurgicaux ou médicaux qui font l'objet de traitements de longue durée.

De plus, cette initiative permet au malade éventuel de donner des instructions particulières et confidentielles sur les personnes qu'il souhaite prévenir de son hospitalisation, sur le don d'organes ou même sur le choix d'un établissement.

Pour répondre aux inquiétudes exprimées notamment par l'Ordre des médecins, les dirigeants de cette association, présidée par le docteur Polivert (SAMU de Paris) ont eu le souci de soumettre cet échange de renseignements aux règles strictes du secret médical. Seul un des docteurs de l'association sera habilité à fournir les renseignements demandés enregistrés sur informatique. Quant aux médecins de l'urgence, ils ne pourront pas obtenir d'informations directes, mais seulement après avoir fourni les coordonnées de leur cabinet médical ou du SAMU où les médecins de l'association les rappelleront eux-mêmes.

D'une part, le médecin traitant est systématiquement informé par écrit de tout appel concernant ses propres malades.

(1) 21 bis, rue Louis-Blaug, 75010 Paris. Prix de l'inscription à l'association : 50 F.

## LE GAZ CARBONIQUE : SA CONCENTRATION DANS L'ATMOSPHERE AUGMENTE.

les forêts qui le fixent sont en voie de défrichement.

## LES BACTÉRIES : ELLES COLLENT A TOUT MILIEU.

cette adhérence est la cause des infections bactériennes.

et des articles sur la prothèse du genou, l'analyse des données, la Carthage romaine, la structure du milieu interstellaire, la structure spatiale de l'ARN de transfert, l'efficacité des algorithmes, les jeux mathématiques, les expériences d'atmosphère.

## POUR LA SCIENCE

édition française de SCIENTIFIC AMERICAN

MARS N°5 - en vente chez les marchands de journaux.



هكذا من العمل



Devenir les informateurs régionaux  
pour évangéliser le monde par  
et non l'utiliser

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.O.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENREGISTREES	Le m/m cal.	T.O.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

**Importante Société Industrielle du Sud-Ouest**  
cherche  
**POUR CREATION SERVICE EXPORT**  
**Jeune Cadre Responsable**  
Formation E.S.C. - E.S.S.E.C. - E.A.P. ou équival.  
Expérience exportation nécessaire.  
Anglais indispensable - Autre langue souhaitée.  
Résidence Paris ou Toulouse.  
Adresser curriculum vitae manuscrit et photo, à  
"Le Monde" Publi. sous le numéro 8.634,  
5, rue des Italiens - 75007 PARIS-9, qui transmettra.

GIXI

Filiale du groupe CISI recherche, pour  
l'étude et la réalisation de données  
scientifiques et industrielles,  
**un ingénieur** réf. 01  
2 à 3 ans d'expérience  
**un ingénieur** réf. 02  
débutant

Ecole d'ingénieur ou maîtrise d'informatique.  
Ayant une connaissance pratique ou une formation  
dans les domaines suivants :  
• systèmes d'exploitation sur mini-ordinateurs,  
• systèmes de gestion de fichiers,  
• S.G.B.D.  
Adresser C.V., photo et prétentions en précisant  
la référence du poste choisi

**GIXI Ingénierie Informatique**  
ZA de Courtaboult - Avenue de la Baladue  
B.P. 110 - 91403 ORSAY CEDEX  
ingénierie informatique



emploi régionaux

**SOCIÉTÉ DE SERVICE**, secteur alimentaire  
en expansion continue  
recherche pour son SIÈGE :  
**ATTACHÉ**  
**DE DIRECTION GÉNÉRALE**

**II. SERA CHARGÉ :**  
- d'assister le Directeur Général dans l'analyse  
des tableaux de bord ;  
- de suggérer et de conduire des études ponc-  
tuaires concernant la gestion ;  
- de préparer les éléments nécessaires à la prise  
de décisions.  
**II. DEVEA :**  
- être âgé d'environ 27 ans ;  
- avoir une formation supérieure E.S.C.-E.S.S.E.C.-  
E.S.C.-SCIENTIFS Eco. ou équivalent ;  
- avoir une expérience professionnelle d'au moins  
2 ans ;  
- être ouvert aux problèmes de gestion ;  
- posséder une grande rapidité d'assimilation et  
un esprit de synthèse ;  
- avoir un esprit très concret.  
Ce poste permettra d'acquiescer une formation très  
complète et offrira des perspectives d'avenir à un  
candidat de valeur.  
La poste est à pourvoir dans une grande ville  
universitaire de la région RHONE-ALPES.  
Adresser lettre manuscrite de candidature, C.V.,  
photo et prétentions, au n° 51432, à CONTESSÉ  
Publicité, 20, avenue de l'Opéra - PARIS (17).

**Importante Société Sud-Est**  
recherche  
**CHEF DES VENTES**  
Produits sidérurgiques, sous l'autorité du directeur  
commercial, dirige et coordonne les ventes de ce  
secteur d'activité. Doit avoir une formation supé-  
rieure, type E.S.C. ou E.S.S.E.C. Pour une expérience  
technique dans entreprises de commerce de gros  
non alimentaire, une connaissance approfondie  
des produits sidérurgiques est souhaitée. Age 30 ans  
maximum. Position cadre. Envoyer C.V. + photo à  
PROVINCE PUBLI-TECH, Havas Valence n° 8694.

**Société de comptabilité**  
et gestion d'entreprises  
recherche pour  
**DROME SUD**  
**COMPTABLE**  
offrant avec expérience  
cabinet adage.  
Postion cadre.  
Env. C.V. et prétentions au  
n° 51432, à CONTESSÉ  
Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (17).

**LA CHAMBRE DE COMMERCE**  
ET D'INDUSTRIE  
DU MORBIHAN  
recherche pour diriger un centre  
de perfectionnement à la gestion  
hôtelière un cadre responsable  
des études, chargé de la concep-  
tion et de la coordination des  
programmes de recrutement et  
du placement des stagiaires.  
- Age 25 à 35 ans ;  
- Niveau d'études supérieures ;  
- Pratique de la gestion hôtelière  
et expérience de la formation ;  
- Goût du travail en équipe.  
Poste à pourvoir  
le 1er septembre 1978.  
Adresser C.V. manuscrit, photo,  
prétentions à :  
M. le Directeur de l'I.C.F.P.P.,  
5 à 12, rue de Kerpuelen,  
5600 LORIENT.  
Caisse primaire assurance mala-  
die 18014 BOURGES recherche  
médecin spécialiste orientation  
infanto-juvénile, poste plein tps.  
Etab. neut. S'adr. au Directeur.  
Recherches  
Massacres thérapeutiques  
D.E., pour saison 1978. Ecrire  
établissement thermal, Brides-  
les-Bains, 73000 MOUTIERS.  
Le Centre médical national  
M. G. E. N., 8410 TROIS-ÉPIS  
recrute des  
**INFIRMIÈRES D.E.**  
pour son nouvel établissement.  
Ecrire au Directeur avec C.V.

## offres d'emploi

**Société d'Etudes Paris**  
recherche  
**JEUNES INGÉNIEURS**  
**INFORMATIENS**  
Grandes Ecoles ou équivalent  
• 1 à 5 ans d'expérience en réalisation systèmes  
temps réel.  
• Applications communication téléphonique et mi-  
croprocésseurs particulièrement appréciées.

**INGÉNIEURS**  
**GRANDES ÉCOLES**  
ou équivalent ayant de préférence  
quelques années d'expérience en :  
• analyse, conception et développement de sys-  
tèmes techniques complexes (transport, défense,  
télécom, industrie, etc.) ;  
• traitement statistique des données, relations  
homme-machine ;  
• modélisation, simulation et analyse numérique ;  
• recherche opérationnelle (études coût-efficacité,  
techniques d'optimisation, etc.)  
Qualités d'innovation et créativité particulièrement  
appréciées.  
Envoyer C.V. détaillé sous n° 50.898, CONTESSÉ  
Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (17), qui tr.

**Éditeur parisien**  
pour la jeunesse  
recherche  
**assistant(e)**  
**d'édition**  
• de formation supérieure Lettres,  
multilingue parfaitement la langue anglaise,  
• ayant de préférence une expérience de l'édi-  
tion ou de journalisme.  
II (ou elle) devra notamment participer à la  
recherche et à la sélection d'ouvrages et de ma-  
nuscripts, et assurer les divers travaux rédaction-  
nels concourant à leur publication.  
Adresser C.V. et prétentions sous référence 653,  
à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur  
75002 Paris, qui transmettra.

**CAP SOGETI LOGICIEL**  
recherche  
**POUR EMPLOI IMMÉDIAT**  
• POUR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS  
PROCHE BANLIEUE SUD  
**UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES**  
1 à 2 ans d'expérience dans l'utilisation ou la réali-  
sation de moniteurs temps réel sur mini-ordina-  
teurs, pour un poste à responsabilité technique.  
• POUR SON DÉVELOPPEMENT INTERNE  
**UN INGÉNIEUR COMMERCIAL**  
(Raf. 808/2)  
pour la vente de la nouvelle version du produit  
programme SYRIS.  
Expér. de la vente de produits logiciels appréciée.  
**20 INGÉNIEURS INFORMATIENS**  
(Raf. 808/3)  
Grandes Ecoles ou E.N.S.I./Option Informatique.  
3 à 4 ans d'expérience logiciel pour assurer le dé-  
veloppement de projets dans les domaines :  
Temps réel industriel, logiciel de base et système.  
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :  
CAP SOGETI LOGICIEL  
5, rue Louis-Lejeune, 92128 MONTROUGE CEDEX.  
Métro : Porte d'Orléans.

**HACHETTE**  
recherche  
pour son Département TRÉSORERIE  
**ASSISTANT DE GESTION**  
Il sera chargé de la gestion de la Trésorerie de  
Sociétés du Groupe, et du Contrôle et suivi des  
prévisions. Il aura notamment à suivre l'applica-  
tion et le fonctionnement des procédures, et à  
analyser les écarts avec les prévisions.  
Il aura aussi à assurer progressivement un rôle  
de conseil et d'assistance auprès des Filiales.  
Il devra posséder une formation E.S.C. ou équi-  
valent, option Comptabilité Financière. Il peut être  
débutant, ou aura 1 à 2 ans d'expérience.  
Env. C.V., prêt, sous référence 1187, à SWEETS  
BP 269, 75024 PARIS, Cedex 09, qui transmettra.

**IMPRIMERIE**  
EXIGENCES ADRESSIVES LUXE  
30 ans d'existence  
Effectif 40 personnes  
recherche  
**DIRECTEUR**  
Responsable organisation générale.  
Contacts clients, fournisseurs.  
Lancement fabrication.  
Adresser curriculum vitae à HAAS S.A.  
5, rue Jacob-Petit, 77300 Fontainebleau.

## offres d'emploi

**LA DIRECTION GÉNÉRALE**  
**DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**  
recherche un  
**DOCTEUR EN PSYCHOLOGIE**  
**OU EN SOCIOLOGIE**  
possédant une solide formation de base en sta-  
tistiques et ayant eu une première expérience  
dans le domaine de l'analyse de la communi-  
cation (structure d'un réseau, contenu des  
messages, échanges d'informations...).  
La candidate animera des études de psycholo-  
gie sociale liées à la planification du déve-  
loppement des techniques de télécommuni-  
cations.  
Adresser C.V. détaillé, photographie  
et prétentions sous référence 5388 à  
4p  
31, Bd BONNE NOUVELLE  
75002 PARIS qui transmettra

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
fabriquant partie d'un groupe multinational  
recherche  
pour sa circumscription stable à SAINT-ROUVE  
**1 COMPTABLE DE CHANTIER**  
**2° ÉCHELON**  
Ayant au minimum 25 ans et 2 ans d'expérience.  
Le poste consiste à assurer au niveau d'un secteur  
géographique couvrant plusieurs activités, des fonc-  
tions de comptabilité générale et analytique, en  
liaison permanente avec la direction financière  
de la société.  
Ad. C.V. + Photo + Prét. au réf. 1186 à SWEETS  
B.P. 269, 75024 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

**JEUNES INGÉNIEURS**  
Débutants en Electronique  
**MAINTENANCE ET MISE EN ŒUVRE**  
**D'APPAREILLAGES DE PROTECTION**  
**MINIÈRE À L'ÉTRANGER**  
Groupe Minier Français  
offre à  
**DES INGÉNIEURS EN ÉLECTRONIQUE**  
Après période de formation.  
La responsabilité de gestion et de mise en œuvre  
des moyens techniques pour effectuer la détection  
des minerais en action, au sol et en foras pour  
assurer le fonctionnement des réseaux internes  
de télécommunications.  
Env. lettre manuscrite, curriculum vitae et photo,  
sous la référence 36/179, à CEOROS,  
89, boulevard Sakakini - 13005 MARSEILLE.

**Importante société électronique**  
proche banlieue Ouest  
recherche  
**INGÉNIEUR COMMERCIAL**  
- Diplômé Grande Ecole d'Ingénieurs, 30 ans mi-  
nimum ;  
- Anglais parlé, rédigé, indispensable, autre lan-  
gue souhaitable ;  
- Expérience commerciale exigée, si possible dans  
domaines composés de technologies de pointe ;  
- Disponible pour missions courtes durées France  
et étranger.  
Ad. C.V., photo (recommandée) et prêt, n° 51-139  
CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, PARIS-17, q. 4.

**Société de Presse** spécialisée  
pour services Gestifs  
**COLLABORATEUR**  
DECOS - Ecole sup. commerce  
option gestion financière  
Ecr. au 51432, à CONTESSÉ  
Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (17).

**NATIONAL**  
**SEMICONDUCTOR**  
Deuxième Fabricant mondial  
circuits intégrés, recherche  
pour son expansion :  
a) **INGÉNIEURS**  
**TECHNIQUE-COMMERCIAUX**  
ATS 6 - ATP ING.  
doivent charger orientation et  
intéressés par contacts humains  
Vente - Services  
b) **INGÉN. D'APPLICATION**  
ATP ING.  
mercant sans développement  
Etudes avancées  
c) **AGENTS TECHNIQUES**  
DE CONTRÔLE  
ATP - ATZ  
d) **AIDES-COMPTABLES**  
C.A.P. - B.E.C.  
Env. C.V. + photo, sous  
réf. 1187, à SWEETS  
B.P. 269, 75024 PARIS, Cedex 09, qui transmettra.

**COMPTABLE IME**  
Age min. 25 ans, comptab.  
anglais niveau scolaire exigé.  
2e échelon minimum. Possibilité  
promotion. Titre rapidement  
obtenable. Env. C.V. et photo  
à : B.P. 269, 75024 PARIS, Cedex 09, qui transmettra.  
URGENT, recherche ANALYTIQUES  
PROGRAMMEURS, Connaitre  
GAP, TMS, etc. Adresser C.V.  
DAVEY INFORMATIQUE  
Zone Industrielle des Richardets,  
4-6, allée de Clém.  
93160 NOISY-LE-GRAND

**CHERCHE PERSONNE SER.**  
POURVANT OCCUPER EM-  
ploi de 30 à 35 h. par semaine.  
11 h. 30 à 17 h. heb. à vend.  
Ecr. au 51432, à CONTESSÉ  
Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (17), qui transmettra.  
Pour école de langue Paris  
**PROFESSEUR ALLEMAND**  
expérimenté, adultes. Envoyer  
C.V. et photo au n° 51-139  
CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (17), qui transmettra.  
S'il engineering recherche  
niveau supérieur  
1) **INGÉNIEURS**  
ayant expérience travaux off-  
shore en rapport avec pose  
et bouées de charbonnet.  
2) **INGÉNIEURS**  
de travaux au sol, équivalent  
coûts, montages structures  
offshore et jack-up.  
3) **INGÉNIEURS**  
débutants ingénieurs supérieurs  
mécanique, génie civil,  
par complément formation  
travaux offshore.  
Pour tous ces postes,  
pratique courante de l'anglais  
indispensable.  
Envoyer C.V. + photo, 5157 en  
précisant le poste demandé à  
B.P. 220 - 75003 Paris Cedex 02,  
qui transmettra.

**Société de négoce à MELUN**  
recherche pour son département  
Inform. : Préparateur G.A.P. 2  
situation stable et d'avenir.  
Tél. à M. LACHENY - 47-82-22  
Niveau PUBLIC-RELATION  
pour situation grand standing.  
Ecr. au 51432, à CONTESSÉ  
Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (17), qui transmettra.  
Recherches  
**COLLABORATEUR**  
intéressé par les probl. d'inter-  
prétation et de compilation. Ecr.  
au 51432, à CONTESSÉ  
Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (17), qui transmettra.  
**GRUPPE EUROPÉEN**  
DE CONSEILS  
recherche des  
**COMMERCIAUX**  
Nous offrons :  
- Formation + recyclages ;  
- Salaire salubre ;  
- Salaire incitatif.  
Il faut :  
- Bonne culture générale ;  
- Forte personnalité ;  
- Etre libre de suite ;  
- Auto + téléphone.  
Pr plus amples renseignements  
appeler M. BARROT  
les 23 et 24 février, de 9 h. à  
19 h. à Saint-Maur, au 88-11-27,  
ou envoyer C.V. à ZENITH-  
C.V., photo, sous n° 51-139,  
36, avenue Hoche, 75008 PARIS.

**représent.**  
**offre**  
Important Imprimerie OFFSET  
province et pour le représentant  
sur P.A.R.I.S. et limitrophe :  
HOMME DYNAMIQUE connais-  
sant l'imprimerie, désirant sa-  
voir une situation en rapport  
du travail fourni. Ciel s'adresse  
à UN BATAVAT PARTIJA 9 h. à  
19 h. à Saint-Maur, au 88-11-27,  
ou envoyer C.V. à ZENITH-  
C.V., photo, sous n° 51-139,  
36, avenue Hoche, 75008 PARIS.

**capitaux ou proposition comm.**  
**INDUSTRIE POUR LA MISE EN BOUTEILLES**  
**D'EAU MINÉRALE**  
A Vendre :  
- Source, à 80 km de Barcelone, en cours d'explo-  
itation, rentable.  
- Actif : 47.000.000 / Passif : 9.000.000 (70 % à  
longue échéance).  
- L'opération de vente concerne 80 % des actions  
de la société propriétaire exploitant l'actif.  
Prix : 42.000.000 (80 % en comptant, le solde  
en un an).  
Ecrire : à Emilio SANCHEZ, Viladomou, 185 ATG,  
3A - BARCELONA - 15.

**Importante Société marocaine**  
(Généraliste, artisan, agricole)  
pour la fabrication de plaques  
et montages automobiles et pièces  
soudeuses. Cherche Société  
française ayant l'expérience de  
cette branche ; propose action  
à 20, 40 % ; téléphone au  
correspondant à Paris 26-24-4,  
pour prendre contact.

**demandes d'emploi**  
Célibat 23 ans, désigné obligat. milit.  
Licence Philo, Licence Lettres Modernes, possédant  
voiture. Connaissances anglaise et espagnole  
- cherche l'emploi.  
Branches : Presse, Édition, Audiovisuel, Publicité,  
Relations Publiques.  
Prétentions réduites si travail intéressant ou for-  
mateur, accepterait voyages ou séjours à l'étranger.  
Ecrire : ASCO - W - 10, rue de Constantinople  
75008 PARIS ou tél. : 505-63-82

**Femme 48 ans**  
**CHEF COMPTABLE**  
• Sérieuses années expérience.  
• Responsable comptabilité.  
• Bilingue.  
Cherche place stable dans P.M.E.  
Paris ou G.  
Ecrire n° 6516, Le Monde Publ. 5, rue des Italiens  
75007 Paris-9, qui transmettra.

**Cadre technique-ciel, 35 a., 5 a.**  
expér. via aluminium, ch. postes  
9 a., 17 a. exp. 30 a. maîtrise pr  
travaux publics, ch. poste à resp.  
Ecr. à 2335, « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.  
J. F. 22 ans, 4 ans expér. prof.  
Cherche place employé de bur.  
M. M. 40 ans, 12 a. exp. 12 a. exp.  
Ecr. n° 640, « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.  
J. F. 30 a., 7 a. exp. gén. Art  
lit. nlv. ch. sit. équival. resp.  
Ecr. n° 640, « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.  
**CAPITAIRE**  
24 a., exp. initiale sans prat.  
et responsab., étud. des propo-  
sitions en entrées ou cabinet.  
Ecr. n° 640, « Le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.  
Homme 37 ans, négociateur haut  
niveau spécialiste commerce  
international, dynamique, ambi-  
tieux, tenace, sérieux. En outre-  
mer dep. 4 ans pour création et  
direction agence, import. groupe  
agro-alimentaire, Espagne, ch.  
sit. à St. Maurice France, con-  
sacre à Paris jusqu'au 10 mars.  
Ecr. à M. VALÉNTIN  
32, r. de la Procession Paris-15  
qui transmettra.

**Cadre 34 ans**  
**CHEF APPROVISIONNEMENT**  
**ACHATS**  
Bilingue anglais - Notions  
allemand - 12 ans de pratique,  
livre de notes, cherche place  
stable Paris ou région.  
506-71-02











Le Monde

## économie-régions

## EMPLOI

## La moitié des postes offerts aux jeunes sont des emplois nouveaux affirme le C. N. P. F.

La preuve est désormais faite que M. Christian Beullac n'a pas, à propos des statistiques du chômage de janvier, « dit la vérité aux Français », contrairement au souhait inlassablement exprimé par M. Raymond Barre. Au moment même, en effet, où le premier ministre affirmait, à la télévision, qu'il « croyait aux travaux de l'INSEE », cet institut indiquait officiellement que, toutes corrections faites, le nombre des demandeurs d'emploi avait été, le mois dernier, d'un million soixante-trois mille cent et qu'il était ainsi en augmentation par rapport à celui de décembre (« le Monde » du 23 février).

A trop vouloir prouver que le chômage avait « baissé en janvier pour le cinquième mois consécutif », à trop vouloir attendre, coûte que coûte, l'objectif électoral qui consistait à « descendre » au-dessous du million de demandeurs d'emploi, le ministre du travail a, en la circonstance, au moins péché par omission en ne faisant pas publiquement état

des effets nouveaux qu'ont eus diverses mesures administratives sur ces statistiques de janvier. Ce n'est pas seulement une bataille de chiffres. L'erreur politique, commise par M. Beullac, est d'ailleurs la crédibilité des données publiées par le ministère du travail, et il faut une nouvelle fois relever à ce propos qu'il est anormal que les statistiques du chômage soient officiellement établies par la rue de Grenelle, alors que la plupart des autres indicateurs économiques sont fournis par l'INSEE.

Que le chômage ait augmenté de décembre à janvier, même légèrement, ne surprend pas : le même phénomène s'était produit de décembre 1976 à janvier 1977, et l'on se demande comment il pourrait en être autrement quand l'INSEE indique que les emplois industriels ont baissé de 1,5 % en 1977 par rapport à 1976, et que les effectifs salariés n'ont augmenté que de 0,2 %, c'est-à-dire sont restés pratiquement stables. Le

« pacte national pour l'emploi » ? Son principal effet — et ce n'est déjà pas si mal — a été d'éviter, au moins temporairement, qu'une grande masse de jeunes sortis de l'appareil scolaire et universitaire en juin dernier n'aille s'inscrire à l'Agence nationale pour l'emploi.

Très prudent pour ce qui concerne les statistiques du chômage, le C.N.P.F. affirme solennellement, en revanche, que 90 % des postes de travail offerts par le biais de la loi du 5 juillet 1977 seront définitivement convertis en embauches fermes. Mais le patronat admet aussi que la moitié de ces embauches ne constituent pas des emplois supplémentaires, des emplois nouveaux. Tout en reconnaissant que le C.N.P.F. et les chambres de commerce et d'industrie ont fait un réel effort en faveur des jeunes, le C.N.P.F. admettra aussi que l'objectif initial, qui était de « créer » trois cent mille emplois « nouveaux », n'a pas été tout à fait atteint. — M. C.

2) les textes de la loi qui ont permis de mettre sur pied le pacte national pour l'emploi n'ont pas été votés par l'opposition, alors que l'emploi des jeunes est une affaire nationale ; 3) un « extraordinaire effort de solidarité nationale » a été fait à l'occasion de cette campagne pour l'emploi des jeunes. « Le contact a été ainsi rétabli entre des chefs d'entreprises réticents à l'égard de l'embauche des jeunes et les demandeurs d'emploi ».

M. Barre a enfin indiqué que « les pays étrangers sont extrêmement intéressés par l'expérience que nous avons faite et par les mesures que nous avons appliquées ».

De son côté le C.N.P.F. a affirmé, mercredi devant la presse, que sur les cinq cent un mille jeunes actuellement au travail, grâce au « plan de mobilisation des entreprises » — chiffre légèrement en retrait par rapport à celui, vraisemblablement plus récent, du ministère du travail, environ quatre cent soixante mille sont déjà embauchés définitivement ou sûrs de l'être, soit plus de 90 %.

« Nous ne prétendons pas avoir résolu tous les problèmes de l'emploi », a expliqué M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F. Nous attirons simplement que notre plan a permis de « gonfler » une classe d'âge : malgré les difficultés économiques et le plan Barre, le nombre des jeunes au chômage — qu'il s'agisse de ceux qui recherchent un premier emploi ou de l'ensemble des moins de vingt-cinq ans — n'a pas augmenté sensiblement entre le 31 décembre 1976 et le 31 décembre 1977.

Les postes offerts correspondent-ils à des emplois nouveaux, c'est-à-dire supplémentaires ? Qui, dans plus de 50 % des cas, a déclaré M. Yves Corpet, chargé des questions de formation, et qui a animé

au C.N.P.F. la campagne en faveur de l'emploi des jeunes.

M. Chotard a en outre rappelé les propositions qu'il a présentées lors de la récente assemblée du C.N.P.F. visant à reconstruire en 1978, avec quelques aménagements, l'opération en faveur de l'emploi des jeunes (« le Monde » du 16 janvier). Comment la financer alors que les entreprises se plaignent du poids, à leurs yeux excessif, des charges sociales et que M. Barre, dans le programme de Blois, s'est engagé à ne pas augmenter les impôts pendant deux ans ? Va-t-on continuer à prélever une partie de la contribution des entreprises à la formation de leurs salariés (2,2 % du 1 % de la contribution continue) pour l'emploi des jeunes ? M. Chotard reconnaît que cette formule n'est pas satisfaisante et qu'il serait effectivement regrettable de détourner deux ans de suite une partie du financement de la formation continue pour des actions qui ne lui sont pas toujours directement liées.

## LA C.F.D.T. : il n'y a pas eu d'emplois supplémentaires.

Pour sa part, M. Michel Rolant a déclaré, au nom de la C.F.D.T., dans « le ministre du travail et le C.N.P.F. continuent de tromper l'opinion publique sur les problèmes de l'emploi à partir des résultats des mesures pour l'emploi des jeunes. Les chiffres qu'ils indiquent sont d'ailleurs sujets à caution. Il y avait fin janvier 30 635 jeunes de moins de 25 ans inscrits à l'ANPE, qu'il y a un an. C'est là le véritable et malgré résultat des 545 000 « postes » annoncés par le ministre ».

« En réalité », poursuit M. Michel Rolant, il n'y a pas eu d'emplois supplémentaires, et les embauches réelles

ont été moins nombreuses qu'en 1976. C'est essentiellement le parcage massif et systématique de près de 200 000 jeunes dans des stages souvent sans objet qui a diminué artificiellement la statistique du chômage des jeunes (...). Rien, hélas ! ne permet de contester l'affirmation du C.N.P.F. selon laquelle les stagiaires en entreprises seront embauchés à 75 %. Même dans cette hypothèse, il y aura, avec ceux qui sont en centre de formation, 100 000 stagiaires qui se retrouveront chômeurs au lendemain des élections.

## Le chômage dans la C.E.E. : + 3,4 % en janvier

Enfin, l'Office européen des statistiques a indiqué, mercredi à Bruxelles, que le chômage dans la C.E.E. avait augmenté de 3,4 % en janvier par rapport à décembre, passant de 6 040 000 demandeurs d'emploi à 6 243 000, soit 5,5 % de la population active. Les chiffres de la C.E.E. étant ceux transmis par les différents gouvernements à la France apparaît être le seul pays qui ait enregistré une diminution du nombre de ses chômeurs de décembre à janvier. En revanche, le Danemark a connu le plus fort taux d'accroissement avec 14 % (de 187 000 à 213 000), suivi par la R.F.A. avec 11 % (de 1 080 000 à 1 213 500). Viennent ensuite le Luxembourg avec 8,2 % (de 1 291 à 1 387), le Royaume-Uni, 4,3 % (de 1 480 800 à 1 548 500), les Pays-Bas, 4,1 % (de 216 000 à 224 800), l'Irlande, 1,2 % (de 109 800 à 111 100). En Italie et en Belgique, le mouvement est relativement stationnaire : le nombre des chômeurs est passé de 1 484 300 à 1 496 300 en Italie, et de 334 200 à 334 500 en Belgique.

## ÉTRANGER

## ESPAGNE

« Le coût de la vie a augmenté en Espagne de 1,5 % en janvier, contre 0,8 % en décembre. — (U.P.I.) »

## ÉTATS UNIS

« Les commandes de biens durables enregistrées par l'industrie ont baissé de 4,4 % en janvier, pour se situer à 63,24 milliards de dollars. Ce recul, le plus sensible depuis décembre 1974 (-7,4 %), intervient après la forte progression de décembre dernier (+6,7 %, chiffre révisé). Il est lié en grande partie à une chute de 59 % des commandes d'armes militaires. — Age/1 »

## GRANDE BRETAGNE

« Un accord prévoyant une augmentation de salaire de 10 % a été signé entre le principal syndicat de l'industrie sidérurgique et la British Steel : il concerne 67 000 travailleurs, prévoit la fermeture progressive d'une dizaine d'usines non rentables et un engagement syndical de lutter contre l'absentéisme et la multiplication des grèves sans votes. Le déficit de la British Steel est estimé à 525 millions de livres pour l'année financière en cours. — (A.F.P.) »

## PORTUGAL

« Le gouvernement portugais a été autorisé à contracter un emprunt de 40 millions de dollars auprès des États-Unis afin de financer l'achat de blé, de maïs, de sorgho, de riz et de coton. Le Portugal importe la moitié de sa consommation alimentaire et les denrées alimentaires traitent en tête des importations portugaises, avec environ 25 % du total. — (A.F.P.) »

## AFFAIRES

## La révolte des péri-informaticiens

Fort discret depuis la fusion entre C.I.I. et Honeywell-Bull, les vingt-cinq industriels français réunis au sein du Club de la péri-informatique sont sortis mercredi 22 février, au cours d'un déjeuner de presse, de leur réserve. Face aux ambitions de C.I.I.-H.B., qui se veut « le premier péri-informaticien de France », c'est l'union sacrée, de Logabax à Intertechnique, en passant par Benson, Secre et les filiales spécialisées des groupes G.E. et Thomson. Il faut « montrer aux utilisateurs, à l'opinion, aux pouvoirs publics, que l'informatique française est composée de plusieurs industriels égaux par la qualité de leurs produits et qui œuvrent tous dans le sens de l'intérêt national ».

« Nous ne nous opposons pas à ce que C.I.I.-H.B. s'occupe de péri-informatique », affirment les membres du Club. Mais ce qu'ils admettent mal, ce sont les aides dont cette société bénéficie et qui risquent de distordre la concurrence (« subvention forfaitaire de 1,2 milliard de francs et garantie de commandes de l'Etat de 4 milliards de francs en quatre ans). Dans leur esprit, ces aides étaient réservées à la grande informatique. Or, ils constatent, depuis un an, que tout l'effort de C.I.I.-H.B. s'oriente vers la mini-informatique. Son développement dans ce secteur sera donc, qu'on le veuille ou non, « aidé » par les crédits publics, risquant ainsi d'influer sur la concurrence déloyale. Il serait souhaitable, pour le Club,

que l'Etat « institue un contrôle de l'utilisation des fonds publics versés à C.I.I.-H.B. pour vérifier qu'ils sont bien orientés vers la grande informatique et le développement de matériels précis ».

Second grief : la garantie de commande accordée à C.I.I.-H.B. Certes, jamais il n'a « été relevé d'intervention directe et flagrante des pouvoirs publics pour obliger les administrations à prendre du matériel C.I.I.-H.B. ». Mais « la pression est plus insidieuse ». Elle tient au principe même de la garantie de commande. Nombre d'acheteurs publics des ministères sont « psychologiquement enclins » à passer commande à C.I.I.-H.B. « Ils tiennent le raisonnement suivant, pulvérisé de toutes façons l'Etat paiera et donc le contribuable (si les objectifs de commandes ne sont pas atteints, le Trésor verse une subvention supplémentaire) autant acheter du matériel de péri-informatique, des mini-ordinateurs à C.I.I.-H.B. Plus encore : certains utilisateurs pensent, à tort, qu'on ne les autorisera pas à prendre des produits d'autres constructeurs. Alors, ils ne s'adressent même pas à nous ».

Bref, « le tableau actuel devient dantesque quand on sait que le cheval de bataille de C.I.I.-H.B. en mini-informatique est d'origine américaine. Les fonds du contribuable sont donc orientés vers un produit conçu aux États-Unis pour le marché américain et qui sert à ruiner des matériels français compétitifs... » — J.-M. G.

« Le groupe PUK va entreprendre une étude sur la constitution d'un complexe d'aluminium sur la côte orientale de l'Inde. Ce complexe comprendrait

une mine de bauxite, une usine d'alumine d'une capacité de 600 000 à 800 000 tonnes par an, et une usine d'aluminium d'une capacité de 180 000 tonnes.

## URBANISME

## LES ARCHITECTES ÉLISENT LES CONSEILS RÉGIONAUX DE L'ORDRE

La participation des architectes aux élections professionnelles qui ont lieu actuellement est relativement importante : 65 % de votants en province et 69 % dans la région parisienne, où 2 800 architectes ont pris part au scrutin qui a été déposé, mercredi 22 février à Paris, après avoir été repoussé à deux reprises en raison des grèves postales.

Les nouveaux conseils régionaux, qui recouvrent les régions de programme et non plus le ressort des cours d'appel, en application de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture, éliront le jeudi 23 mars prochain un conseil national.

En province, sur 286 postes à pourvoir, 185 conseillers des listes soutenues par l'Union nationale des syndicats français d'architectes (U.N.S.F.A.) ont été élus dès le premier tour, ainsi que trois architectes indépendants. Les résultats du second tour qui avait lieu le 22 février ne sont pas encore connus.

Dans la région parisienne seul M. Charles Rambert, président du conseil régional sortant, a été élu au premier tour, avec 1 315 voix sur 2 800 MM. Alain Gilliot, ancien président de l'U.N.S.F.A., membre du comité central de l'U.D.R. et Jean Combes, président du conseil supérieur sortant, et conseiller de Paris P.R. du 16<sup>e</sup> arrondissement, obtiennent respectivement 1 303 et 1 299 voix. Il y avait 132 candidats pour vingt-quatre postes à pourvoir et le deuxième tour aura lieu le 8 mars prochain. On note que M. Fernand Pouillon arrive dans une position très honorable, ce qui est une sorte de reconnaissance de l'architecture, qui avait été radiée de l'ordre des architectes, après sa condamnation dans le scandale financier de la C.N.I. en 1964, avant d'être amnistiée, en 1971, par le président Pompidou et réintégré à l'ordre en 1977.

## CONJONCTURE

« Revision en baisse de la croissance du P.N.B. L'administration a ramené le taux de croissance réelle pour le dernier trimestre 1977 à 4 %, au lieu de 4,2 %. Ce taux a été de 4,3 % sur toute l'année 1977, s'étant ralenti régulièrement (+5,1 % au troisième trimestre, +6,2 % au deuxième, +7,5 % au premier).

## L'ARCHITECTURE DES BATIMENTS PUBLICS VA ÊTRE AMÉLIORÉE

La mission interministérielle pour la qualité architecturale des constructions publiques s'est réunie, pour la première fois, mercredi 22 février, en présence de M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement. Créée le 20 octobre 1977, cette mission est présidée par M. Bernard Tricot, conseiller d'Etat, et son secrétaire général est M. Jean-Marie Butikofer, ingénieur des ponts et chaussées, ancien chef du service régional de l'équipement de la Corse. La mission devra notamment remettre chaque année au premier ministre un rapport sur les constructions publiques. Dix mille opérations représentant 20 milliards de francs sont menées chaque année dans les propriétés de l'Etat, soit plus de 2,5 millions d'habitants.

Afin d'améliorer la qualité architecturale des constructions publiques (hôpitaux, écoles, gendarmeries, bureaux de poste, etc.), la mission devra favoriser la création dans chaque ministère concerné de secteurs-pilotes permettant de déroger aux normes et encourager l'emploi de jeunes architectes.

« Le nouveau bureau de l'AJBAT. L'Association des journalistes de l'urbanisme, de l'habitat, du bâtiment et des travaux publics (AJBAT), a élu son nouveau conseil d'administration lors de l'assemblée générale, réunie le mercredi 22 février. Président, Michèle Champenois (« le Monde »), vice-présidents, François Chaslin (« pigiste »), François Babin (« le Monteur »), Philippe Madelin (T.F. 1), Sylviane Stein (« l'Express »), secrétaire général, Edouard Thévenon (« le Figaro »), trésorier, Marie-France Sorlin (« la Vie française »), membres, Jacques Chénée (« les Échos »), Benjamin Costa (« le Nouveau Journal »), Bernard Delteil (« l'Aurore »), Alain Echegut (« l'Aménagement »), Bertrand Le Balch (« l'Usine nouvelle »), Alain Marfily (revue H.), Claude Nancy (« le Perichuteur »), Anne de la Roche de Saint-André (« Placements Investissements »), huit membres de l'ancien bureau, dont le président, Jean Audouin (Urbapress), ne se représenteront pas.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

## LES FONCTIONNAIRES C.G.T. ESTIMENT TRÈS INSUFFISANTES LES CRÉATIONS D'EMPLOIS PRÉVUES PAR LE P.S.

Le programme du parti socialiste en matière de créations d'emplois dans la fonction publique et dans les collectivités locales est vivement critiqué par l'union des fédérations de fonctionnaires C.G.T., les fédérations des P.T.T. et des services publics C.G.T. La faiblesse des évaluations, déclarent-elles, ne s'expliquent que par un « sérieux retard » dans la création des deux cent dix mille emplois annoncés dans la fonction publique, qui seraient seulement ouverts pendant moins de trois mois ; ou bien par des « recrutements au plus bas niveau de salaire et même de recrutements de vacataires ou temporaires payés au-dessous du SMIC qui ne permettent pas d'assurer la promotion interne de nombreux fonctionnaires ».

Le P.S. estime les cégétistes, « pourvu le recours à une main-d'œuvre de temporaires et de vacataires sévèrement condamnés par l'ensemble des organisations syndicales ».

« Ils rappellent avoir évalué à trois cent cinquante mille le nombre d'emplois nécessaires dans les services publics et à cent vingt mille ceux qui concernent l'enseignement public. Le parti socialiste, demandent les cégétistes, a-t-il pris en compte le fait que le minimum de rémunération de la fonction publique actuellement supérieur de 23 % au niveau du SMIC ne saurait être assimilé à ce dernier ? Les organisations C.G.T. et C.F.D.T. réclament la fixation du minimum de rémunération à 2 500 F net au 1<sup>er</sup> septembre 1977, ce qui équivaut à un niveau de 2 900 F brut au 1<sup>er</sup> avril 1978.

« Les ouvriers de la Néographe de l'usine de Corbeil-Essonnes, qui observent une grève depuis six jours, ont déclaré, le mercredi 22 février, d'interruption le mouvement à la suite d'un « constat de négociations » avec la direction, entraînant notamment une augmentation de 1,75 % des salaires de base des rotativistes.

Les conséquences de la grève affecteront cependant, cette semaine encore, deux des principaux titres imprimés par la Néographe : « Télé 7 jours » (dont le tirage sera de 1,5 million d'exemplaires, au lieu de 2,7 million) et « Paris-Match », qui ne sera mis en vente que vendredi 24 février.

## DIMINUTION EN 1976 DES ACCIDENTS DU TRAVAIL MAIS AUGMENTATION DES MALADIES PROFESSIONNELLES

La diminution des accidents du travail en 1976, selon les statistiques qui viennent d'être publiées, est importante comme l'a souligné le ministre du travail, Yvon Chotard, le 22 février, mais elle n'est pas exceptionnelle. Déjà en 1975, on avait noté une baisse assez forte et la réduction des accidents mortels est restée importante en 1976 qu'en 1975. En outre, le ministre du travail n'a pas évoqué les maladies professionnelles qui, elles, sont en progression et atteignent un niveau jamais atteint depuis 1970.

Alors que les effectifs des salariés assujettis à la Caisse nationale d'assurance-maladie a augmenté de 0,13 % (13 642 945 en 1976 au lieu de 13 525 708 en 1975) le nombre des accidents avec arrêt de travail a diminué de 3,6 % (1 072 345 au lieu de 1 113 124) ; celui des accidents graves est en diminution de 1,97 % (-1 067 % en 1975), soit 118 650 au lieu de 118 996 ; le nombre des journées perdues pour incapacité temporaire baissent de 2,3 % (29 019 708 au lieu de 30 782 251) alors qu'en 1975 il avait augmenté de 1,24 %. Le nombre d'accidents mortels (1 007 au lieu de 1 065) diminue de 5,39 %, mais il avait baissé de 6,19 % en 1975. Autres indications favorables : on observe une réduction des taux de gravité (1,09 au lieu de 1,11, soit -0,18 %) et du taux de fréquence (39 au lieu de 40, soit -2,5 %).

En revanche le nombre des maladies professionnelles enregistrées est en hausse (4 703 au lieu de 4 519) ainsi que celui des cas mortels (35 au lieu de 18 en 1975). Les années précédentes leur nombre variait de 21 à 28. C'est dans la catégorie des maladies provoquées par le bruit que l'accroissement est le plus important.

ABU DHABI  
BAHREIN DUBAI  
DOHA MUSCAT

الخطوط الجوية العربية السورية

GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

مكتبة الشامل



## AGRICULTURE

### L'opposition à M. Debatisse se renforce à la F.N.S.E.A.

(Suite de la première page.)

Curieusement, ce n'est pas de la salle que sont venues les objections à ces propos au relâchement corporatiste, mais de la tribune, par la voix de l'un des invités, M. Van Der Siree, ministre néerlandais de l'Agriculture. « Le cadastre (entre politiques et professionnels) implique, a-t-il dit, la corresponsabilité. Or ce n'est jamais une bonne chose de mêler les responsabilités. Dans chacun des Etats membres de la C.E.E. et au niveau communautaire, les organisations professionnelles et les pouvoirs publics ont leurs propres responsabilités, ce qui est la garantie principale de leur indépendance. » Les propos du ministre néerlandais sur l'élargissement de l'Europe, les montants compensatoires monétaires, les prix agricoles et la modernisation des exploitations, lui ont néanmoins valu les applaudissements des délégués et les remerciements de M. Michel Debatisse. Puis la discussion s'est engagée sur le rapport d'activités du secrétaire général, M. Auguste Gré, avec la liste des distances propres à chaque région. Ainsi va le congrès officiel.

Mais un autre s'est tenu, *mezzo voce*, dans les couloirs du Palais des congrès. Par petits groupes, les délégués ont beaucoup discuté des candidatures au conseil d'administration et des mérites des uns et des autres. Finalement, la liste des élus, qui a été connue tard dans la soirée, n'a apporté aucune surprise. M. Michel Debatisse renforce même sa position, avec, notamment, l'entrée de deux « jeunes », MM. Louis Laugé et Eugène Schaeffer.

Est encore par petits groupes constitués au hasard de rencontres qu'a été commentée l'exclusion de la Fédération de la Loire-Atlantique, confirmée par le congrès, lors de sa séance, à huis clos. « Une excommunication pour ne pas avoir versé le denier du culte et critiqué les Evangiles », a ironisé un délégué de l'Ouest.

#### La centralisme de l'équipe dirigeante

L'affaire a été suffisamment révélatrice du centralisme imposé par l'équipe dirigeante de la Fédération nationale pour qu'on y revienne. Au congrès de Saint-Malo, en 1973, la Loire-Atlantique était déjà sur la sellette, mais les délégués avaient alors décidé de laisser se prononcer la commission des statuts et conflits, ainsi que le conseil d'administration de la F.N.S.E.A. Les choses ont changé depuis, et la Loire-Atlantique n'a pas versé ses cotisations depuis cinq ans. Elle a toutefois réaffirmé plusieurs fois qu'elle n'entendait pas quitter la Fédération nationale.

À la fin de l'année dernière, Nantes et Paris ont échangé des lettres. La commission des statuts a renoncé à demander l'exclusion, et les représentants de la Fédération départementale ont fait un geste de bonne volonté en envoyant un acompte de 10 000 F sur leurs cot-

isations. Le chèque est arrivé à Paris le 18 février, jour où le conseil d'administration de la Fédération nationale s'est prononcé en faveur de l'exclusion, contre l'avis de sa commission des statuts. Surpris par cette décision, MM. Guitton et Chateletier, respectivement président et secrétaire général de la Fédération départementale de Loire-Atlantique, sont « montés » à Versailles pour s'expliquer devant le congrès. L'accès à la salle et à la tribune leur a été refusé mercredi matin, et l'exclusion a été confirmée à l'issue d'un rapide débat, où ont plaidé en leur faveur les délégués du Finistère et le président des producteurs de lait du Sud-Ouest.

Ne pouvant s'expliquer devant

leurs pairs, les responsables de la Loire-Atlantique, entourés de quelques amis, ont tenu une conférence de presse en présence du président de la commission des statuts et conflits, qui ne s'est pas privé d'intervenir. Aux grâces qui leur sont faites, MM. Guitton et Chateletier ont répondu : « Nous avons un reliquat de cotisations en compte à la F.N.S.E.A. ; nous payons au travers des associations spécialisées — céréales, lait et viande — de lourdes cotisations à la F.N.S.E.A. ; nous avons envoyé un chèque en acompte ; nous ne devons plus grand-chose à la F.N.S.E.A., car nos militants ont été condamnés à de lourdes amendes après les manifestations de 1974, destinées à faire

remonter les cours de la viande », et ces amendes sont « un important tribut à la cause commune ». Ils ont donc déposé les raisons financières d'exclusion.

Restaient les autres motifs, notamment l'organisation de la manifestation des producteurs de lait à Vannes au mois de décembre contre la taxe de corresponsabilité sur le lait qui avait été acceptée par l'État, au profit de la F.N.S.E.A. Une motion favorable à la Fédération de la Loire-Atlantique a circulé qui était signée mercredi en cours d'après-midi par onze départements. « Depuis quelque temps, l'équipe dirigeante de la F.N.S.E.A. donne l'impression de vouloir mettre à l'écart tous ceux qui expriment des points de vue jugés non conformes, plutôt que de rechercher le débat syndical », affirme cette motion, qui ajoute : « Quel que soit le pouvoir politique, le rôle de la F.N.S.E.A. est de défendre et de représenter l'ensemble des agriculteurs, ce qui suppose de garder ses distances avec le pouvoir politique. Actuellement, la F.N.S.E.A. joue objectivement le rôle de relais dans l'application de l'appellation de la politique agricole. »

« L'ambiance est à couper au couteau », notait un délégué, mercredi soir. Selon lui, la F.N.S.E.A. en est arrivée à un double paradoxe : « D'une part, la Fédération de la Loire-Atlantique est exclue sans pouvoir s'expliquer, au moment où le congrès entame un débat sur la démocratie économique ; d'autre part, la Loire-Atlantique est exclue pour son opposition à la taxe de corresponsabilité, au moment où la F.N.S.E.A. propose — bien discrètement, il est vrai, — une motion demandant de ramener de 1,5 à 0,4 % le taux de cette taxe, autrement dit de la supprimer. »

ALAIN GIRAUDO.

#### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.-U. ...	4,8000 4,8075	+ 130 + 130	+ 270 + 330	+ 750 + 840
\$ Can. ...	4,2890 4,3190	+ 120 + 130	+ 250 + 300	+ 530 + 640
Yen (100) ...	2,0130 2,0150	+ 130 + 170	+ 250 + 300	+ 750 + 830
D. M. ....	2,3620 2,3690	+ 130 + 170	+ 280 + 340	+ 920 + 1080
Fl. ...	2,1350 2,2110	+ 130 + 170	+ 280 + 340	+ 920 + 1080
F. S. (100) ...	12,1400 12,1600	+ 400 + 580	+ 910 + 1100	+ 2210 + 2520
F. S. ....	2,6480 2,6560	+ 210 + 250	+ 480 + 510	+ 1280 + 1460
L. (1 000) ...	5,6550 5,6580	+ 210 + 250	+ 480 + 510	+ 1280 + 1460
E. ....	9,3680 9,3680	+ 210 + 250	+ 480 + 510	+ 1280 + 1460

#### TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/4	4	5	6	7	8	9	10	11	12
D. M. ....	3 1/4	4	5	6	7	8	9	10	11	12
\$ E.-U. ...	2 1/2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
\$ Can. ...	5 1/2	6	7	8	9	10	11	12	13	14
F. S. (100) ...	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
F. S. ....	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9
E. ....	5 1/2	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Fl. ....	10 1/2	11 1/2	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de cotation par une grande banque de la place.

(PUBLICITE)

### ARAB POTASH COMPANY HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN REGISTRATION OF SUPPLIERS FOR MECHANICAL WORK FOR A POTASH REFINING PLANT

The Arab Potash Company Limited (APC) of Amman Jordan plans to build a Solv Expansor and Potash Refinery Facility to produce 1.2 million tonnes per year. The facilities will be located between Maaza and Safi on the southern end of the Dead Sea, about 220 km north on a new road from the Port of Aqaba. The temperature range is approximately 24° to 30°C. APC has applied for financing to the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), Agency for International Development (USAID), Kuwait Fund for Economic Development, Arab Fund for Economic and Social Development, Saudi Fund for Development, Arab Investment Co., Islamic Development Bank, and Abu Dhabi Fund for Arab Economic Development. The proceeds of these facilities will be applied to payments for materials, equipment and subcontract services for which this notice is issued.

- Payment by the various Arab Financial Agencies, USAID and IBRD will be made only at the request of APC in accordance with the terms and conditions of the loan agreements. Purchases will be made under the guidelines of the IBRD, USAID Handbook I Country Contracting, and in accordance with the terms and conditions of the proposed agreements between APC and the Financing Agencies. Purchases will be made from the member countries of the IBRD, Switzerland and other nations.
- The Arab Potash Company invites suppliers interested in receiving inquiries to register themselves, for which purpose they should provide the following information:
1. Items from categories listed below which suppliers are able to furnish, include technical data and catalogues.
  2. Approximate time required for:
    - a. Submit proposals
    - b. Provide Drawings and Technical Data for approval
    - c. Deliver equipment to Port of Aqaba
  3. List of applications where similar equipment has been in service for at least three (3) years, listing those applications by plant name and location which may be available for inspection together with reports of operation.
  4. Description, capacity and range of manufacturing facilities, number of employees, experience, etc. and current work commitments as percent of total capacity for 1978, 1979, and 1980 on a quarterly basis.
  5. Union affiliation and expiration date of existing Union Agreements.

#### A. STEAM AND POWER GENERATING PLANT

1. Two (2) oil fired packaged unit boilers using No. 6 fuel oil with No. 2 oil startup capabilities rated for 127,000 kilograms per hour of steam in the range of 43 to 64 kilograms per square centimeter absolute and 420°C to 480°C complete with economizers, super heaters, fans and stacks.
2. One 12 to 15 MW, 11 kv, 0.8 power factor, 30 hertz, 2000 revolutions per minute back pressure steam turbine generator with steam condenser. The turbine will exhaust approximately 100,000 kilograms per hour for process steam at 4.5 kilograms per square centimeter absolute.
3. All other auxiliary and ancillary equipment required with the foregoing to provide a complete operating steam power station.

#### B. REFINERY

The Potash Refinery to produce 1.2 million tonnes per year of fertilizer grade potash will comprise equipment to decompose carnallite into potash, sulphate, and crystalline, dry and store Potash as follows:

Slurry Pumps: To pump sodium chloride and potassium chloride slurries of various flow rates to 1000 cubic meters per hour. Carbon steel, rubber lined and alloy construction.

Centrifugal Pumps: For saturated brine, cooling water, condensate, demineralized water and non-process uses. Capacities up to 10,000 cubic meters per hour. Single and multi-stage in carbon and stainless steels, rubber lined, nickel, and other alloys.

Recirculating and Rotary Pumps: For hydrocarbon edibles with capacities to 25 cubic meters per hour.

Crystallizers: Draft tube baffled type for 1.2 million tonnes per year production of potash from saturated NaCl/KCl brine feed, complete with condensers and vacuum systems.

Heat Exchangers: Plate and frame, shell and tube and plate coil types in nickel, other alloys, carbon steel and including special designs. Capacities to 25 kilojoules per second.

Crystallization Draft tube baffled type for 1.2 million tonnes per year production of potash from saturated NaCl/KCl brine feed, complete with condensers and vacuum systems.

Centrifugal Separator and/or tumbler types in alloy, nickel and carbon steel construction. Capacities to 1800 cubic meters per hour of 25% slurry.

Agitators: Various types in alloy, stainless steel and rubber lined steel. Sizes to 4000 millimeter impellers and 275 kilowatt drives.

Belt Filters: To handle up to 1,800 cubic meters per hour of 30% solid slurry. Stainless steel and alloy construction. Complete with vacuum pumps, receivers and traps.

Thickening Bridge type and center column type, sizes to 45 meter in carbon steel, monel alloy, and plastic lined materials, complete with riding and driving mechanisms.

Fans and Blowers: Induced and forced draft fans for fuel oil fired dryers, boilers and potash dust collection systems. Capacities to 150,000 cubic meters per hour.

Rotary Dryers: No. 6 fuel fired to dry potash crystals. Capacity to 500 tonnes per hour complete with instruments and controls.

Cyclones: To remove dust plus micron potash dust from stack gases. Capacities to 150,000 cubic meters per hour.

Electrostatic Precipitators: To reduce potash dust loading from 1 gram to about 0.08 grams per cubic meter. Capacities to 150,000 cubic meters per hour.

Hydrocyclones: To concentrate 15-20% carnallite slurry to about 40% solids slurry. Capacities to 1,140 cubic meters per hour feed. Rubber lined, ceramic lined, monel, aluminum bronze alloys.

Belt Conveyors: To handle wet sodium chloride and potassium chloride and carnallite cakes. Capacities to 1,000 tonnes per hour.

Product Handling Systems: Includes elevators, conveyors, weight loaders and scales, portable conveyors and front loaders for potash crystals, wet and dry. Capacities to 500 tonnes per hour.

Truck Scales: Capacities to 80 tonnes with remote electronic readout and printout.

Valves: Globe, gate, ball, butterfly, pinch valves for corrosive liquids and slurries. Carbon steel, and various alloys constructions.

Instrumentation: All electronic instrumentation required for potash fertilizer plant including control valves, accessories and panels.

Laboratory Equipment: Atomic absorption, flame photometry, viscometer, wet analysis, etc.

Piping Materials: Pipes, fittings, flanges, valves and accessories in carbon steel, monel, rubber lined, fibre reinforced plastic, and other alloys. Expansion joints, sizes to 600 meters.

Expansion Joints: Special rubber lining and ceramic lining for pipes, cyclones, crystallizers, tanks, etc.

Electrical Equipment: 11 motors, 8.8 kilowatts and 400 volt transformers, switch gear, starters, rectifiers, capacitors, etc. for indoor and outdoor installation. Armored and unarmored HV and LV cables and wires. Lighting fixtures, panel boards, etc.

Motors: Electrical motors of 8.8 kilowatts, 2.2 kilowatts and 400 volts to a maximum of 900 kilowatts.

6. List of items usually subcontracted.
  7. Availability of replacement parts and after sales service in Jordan.
  8. Financial Report for last three (3) years.
- In order to be considered as qualified to receive inquiries, two copies of the above information must be sent in English to, and received at, the following addresses by April 15, 1978.

Mr. D. Platz  
Arab Potash Project  
Jacobs International Limited, Inc.  
Park House  
North Circular Road  
Dublin 7, Ireland  
Telex: 30285 JCBSE-IE

At the same time one copy shall be forwarded to:

Mr. Ali Khassawneh  
Chairman and General Manager  
Arab Potash Company Limited  
P.O. Box 1479  
Amman, Jordan  
Telex: 8251683

The Arab Potash Company reserves the right to verify all statements and to inspect suppliers' facilities to confirm their ability to perform the work and to reject any prospective supplier without accepting any reason therefor.

The principal factors that will be considered in evaluation of proposals from invited suppliers who have been registered will be Capital Cost, Quality, Operating Cost, Maintenance Cost, Installation Costs, Freight, Expediting and Inspection Costs, Performance and Mechanical Guarantees, Payment Terms, Delivery Times, Compliance with Specifications and Manufacturers specific Experience. Suppliers capacity to manufacture and deliver, Details of evaluation methods will be specified in the invitations to bid. Equipment, materials, and construction services include, but are not necessarily limited to:

#### C. MISCELLANEOUS EQUIPMENT

Shop Equipment: Machine shop and truck maintenance equipment.

Vehicles: Automobiles, pick-up trucks, ambulances, buses and the trucks.

Trucks: Dump, winch, welding, flat beds, fuel, water, lubricator, wrecker, low boy with tractor.

Tractors: (product and fuel oil) tractors for 80 ton capacity bulk carriers, and tractor type trailers with 30 tonnes bulk solids capacity each. Tractors with 20 to 40 cubic meter fuel oil capacity.

Water: Skids, work boats, barges.

Maintenance: Backhoes, bulldozers, front-end loaders, road grader, crane, cherry picker, compressor, etc.

#### D. CONSTRUCTION SERVICES

Construction of the project will be performed through two general contracts. One for a Power Plant, the other a Refinery. Both will include auxiliary and ancillary equipment which will include the following classes of work:

Temporary construction facilities, in-plant road construction, construction craft housing, site preparation, concrete foundations and structures, structural steel supply and erection, installation of mechanical equipment, electrical, instrumentation and piping systems and installation of refractories, rubber lining and other coatings and painting. Interested contractors should apply for the prequalification booklet that will explain in detail the construction services desired.

## URBANISME

### ÉNERGIE

● L'Arabie Saoudite favorable à un gel des prix du pétrole pendant deux ans. — « Notre position pour cette année et l'année prochaine est d'essayer d'obtenir un gel des prix du pétrole », a déclaré le 21 février, à Washington, M. Ghazi Al Gosaibi, ministre saoudien de l'Industrie. L'Arabie Saoudite, a précisé le ministre, s'opposera au sein de l'OPEP à toute proposition d'augmentation des prix avant la fin de 1979. — (A.F.P.)

● La production de pétrole des pays du Marché commun a plus que doublé en 1977 grâce aux champs de la mer du Nord, indique le bureau européen de statistiques. Les 37,8 millions de tonnes produites restent cependant très largement inférieures aux importations qui se sont élevées en 1977 à 482,5 millions de tonnes (contre 610 millions en 1976). La consommation a diminué en raison de la « persistance du bas niveau de l'activité économique ». — (A.P.)

● Le groupe pétrolier britannique British Petroleum va fermer pendant deux mois sa raffinerie de Rotterdam en raison de la surabondance actuelle des produits pétroliers et de la faiblesse des prix sur le marché mondial.



**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques  
Entreprise Nationale SONATRACH

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

Un appel d'offres international est lancé en vue du contrôle de la réalisation du Projet Lubrifiants Arzew 2 (Arzew, ALGERIE).

L'appel d'offres a pour but le contrôle et le suivi des travaux de l'Entrepreneur chargé de la réalisation du Projet Lubrifiants Arzew 2 dans les domaines :

- des études et travaux de conception et de réalisation ;
- de la planification et de la programmation ;
- des coûts et de la vérification financière.

Le cahier des charges sera retiré auprès du Projet Lubrifiants Arzew 2, SONATRACH, Division Engineering et Développement, 10, rue du Sabara, Hydra - ALGER.

La date limite du dépôt des offres est fixée au 30 mars 1978, à 12 heures, le cachet de la poste faisant foi.

L'offre devra être valable quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de remise des offres.

## TRANSPORTS

### Une initiative franco-britannique

#### Le comité anti-poids lourds demande une limitation du trafic routier

Le comité anti-poids lourds, créé en France sur l'initiative de la Fédération des usagers des transports et l'association britannique Civic Trust, membre du bureau européen de l'environnement, ont décidé d'unir leurs efforts « afin de stopper, voire de réduire le trafic des camions dans les pays du Marché commun ».

Pour le comité anti-poids lourds, le développement du trafic routier de marchandises qui, en France, est passé en vingt ans de 15 % à plus de 50 % du tonnage transporté, est contraire à l'intérêt général. A son avis, « les camions tuent plus de mille personnes par an à l'intérieur de l'Hexagone ». Ils dégradent le réseau routier : « Un poids lourd de 13 tonnes à l'essai cause autant de dégâts à la route que quatre cent mille voitures », affirme-t-il.

De son côté, le Civic Trust se félicite d'avoir contraint le gou-

vernement britannique, en 1970, à proposer à un relèvement du poids total en charge des camions, actuellement fixé, outre-Manche, à 32 tonnes au lieu de 38 tonnes en France. Les représentants de cette association constatent, pour le déplorer, qu'environ trois cent mille poids lourds traversent Douvres chaque année, au lieu de dix mille seulement en 1965.

Le comité anti-poids lourds et Civic Trust réclament donc un changement complet de politique, « un véritable renversement de tendances », qui, selon eux, doit se traduire par une priorité donnée au développement du rail et de la voie d'eau. Ils proposent notamment de raccorder systématiquement les zones industrielles au réseau ferroviaire, de réduire les limites dites secondaires, hâtivement fermées, d'augmenter le gabarit du canal du Nord de 600 à 1 350 tonnes grâce au doublement des écluses actuelles.

### Meilleur confort sur les trains de l'Ouest Un T.G.V. atlantique pour 1990 ?

De notre correspondant

Rennes. — « Les responsables socio-économiques de la région ont fait preuve d'un intérêt tout particulier pour la S.N.C.F., il était normal que la S.N.C.F. s'intéresse à la Bretagne. » Par cette petite phrase, M. Jérôme Marillet, directeur de la S.N.C.F. pour la région de Rennes, a souligné, le mardi 21 février, au Club de la presse de Rennes, que les améliorations prévues le 1<sup>er</sup> octobre 1978 sur le réseau ouest étaient bien la conséquence des prises de position des responsables régionaux. Il est clairement apparu que les critiques adressées à la S.N.C.F. dans le Livre blanc présenté le 13 avril 1977 par le Comité économique et social de Bretagne, ont fait mouche (1).

Les mesures annoncées par M. Marillet concernent l'amélioration du confort. Ainsi, la création d'un aller-retour supplémentaire quotidien entre Paris et Rennes d'un autre entre Rennes et Brest et de deux entre Rennes et Brest et Rennes et Quimper, les suppléments « train rapide » seront supprimés.

Pour ce qui est de l'amélioration du confort, on note la généralisation des voitures Corail sur tous les rapides et express entre Paris et Brest et Paris et Quimper, une extension à tous ces trains de la restauration à la place, en première et en deuxième classe, s'accompagnant d'une suppression des « grill-crêpes », l'apparition de voitures dotées de distributeurs automatiques de boissons et de sandwiches, la mise en service de voitures-couchettes climatisées.

Corail sur les trains de nuit Paris-Brest et Paris-Quimper.

A moyen terme, de nouvelles mesures concernant l'infrastructure du réseau ferroviaire sont envisagées. L'amélioration du tracé et de la capacité des voies et l'électrification des lignes Rennes-Brest et Rennes-Quimper devraient permettre de gagner une trentaine de minutes entre Paris et Brest. Toutefois, la rentabilité de ces investissements étant insuffisante pour la S.N.C.F., ils ne pourront être réalisés qu'avec les concours de l'Etat et de la région. Quant au train à grande vitesse (T.G.V.) Atlantique, qui mettrait Brest et Quimper à quatre heures de Paris, sa réalisation, sous réserve qu'elle soit décidée par le gouvernement, ne peut être envisagée qu'à l'horizon 1990.

YANN ENJEU.

(1) Le politique ferroviaire en Bretagne. Livre blanc du comité économique et social de Bretagne. Maison des métiers, cours des Allées, 35100 Rennes.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### BIS S.A.

a acquis la majeure partie des actions de

#### WELLS MANAGEMENT INC.

société américaine spécialisée dans le recrutement de cadres et le travail temporaire à l'issue d'une Offre Publique d'Achat dont l'agent a été

Europartners Securities Corporation

Le soussigné

a initié cette opération et a agi comme conseil financier de BIS S.A.

CRÉDIT LYONNAIS

### LEGRAND S.A.

a acquis une part substantielle des actions de

#### PIAL S.A.

leader brésilien

de l'appareillage électrique d'installation

Les établissements suivants ont initié cette opération et ont agi comme conseils financiers de LEGRAND S.A.

CRÉDIT LYONNAIS

BANCO FRANCES E BRASILEIRO



### ACTIVITÉS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN 1977

#### IMETAL

Les chiffres d'affaires et revenus assésés ressortent en 1977 à 77,7 millions de francs contre 81,4 en 1976, dont, pour les revenus des participations, 45 millions de francs contre 38,2.

Les résultats non consolidés d'IMETAL se situent à un niveau voisin de celui de l'exercice précédent.

#### PENARROYA

L'année a été caractérisée pour le groupe par une relative stabilité des productions de métaux : 310 000 tonnes de plomb et 178 000 tonnes de zinc (contre respectivement 302 000 et 177 000 tonnes en 1976) et par une diminution du volume et des prix de vente du zinc, particulièrement sensible pendant le second semestre 1977.

Compte tenu de la bonne tenue des cours du plomb pendant l'année, le chiffre d'affaires non consolidé de l'exercice devrait se situer à un niveau inférieur à celui de l'exercice 1976.

#### MOKTA

Les productions des principales sociétés filiales de MOKTA se sont maintenues à des niveaux voisins de ceux atteints en 1976, soit : uranium contenu 2 800 tonnes — minerai de manganèse et manganèse métallurgique 2 millions de tonnes — agrégats pour la construction 3 700 000 tonnes — la production de minerai de fer progressant de près de 20 % avec 2 650 000 tonnes.

Les chiffres d'affaires et revenus assésés de la société atteignent 42,4 millions de francs contre 38,2 pour 1976. Cette amélioration reste essentiellement due à l'augmentation des revenus des filiales productrices d'uranium.

Les résultats de la société devraient marquer une sensible progression.

#### COPPERWELD

Le chiffre d'affaires de la société se monte à 347 millions de dollars, en progression de 16 % sur 1976 (299 millions de dollars). Le bénéfice net s'établit à 16,3 millions de dollars contre 18,9.

#### LE NICKEL-S.L.N. (filiale commune IMETAL-SNEA)

L'année a été caractérisée, en raison de la situation du marché du nickel, par une diminution des productions et des ventes.

Les productions s'établissent à : 3,5 millions de tonnes de minerai contre 4,1 et à 51 300 tonnes de nickel contenu dans les produits métallurgiques contre 62 000 tonnes en 1976.

Les ventes de métal s'élevaient à 20 400 tonnes contre 51 700 en 1976.

Par suite des diminutions des livraisons de métal et de la baisse des prix de vente intervenus au cours du second semestre, le chiffre d'affaires de la société ressort à 1 198 millions de francs contre 1 258 en 1976.

Au total le résultat de l'exercice s'établit en perte sensible.

### FONCIER INVESTISSEMENT

Au cours de sa séance du 16 février 1978, le conseil a pris acte de la démission de son président, M. Robert Blot, donnée à la suite de sa nomination comme gouverneur du Crédit foncier de France. Le conseil a exprimé sa gratitude à M. Robert Blot pour les services éminents rendus à la société, et a ensuite coopté M. Max Laxan, sous-gouverneur du Crédit foncier de France, en qualité d'administrateur et l'a désigné pour assurer les fonctions de président.

Le conseil a, par ailleurs, décidé de proposer à l'assemblée générale, convoquée pour le 6 avril 1978, la distribution d'un dividende de 15,77 F assorti d'un crédit d'impôt de 2,13 F (revenu global : 17,90 F).

## BANQUE GRINDLAY OTTOMANE

La BANQUE GRINDLAY OTTOMANE a procédé à l'ouverture à ZÜRICH d'une succursale qui vient s'inscrire dans la politique de développement de ses activités internationales.

La BANQUE GRINDLAY OTTOMANE, Société de droit français, est filiale de la GRINDLAYS BANK LONDRES, elle-même affiliée à la CITIBANK NEW-YORK et à la LLOYDS BANK LONDRES.

Nous rappelons que la BANQUE GRINDLAY OTTOMANE est déjà installée, outre PARIS, à GENEVE, MARSEILLE, TOULON, GRASSE, CANNES, NICE, AIX-EN-PROVENCE et MONTE-CARLO.

### BARÈME DES BRILLANTS

COULEUR	BLANC NUANCÉ		LÉGÈREMENT TEINTÉ		DIAMÈTRE en 18 <sup>e</sup> de %
PURITÉ	V.V.S.	Lég. piqué	V.V.S.	Lég. piqué	
1 carat : 8 g 20.	16.300 F	11.300 F	9.500 F	8.900 F	65/100
2 carats, le carat	22.400	15.200	11.800	7.400	54/100
3 carats, le carat	25.200	18.000	13.200	8.100	50/100
4 carats, le carat	31.200	22.100	14.800	8.200	104/100
5 carats, le carat	37.400	25.400	16.700	10.200	114/100

Ce barème s'applique à des brillants, V.V.S. ou G.G. et peut être adapté à votre disposition pour vous renseigner sur les types les plus précis sur la base de vos besoins. Nous vous remercions.

### GODECHOT & PAULIET

86, AVENUE RAYMOND-BOINCARE

PARIS 14

ACHATS - VENTES - EXPERTISES - CONSEILS

PARKING FOCH MÉTRO VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dimanche

### LES ÉLUS DU VAL-D'OISE DEMANDENT LE CLASSEMENT DE ROISSY PARMI LES « ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX »

Les conseillers généraux du Val-d'Oise ont approuvé, mardi 21 février, une motion présentée par la commission des affaires économiques sur les nuisances de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Annonçant que la nouvelle trajectoire « plaine de France », approuvée par l'assemblée départementale en octobre 1977, sera mise en application le 7 mars 1978, cette motion réclame « que toutes les mesures appropriées soient prises pour réduire le bruit à la source ».

Les élus demandent aussi « le classement des aéroports parmi les établissements dangereux, insalubres et incommodes ; la redéfinition des zones de bruit en fonction du bruit réel ; la participation des élus et des associations intéressées à toutes les décisions à prendre concernant l'utilisation des fonds produits par les taxes ; les procédures de vol et l'entretien des équipements ; l'obtention de moyens réels en matière de police, afin de sanctionner les compagnies aériennes contrevenantes dans l'irrespect tant des procédures de décollage et d'atterrissage que des trajectoires ».

Enfin, un amendement présenté par le groupe socialiste et les radicaux de gauche demande l'interdiction des vols de nuit entre 22 heures et 7 heures.

● **Défaillance technique sur Concorde.** — Le Concorde d'Air France qui assure la liaison trihebdomadaire Paris-Washington, n'a pu décoller de Roissy, dans la soirée du mercredi 22 février. Au moment de la mise en puissance des réacteurs, les pilotes ont constaté qu'un voyant rouge s'était allumé. Aussitôt la procédure d'arrêt a été mise en marche. Les cinquante et un passagers ont, avec deux heures de retard, embarqué sur un autre Concorde.

● **Des crédits français pour le métro de Mexico.** — La France va allouer au Mexique un crédit de 960 millions de dollars pour l'extension du métro de Mexico qui est une réalisation française. Ce métro date de 1970. Son réseau, long de 42 kilomètres, doit être porté à 78 kilomètres au cours des prochaines années. — (A.F.P.)

● **Les voies navigables dans le Nord.** — Dans l'article intitulé « Une nouvelle liaison fluviale entre Paris et Lille est-elle justifiée ? » de l'édition du 23 février, il fallait lire : « Il s'agit d'un projet très coûteux (3,5 milliards de francs), soit treize fois (et non trois fois) le total de l'enveloppe... ».

## RÉGIONS

### Ile-de-France

#### A Paris, porte de la Villette

#### LE PREMIER « PLANCHODROME » DE FRANCE

Le plus grand emplacement réservé en France aux amateurs de planche à roulettes va être aménagé à Paris sur le terrain des anciens abattoirs de la Villette, au pied de l'ancienne salle des ventes, au niveau de la station de métro Porte-de-la-Villette. Les travaux, qui commenceront dans une dizaine de jours, devraient être terminés en avril.

Ce « planchodrome » — appelons-le ainsi — couvrira 5 500 mètres carrés et comportera quatre pistes : une piste pour débutants (800 mètres de surface plane) ; une piste de glisse (85 mètres, avec une pente de 6 %/10) ; deux pistes pour plancheurs confirmés (90 et 30 mètres de long, pente plus forte).

Deux cent cinquante personnes, qui acquitteront un droit d'entrée inférieur à 10 F, pourront évoluer en même temps sur cet ensemble, dont la réalisation, qui coûtera 2 millions de francs environ, a été lancée par la SEMVI (Société d'économie mixte pour l'aménagement de la Villette) et confiée à un bureau d'études privé.

« La Ville de Paris n'a pris aucune part financière dans cette opération », précise-t-on à la mairie. M. Jean Serignan, commissaire à l'aménagement du secteur, précise, d'autre part : « Tel équipement ne constitue pas un obstacle à l'aménagement des terrains de la Villette. Cet ensemble ne comportera aucune construction définitive. C'est une expérience. On saura par la suite si cet « équipement » devra devenir permanent. »

### Corse

● **Une importante charge explosive, dont le détonateur n'a pas fonctionné, a été découverte le mercredi 22 février à Bastia, devant le cabinet d'assurances de M. Roland Simeoni, frère de Max et Edmond. Les enquêteurs soupçonnent que cette charge aurait dû exploser dans le courant de la nuit, au même moment que celle qui, à 1 h. 30, a causé de très importants dégâts au domicile de la mère des trois frères Simeoni. Deux charges d'explosifs ont, d'autre part, été placées, dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 février, au pied d'un pylône de la ligne électrique Carbo-Sarde, près de Bonifacio. Une seule des deux charges a sauté, endommageant le pylône, qui est cependant resté debout.**

### VIENT DE PARAÎTRE

#### Un dossier du Monde

### L'ÉCOLOGIE enjeu politique

En vente partout - 10 F

### BOURSE DU BRILLANT

communiqué

#### MARCHÉ DU BRILLANT

Prix d'un brillant rond apéclen BLANC EXCEPTIONNEL

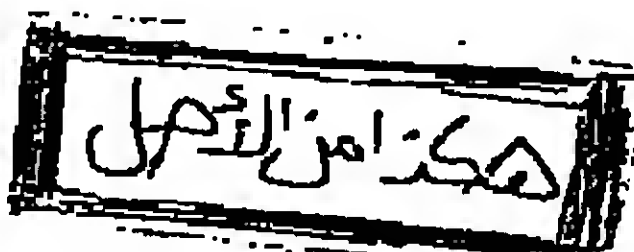
1 CARAT

23 février : 60.242 F T.T.C. + commission 4,90 %

M. GÉRARD, JOAILLIERS

8, avenue Montaigne - Paris (8<sup>e</sup>)

Tél. : 333-43-95





PARIS  
22 FÉVRIER

## Nouvelle avance

Le mouvement de hausse s'est poursuivi mercredi à la Bourse de Paris, où dans un marché toujours relativement actif, la grande majorité des valeurs françaises ont de nouveau gagné du terrain. De fait l'indicateur instantané a terminé la séance en progrès d'environ 1 %.

Comme la veille, la quasi-totalité des compartiments ont profité de ce mouvement, en tête duquel on trouvait encore les titres de métallurgie et de construction électrique. Seuls les magasins ont subi quelques pertes après leur vigoureuse remontée des jours précédents.

Les meilleures performances de la séance ont été réalisées par Denain et Chiers (+ 8 %) suivis d'Usinor, Poclairn et D.B.A., dont les cotations ont été retardées en raison de l'abondance de la demande.

« Les compagnies d'assurances, les caisses de retraite et quelques autres organismes de placement collectif sont toujours présents sur le marché. Mais la grande masse des petits porteurs demeure absente. » Tel était l'avis général des professionnels autour de la corbeille.

Pour beaucoup d'entre eux, le risque d'un investissement boursier à trois semaines des élections vaut la peine d'être couru. D'abord parce que, en raison des querelles persistantes qui la divise, la gauche pourrait bien les perdre. Ensuite, parce qu'aux niveaux actuels, « les cours ne peuvent guère aller beaucoup plus bas ». Peut-être, mais les éparquismes n'ont-ils pas déjà entendu ce refrain ?

Sur le marché de l'or, le lingot a baissé de 110 francs à 29 385 francs et le napoléon s'est effrit de 0,50 franc à 299,30 francs. Le volume des échanges est revenu de 9,06 millions de francs à 7,66 millions de francs.

BOURSE DE PARI			
VALEURS	%	% du	VALE

## LONDRES

### INCERTAIN

VALEURS	CLOTURE 21/2	COURS 22/2
Banque	618	622
British Petroleum	760	758
Comptables	118	119
De Sovers	321	328
Imperial Chemical	339	348
Nitrate Zinc Corp	174	174
Shell	478	487
Victoria	178	178
West Loan 3 1/2 %	38 1/8	36 1/4
West Oriented Bank	28 3/4	26 1/2
Western Holdings	24 1/8	23 7/8

## NEW-YORK

Léger recul

au début de séance, le léger délabement du dollar avait subi une balaise et même entraîné quelque chute, mais l'annonce d'une baisse de 4 % des commandes de biens durables en janvier 1978, après, il est vrai, une hausse de 6,7 % en décembre 1977, jetait un froid. Du coup, les investisseurs redoutèrent une hésitation quant à la grève des mines de charbon se poursuivait atténuée, voire, comme on se le dit, en se disant, se disant-neuvième jour.

VALEURS	COURS		COTE
	21/2	22/2	
.....	91 1/2	39 5/8	
.....	98 7/8	39 1/2	
.....	98 1/2	39 1/2	
.....	27 5/8	38 1/2	
.....	101 3/8	101 1/4	
.....	43 3/4	42 1/2	
.....	44 1/4	44 1/4	
.....	44 3/4	44 1/2	
.....	44 3/4	44 1/2	
.....	46 3/4	46 1/2	
.....	25 5/8	25 1/2	
.....	57 3/8	56 1/2	
.....	16 1/2	16 1/2	
.....	15 1/2	15 1/2	
.....	255 1/4	255 1/2	
.....	27 1/4	27 1/4	
.....	21 5/8	20 5/8	
.....	58 3/8	58 1/2	
.....	28 7 1/2	28 1/2	
.....	68 3/8	68 1/2	
.....	25 1/4	25 1/4	
.....	19 3/4	20 1/2	
.....	27 1/2	27 1/2	
.....	27 1/2	27 1/2	
.....	26 1/2	26 1/2	

## INDICES QUOTIDIENS

INSEE. Base 100 : 30 déc. 1977  
21 fév. 22

eurs françaises ..	99	18
eurs étrangères ..	102,2	18
de DES AGENTS DE CHANG		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
ice général .....	58,7	5

## COURS DU DOLLAR A TOKIO

	22.2	23.7
Tax (no votes) ....	238 96	238

### Taux du marché monétaire

**Taux du marché monétaire**  
 tats privés ..... 10 1/2 %

---

**- COMPTAN**

**BOURSE DE PARIS - 22 FÉVRIER - COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compa- ssion	VALEURS	Précéd. cibture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compa- ssion	VALEURS	Précéd. cibture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compa- ssion	VALEURS	Précéd. cibture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compa- ssion	VALEURS	Précéd. cibture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
771	4.4. 1873 C.A.E. 3 20%	784 98	788 768	784 261	770 58	188	E. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	18	18	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	181	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
772		784 98	788 768	784 261	770 58	189	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	19	19	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	182	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
773		784 98	788 768	784 261	770 58	190	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	20	20	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	183	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
774		784 98	788 768	784 261	770 58	191	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	21	21	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	184	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
775		784 98	788 768	784 261	770 58	192	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	22	22	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	185	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
776		784 98	788 768	784 261	770 58	193	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	23	23	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	186	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
777		784 98	788 768	784 261	770 58	194	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	24	24	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	187	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
778		784 98	788 768	784 261	770 58	195	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	25	25	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	188	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
779		784 98	788 768	784 261	770 58	196	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	26	26	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	189	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
780		784 98	788 768	784 261	770 58	197	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	27	27	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	190	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
781		784 98	788 768	784 261	770 58	198	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	28	28	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	191	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
782		784 98	788 768	784 261	770 58	199	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	29	29	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	192	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
783		784 98	788 768	784 261	770 58	200	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	30	30	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	193	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
784		784 98	788 768	784 261	770 58	201	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	31	31	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	194	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
785		784 98	788 768	784 261	770 58	202	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	32	32	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	195	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
786		784 98	788 768	784 261	770 58	203	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	33	33	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	196	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
787		784 98	788 768	784 261	770 58	204	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	34	34	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	197	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
788		784 98	788 768	784 261	770 58	205	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	35	35	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	198	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
789		784 98	788 768	784 261	770 58	206	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	36	36	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	199	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
790		784 98	788 768	784 261	770 58	207	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	37	37	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	200	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
791		784 98	788 768	784 261	770 58	208	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	38	38	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	201	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
792		784 98	788 768	784 261	770 58	209	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	39	39	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	202	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
793		784 98	788 768	784 261	770 58	210	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	40	40	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	203	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
794		784 98	788 768	784 261	770 58	211	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	41	41	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	204	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
795		784 98	788 768	784 261	770 58	212	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	42	42	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	205	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
796		784 98	788 768	784 261	770 58	213	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	43	43	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	206	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
797		784 98	788 768	784 261	770 58	214	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	44	44	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	207	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
798		784 98	788 768	784 261	770 58	215	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	45	45	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	208	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
799		784 98	788 768	784 261	770 58	216	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	46	46	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	209	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
800		784 98	788 768	784 261	770 58	217	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	47	47	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	210	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
801		784 98	788 768	784 261	770 58	218	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	48	48	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	211	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
802		784 98	788 768	784 261	770 58	219	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	49	49	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	212	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
803		784 98	788 768	784 261	770 58	220	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	50	50	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	213	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
804		784 98	788 768	784 261	770 58	221	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	51	51	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	214	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
805		784 98	788 768	784 261	770 58	222	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	52	52	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	215	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
806		784 98	788 768	784 261	770 58	223	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	53	53	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	216	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
807		784 98	788 768	784 261	770 58	224	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	54	54	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	217	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
808		784 98	788 768	784 261	770 58	225	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	55	55	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	218	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
809		784 98	788 768	784 261	770 58	226	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	56	56	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	219	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
810		784 98	788 768	784 261	770 58	227	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	57	57	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	220	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
811		784 98	788 768	784 261	770 58	228	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	58	58	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	221	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
812		784 98	788 768	784 261	770 58	229	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	59	59	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	222	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
813		784 98	788 768	784 261	770 58	230	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	60	60	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	223	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
814		784 98	788 768	784 261	770 58	231	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	61	61	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	224	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
815		784 98	788 768	784 261	770 58	232	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	62	62	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	225	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
816		784 98	788 768	784 261	770 58	233	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	63	63	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	226	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
817		784 98	788 768	784 261	770 58	234	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	64	64	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	227	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
818		784 98	788 768	784 261	770 58	235	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	65	65	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	228	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
819		784 98	788 768	784 261	770 58	236	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	66	66	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	229	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
820		784 98	788 768	784 261	770 58	237	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36	67	67	Hart	18 15	18 15	18 15	18 15	230	14. Errenson	179 30	182 50	188 18	278 28
821		784 98	788 768	784 261	770 58	238	W. A. Lohrner	184 38	188 50	188 36													

COTE DES CHANGES	COURS DES BILLETS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
------------------	----------------------	----------------------

COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS										COURS										COURS										COURS									
COURS																																							



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. **MOBES**  
— SOCIÉTÉ : « D'une hiérarchie à l'autre », par Daniel Barthelemy ; « Les dévants ne font plus recette », par J.-P. Badin.  
— REVUE DES REVUES : « Folia d'Etat », par Yves Florenne.

3. **ETRANGER**  
4. **AMERIQUES**  
5. **PROCHE-ORIENT**

5. **EUROPE**  
— POLOGNE : « Une année cruciale pour M. Gierk » (II), par Manuel Lucbert.

8. **POLITIQUE**  
— LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : « L'UNION RÉGIONALE A L'AUTRE (XIX) », LORRAINE : des ministres aux avant-postes.  
— TRIBUNE DU 12 MARS : « Le renouveau ou la grandeur de la France », par Philippe Saint-Pro.

— Les rapports entre le P.C. et le P.S.

LE MONDE DES LIVRES  
PAGES 15 A 20  
LE FEUILLETON, de Bertrand Poirot-Delpech : « L'Ange et la Bête ».  
HISTOIRE : L'encyclopédie sur la mort, de Philippe Ariès : Un Père Lachaise dessinée par le facteur Cheval.  
LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE : Le Nil du néant.  
RELATIONS INTERNATIONALES : Les socialistes réunifiés, t-ii le continent L'Amérique à la recherche d'une politique.

21 à 23. **CULTURE**  
— THÉÂTRE : En attendant Godot, de l'Odéon.

24. **SPORTS**

25. **SOCIÉTÉ**  
— A Rouen, douze ans de réclusion pour une « mère indigne » ; à Beauvais, vingt ans de réclusion pour un voleur.

26. **ÉDUCATION**  
— Les difficultés de l'académie de Versailles.

30 à 32. **ÉCONOMIE-REGIONS**  
— EMPLOI : la moitié des postes offerts aux jeunes sont des emplois nouveaux, affirme le C.N.P.F.

LIRE ÉGALEMENT  
RADIO-TELEVISION (24)  
Annonces classées (27 à 28) ; Aujourd'hui (29) ; Bulletin d'enseignement (29) ; Carnet (24) ; « Journal officiel » (29) ; Loterie nationale (29) ; Météorologie (29) ; Mots croisés (29) ; Bourze (33).

● **Overdoses : deux morts en Corrèze.** — Les corps de deux jeunes gens, Mlle Bernadette Kiffier, de Belfort, et M. Pascal Chappuis, de Besencon, l'un et l'autre âgés de vingt-deux ans, ont été découverts, mardi soir 21 février, dans les locaux d'une colonie de vacances de la société Alsthom, à Neuville (Corrèze). Ces deux personnes étaient mortes des suites de l'absorption d'une dose excessive de drogue. Impliqués dans plusieurs affaires de trafic et d'usage de stupéfiants, ils étaient peu avant leur mort, en cure de désintoxication, sur ordonnance d'un magistrat dans un hôpital de Lyon, d'où ils se sont évadés. — (Corresp.)

## Trois nouvelles universités créées à Toulon, Perpignan et Valenciennes

Le ministère des universités va créer prochainement trois nouvelles universités à Perpignan, à Toulon et à Valenciennes, par transformation des centres universitaires existants dans ces villes. Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (C.N.E.S.R.) examinera, pour avis, vendredi 24 février, un projet de décret soumis par Mme Alice Saunier-Seïté, qui ne devrait pas rencontrer d'opposition.

La carte universitaire française va s'enrichir de trois nouveaux établissements autonomes, ce qui portera à soixante-sept le nombre des universités. Il ne subsistera désormais que quatre centres universitaires : à Avignon, à Chambéry, aux Antilles-Guyane et à la Réunion. L'an dernier, à la veille des élections municipales, deux villes avaient obtenu la transformation en universités de leurs centres universitaires : Le Mans et Mulhouse.

La différence entre une université et un centre universitaire concerne l'organisation pédagogique et le recrutement des enseignants. Les centres universitaires doivent faire approuver par une université « tutrice » leurs programmes d'enseignement et les modalités de contrôle des connaissances. Les enseignants doivent être recrutés par des commissions où siègent des membres d'une université. Ces deux points font l'objet de conventions entre centres universitaires et universités.

### Les trois « promotions »

● **L'université de Perpignan** compte, cette année, 2 643 étudiants et 172 enseignants, répartis en trois U.E.R. : 223 sont inscrits à l'Institut universitaire de technologie, 407 en sciences, 766 en lettres et 1 242 en droit et sciences économiques. Des conventions existent avec les universités de Montpellier. Depuis 1966 les facultés de Montpellier disposent d'antennes à Perpignan, qui avaient été transformées en collège scientifique universitaire en 1958 et en collège littéraire universitaire en 1963.

● **L'université de Toulon** compte 2 310 étudiants dans trois U.E.R. : 670 sont inscrits à l'I.U.T., 1 032 en droit, 335 en sciences économiques et 262 en sciences. Il n'existe pas d'enseignement littéraire dans cette ville. Les conventions lient le centre universitaire créé en 1970 principalement aux universités de Nice, mais aussi à celles de Montpellier et d'Aix-Marseille.

● **L'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis** compte 2 137 étudiants dans trois U.E.R. : 316 étudiants sont inscrits en capacité en droit, 115 en lettres classiques et modernes, 319 en sciences humaines, 439 en informatique, 188 en sciences et 789 à l'I.U.T. Un collège scientifique existait dans cette ville depuis 1964 et un collège littéraire depuis 1966. Le centre universitaire a été transformé en centre universitaire en 1969.

DES ENFANTS MANIFESTENT POUR « LEUR » MARAIS  
Manifestation inattendue, mercredi 22 février après-midi, dans les rues du Marais : une cinquantaine d'enfants de 4 à 12 ans ont défilé comme des grands, mais avec des revendications qui leur sont bien propres : « Nous voulons des terrains de jeu, une maison de jeunes... ». Le quartier, c'est vrai, en pleine fièvre de rénovation, a oublié ses enfants.

Précedé par une famille « d'hommes-orchestres », le cortège, encadré par le Père Yves Bouanic, aumônier des jeunes, Jack Jiang et Maurice Bessac, conseiller de Paris, socialiste, agitant des banderoles et ballons multicolores, a quitté la rue des Lions-Saint-Paul pour se diriger vers l'Hôtel de Ville, en longeant les îlots de rénovation du secteur sous le regard amusé des passants.

● Selon un sondage Publimétrie que publie le *Quotidien de Paris* ce jeudi 23 février sur les Français et la chasse, 47 % des personnes interrogées ne connaissent pas la chasse telle qu'on la pratique aujourd'hui en France. 24 % l'approuvent et 29 % ne se sont pas prononcées.

Les réponses des personnes interrogées varient — évidemment — selon qu'elles chassent ou non. 15 % de celles qui ne touchent jamais un fusil sont favorables à la pratique actuelle de la chasse, tandis que 70 % de celles qui chassent régulièrement y sont favorables. Ce sondage indique seulement le sentiment des Français (1 050 personnes interrogées les 16 et 17 février) sur la pratique actuelle de la chasse. Mais si certains y sont opposés, ils n'en condamnent pas pour autant le principe.

● La skieuse Fabienne Serrat a remporté le titre de championne de France de descente, jeudi 23 février, à Tignes. Elle a devancé Perrine Peien et Martine Liouche.

## NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LE DOLLAR

Deutschmark et franc suisse au plus haut

Après deux jours de répit, le dollar a été victime, jeudi 23 février, d'une nouvelle attaque au profit des monnaies fortes. Le cours de la monnaie américaine est tombé à Francfort de 2,04 DM à près de 2,02 DM, et à Zurich de 1,6250 FS à 1,61 FS, au plus bas niveau historique. Les interventions des banques centrales, essentiellement la Bundesbank, n'ont pas réussi à endiguer les ventes des détenteurs de dollars, qui manifestent ainsi leur défiance vis-à-vis de la politique menée par les dirigeants américains en matière économique et monétaire.

A Paris, le cours du dollar a également baissé, revenant à près de 4,79 F contre 4,81 F, mais moins rapidement qu'ailleurs, de sorte que les monnaies fortes ont à nouveau battu leurs records antérieurs, le cours du deutschmark s'élevant à 2,37 F et celui du franc suisse à 2,66 F. Les marchés des changes redevenaient très nerveux, tandis que l'or a repris son ascension à Londres, où le cours de l'once frôlait 1,85 dollar.

Le gouvernement canadien va procéder à des emprunts massifs sur les marchés internationaux pour raffermir le dollar canadien, qui a perdu 10 % en un an par rapport au dollar américain, au plus bas niveau depuis quarante ans.

## LE DÉFICIT DES PAIEMENTS COURANTS FRANÇAIS : 15,7 MILLIARDS EN 1977

Le déficit de la balance des paiements courants de la France s'est élevé à 15,7 milliards de francs en 1977. Ce déficit avait atteint 29,1 milliards de francs en 1976. De sensibles variations ont été enregistrées au cours des trimestres de l'année dernière : — 8,1 milliards au premier trimestre ; — 2,4 milliards au deuxième ; — 5,9 milliards au troisième ; — 0,5 milliards au quatrième.

La diminution du solde négatif des transactions courantes qui, en termes financiers, a été de 13 milliards de francs contre 22,7 milliards en 1976. Elle provient aussi d'une amélioration des services qui ont enregistré un excédent de 10,3 milliards au lieu de 4,5 milliards. Toutefois, le déficit des transferts a augmenté, ayant atteint 13,1 milliards de francs au lieu de 10,9 milliards.

En matière de mouvements de capitaux, il a été enregistré, en 1977, un excédent de 5,3 milliards de francs, en diminution par rapport à 1976. Les mouvements de capitaux à long terme se sont soldés par un déficit de 0,2 milliards ; les « sorties » de 3,4 milliards pour les investissements directs et de portefeuille, 18,1 milliards pour les crédits commerciaux et 1,6 milliard au titre du secteur public ont été compensés par 22,9 milliards pour les emprunts extérieurs et en devises des résidents. Les mouvements de capitaux à court terme ont eu un excédent de 5,5 milliards de francs.

## En Inde

## Mme Gandhi tente de faire sa rentrée politique à l'occasion d'élections régionales

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — Plus de quatre-vingts millions d'électeurs sont appelés à renouveler, samedi 25 février, les Assemblées législatives de trois grands États du sud de l'Inde (Maharashtra, Karnataka, Andhra Pradesh), de deux États de l'est (Assam, Meghalaya) et d'un territoire de la même région, l'Arunachal-Pradesh. Les quatre premiers États constituent depuis plus de trente ans des places fortes du Congrès ; l'ancien parti gouvernemental avait réussi à y maintenir son emprise aux élections législatives nationales en mars 1977, malgré la victoire écrasante du Janata, le Parti du peuple de M. Desai, dans le reste de l'Union.

Les choses ont cependant changé depuis que Mme Gandhi a provoqué, au début de l'année (le *Monde* du 4 janvier), la scission du Congrès. Les suprématies de cette formation dans le Sud est maintenant remise en cause. Les plus fortes personnalités du mouvement sont restées fidèles au Congrès officiel de M. B. Reddy, mais le « Congrès-Indira », comme est appelé le groupe de l'ancien premier ministre, a pu présenter un nombre presque égal de candidats.

L'intérêt de ces élections, un an après la prise du pouvoir par le Janata à New-Delhi, est double. D'une part, celles-ci doivent permettre de mesurer l'influence des dissidents congressistes. Les révolutions continuelles qu'apporte la commission enquêtant sur les excès commis sous le régime de Mme Gandhi ne semblent pas affecter la popularité de l'ancien premier ministre.

D'autre part, ces élections offrent l'opportunité au Janata de prouver qu'il n'est pas un mouvement dépourvu d'emprise dans le sud de la péninsule. Les populations dravidiennes notamment à un certain point de vue, ont volonté de domination linguistique de la part du nord, où la langue prédominante est le hindi. Le parti de M. Desai doit renouer ses positions dans la perspective des élections par les parlementaires provinciaux, en avril, d'une partie des membres de la Chambre haute (Rajya Sabha). La formation gouvernementale ne dispose pas, pour le moment, dans cette assemblée, de la majorité lui permettant d'avoir les coudées franches jusqu'à la fin de la

GÉRARD VIRATTELL.

## RUMEURS DE DÉMISSIONS MINISTÉRIELLES A MADRID

Madrid (A.F.P.). — La presse espagnole fait état, ce jeudi 23 février, de rumeurs de démissions ministérielles, touchant le dictateur Somoza d'autant qu'il recroiserait des armées de la France. Ces armées sont uniquement destinées à tuer des Nicaraguayens. Nous vous prions de la faire savoir.

Des contacts sont effectivement en cours entre Paris et Managua pour d'éventuels achats par le Nicaragua de mortiers de 60, 81 et 120 millimètres, et de lance-roquettes.

Ernesto Cardenal est l'auteur, notamment de « Cris-Phanmes politiques » — en français aux éditions du Cerf, qui ont également publié une « Anthologie poétique » de l'écrivain nicaraguayen. Considéré comme l'un des plus grands poètes actuels vivant en Amérique latine, E. Cardenal, qui est prêtre, a récemment annoncé qu'il avait rejoint les rangs du Front sandiniste de libération nationale — la plus importante organisation de guérilla du pays. Depuis le récent assassinat de Pedro Chamorro, journaliste et principal opposant politique au président Somoza, grèves et manifestations d'hostilité au régime se sont succédées toujours sévèrement réprimées par la garde nationale. — J.-P. C.]

● M. Vladimir Kiebanov, qui a récemment constitué en U.R.S.S. un syndicat non officiel, a été interné dans une institution psychiatrique, déclarait-on dans les milieux dissidents à Moscou. M. Kiebanov a été arrêté par la police de Moscou le 7 février et envoyé à Dombass, dans le sud de la Russie. Il s'agit de sa seconde incarcération dans une institution psychiatrique. Il avait déclaré à des journalistes qu'il avait déjà été interné pendant une semaine à la fin de l'année dernière, après avoir pris contact avec la presse occidentale. — (A.P.)

## LE NICARAGUA CHERCHE A ACHETER DES ARMES EN FRANCE

Nous recevons du poète nicaraguayen Ernesto Cardenal le télex suivant en provenance de San-José-de-Costa-Rica : « Le dictateur Somoza a annoncé qu'il recroiserait des armées de la France. Ces armées sont uniquement destinées à tuer des Nicaraguayens. Nous vous prions de la faire savoir. »

Des contacts sont effectivement en cours entre Paris et Managua pour d'éventuels achats par le Nicaragua de mortiers de 60, 81 et 120 millimètres, et de lance-roquettes.

Ernesto Cardenal est l'auteur, notamment de « Cris-Phanmes politiques » — en français aux éditions du Cerf, qui ont également publié une « Anthologie poétique » de l'écrivain nicaraguayen. Considéré comme l'un des plus grands poètes actuels vivant en Amérique latine, E. Cardenal, qui est prêtre, a récemment annoncé qu'il avait rejoint les rangs du Front sandiniste de libération nationale — la plus importante organisation de guérilla du pays. Depuis le récent assassinat de Pedro Chamorro, journaliste et principal opposant politique au président Somoza, grèves et manifestations d'hostilité au régime se sont succédées toujours sévèrement réprimées par la garde nationale. — J.-P. C.]

Le numéro du « Monde » daté 23 février 1978 a été tiré à 550 426 exemplaires.

REVISION FÉVRIER  
**6 jours** du 27/2 au 4/3  
**math, phys**  
de la 6<sup>e</sup> en Terminale  
**MATH ASSISTANCE**  
9<sup>e</sup> SAINT-LAZARE - 526-37-17  
15<sup>e</sup> VAUGHARD - 531-31-13  
20<sup>e</sup> NATION - 573-89-38

**DU NOUVEAU CONTRE LA SURDITE**  
Est-il possible de retrouver l'AUDITION INTEGRALE ?  
Réponse à cette question vous sera donnée lorsque, sans engagement, vous viendrez faire l'essai de ce très petit appareil électronique, déjà utilisé par d'innombrables sourds dans le monde entier, chez **ACOVOX**  
3, rue du Cirque, 75008 PARIS  
Métro : Champs-Élysées - Clémenceau  
Téléphone : 225-45-47 +  
Écrivez ou téléphonez EN VOUS RECOMMANDANT DE CE JOURNAL pour recevoir gratuitement la documentation AX - CT

**Investissement immobilier**  
**cica** 227.04.30  
45, rue de Courcelles, 75008 Paris  
A B C D E F G

**HEWLETT-PACKARD**  
A LA POINTE DE LA TECHNOLOGIE ET DE LA QUALITÉ  
Démonstration et assistance dans la programmation et les applications aux problèmes techniques, scientifiques, financiers... par ingénieur qualifié chez un nouveau distributeur agréé  
**MAUBERT ELECTRONIC**  
49, bd St-Germain, PARIS-6<sup>e</sup>  
Place et Métro MAUBERT, 329.40.04

**ittell**  
Eau minérale naturelle.

jusqu'au 25 février  
offre spéciale d'avant-saison  
**NICOLL**  
COSTUME SUR MESURES  
formule industrielle **990 F**  
avec gilet 1150 F  
NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN  
29, RUE TRONCHET / PARIS 8<sup>e</sup>

**CERRUTI 1881**  
**collection printemps**  
27, RUE ROYALE - PARIS 8<sup>e</sup>